

**RÉPUBLIQUE UNIE
DU CAMEROUN**

**LES TYPES D'EXPLOITATION
DE LA PALMERAIE A HUILE
DANS LA RÉGION D'ÉSÉKA - DINGOMBI**



PAUL TJEEGA

LES TYPES D'EXPLOITATION DE LA PALMERAIE A HUILE
DANS LA REGION D'ESEKA_DINGOMBI

par
P. TJEEGA

Sous la direction de

M.Le Professeur G. SAUTTER

M. J. TISSANDIER
Maître de Recherches

ORSTOM, YAOUNDE Sept. 1973

R E M E R C I E M E N T S

Nous ne saurions faire part des résultats de cette étude sans remercier d'abord MM. DONT SOP Paul et BENG ELOUGA Jean-Louis, respectivement Préfet du Département du Nyong-et-Kelé et Sous-Préfet de l'Arrondissement d'Eséka, qui nous ont tant facilité le travail sur le terrain.

Notre reconnaissance va également à M. LEFEVRE, Directeur du Centre ORSTOM de Yaoundé et à toute la Section Géographie du même Centre pour l'intérêt, réel, qu'ils ont manifesté pour cette étude et les conseils, combien nécessaires, qu'ils n'ont cessé de nous prodiguer.

Nous voudrions aussi que tous ceux qui ont, directement ou indirectement, collaboré à la réalisation de ce travail trouvent ici l'expression de notre gratitude ; qu'on nous permette de citer spécialement Mlle BISSECK Brigitte, MM. GOUET Oscar, BALENG Simon et GWE dont le dévouement n'avait d'égale que leur volonté de voir achevée la tâche à laquelle nous nous étions tous attelés dès les premiers instants.

T A B L E D E S M A T I E R E S

	<u>Pages</u>
REMERCIEMENTS	
AVANT-PROPOS	5 - 10
CHAPITRE I : L'AIRE DU PALMIER A HUILE AU CAMEROUN	11 - 21
A - Limites de la région huilière	11
1 - Première zone	
2 - Deuxième zone	
3 - Troisième zone	
B - Personnalité économique et sociale de la région huilière	19
CHAPITRE II : PRESENTATION DE LA REGION D'ESEKA_MESSONDO	22 - 88
A - Aspects physiques	22
1 - Une structure hétérogène	
2 - Les grands ensembles morphologiques	
3 - Un climat équatorial	
4 - Les conséquences géographiques du climat	
B - La population	42
1 - Mise en place	
2 - Les densités	
3 - La dispersion de l'habitat	
4 - L'exode rural	
5 - Sa composition interne	
C - Aspects sociaux et économiques	62
1 - Une infrastructure scolaire et sanitaire enviable	
2 - Un réseau routier et ferroviaire dense, mais mal entretenu	
3 - Une économie banale	
CHAPITRE III: LA PALMIERAIE VILLAGEOISE.	89 -135
A - Le palmier et l'espace villageois	89
1 - Le palmier à huile, élément du paysage	
2 - Le palmier à huile, signe de l'empreinte humaine	
3 - Le palmier et la propriété foncière	
4 - Le palmier et la structure agraire	

	<u>Pages</u>
B - Le palmier et l'homme Basa	99
1 - Le palmier, plante traditionnelle	
2 - Pas de palmeraie aménagée	
C - Le vin de palme	113
1 - Le vin de palme dans la société traditionnelle basa	
2 - Le vin de palme, chose de "Mbok"	
3 - Le vin de palme et la pharmacopée	
4 - Le vin de palme, son évolution	
CHAPITRE IV : LA PALMERAIE DE TYPE COLONIAL	136 - 158
A - L'historique et la politique des palmeraies coloniales	136
1 - Historique	
2 - Politique	
B - Les conditions de production	141
1 - Les investissements	
2 - La condition du manoeuvre des palmeraies coloniales	
a/ Les conditions de travail et les salaires versés	
b/ L'infrastructure sociale des palmeraies	
c/ Les plantations et le problème du ravitaillement en vivres et autres produits	
C - Un exemple de plantation coloniale : la Palmeraie COUGOULAT	150
D - La faillite des palmeraies coloniales et leur devenir.	153
1 - Les causes de la faillite	
a/ Le caractère familial des palmeraies	
b/ Une culture irrationnelle	
c/ Le phénomène de concurrence	
2 - Le devenir des vieilles plantations coloniales	
CHAPITRE V : UNE EXPERIENCE NOUVELLE : LA PALMERAIE SELECTIONNEE . .	159 - 201
Le Plan Palmier	160
La Socapalm d'Eséka	171
A - Un complexe agro-industriel jeune	171
1 - L'implantation de la palmeraie	
a/ Financement et problèmes techniques	
b/ Evolution des surfaces plantées	
2 - Les perspectives de production	

B - La main-d'oeuvre de la Socapalm	179
1 - La structure de la main-d'oeuvre	
a/ Composition par âge	
b/ Composition par sexe	
c/ Situation matrimoniale	
d/ Niveau d'instruction de la main-d'oeuvre de la Socapalm	
2 - Les effectifs et leur évolution	
3 - L'aire de recrutement des employés de la Socapalm	
4 - La condition du manoeuvre de la Socapalm	
C - L'impact de la Socapalm dans la région d'Eséka-Messondo	
CHAPITRE VI : LES PLANTATIONS VILLAGEOISES SELECTIONNEES	202 - 233
A - La politique des plantations villageoises . .	202
B - Villages et planteurs éventuels	206
C - La plantation de Dingombi-Njockloubè	212
1 - Situation géographique et humaine	
2 - La palmeraie de Dingombi : Les causes de sa réussite	
3 - Leçons à tirer de l'exemple de Dingombi- Njockloubè	
C O N C L U S I O N	232
Summary	234 - 235
Proverbes	236 - 241
Bibliographie	242 - 266
Hors Texte	

AVANT - PROPOS .-

Dans une étude sur "Eséka : la ville, l'arrondissement", nous avons essayé de montrer que la région d'Eséka, si jamais on peut parler d'une région commandée par ce centre urbain, considérations administratives et judiciaires mises à part, que cette partie du Département du Nyong-et-Kellé était une zone marginale à tout point de vue. En effet si pour les affinités ethniques et les potentialités agricoles elles se rattachent à la zone littorale et si administrativement elles relèvent aujourd'hui de la Province du Centre-Sud, nous avons affaire du point de vue conditions naturelles, topographie, climatologie notamment, à une région intermédiaire, donc à une zone ambiguë, difficilement classable dans l'une ou l'autre région administrative ; nous n'en voulons au preuve que le balancement de "tutelle" vis-à-vis de Douala et de Yaoundé dont elle a été l'objet depuis les temps coloniaux jusqu'à l'heure actuelle.

Cette marginalité s'est toujours ressentie dans les projets de développement économiques de la région. Trop éloignée ou trop exclusive dans sa région administrative, donc des organismes centraux de développement, la région d'Eséka n'a jamais été gâtée dans les diverses réalisations économiques du pays. Il va sans dire que l'explication par les simples considérations de position ne suffisent pas et qu'il faudrait peut-être, dans une critique aussi positive que possible, rechercher ailleurs les causes de la décadence ou simplement de la stagnation ; car la région a vécu son temps de gloire pendant un demi siècle, de 1913 à 1959. Pourquoi ce déclin ? Tient-il à des raisons plus économiques que socio-politiques, ou inversement ?

La première partie de ce texte tentera de répondre à cette question en rappelant d'une part les grandes bases de l'économie de la région, d'autre part en mettant en lumière, assez brièvement, les aspects socio-économiques de la région, les incidences de la mise en place des populations et les grands chamboulements politiques qui ont précédé la période d'indépendance de notre pays et qui, il faut le reconnaître, ont laissé des traces dans les campagnes où l'enracinement de l'Union des Populations du Cameroun était assez profond.

La deuxième partie portera essentiellement sur les différents modes d'exploitation de la palmeraie naturelle ou subsponnée et les récentes tentatives de rationalisation de la culture du palmier à huile.

En parlant de région entre Eséka-Digombi, nous sommes conscient qu'il ne s'agit pas d'une région à proprement parler telle que la définit par exemple le Pr. Juillard, c'est-à-dire "le cadre spatial le plus vaste à l'intérieur duquel s'effectuent la plupart des actes d'une population à l'exception du recours occasionnel à certains services de la capitale d'Etat, de certaines relations professionnelles interrégionales, de certaines migrations de loisir" (1). Car ici il n'y a pas un centre d'impulsion organisant une population assez nombreuse et des activités économiques satisfaisantes. Seule la continuité d'une même expérience économique, à savoir la culture du palmier en plantations industrielles, et en blocs de palmeraies villageoises, a été à la base de notre choix qui en plus a été motivé en second lieu par les affinités claniques entre les groupes humains parmi lesquels s'applique cette expérience.

Nous avons pensé qu'il serait peut-être utile avant la présentation proprement dite de cette étude, de montrer le but que nous avons poursuivi et surtout de mettre le doigt sur les difficultés que nous avons rencontrées au courant de cette année.

Notre travail qui a duré une année, avec cinq mois de terrain, s'inscrit dans le cadre de notre formation à la recherche à l'Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer. En effet après une première année d'enseignement essentiellement théoriques à Paris, avec cependant des stages de durée variant entre deux et six semaines sur le terrain, en France, cette deuxième année était consacré uniquement à la préparation d'un mémoire de fin de formation, donc à un travail

(1) "Différenciation régionale et régionalisation en Afrique francophone et à Madagascar" p. 34

(O.R.S.T.O.M. Journées de Yaoundé : 9-12 octobre 1972. 146 p.)

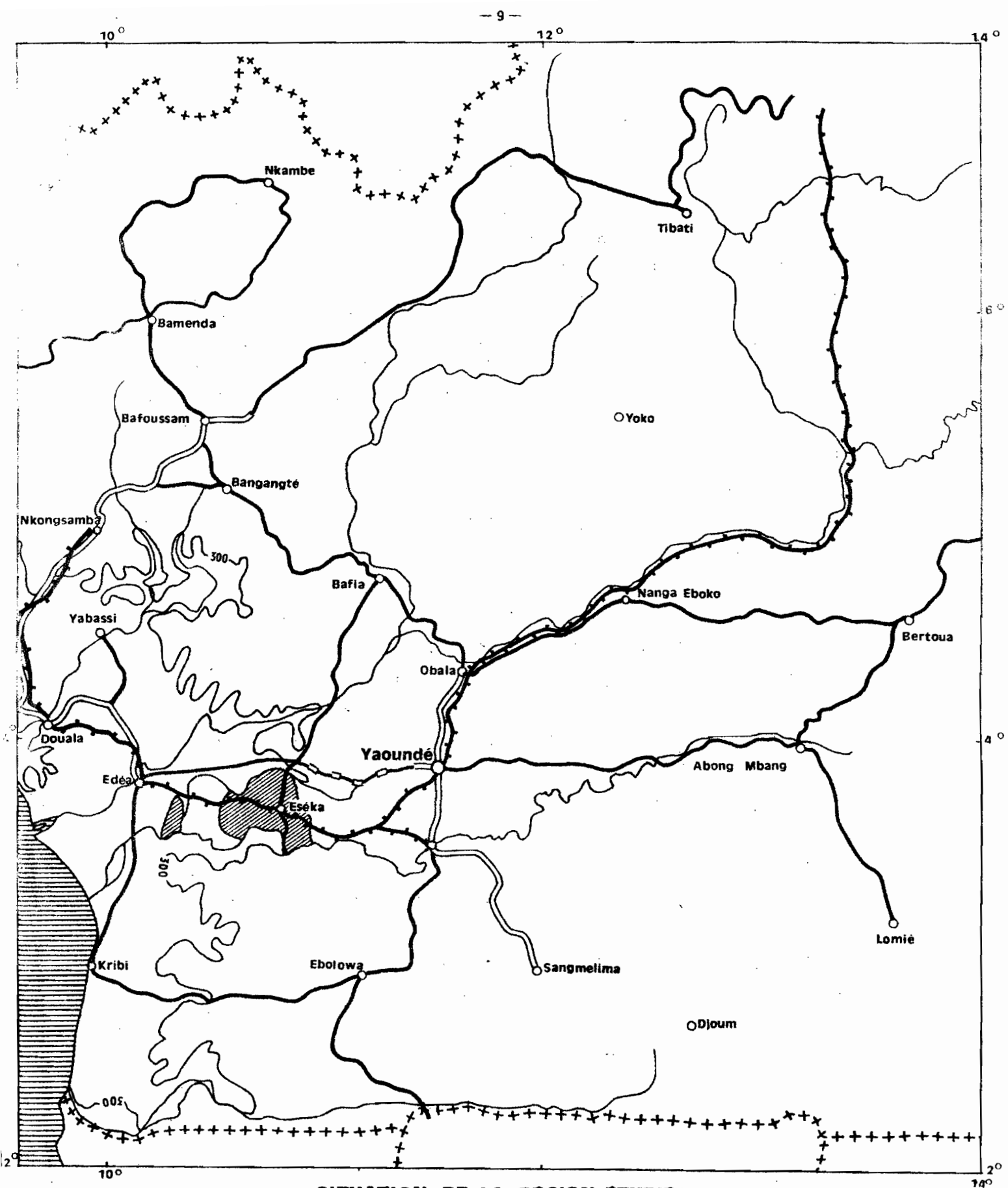
pratique visant à mettre à l'épreuve, et ce, sur un sujet concret cette fois, les méthodes d'approche et d'investigation acquises auparavant. S'il s'agit d'un travail "administratif" dans ce sens que c'est le couronnement logique de la formation à l'ORSTOM, c'est également et surtout le résultat d'un premier travail de recherche, "extra-universitaire", avec tous les problèmes que ce genre de tentative pose.


Comme pour la plupart des chercheurs débutants, les difficultés ont été nombreuses et diverses ; le premier problème s'est posé au niveau du sujet, de son libellé exact. Traiter du "Rôle de la SOPAME dans le développement économique de la région d'Eséka", première formulation adoptée d'un commun accord par le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire et la Direction Générale ORSTOM, nous a paru une fois sur le terrain à la fois prétentieux et risqué ; ceci pour plusieurs raisons : d'abord, on est présence d'un très jeune complexe agro-industriel avec des arbres âgés d'au plus quatre ans. Plantation jeune en cours d'implantation et dont les premiers blocs ne sont même pas encore entrés en production ; il m'a donc paru hasardeux de spéculer sur de telles données ; ensuite la Direction du complexe nous a paru, malgré toutes les facilités qu'elle nous a accordées par ailleurs, réticente sur les questions concernant l'impact économique de la société sur la région : d'une part par ce que tous les services annexes ou même faisant partie intégrante de la plantation ne sont pas encore sur place, par exemple l'usine qui traitera la production et dont l'emplacement n'est même pas encore définitivement choisi, et toute l'infrastructure socio-culturelle ; d'autre part nous avons eu l'impression qu'en dehors des flux engendrés par les salaires versés mensuellement aux manœuvres de la plantation, la société ne s'occuperait que de la production de l'huile et que si jamais des industries annexes allaient suivre le mouvement, la SOPAME n'en contrôlerait ni le processus d'implantation, ni plus tard les normes de production ; là encore il était difficile de prédire l'avenir. Enfin l'opération nous a semblé un peu trop localisée, elle n'est pas du même genre que l'opération 100.000 tonnes de cacao par exemple qui dans le temps a concerné au moins trois régions administratives du Cameroun en même temps, ou alors il aurait fallu parler de la politique des palmeraies sur tout le littoral Camerounais, ce qui aurait nécessité des délais de travail beaucoup plus longs que le temps qui nous était imparti pour réaliser cette étude. Nous avons donc abandonné ce sujet, d'autant plus facilement que les plantations sélectionnées villageoises qui doivent faire pendant à la SOPAME, jusqu'en décembre 1972, n'avaient pas encore été lancées ; exception faite du village de Timalom dans l'Arrondissement de Messondo qui avait déjà, à cette date, défriché environ 50 ha de sous-bois.

En définitive nous avons été amené à traiter des types d'exploitation de la palmeraie dans le secteur ESEKA-DINGOMBI, sujet qui présente par rapport au premier plusieurs avantages : le premier et non le moindre étant, comme nous l'avons souligné plus haut, d'éviter de jouer au prophète sur un projet qui n'en est qu'à ses débuts ; le deuxième avantage est l'ampleur du sujet dans ce sens qu'il fait le tour des différents modes d'exploitation du palmier dans les régions : de l'exploitation de type traditionnel à l'exploitation industrielle en passant par les palmeraies dites coloniales, premières tentatives de la rationalisation et de l'augmentation de la production. Ce vaste tour d'horizon nous a paru nécessaire au moment où au Cameroun, les plantations coloniales disparaissent et où la coupe des régimes de la palmeraie naturelle connaît une baisse alarmante par le simple fait que les jeunes de plus en plus renoncent à ce travail et que les vieux ne s'y risquent plus. Certes nous pensons que les Bassa continueront ne serait-ce que pour leur consommation familiale, à extraire l'huile avec les méthodes traditionnelles ; mais nous sommes tout aussi convaincu que les produits du palmier ne seront plus leur unique source de revenus comme ils l'ont été pendant longtemps et que par conséquent l'exploitation de la palmeraie subspontanée en sera profondément modifiée.

Un autre avantage est le dynamisme que présente un tel sujet, car si les conditions d'exploitation à elles seules suffisent pour justifier le choix de ce sujet, l'étude de l'historique des différentes formes d'exploitation est capitale pour essayer de comprendre les orientations actuelles des pouvoirs compétents.

Une autre difficulté est apparue au niveau de l'enquête. Pour celle-ci nous avons utilisé outre les interviews directes libres ou dirigées, des questionnaires surtout pour la main-d'oeuvre de la SOCAPALM. S'agissant des interviews directes dans les villages, nous avons largement profité de nos affinités avec le milieu ethnique et c'est volontier que les personnes interrogées nous ont répondu, que ce soit les paysans eux-mêmes ou les autorités du village, chefs ou responsables du Parti. Il en a été autrement avec les manoeuvres de la SOCAPALM ; il est vrai que la grande majorité d'entre eux sont originaires des départements du



 Région d'étude

 Route principale

 Route goudronnée

 Chemin de fer

0 40 80 100 Km

NYONG-et-KELLE et de la SANAGA-MARITIME, donc parlent la même langue que nous ; le problème cependant se situait à un autre niveau, celui du milieu ; nous n'avions plus du tout affaire aux paysans proprement dits mais à un milieu ambigu de salariés certes, mais de salariés mestés pour la plupart très proches de vrais cultivateurs, d'où un comportement assez étrange vis-à-vis de l'enquêteur ; nous avons quand même réussi à toucher les deux tiers du personnel employé par la société et ceci après trois mois de va-et-vient sur le terrain ; l'autre tiers ayant catégoriquement refusé de se prêter au questionnaire d'enquête ; nous espérons que les résultats qu'on trouvera de ce travail ne seront pas très biaisés, quoique notre souhait avait été de faire une enquête exhaustive sur toute la main-d'œuvre de la plantation pendant un temps relativement bref pour éviter les effets de fluctuations des effectifs. L'éparpillement des ouvriers et le système du travail - travail à la tâche - n'ont pas été aussi pour nous faciliter le travail. Difficultés multiples que nous avons essayées de surmonter avec le concours de nos maîtres, des responsables de la plantation, mais aussi par l'entêtement et ... le sourire.

Mais nous n'avons pas rencontré que des difficultés ; nous avons eu des moments de joie ; joie entretenue par l'enthousiasme du premier terrain, qu'on doit pratiquement travailler livré à soi-même. Si parfois les contacts humains lors des interviews et enquêtes nous ont laissé voir des réalités quotidiennes pas toujours très agréables, et si quelquefois à la fin d'une journée nous avons eu la conviction de n'avoir pas assez fait pour des raisons diverses, par exemple des rendez-vous qui n'ont pas été respectés ou parcequ'il a fallu recommencé deux ou trois fois le même questionnaire, ou tout simplement parce qu'on se sentait plus fatigué que les autres jours pour fournir le même travail, le soir nous sommes presque toujours rentré satisfait d'avoir appris un peu plus, ne serait-ce que sur le simple maniement, délicat, des outils que constituent questionnaires et interviews, et décidé à faire mieux le lendemain.

CHAPITRE I

L'AIRE DU PALMIER A HUILE

L'aire du palmier à huile au Cameroun peut, comme indique la carte ci-dessous, se diviser en trois zones distinctes. Suivant l'importance que revêt l'élaeiculture dans l'économie de la région et les possibilités économiques d'une culture industrielle de cette plante.

A - LIMITES DE LA REGION HUILIERE

1 - La première zone :

Elle est celle où l'élaeiculture industrielle est possible ; et correspond à peu près aux basses terres côtières à la pleine de Manfé et aux basses terres inondables et la pointe Sud-Est du pays, dans le secteur de Moloundou. Dans ces différentes régions, les conditions pédo-climatiques sont idéales pour la culture des palmiers en grandes plantations.

En effet, sauf dans le secteur Sud-Est, c'est ici qu'a été prévue la réalisation du Plan Palmier. Les quelques projets qui sont en exécution à l'heure actuelle se localisent dans cette région ; que se soit au Cameroun Oriental ou au Cameroun Occidental, aux niveaux des organismes gouvernementaux et à celui des sociétés para-Etatiques comme la C.D.C. (Cameroon Development Corporation) ou privées, la PAHOL. Dans l'ensemble, cette zone est limitée vers l'intérieur des terres par la courbe de niveau de 300 m. Elle englobe ainsi une bonne partie de Kribi, tout le pays Basa jusqu'à l'excarpement d'Eséka et le Sud du pays Babimbi, tout le Nkam, le secteur méridional des hauts plateaux de l'Ouest, au Nord de Nkondjok, le Sud du Moungo. Au Sud-Est, c'est la plaine inondable de Ngoko-Sangha. Dans l'ex-Cameroun Occidental ce sont les départements de Ndian et de la Mémé qui sont concernés ; il faudrait y ajouter, à l'Ouest, la dépression de Manfé. Topographie molle, plus ou moins vallonnée, de la plaine de Douala et des bas plateaux côtiers du Cameroun Oriental s'opposent parfois des pentes relativement douces et les dépressions du Cameroun Occidental.

Partout ici les pluies sont abondantes (+ de 2 000 mm d'eau) et réparties toute l'année ; la pluviométrie, comme dans tout le littoral proprement dit, se caractérise deux saisons des pluies séparées par un léger répit dans les précipitations. Toute l'année aussi l'hygrométrie est très élevée. Quant à ce qui concerne les températures, elles sont également élevées et constantes, sauf sur les abords des grandes reliefs comme le Mont-Cameroun. La limite latitudinale de cette zone est le 5° degré Nord, et le 6° lorsqu'on considère la dépression de Manfé.

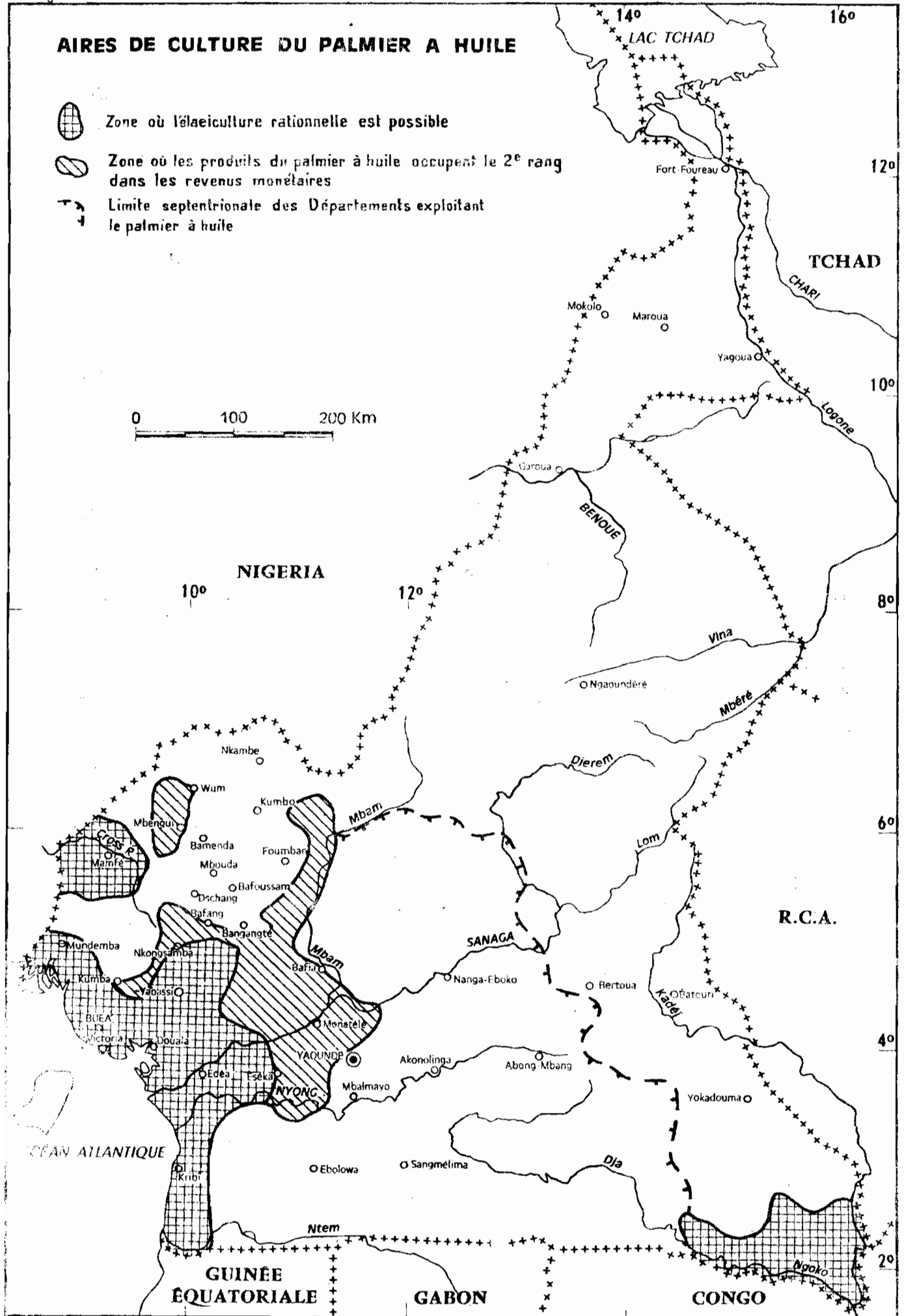
Au point de vue ethnique et linguistique, il s'agit de groupes bantous : ce sont d'une part les Basa les Douala et leurs apparentés, Bakoko et Bakweri, d'autre part les Bakundu, les Bangantou et les Konam-bembé du Sud-Est. Il faut y ajouter un groupe bantoïde de Manfé. Cependant toutes ces régions ne s'adonnent pas avec la même intensité à la "culture" traditionnelle du palmier à huile, malgré leurs aptitudes naturelles à l'élaeiculture moderne. Par exemple chez les Bakweri et les Pongo les produits du palmier n'ont plus la même importance dans l'économie villageoise que par le passé parce qu'aujourd'hui l'homme et parfois sa femme se font plus volontiers recruter comme manoeuvres dans les plantations européennes; ce qui est tout à fait différent du paysan Basa de cette même zone, dont plus de la moitié des ressources provient de la vente, individuelle cette fois, des différents produits de cet arbre. Au point de vue ethnique donc l'aire d'extension du palmier dans cette zone est vaste; mais il faudrait toutefois remarquer qu'elle se réduit presque uniquement au pays Basa et secteurs environnants, la région de Yabassi en l'occurrence, lorsqu'il s'agit d'une exploitation familiale intensive.

2 - La deuxième zone :

C'est celle où l'exploitation du palmier dans le cadre des grandes plantations n'est plus possible à cause surtout des handicaps topographiques et climatiques, mais reste toutefois très importante dans les villages.

Si les conditions climatiques n'ont pas changé de façon radicale, toujours est-il que les précipitations sont moins importantes à mesure que l'on s'éloigne de la côte. Au point de vue topographique, on est soit sur le plateau du Centre-Sud soit sur le rebord oriental du plateau bamoun. Cette zone englobe tout l'arrière-pays Basa le pays éton, l'est du pays bamoun la plaine de Ndop et le rebord méridional du plateau du Haut Nkam. Dans l'Ouest on note un noyau de forte production autour de Gwofon jusqu'à Wum. Dans la plupart de ces régions l'huile de palme et parfois le vin de palme (comme dans la Lélé) occupent la deuxième position parmi les cultures commerciales après le cacao ou le café. Au point de vue ethnique, on déborde de la zone de peuplement bantou et, par les Bamoun, les Tikar, les Bamileké et les Widekum, on atteint le peuplement bantoïde. Mais les Basa les Eton et les Banen, donc les Bantou, sont ceux qui s'adonnent le plus à cette exploitation - les Eton, plus par le vin de palme que par l'huile et les palmistes,

Fig: 2



à l'heure actuelle du moins - la limite orientale de cette zone est arbitraire. Nous avons employé pour la tracer les données des services d'Agriculture, généralement inexactes et notre connaissance du terrain; mais les éléments statistiques rigoureux nous ont manqué; nous avons donc mis de côté certains secteurs dont la production est élevée, le Nyong et Mfoumou par exemple (1 900 tonnes d'huile) ou la Mefou (2 838 tonnes (1), soit parce qu'ils semblent un peu marginaux, soit parce que les chiffres fournis nous paraissent trop différents de la réalité. La carte ci-après se veut indicative, dans ce sens qu'elle montre, de façon significative, la dégradation de l'exploitation de la palmeraie des régions côtières du Cameroun vers l'intérieur du pays.

La différence entre la première et la deuxième zone, au point de vue production, n'est pas très grande, le palmier est privilégié dans la première en ce qui concerne l'exploitation familiale par le fait qu'on n'y rencontre pas ou presque pas de plantes concurrentes. Il est certain que dans les années à venir la concurrence apparaîtra, comme c'est le cas dans la deuxième zone. En effet dans cette zone de forte production artisanale d'huile, le palmier est rélégué au second plan par telle ou telle culture qualifiée de plus intéressante et généralement bénéficiant d'un caractère "étranger" à la région; en plus à l'heure actuelle on ne saurait confondre les deux zones, la première présentant des possibilités d'aménagement de blocs modernes de palmiers sélectionnés tandis que la deuxième se consacre davantage à d'autres cultures qualifiées de plus rentables pour la zone. Les palmeraies "étagées" du rebord méridional du plateau du Haut-Nkam qu'un administrateur colonial qualifiait à l'époque des "plus belles du territoire" et qui alimentaient les hauts plateaux de l'Ouest, n'ont pas attiré l'attention des services d'Agriculture, parce que justement elles appartiennent à cette deuxième zone.

3 - La troisième zone :

Quant à la troisième zone, elle englobe toutes les régions produisant soit l'huile de palme, soit les palmistes. Partant toujours des Statistiques Agricoles, cette zone se limiterait au sud du département de l'Adamaoua. Nous avons cependant exclu en plus de la Boumba-Ngoko dont la production est déclarée nulle deux autres départements, le Lom-et-Djerom et

(1) Chiffres tirés du bilan annuel des Statistiques Agricoles pour l'année 1970/1971.

la Kadéï, pour deux raisons, d'abord leur production est presque insignifiante, 5 tonnes, chacun, commercialisées sur 15 tonnes produites; la production des palmistes est nulle pour les deux secteurs. Ensuite la fantaisie des chiffres est évidente et relève sans conteste du simple remplissage; il serait en effet peu probable que les trois départements déclarés producteurs produisent chacun 15 tonnes d'huile comme l'indiquent les Statistiques Agricoles. Nous n'avons donc considéré comme producteur dans toute la région de l'Est que le Haut-Nyong dont le volume des palmistes commercialisés est connu : 5 tonnes pendant la saison 1970/1971.

Il s'agit de secteurs intérieurs peuplés d'une part de Bantou, d'autre part de Bantoïdes en ce qui concerne le nord des départements du Mbam et de la Haute Sanaga. Toute cette zone qui appartient au Plateau Sud-camerounais est caractérisée par une pluviosité relativement basse par rapport au littoral (Yaoundé 1 579,1 mm, Abong-Mbang 1 648,2 mm, Yoko 1 732,6 mm) et des températures moyennes (Yaoundé 23 .4°C, Abong-Mbang 23.3°C, Yoko 22.2°C); s'ajoutent aux conditions naturelles peu favorables les habitudes alimentaires qui privilègent la consommation, à mesure que l'on va vers le Nord, des lipides obtenus à partir de l'arachide.











En fait, cette troisième zone se trouve dans sa partie septentrionale dans des régions couvertes de savanes arborées post-forestières où céréales, manioc et arachide prennent le pas sur les tubercules et l'huile de palme des populations de la forêt, milieu dans lequel se trouvent les deux premières zones : forêt dense, équatoriale, forêt dense de la Sangha, périodiquement inondée, ou mangroves littorales. Exception doit être faite cependant des savanes post-forestières du rebord oriental du plateau baroun et qui intéressent la deuxième zone.

La comparaison de la carte des "palmeraies" avec d'autres cartes physique et humaine notamment, permet d'une façon générale, d'affirmer qu'au Cameroun, le palmier est avant tout une plante des basses terres côtières où il jouit des conditions écologiques maximales pour son développement, d'autre part que c'est une plante de la zone forestière à laquelle s'adonnent spécialement les populations bantoues. Sa "culture" est marginale dans la zone pré-soudanienne où certaines populations bantoïdes la pratiquent.

Fig : 3

PAYSAGES VÉGÉTAUX DU CAMEROUN

Légende

-  Forêt dense équatoriale
-  Forêt dense de la Sangha périodiquement inondée
-  Savane arborée post-forestière
-  Savane boisée de hauts plateaux (Adamaoua)
-  Savane herbeuse d'altitude (grass-fields)
-  Végétation montagnarde
-  Savane arborée de basse altitude
-  Savane des Monts Mandara
-  Brousse à épineux
-  Mangroves Littorales et brousse inondable de la plaine du Tchad

0 100 200 Km

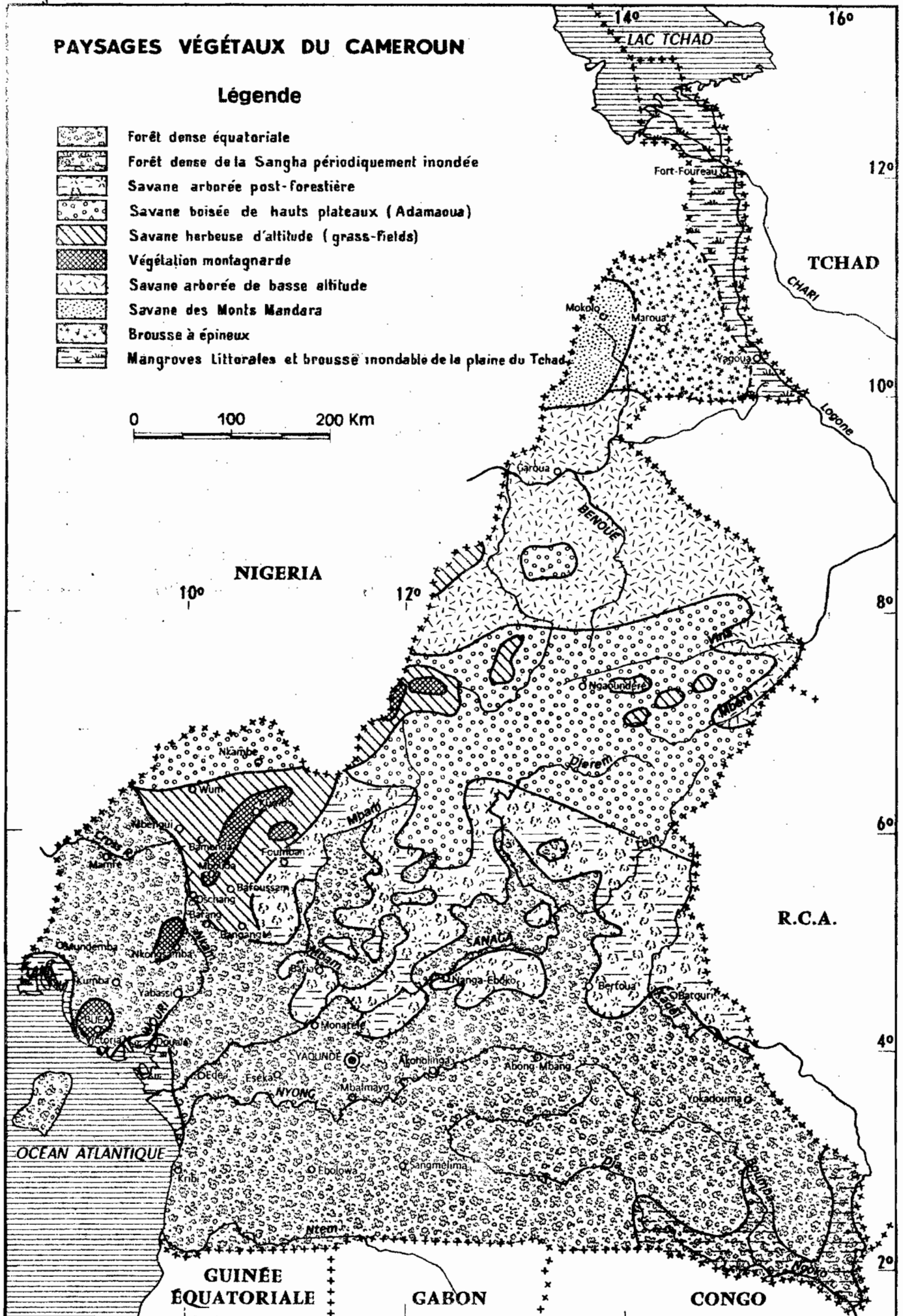


Fig: 4

RELIEF DU CAMEROUN

Légende



Hauts plateaux
et grands massifs isolés
Massifs de plus 2000m.d'altitude



Plateau Sud Camerounais et ses massifs
Principaux sommets (voir ci des-
sous pour les noms correspondants
aux numéros)



BASSINS ET PLAINES

1 Région moins de 200m
2 Région de 200 à 400m
3 Plaine du Tchad inondable
Bordures de plateaux et de grands massifs,
Côte rocheuse
Côte basse

- 1 Mont Cameroun
- 2 Mont Koupe
- 3 Mont Manengouba
- 4 Monts Bamboutos
- 5 Mont Okou
- 6 Massif du Mbam
- 7 Monts Mambila

- 8 Monts Roumpi
- 9 Tchabal Mbabo
- 10 Mont Goutel
- 11 Tchabal Gandaba
- 12 Tchabal Nganha
- 13 Monts de Mbang
- 14 Monts Atlantika

- 15 Masséré Vokré
- 16 Masséré Tcholliré
- 17 Tinguelin
- 18 Pointement de Roumsiki
- 19 Pic de Mindif

0 100 200 Km

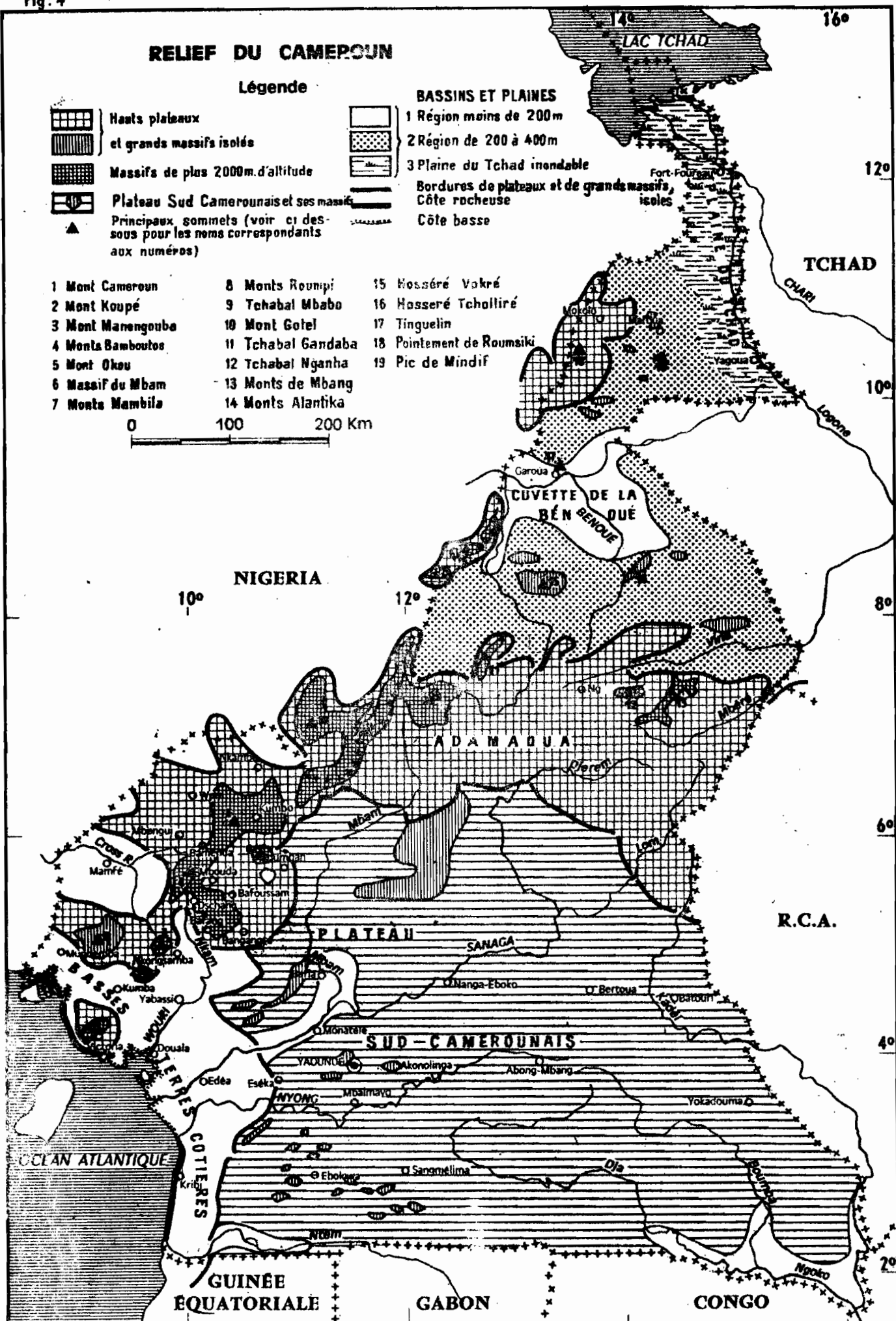


Fig. 5

COMPOSITION ETHNIQUE

LEGENDE

- Limite nord du peuplement bantou
- Limite nord du peuplement bantoïde

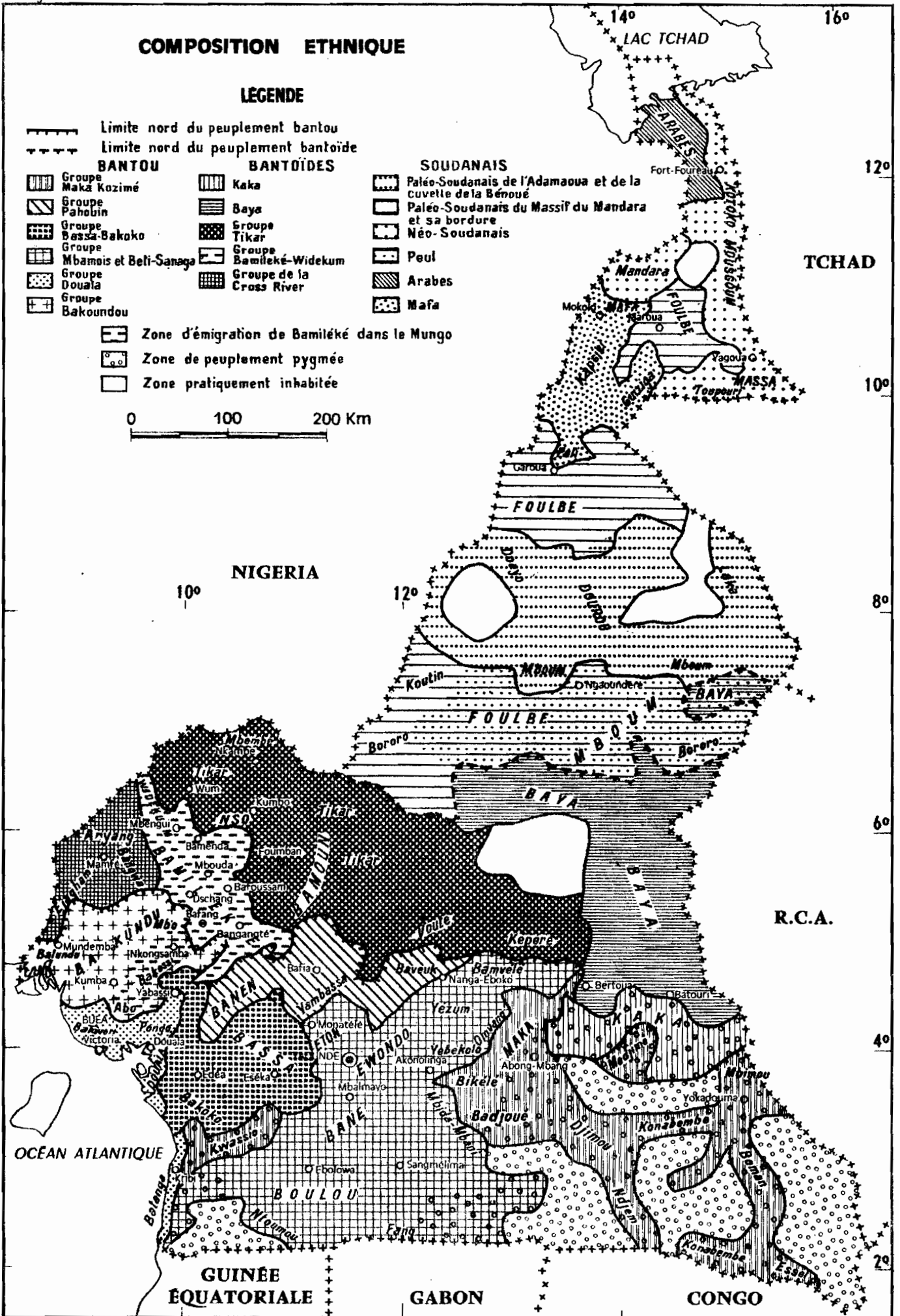
- BANTOU**
- Groupe Maka Kozimé
 - Groupe Pahouin
 - Groupe Bessa-Bakoko
 - Groupe Mbamois et Beli-Sanaga
 - Groupe Douala
 - Groupe Bakoundou

- BANTOÏDES**
- Kaka
 - Baya
 - Groupe Tikar
 - Groupe Bamileké-Widekum
 - Groupe de la Cross River

- SOUDANAIS**
- Paléo-Soudanais de l'Adamaoua et de la cuvette de la Bénoué
 - Paléo-Soudanais du Massif du Mandara et sa bordure
 - Néo-Soudanais
 - Peul
 - Arabes
 - Mafa

- Zone d'émigration de Bamiléké dans le Mungo
- Zone de peuplement pygmée
- Zone pratiquement inhabitée

0 100 200 Km



B -- PERSONNALITE ECONOMIQUE ET SOCIALE DE LA REGION HUILIERE

Au point de vue économique et social, et hormis les secteurs marginaux d'exploitation, les zones d'intense spéculation des produits du palmier à huile se caractérisent d'une part par une économie formée de deux volets et d'une infrastructure routière et ferroviaire importante, d'autre part par un encadrement scolaire et sanitaire enviable.

En effet, la paysannerie de la zone huilière est en contact depuis fort longtemps avec l'extérieur. Elle se localise dans sa plus grande extension sur la région côtière, porte d'entrée d'influences étrangères, que ce soit pour la partie occidentale ou orientale de la côte. Les premiers contacts qui se sont créés intéressaient avant tout le domaine commercial. C'est également dans cette zone que s'installent les premiers colons qui entrent au Cameroun. Les visées économiques des Européens, l'introduction de la monnaie et de nombreuses prestations, l'apparition de besoins nouveaux et le souci des colons d'améliorer tant soit peu le niveau de vie des populations locales amènent l'indigène à produire non plus seulement pour sa consommation et celle des siens, mais également pour vendre. Ainsi se constituent les deux volets de son agriculture : un constitué par les cultures dites vivrières qui, à l'époque, n'entrent dans le circuit des échanges que par le biais des prestations en nature, pour le ravitaillement des colonnes de porteurs, des travailleurs sur les chantiers de "grands travaux". La production de l'autre volet est orientée vers la vente et l'exportation. Dans la zone huilière, le palmier à huile qui appartient au deuxième volet fait magnifiquement le joint entre les deux domaines de l'économie rurale puisqu'il entre pour une grande part dans le premier, sous forme de consommation familiale d'huile de palme. L'introduction de plantes nouvelles sous forme de très grandes plantations, par exemple l'hévéa le bananier ou de petites plantations familiales, comme le cacaoyer, ne terminera pas l'essor de l'exploitation de la palmeraie villageoise, et ceci malgré l'inorganisation des circuits de commercialisation. Dans beaucoup de régions où les nouvelles cultures ne seront pas vite adoptées, les ressources monétaires proviendront de la seule vente des produits du palmier, huile de palme et palmistes.

Plus tard, ce système économique fondé sur une exportation des richesses du pays vers la métropole atteindra tout le sud-Cameroun. Les cultures d'exportation varieront en nature d'un secteur à un autre suivant les conditions écologiques; ici l'accent sera mis sur le cacaoyer (Centre-Sud), là-bas plutôt sur le caféier (Ouest) ou le bananier (Mungo). La zone huilière appartient à

cette partie du Cameroun; le caractère "local" du palmier ne jouera pas en sa faveur. Les autorités tenteront, avec plus ou moins de succès suivant les cas, d'associer à l'exploitation de la palmeraie la pratique d'autres cultures, si bien qu'à l'heure actuelle les produits du palmier ne forment plus qu'une rubrique dans le chapitre des cultures commerciales de cette zone.

La réalisation de cette économie ambivalente, la volonté de connaître de façon précise les potentialités tant humaines qu'économiques du pays en vue de son éventuelle mise en valeur sur des bases solides et d'une administration plus efficace, ont amené les colons à ouvrir les routes et à construire les chemins de fer d'accès et...d'évacuation.

La zone huilière en a profité la première à cause de sa situation géographique. En effet, comme dans la plupart des pays africains, toutes les voies de communications au Cameroun convergent vers la côte, conséquence logique d'une économie de traite tournée vers l'extérieur. Dans tous ces pays la région côtière présente une infrastructure de voies de communications plus développée que les régions intérieures, du moins au départ; c'est ce qui s'est passé au Cameroun où les basses terres côtières concentrent routes, chemins de fer et bien entendu ports. L'évacuation des produits fabriqués, la circulation des hommes sont faciles dans cette région.

La région côtière a profité des mêmes avantages au point de vue enseignement et encadrement sanitaire. Missionnaires et administrateurs se sont d'abord installés ici, ont ouvert les uns des chapelles, les autres des postes administratifs avant de "pousser" vers les régions intérieures. Cette installation s'accompagnait toujours, du moins en ce qui concerne les Missions chrétiennes, de l'ouverture autour de la chapelle ou du temple de tout un ensemble d'activités annexes, dont une école et un dispensaire. Assez tôt l'administration leur emboîtera le pas; tant et si bien que la zone huilière sera la première au Cameroun à fournir les cadres indigènes dans l'église et dans l'administration; car le rayonnement scolaire sera très grand ici. La concurrence entre missionnaires protestants et catholiques favorisera, avec la création de nombreuses paroisses, la multiplication des écoles et une bonne répartition spatiale de l'enseignement. A l'heure actuelle encore, malgré le souci gouvernemental d'assurer un équilibre entre toutes les régions du pays la zone huilière conserve toujours une nette avance au point de vue infrastructure sanitaire et scolaire; le département de la Mefou, autour de Yaoundé, est le seul secteur qui peut aujourd'hui et à ce point de vue, rivaliser avec elle, car il profite de la présence de la capitale du pays et de très fortes concentrations humaines.

La zone huilière avait une personnalité propre fondée moins sur le paysage au Cameroun Oriental que sur les données climatiques et topographiques d'une part, d'autre part sur une infrastructure socio-économique qui dans les premiers temps de la colonisation, en faisait la région la plus prospère et la plus accessible du pays. Aujourd'hui cette personnalité s'estompe petit à petit avec le bouleversement de données économiques et politiques.

Quoi qu'il en soit la zone d'exploitation du palmier à huile est restée originale. Dans l'actuelle province du Sud-Ouest, le palmier en plantations a créé un paysage typique qui a complètement transformé l'espace avec de vastes parcelles de palmiers sélectionnés, des huileries et des agglomérations de manoeuvres. Dans l'ex-Cameroun Oriental, les palmeraies sont plus discrètes dans le paysage; l'homme ici n'en a pas maîtrisé la culture; l'arbre continue à pousser spontanément dans les jachères. L'intervention européenne dans la création des palmeraies n'a pas eu la même portée que dans le Sud-Ouest et la faillite de leurs entreprises, de taille très modeste par ailleurs, n'a sans doute pas permis le façonnement d'une région huilière continue et bien individualisée de l'Akpa River à l'Escarpement d'Eséka.

La région d'Eséka et de Dingombi appartient à cette aire géographique où le palmier est la principale "culture" d'exploitation et par l'importance qu'il revêt dans la vie sociale et économique des populations rurales, il a fait l'objet de plusieurs formes d'exploitation : de la palmeraie villageoise travaillée avec des méthodes élémentaires d'extraction d'huile aux grandes ensembles agro-industriels en passant par la petite palmeraie sélectionnée villageoise et les vieilles plantations de type colonial.

C H A P I T R E I I

PRESENTATION DE LA REGION D'ESÉKA - MESSONDO

Les problèmes que nous avons rencontrés en 1970/71 lors d'une première étude dans l'arrondissement d'Eséka n'ont pas été résolus 3 ans plus tard, à savoir la pénurie de documents adéquats pour une étude physique de la région tant au point de vue topographique que morphologique; nous ne disposions que de la carte planimétrique d'Edéa au 1/200 000 et d'une esquisse morphologique au 1/500 000, Yaoundé, Douala Est; documents d'un intérêt certain lorsqu'on veut avoir un aperçu général de la zone, mais encore cette fois elles deviennent peu utiles pour des études détaillées. Nous avons donc travaillé à partir des cartes très générales de l'Atlas du Cameroun dont la précision n'est pas non plus très grande, vue leur échelle (1/2000 000); nous nous sommes également servi des repères de nivellement sur les grands axes de communications: chemin de fer du centre et la RN2, pour essayer d'apprécier les altitudes.

A cheval sur deux grands ensembles topographiques d'une part le plateau du centre-sud camerounais, d'autre part, les bas plateaux côtiers, la région d'Eséka-Messondo qui appartiendrait à une zone de grande flexure continentale marquée sur le terrain par l'abrupt d'Eséka-Ndjock séparant les deux ensembles topo et peut-être les reliefs intermédiaires au pied de l'escarpement, présente une structure hétérogène dont l'attaque par l'érosion a donné naissance à un relief très complexe.

A - ASPECTS PHYSIQUES

1 - Une structure hétérogène :

La lecture des esquisses géologiques au 1/500 000 de Douala-Est et de Yaoundé révèle un socle formé essentiellement de séries gneissiques du complexe de base; ces séries qui présentent de faciès très divers donnent ainsi à l'ensemble une structure rubannée complexe. Certaines de ces séries très résistantes sont en relief; généralement ce sont :

- les gneiss à hypersthène et les gneiss leptinitiques de Ngovayang
- les quartzites à magnetite
- les pyroxéno amphibolites à grenats

Cette complexité de la structure est encore plus nette dans la zone flexurée, peut-être accidentée de failles, d'Eséka-Ndjock, où un abrupt de 300 m de dénivellation domine les plateaux côtiers; il faut cependant insister ici sur le rôle évident de l'érosion différentielle qui a décapé les roches plus tendres et mis en saillie les éléments plus résistants; par exemple les *ectinites* sont plus résistantes que les *embréchites* et sont systématiquement en relief; dans le détail donc les escarpements correspondraient le plus souvent à des contacts lithologiques. Dans ces zones de contact de même que dans le secteur de flexure lui-même, l'érosion a joué un rôle très important, donnant lieu au très célèbre relief de Ndjock, très connu de toutes les populations du Sud-Cameroun qui y peinièrent de longues années pendant la construction du chemin de fer du centre. Le secteur ambigu marque la première division entre les grands ensembles morphologiques de la région.

2 - Les grands ensembles morphologiques :

Les documents disponibles ne nous permettent pas une étude morphologique poussée de la région; cependant il est assez aisé, surtout lorsqu'on a parcouru la région de relever immédiatement une opposition fondamentale entre 3 secteurs :

- celui à l'ouest d'Eséka, qu'on pourrait appeler abusivement sans doute la pénéplaine de Badjob-Messondo
- au nord, un secteur complexe aux reliefs heurtés d'extension très limitée,
- et enfin, entre les deux premiers secteurs, l'escarpement d'Eséka-Ndjock.

Le secteur de Badjob-Messondo qui se prolonge jusque dans le secteur Dingombi-Njockloubé, de l'autre côte de la Kellé; se présente sous la forme d'une pénéplaine fortement disséquée avec des reliefs résiduels en massifs isolés résultat d'une érosion différentielle qui a mis en saillie les quartzites et les gneiss à hypersthène. Ce bas plateau côtier est en fait le dernier palier vers l'atlantique du plateau sud camerounais; sa limite méridionale approximative correspond au confluent du Nyong-et-Kellé d'une part, d'autre part à celui du Nsala et de la Lokoundjé, plus au sud. Le secteur de Dingombi-Njockloubé est l'amorce de la plaine d'Edéa; le contact entre les deux n'est matérialisé sur le terrain que par la vallée de la Kellé. Elément du plateau du centre-Sud, la pénéplaine de Badjob-Messondo quoique appartenant au socle a les caractéristiques de la région côtière : croupes molles et collines basses, pentes douces et vallées marécageuses, exceptées celle du Nyong

et celle de la Basse Kellé. Cependant l'importance du réseau hydrographique et la proximité de son niveau de base, c'est-à-dire de la vallée du Nyong, ont contribué à une dissection plus prononcée de la partie méridionale de ce secteur.

Cette dissection paraît d'ailleurs, si l'on considère le tracé rectiligne ou en baïonnette du Nyong, être le résultat d'une importante fracturation des roches métamorphiques en place.

Malgré cette fracturation, assez localisée, néanmoins et pas spectaculaire, nous avons affaire à un secteur très ouvert aux influences de la région littorale et qui pose les mêmes problèmes quant à l'établissement de voies de communications et à l'installation des grands ensembles agro-industriels d'un seul tenant.

L'escarpement d'Eséka-Ndjock : Retombée du plateau du centre-sud sur la pénéplaine de Badjop-Messondo, l'escarpement d'Eséka-Ndjock domine le secteur d'Eséka de 300 m et présente un rebord peu festonné avec "reculées de failles" empruntés par de cours d'eau plus importants comme le Nyong, la Potite et Grande Maloumé qui traversent la structure en éventail du secteur par des gorges, des rapides et des chutes. L'incision linéaire est très prononcée ici, rendant difficile non seulement l'établissement des voies de communication, le tracé du chemin de fer qui franchit l'escarpement par des tunnels et des viaducs aussi célèbres les uns que les autres, et de la route d'Eséka-Messondo, accrochée, dans les environs de Ndjock à une corniche qui surplombe le secteur des lacs de la S.B.C. (Société des Bois du Cameroun), mais aussi l'implantation humaine.

En effet, nous avons affaire ici à un secteur d'accès difficile où la population est nombreuse et très clairsemée; les villages qu'on y trouve que ce soit du côté de Ndjock-Nguibassal que de celui de Song Badjeck-Souhè sont de taille modeste et se localisent généralement, soit sur des replats (ex : Nguibassal) soit à la sortie de vallées comme Song Badjeck.

Ce relief tourmenté, peu propice à l'emprise humaine, est cependant à l'origine de la richesse de ce secteur en ressources hydroélectriques, surtout le long de la vallée du Nyong.

L'escarpement domine directement un secteur ambigu, au relief heurté de collines assez élevées et de nombreuses **buttes et croupes** séparées entre elles par d'étroits interfluvés ou de zones marécageuses; moins de 5 km de large dans la plus grande extension, il est représenté par le site de la ville d'Eséka et s'interrompt brutalement à moins de 500 m au Sud-Ouest de cette ville.

La région d'Eséka est donc au point d'une topographique et morphologique une région intermédiaire entre le plateau du Centre-Sud camerounais proprement dit et la zone littorale. Cette situation est encore plus nette lorsqu'on considère les données climatiques de la région fournies par la station météorologique d'Eséka.

3 - Un climat équatorial :

Située entre 3°30' et 3°50' de latitude Nord, la région d'Eséka - Messondo a un climat équatorial caractérisé par une pluviométrie **abondante**, des moyennes mensuelles de températures élevées, **une** amplitude thermique annuelle faible, une hygrométrie constamment forte et une évaporation réduite.

Une pluviosité abondante et inégalement répartie dans l'année :

les pluies dans la région d'Eséka sont commandées par le mouvement de va-et-vient du FIT (Front intertropical. Ligne de contact plus ou moins régulière entre la mousson (1), masse d'air très instable et humide de direction Sud-Est à l'origine et Sud-Ouest après passage de l'Equateur, et l'alizé du Nord-Est ou harmattan, flux d'air continental, très stable et sec) dont le balancement engendre 4 types de temps au cours de l'année.

Plus que tout autre élément du climat, la pluviosité qui représente la quasi totalité de l'eau tombée annuellement, revêt une importance capitale, puisqu'elle régit le rythme de saisons et les activités des hommes en leur imposant un programme de travaux plus strict selon les cas 2304,1 mm d'eau en moyenne en 205 jours de pluies en moyenne par an, contre 2333 à Douala, 210 à Edéa et 152 à Yaoundé (2). En 30 ans (1937-1967) on a noté une variabilité interannuelle assez faible : 2 770 mm en 1962 et 1 562 mm en 1940, soit 1 188 mm. Toutefois le rythme pluviométrique subit d'importantes variations saisonnières passant par 2 maxima en mars-juin d'une part et d'autre part en septembre-novembre et deux minima l'un en juin-août et l'autre en décembre-février.

Le premier maximum qui se situe en mars-juin correspond à la petite saison des pluies, caractérisée par de pluies violentes accompagnées de phénomènes

(1) ici tout flux dévié de sa trajectoire originelle après franchissement de l'équateur.

(2) on parle de jour de pluie lorsque le total de pluies tombées au cours de 24 heures est au moins égal à 0,1 mm (hauteur).

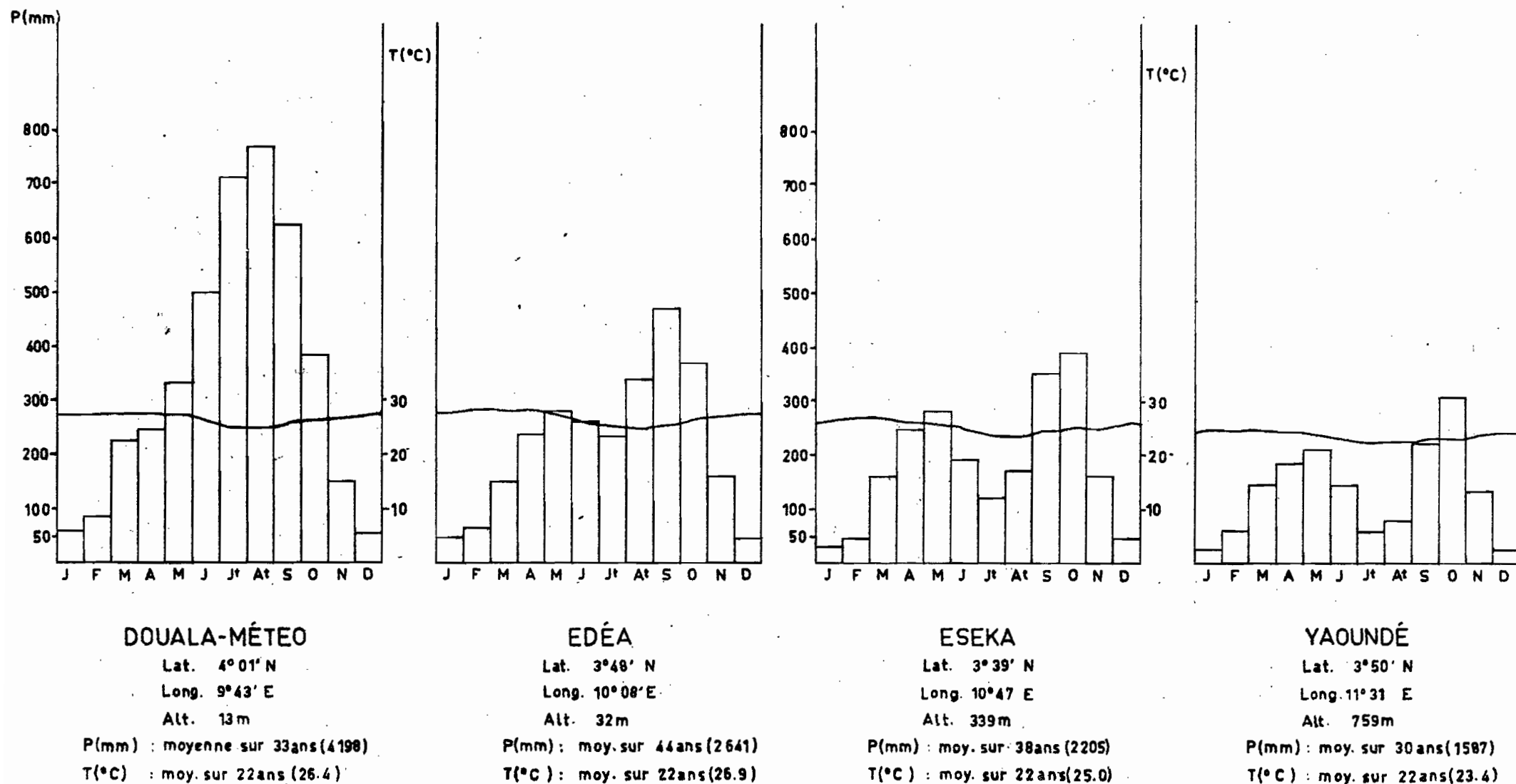
orageux très importants, sans éclairs cependant. C'est la grande période des travaux champêtres dans la région : les abattis sont brûlés en fin février et la terre ramolée par les premières pluies est prête à recevoir boutures et semis, c'est la période du silence dans les villages qui se vident de leurs habitants dès les premières heures de la matinée jusqu'à tard dans l'après-midi ; c'est également la période de l'année où les marchés périodiques rassemblent le moins de monde et où celui de la ville d'Eséka, même les samedis, jours de grand marché pourtant ne se prolonge pas au-delà de 10 heures. A Yaoundé, sous-type à petite saison sèche marquée du climat subéquatorial, le premier maximum se situe entre la mi-mars et la mi-juin avec le maximum de précipitation au mois de mai, 211 mm contre 281 mm à Eséka. Edéa de latitude plus élevée ($3^{\circ}48'$ contre $3^{\circ}39'$) située à 90 km à l'Ouest-Sud-Ouest d'Eséka ne connaît pas de petite saison de pluies, de même que Douala.

Le deuxième maximum, le plus important en intensité, mais de durée moindre, puisqu'elle est de 3 mois, de septembre à novembre, le mois d'octobre étant le plus pluvieux avec 389 mm, tandis que les deux autres n'enregistrent respectivement que 366 et 161 mm, soit 41,5 % du total des précipitations annuelles. Yaoundé dont la grande saison des pluies correspond à la même période ne totalise que 658 mm pour les 3 mois, soit une quantité de pluies nettement inférieure au total des seuls mois de septembre et octobre à Eséka (755 mm). On note donc à Eséka une nette exaspération des pluies par rapport à Yaoundé ; augmentation qui se fait de plus en plus sentir à mesure que l'on se rapproche du littoral : à Eséka par exemple si le maximum de pluviométrie mensuelle s'est déplacé d'octobre à septembre, les deux mois dépassent déjà de presque 100 mm le total des mêmes mois à Eséka, soit 840 mm. A Douala le mois d'août seul enregistre 767 mm mois au cours duquel culmine la saison des pluies. A Eséka c'est la période pendant laquelle le flux océanique de la mousson atteint toute son ampleur : le FIT^{qui} se situait au 20° de latitude nord pendant la petite saison sèche amorcée son mouvement descendant ; le mois d'octobre est celui du maximum absolu. C'est la saison des orages, des grandes averses et d'éclairs : en 1957 on a enregistré au mois de septembre 186,3 mm d'eau tombée en 24 heures et en 1962, sur les 23 jours d'éclairs observés, 11 se situaient au mois d'octobre et novembre ; il s'agit donc d'une saison peu agréable où tout paraît se tasser : les travaux agricoles sont presque arrêtés ; seules quelques activités complémentaires à la vie villageoises, tels que le piégeage, la pêche à la ligne, le ramassage des noix de palme et de l'adjap restent importants, mais occupent une infime partie

COURBES PLUVIOMÉTRIQUES ET THERMIQUES (Fig. 6A)

Sources : - Pluviométrie cf. J.B. SUCHEL (Bibliographie)

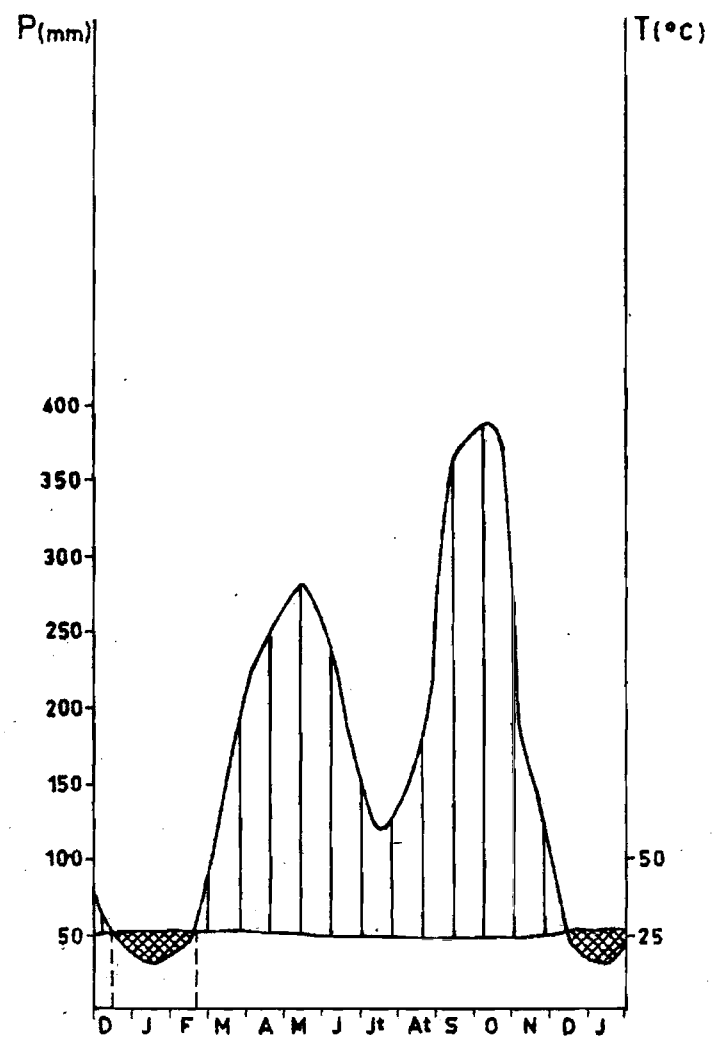
- Températures : Annales Climatologiques 1962





de la main d'oeuvre villageoise. C'est également la période où les voies de communications sont peu sûres; en effet, les pistes deviennent de véritables bourbiers et lorsque le trafic y est encore possible, elles sont hérissées de barrières de pluies tous les 15 ou 20 km, rendant encore plus pénibles et longs les voyages. Ralentissement aussi de la vie sociale; c'est l'époque des vacances scolaires certes, mais les villages ne sont pas animés pour autant car les terrains de sports, lorsqu'ils existent, principaux points de rencontre des jeunes, sont pratiquement inutilisables; seuls offices religieux et marchés périodiques rassemblent encore assez de monde et restent les principales occasions de divertissement et de détente pour tous.

Au fur et à mesure que le Front Intertropical se rapproche de sa position la plus méridionale, à savoir le 4° Nord, la largeur de la mousson diminue sous la poussée de l'air continental sec et stable dont seuls quelques échos atteignent la région d'Eséka; éclairs et orages disparaissent de décembre à février, l'année 1962 n'a enregistré que 9 jours d'orage sur un total de 165 et 3 jours d'éclairs (2 en février et 1 en janvier). Les grosses averses de la grande saison de pluies ont également disparu.

On entre dans le minimum pluviométrique le plus accusé de l'année. Il s'étend de décembre à février et totalise 47 + 31 + 44 soit 122 mm d'eau moins que l'un quelconque des mois de la petite saison des pluies; contre 112 mm à Yaoundé 148 à Edéa et 195 à Douala; c'est la saison des rosées matinales, 62 jours enregistrés à Eséka sur un total de 105 jours pour l'année 1962. Le minimum pluvio se situe en janvier avec 31 mm pour la période considérée. Lorsqu'on tient compte des valeurs extrêmes pour la période allant de 1941 à 1962, soit 23 ans, on note les minima respectifs suivants pour les mois de décembre, janvier, février : 0,0 mm en 1951, 1,6 mm en 1941 et 0,7 mm en 1958. On peut donc parler valablement d'un sensible déficit pluvio. L'étude de la courbe ombrothermique d'Eséka permet de situer avec précision la période sèche entre la première quinzaine du mois de décembre et la mi-février (fig.6 B) C'est la période de brume sèche à Eséka; pendant l'année 1962, 13 sur les 15 jours de brume sèche enregistrés se situaient au seul mois de février. La grande saison sèche de septembre est la période la plus chaude de l'année; c'est dans le calendrier agricole la saison des travaux de force où l'élément masculin intervient au maximum : défrichements, abattage, incendie des abattis au mois de février ou pendant la première quinzaine de mars pour les retardataires et cueillette de régimes; autant de travaux qui sont à la charge de l'homme presque exclusivement. Du côté féminin, les mois de février-mars sont ceux de la première culture de l'arachide ou "njeba".



COURBE OMBRO-THERMIQUE D'ESEKA

 Période sèche
 Période humide

(Fig. 6B)

Si à Douala il n'existe qu'une seule saison sèche et si à Edéa les mois de juin et juillet marquent une légère dépression pluvio (256 et 231 mm encadrés par les mois de mai et d'août qui reçoivent respectivement 280 et 337 mm d'eau), à Eséka, tout comme à Yaoundé, les mois de juillet et août sont caractérisés par une importante inflexion des précipitations. C'est surtout l'importance de cette saison sèche boréale qui détermine l'appartenance d'Eséka à la zone subéquatoriale, quoique l'influence littorale soit encore très nette ici. Cependant il ne s'agit pas en réalité d'une véritable saison sèche puisque tous ces 2 mois totalisent 287 mm (13 %), soit 117 et 170 mm respectivement, contre 134 mm à Yaoundé (et 487 à Edéa pour juin et juillet).

Les pluies restent donc importantes dans toute la région; la mousson se fait encore sentir efficacement; en effet, le F.I.T. qui a terminé sa course vers le Nord, au 20° parallèle, a déjà amorcé son mouvement de recul vers le Sud. C'est donc une période de transition entre les 2 max. pluvio. La petite saison sèche ou "Ikan" est une période très importante dans la vie agricole basa car le répit des pluies est exploité, par exemple pour reprendre la cueillette des régimes de palme momentanément ralentie pendant la petite saison des pluies; pour sarcler les champs, pour mettre en place arachides et maïs.

Le climat d'Eséka est donc intermédiaire par ses diverses caractéristiques entre la zone littorale et l'intérieur du pays: domaine de la mousson et domaine subéquatorial. Climat assez ambigu que Monsieur SUCILL dénomme "sous-type subéquatorial à tendance équatoriale"; nom compliqué mais qui a sans doute le mérite de mettre en évidence la difficulté qu'il y a à définir avec précision le type climatique de cette région.

S'il présente l'aspect général des régimes "pluvio" en "dos de chameau" avec 2 minima plus ou moins bien marqués du climat subéquatorial, l'exaspération des pluies en septembre-octobre est un signe évident de l'influence de la mousson dans la région.

Des températures élevées et uniformes : Contrairement aux précipitations dont la variabilité détermine les saisons et partant, joue un très grand rôle dans la vie de la région, les températures, parcourent toujours élevées, font qu'Eséka ne connaît pas de saison thermique à proprement parler.

L'étude des courbes de la répartition des moyennes mensuelles de température montre qu'à Eséka, Yaoundé, Edéa ou Douala, l'amplitude thermique annuelle est faible et reste pour les quatre stations inférieure à 4° C, 3° 5 C à Eséka, 3° 40 à Edéa, 2° 90 à Douala et 2° 4 C à Yaoundé; les courbes sont donc parallèles et une légère dépression thermique aux mois de juillet août et septembre correspond très bien au ralentissement pluviométrique de la petite saison sèche. C'est la période où l'insolation est la moins forte à Eséka et où on note 21,5 % des observations des vents du Sud.

La température moyenne annuelle à Eséka est de 25° (contre 23°5 à Yaoundé, 26°4 à Douala et 26°9 à Edéa). L'amplitude thermique annuelle est inférieure à l'amplitude diurne. Lorsqu'on prend l'écart entre les valeurs extrêmes, maxima absolus et minima absolus mensuels on a 35°9 en mars 1943 et 17°2 en août 1954 pour une période de 22 ans (41/62), soit 18°7. A yaoundé, Edéa, et Douala, cette valeur est respectivement de 20°8, 18°7 et 17°0 pendant la même période. Elle augmente donc au fur et à mesure que l'on gagne les régions intérieures. Si la moyenne des minima mensuels change de place dans l'année dans les quatre stations, août pour Eséka, septembre pour Edéa pendant la grande saison des pluies, janvier pour Yaoundé et Douala en pleine grande saison sèche, celle des maxima mensuels se trouve toujours en fin de grande saison sèche, au mois de mars. (1)

Si nous examinons les chiffres de température pour l'année 1972, chiffres qui nous ont été aimablement communiqués par le Chef de la Station Météo d'Eséka, après correction à la Direction de la Météo Nationale de Douala, force est de constater que, s'agissant des maxima absolus journaliers, les températures sont toujours supérieures à 29° (août 29°6) et s'enregistrent généralement pendant les premières heures de l'après-midi, entre 13 heures et 15 heures, tandis que les minima absolus s'observent aux premières heures de la matinée, généralement entre 5 et 6 heures; là encore, les températures restent supérieures à 28°C. Les températures sont donc toujours élevées à Eséka; pendant l'année 1962, qui n'a pas été une année thermique exceptionnelle pour autant, on a eu 342 jours ayant une température supérieure à 20° C.

L'élément thermique n'est donc pas déterminant pour la climatologie de la région d'Eséka. Il est certain que les températures interviennent pour influer sur d'autres facteurs climatiques, positivement ou négativement, les principaux étant l'insolation et l'évaporation.

(1) le mois de mars, sauf pour la pluviométrie, n'a pas de chiffres.

Une insolation moyenne : La station météo d'Eséka ne disposant pas de solarimètre, nous n'avons pas pu sur place avoir des données sur l'insolation à cette station; par contre à 6 km au sud-est de la ville, se trouve un solarimètre installé dans la palmeraie de la SOCAPALM depuis mai 1971; les analyses des chiffres recueillis à la plantation, ainsi que les nécessaires corrections devant y être apportées sont faites par un service spécialisé à la Direction Générale de la Société à Douala.

D'installation très récente, cette station ne peut pas encore fournir de données utilisables directement; les données actuelles ne couvrent qu'une année, 1972 et partant, ne peuvent servir de moyennes; par contre ils auront le mérite de situer à peu près Eséka par rapport aux deux stations extrêmes qui ont toujours servi de base pour estimer la durée de l'ensoleillement à Eséka, à savoir Douala et Yaoundé.

I	J	I	F	I	M	I	A	I	M	I	J	I	J	I	A	I	S	I	O	I	N	I	D	I
!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!	!-----!
1240,0	1213,2	1159,9	1192,5	1192,1	1131,8	1100,5	54,5	113,4	144,8	190,1	182,1													

Année : 1914, 9 heures.

Bien sûr nous avons souligné le fait qu'il ne fallait prendre ces chiffres que pour un repère, voire une simple indication, mais déjà il est not en comparant ces chiffres à ceux de Douala et Yaoundé qui ont respectivement une insolation moyenne de 1022,8 et 1841,6 heures que l'hypothèse que nous avons émise dans notre 1ère étude de l'arrondissement d'Eséka à savoir que le nombre d'heures d'ensoleillement à Eséka était d'environ 1500 heures compris entre ceux de Douala et de Yaoundé, n'était pas très exacte. Nous verrons avec le vieillissement de la station de quel côté est la vérité.

Cependant plusieurs constatations sont à faire dès à présent: les mois de plus faible insolation correspondent à juillet - août - septembre, donc à la fin de la petite saison des pluies et à la petite saison sèche; ils correspondent également à la période de brouillards. Si nous prenons comme exemple l'année 1962, nous verrons que les trois mois précédemment cités ont enregistré 35 jours de brouillard de visibilité inférieure à 1 km à Eséka, sur un total annuel de 81 jours pendant lesquels le phénomène a été observé, soit 43,2 % d'observations. A Yaoundé, seuls les mois de juillet et août ont

une insolation inférieure à 100 heures, à savoir 86,5 heures; à Douala, cette période s'étend de juin à septembre, soit 4 mois avec un minimum de 36,9 heures en août et à Yaoundé, à deux mois seulement, juillet et août. C'est sans doute cette diminution progressive des mois d'ensoleillement faible qui fait penser qu'Eséka devrait encore, pour cet élément climatique, être intermédiaire entre Douala et Yaoundé.

La période de plus forte insolation se situe en janvier et février avec le maximum en janvier (240,0 heures); elle correspond aussi à la période des températures les plus élevées et des brumes sèches (les quinze observations faites en 1962 à Eséka se situent aux mois de janvier et février, soit respectivement 2 et 13). La dépression du mois de mars présente sur les courbes de Yaoundé et Douala, est très marquée à Eséka (159,9) puisqu'elle est encerclée par les chiffres de 213,2 en février et 192,5 en avril; quoique les températures soient encore très élevées à cette période de l'année, nous pensons que ce déficit dans l'étude devrait être mis sur le compte des pluies de début et de fin d'après-midi qui, à partir de la mi-mars, sont caractéristiques dans cette région.

Cette insolation a des conséquences directes sur l'évaporation.

Une évaporation négligeable : 449,8 mm d'eau évaporée en moyenne annuelle. Les variations intermensuelles se calquent sur celles des températures d'une part, d'autre part, sur celles de l'insolation.

! PHENO.!	J	!	F	!	M	!	A	!	M	!	J	!	J	!	A	!	S	!	O	!	N	!	D	!
!-----!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!
!TEMP. !	26,0!		26,5!		26,4!		25,9!		25,5!		24,6!		23,2!		23,0!		24,0!		24,4!		24,5!		25,8!	
!-----!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!
!EVAPO.!	47,9!		51,0!		55,3!		46,1!		41,3!		30,2!		26,5!		22,8!		24,5!		28,5!		33,5!		41,6!	
!-----!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!		!
!INSO. !	240,0!		213,2!		159,9!		192,5!		192,1!		131,8!		100,5!		54,5!		113,4!		144,8!		190,1!		182,2!	

L'individualisation des 4 saisons, des températures moyennes mensuelles constamment élevées où l'amplitude diurne est supérieure à l'amplitude thermique annuelle, avec cependant des abaissements sensibles consécutifs aux fortes averses et pendant la petite saison sèche à cause d'une hygrométrie très forte qu'accompagne un ensoleillement réduit, offrent à

Eséka-Messondo des conditions climatiques favorables à la formation d'une végétation abondante et à la pratique d'une agriculture "sèche" pendant toute l'année.

4 - Les conséquences géographiques du climat :

Un paysage de forêt dense particulièrement dégradée : La manifestation la plus éloquente du climat constamment humide de la région d'Eséka-Messondo est sans conteste la luxuriante végétation qui estompe assez rapidement toute empreinte humaine, protège efficacement les sols et fournit à l'homme son bois et ses fruits.

Dans son état naturel, cette végétation est non seulement luxuriante, mais aussi puissante, et c'est là son aspect le plus impressionnant car elle vous donnerait des complexes. Cette formation comprend trois étages : le premier, l'étage supérieur, comprend de très grands arbres qui dépassent facilement 40 mètres de haut et se présentent sous forme de grands parasols déployés; leur tronc lisse et sans branches se termine souvent au sol par d'énormes contreforts qui donnent au pied de l'arbre une circonférence impressionnante; c'est un handicap aux abatteurs manuels employés des sociétés forestières qui s'attaquent à ces arbres; ils construisent donc de sortes de claies d'une hauteur pouvant dépasser 3 mètres pour atteindre le tronc proprement dit. Les plus gros ont une circonférence de 1 m 50 à la base. Leurs oïmes sont pointues et couvrent d'un manteau uni et opaque le deuxième étage qui présente au point de vue forme du tronc et disposition générale des divers éléments les mêmes caractéristiques que le premier étage mais donc les individus ne dépassent guère 30 mètres de haut.

En bas, on trouve le troisième étage, formé de jeunes arbres d'allure maigrichonne; il y a lieu de faire une distinction entre deux catégories: la première serait composée d'arbres filiformes qui s'élancent d'un seul jet vers le ciel; tout fait penser qu'il s'agit au fait de jeunes arbres qui remplaceront leurs aînés. Il y a une deuxième catégorie formée d'arbustes qui présentent un aspect tout à fait différent: leur tronc est rugueux, parfois recouvert de mousse et pourvu de branches venant jusqu'à quelques centimètres du sol. Cette seconde catégorie est très peu pourvue et apparemment ses arbres ne semblent pas pousser très haut. Formant le lien entre les éléments de ces trois étages, de nombreuses lianes et épiphytes se développent de façon saisissante. Elles arrivent, lorsque leur développement est maximum, à étouffer même de très grands arbres.

Cette végétation originelle présente un sous-bois très pauvre; les différentes frondaisons arrêtent le maximum de lumière et limitent ainsi la photosynthèse essentielle pour la vie des plantes au niveau du sous-bois.

Les déplacements y sont faciles, exceptée la présence de nombreuses branches mortes qui jonchent le sol. Ce sous-bois est aussi assez sombre et les différents étages de la végétation contribuent à maintenir au niveau du sol une humidité permanente qui accélère la décomposition de tout ce qui tombe.

Cette forêt, dite primaire, est de plus en plus rare dans le paysage de la région d'Eséka-Messondo. On ne trouve plus que des lambeaux dans les endroits d'accès particulièrement difficile : d'une part dans les bas-fonds marécageux et le long des vallées encaissées des grands cours d'eau de la région : le Nyong, la Kellé et la Petite Maloume notamment, sur les pentes trop raides de l'escarpement d'Eséka-Njock d'autre part. On la trouve également dans les secteurs complètement vides d'habitants par exemple au nord de Messondo où se trouve un *noman's land* entre Ndog-Bessol et Bikok.

Ailleurs, cette formation a été vivement attaquée soit par la paysannerie locale qui y pratique ses cultures vivrières et commerciales, soit par les exploitants forestiers. En effet, malgré les densités des populations relativement basses de la région, la taille négligeable des exploitations envisagées, le système itinérant de l'agriculture basale et la pratique de très longues jachères et l'adoption de plus en plus vulgarisée de cultures pérennes ont largement transformé de vastes espaces jadis occupés par la forêt primaire en forêt secondaire. Il en est de même des sociétés forestières qui, par les clairières qu'elles ouvrent pour aménager parcs à bois et sciéries volantes, les pistes qu'elles créent pour le tirage et l'évacuation, contribuent non seulement à l'appauvrissement de la forêt primaire en grands arbres du premier et deuxième étage, mais également à sa secondarisation. Comparée néanmoins à celle des cultures, la marque laissée par les sociétés forestières s'estompe assez rapidement parce que dispersée sur des vastes étendues généralement vides d'hommes car elles opèrent des sélections sur les arbres coupés, la forêt n'étant pas formée de peuplements homogènes.

Donc les pratiques culturelles, surtout les exigences de certaines plantes qui réclament chaque année des sols de forêt nouvellement défrichée sont dans la région d'Eséka les seules traces anthropiques durables sur la physionomie de la formation végétale originelle. A cette activité principale,

il faut ajouter le fait que par les matériaux qu'elle offre pour la construction des maisons, piquets de toutes sortes, lianes, feuilles et rachis de raphia, pour les travaux de vannerie, la confection des pièges à gibier et des nasses pour la construction des pirogues et d'instruments ménagers, tels les mortiers, la forêt s'appauvrit surtout en éléments du 3ème étage et du sous-bois quoi que ces différentes opérations soient très ponctuelles et sélectives.

Avec la nouvelle formation végétale apparaissent des essences nouvelles, dites essences de lumière dont les principaux représentants sont le fraké et le parasolier, ce dernier étant le plus représenté et omniprésent partout où s'est ouverte une clairière, même au point de chute d'un gros arbre en pleine forêt vierge. Dans la région, les paysans estiment l'âge d'une jachère rien qu'en observant simplement le port de cet arbre. Ces espèces de lumière forment souvent le 1er étage de cette formation. Il peut arriver que lors d'un défrichement on laisse sur pied quelques grands arbres dont l'abatage présenterait des difficultés particulières; ceux-ci sont généralement très épars et ne peuvent être considérés comme formant un étage particulier...; en dessous, ce sont des fourrés de buissons et de lianes qui s'enchevêtrent, donnant ainsi un "sous bois" inextricable et où la marche est très difficile. A mesure que le temps passe, les formations disparaissent petit à petit et le sous bois s'éclaircit. Autour des villages et hameaux, ce type de forêt est constitué également d'une palmeraie dite naturelle, peu entretenue et dont l'exploitation plus ou moins rationnelle représente encore pour beaucoup de paysans la principale source de revenus monétaires dans la région. Nous parlerons plus loin des modes d'utilisation de cette palmeraie "naturelle"; mais tout de suite disons que lorsqu'elle est dense, elle appauvrit les sols et les techniques d'enrichissement étant sinon inconnues du moins peu répandues à l'heure actuelle, plus ou moins directement elle contribue elle-même à étendre la forêt secondaire aux dépens de la forêt primaire, certaines plantes comme le taro ne venant bien que sur les sols riches ou sur les nouveaux défrichements forestiers.

Ce paysage de forêt dense ou de forêt secondaire, même lorsqu'elle ne se trouve qu'au stade de jachères, en plus des services multiples qu'elle rend à l'homme, joue un très grand rôle dans la protection des sols en maintenant au-dessus une couverture permanente et par conséquent, freine sérieusement l'action des eaux courantes. On comprend d'autant plus facilement l'importance de ce rôle protecteur de la végétation qu'on se trouve dans une région où les pluies sont d'une violence telle qu'elles provoqueraient de véritables ravages sur de vastes espaces mis à nu. Leur action érosive reste heureusement

négligeable car le seul moment de l'année où les champs sont dénudés - période qui précède sémis et boultures - correspond à la fin de la petite saison sèche début petite saison des pluies. Plus tard, la culture mélangée parcequ'elle fait échelonner les récoltes dans le temps, contribue efficacement à la lutte contre les eaux de ruissellement, car il y a toujours au moins une plante qui reste sur pied et protège le sol. On arrive facilement à juger de l'intensité qu'aurait pu atteindre cette action érosive lorsqu'on voit les dégâts causés pendant la saison des pluies aux pistes nouvellement créées et même aux rues de la ville d'Eséka.

Végétation impressionnante dont l'homme tire cependant le nécessaire pour vivre et végétation bénéfique pour les sols qu'elle nourrit et protège.

Des sols ferrallitiques jaunes uniformes : La région d'Eséka ne disposant pas de carte pédo, nous nous sommes servis dans cette étude sommaire qui va suivre d'un travail réalisé dans la région par les pédologues de l'ORSTOM de Yaoundé, MM. MARTIN et SEGALIN, en 1966 lors de l'enquête préliminaire à l'implantation de la palmeraie sélectionnée à Djassock-Badjob.

La région est essentiellement formée de sols ferrallitiques jaunes qui présentent une très grande uniformité; ils sont peu humifères et ont une texture sablo-argileuse en surface, argilo-sableuse et argileuse en profondeur; à mesure donc qu'on descend dans les horizons, l'élément sable se raréfie pour après céder place à de l'argile tout simplement. En gros, les sols d'Eséka présentent trois horizons différents : au-dessus un horizon humifère hétérogène, ensuite un horizon concrétionné intermédiaire, enfin un dernier horizon, celui d'altération.

Un horizon humifère hétérogène : Il se signale par sa couleur généralement brun-gris à brun-jaune. A sa base, on trouve de petites concrétions noires; à mesure que l'on s'approche de cette base, la pénétration humifère diminue tandis que la teneur en argile augmente rapidement pour atteindre 40 à 45 % à la base, qui présente alors une structure assez homogène. C'est dans cet horizon qu'on trouve la plupart des racines des plantes.

Un horizon concrétionné intermédiaire : Il est essentiellement formé de concrétions : concrétions de couleur et de tailles différentes. Au sommet, les concrétions noires, déjà signalées à la base de l'horizon humifère deviennent plus nombreuses. Ensuite apparaissent d'autres types de concrétions; celles-ci sont des morceaux plus ou moins gros de roche ferruginisée, grosses concrétions argileuses de couleur rouge formant la plus grande partie de l'horizon.

Les pédologues pensent que ces concrétions proviendraient de la décomposition de la roche en place. Toutes ces concrétions sont non jointives entre elles.

L'horizon d'altération: C'est le dernier; il se distingue des précédents non seulement par l'unique présence de morceaux de roche ferruginisée dont la taille est de plus en plus en plus grande, mais encore par sa couleur qui est jaune-rouge au lieu de jaune-brun. Cet horizon est humide; les morceaux de roche sont friables; il s'agit de la partie superficielle en cours d'altération de la roche-mère.

Au fur et à mesure que l'on progresse dans les horizons, les qualités organiques des sols diminuent; la teneur en matière organique passe de 3-4 % à la surface de l'horizon humifère à moins de 0,75 % dans l'horizon d'altération. En même temps le pH devient de plus en plus acide à mesure que l'on se rapproche de la roche en place.

Il ne fait pas de doute que l'épaisseur des différents horizons est fonction de la pente et de la présence ou non de la végétation; ainsi sur pente forte dénudée de toute végétation, l'horizon humifère tend à disparaître et à certains endroits seuls apparaît l'horizon intermédiaire concrétionné; et lorsqu'on a affaire à des pentes trop raides, comme les flancs des inselbergs au N-E d'Eséka, tous les horizons sont absents et laissent en place de grandes écailles de la roche-mère.

Au lieu d'être absents ces horizons peuvent également disparaître sous une épaisse litière dont l'importance est bien entendu fonction de la topographie et de la couverture végétale qui la produit.

La litière joue un double rôle : d'une part elle protège les sols proprement dits et les enrichit, du moins l'horizon humifère, d'autre part elle maintient au niveau du sol une humidité permanente qui accélère à son tour le processus d'altération des roches.

La litière est formée de deux parties ou sous-horizons : la première partie qui est le sous-horizon supérieur est formée de matériaux grossiers, non encore décomposés; il s'agit de feuilles, de branches et de troncs d'arbres qui tombent au fur et à mesure que ces différents éléments pourrissent, ils constituent le deuxième sous-horizon dont la texture est de plus en plus fine à mesure que l'on se rapproche de l'horizon humique.

La région d'Eséka, comme toutes les régions de socle, est formée de sols peu riches; toutefois ces sols sont uniformes et bénéficient d'une couverture végétale permanente, toute l'année. En plus le bilan hydrique étant positif, même pendant les mois les plus chauds de l'année (janvier et février),

les sols ne se dessèchent pas totalement. Enfin le réseau hydrographique qui présente des mailles très serrées allié à une topographie assez molle de la "pénéplaine" contribue non seulement à la formation des sols hydromorphes dans les bas-fonds, mais également à la sensation de perpétuelle humidité.

Un réseau hydrographique dense et pérenne :

L'humidité permanente du climat, l'imperméabilité des roches sont à l'origine de la densité du réseau hydrographique d'Eséka. Les cours d'eau sont pérennes, même pendant la grande saison sèche, très peu de marigots tarissent. La région ne connaît pas vraiment de problèmes d'eau.

Les cours d'eau appartiennent à deux bassins inégalement fournis, celui du Nyong, de loin le plus important et celui de la Kellé, tributaire d'ailleurs du premier. Les deux bassins sont séparés par une étroite ligne de partage des eaux qu'empruntent assez fidèlement la route Eséka-Badjop et la piste Badjop-Kéllé Mpeck .

La Kellé prend sa source hors de la région d'Eséka, au sud du massif du Mbam Minkom. Cours d'eau insignifiant jusqu'à Pout-Kéllé, il prend de l'importance lorsqu'il atteint Maholé où il reçoit sur sa rive droite la Mbila, la Ndoupé à l'est de Sibongo et la Ngwei au sud-ouest de Song Woga. Sur la rive gauche, elle ne reçoit que deux rivières importantes, la Houanda qui prend sa source à l'est de Bogso Centre et au sud-ouest de Sodibanga, la Dibanga qui, de Ngongos, où elle prend sa source, à son confluent avec la Kellé, présente un tracé rectiligne Est-Ouest. Le tracé de la Kéllé est très fantaisiste : grossièrement Est-Ouest jusqu'à Maholé, il devient NE-SW jusqu'à son confluent avec la Ndoupé, Nord-Sud jusqu'à Nsongà, de nouveau Est-Ouest jusqu'au confluent avec la Ngwei; à partir de là jusqu'au Nyong le tracé général est Nord-Sud. Tout est comme si ce bassin avait basculé vers le Sud; l'importance des affluents de la rive droite plaiderait d'ailleurs pour cette hypothèse. La vallée de la Kellé est encaissée sauf au Sud de Sodibanga où la proximité du niveau de base rend le cours de la rivière lent et la vallée marécageuse.

Le bassin du Nyong se développe au Sud de la région d'Eséka-Messondo. Le Nyong prend sa source à l'Est d'Abong-Mbang, donc hors de notre région d'étude. Fleuve particulièrement calme jusqu'à Mbalmayo où s'arrête la navigation sur ce cours d'eau, il pénètre dans la région d'Eséka par une série de chutes et de rapides à la traversée des différents paliers du plateau du Centre-Sud. Les plus célèbres de ces chutes sont les chutes Mpouma à Makak, au sud-est d'Eséka et celles de Ndjock, moins spectaculaires que les premières, mais plus importantes.

Dans la région d'Eséka-Messondo il n'y a pas de station hydrologique sur le fleuve, nous avons par conséquent utilisé, pour étudier les caractéristiques du Nyong, les relevés faits à Mbalmayo. Il va sans dire que le débit moyen annuel de 115 m³/s est assez bas par rapport au débit moyen annuel qu'on peut enregistrer dans la région d'Eséka-Messondo, car dans cette dernière région, la pente est beaucoup plus forte qu'à Mbalmayo où la présence d'une végétation flottante, l'"akena", contribue encore à ralentir le débit du fleuve. A Mbalmayo la courbe du débit est assez régulière et se calque de façon fidèle sur la courbe pluviométrique; elle présente ainsi deux maxima et deux minima au cours de l'année. Les deux maxima correspondent aux deux saisons de pluies; ils accusent cependant un léger retard par rapport aux maxima pluviométriques d'Eséka; le maximum absolu du débit est enregistré début novembre avec 285 m³/s et le maximum relatif en juin. Il en est de même des minima. Le plus accentué se situe en fin de grande saison sèche, fin février début mars (20 m³/s) tandis que l'inflexion pluviométrique de juillet-août n'apporte qu'une légère diminution dans le débit qui atteint encore 80 m³/s. La région de Mbalmayo, tout comme celle d'Eséka-Messondo ne connaît pas de véritable période sécheresse prononcée; la courbe présente donc des pointes isolées correspondant aux grosses averses quotidiennes.

Dans la région d'Eséka-Messondo les principaux affluents du Nyong sont en dehors de la Kellé, la Maloumé sur la rive droite qu'il reçoit au Sud de Nguibassal I, et la Mboulé ou Ivilé sur la rive gauche.

Le Nyong a un tracé Est-Ouest dans l'ensemble et présente un cours très capricieux dans la région, avec des biefs rectilignes et des coudes à angle droit. Il s'agit ici manifestement d'une belle adaptation du cours d'eau à la structure sans doute faillée du secteur.

Système rectiligne, mais aussi système radial rayonnant dont le plus bel exemple se trouve autour de la localité de Mbamjock (Iproserie) au Nord-Est d'Eséka, où la Ngwey, affluent gauche de la Kellé et ses affluents se ramifie en une multitude de "bras" suivant une circonférence parfaite.

L'hydrographie a joué un rôle déterminant dans l'établissement des voies de communications dans la région d'Eséka-Messondo, ceci en liaison avec la topographie. Que ce soit dans la zone des vallées marécageuses du secteur de Messondo-Kellé Mpeck ou celle des vallées en gorge du rebord du plateau du Centre-Sud, les mêmes problèmes de relations entre différents secteurs de la région se sont posés; les vallées ont donc été abandonnées, voie ferrée et routes établies tant bien que mal sur les crêtes des lignes de partage des eaux; en cela les tracés de la route Eséka-Makak et du chemin de fer Eséka-Maloumé sont très significatifs.

De même la SOCAPALM a rencontré, contrairement à ce que prévoyaient les études préliminaires du Plan Palmier, de grosses difficultés sur le terrain à cause de la dissection intégrale de ce dernier par les affluents plus ou moins importants du Nyong et des bas-fonds marécageux ce qui a entravé l'établissement de grands blocs de palmiers d'un seul tenant.

En dehors de ces handicaps qui se manifestent au niveau de l'installation des voies de communications et d'ensembles agro-industriels, les cours d'eau de la région d'Eséka-Messondo offrent de grandes possibilités de mise en valeur de la région par la maîtrise de l'énergie hydroélectrique représentée par d'importantes chutes qui jalonnent leurs cours, notamment ceux du Nyong et de la Maloumé qui dévalent l'escarpement d'Eséka-Ndjock.

x

x

x

En conclusion, les conditions physiques, dans leur ensemble, ne sont pas défavorables à la mise en valeur de la région d'Eséka-Messondo. Si pendant longtemps le système hydrographique et l'étroitesse des interfleuves qui en résulte ont posé des problèmes pour certains aménagements et grands travaux, aujourd'hui, il est possible de pallier à ces différents handicaps grâce aux puissants moyens techniques dont on dispose. Le relief et la structure par la diversité qu'ils créent entre différents milieux, le climat dont tous les aspects concourent à rendre la région prospère au point de vue agricole si ses médiocres sols venaient à être améliorés, leur protection étant assurée par une abondante végétation permanente, sont autant d'atouts pour un développement rationnel de l'agriculture de cette zone.

Il apparaît donc clair que les conditions physiques ne présentant aucun frein majeur pour entraver d'une façon définitive l'amélioration des conditions de vie rurale, les hommes soient à ce niveau responsables d'une manière ou d'une autre de la mise en valeur de la région qu'il s'agisse de leurs activités traditionnelles ou d'opérations de développement commandées de l'extérieur, mais implantées ici.

Nous allons donc tenter, assez brièvement, de cerner cette population dans son milieu et d'examiner les groupes ethniques qui peuplent la région, dans leur répartition spatiale et leur dynamisme interne.

B - LA POPULATION

Nous reprendrons dans cette étude les résultats de nos premières enquêtes (1970) dans la même région, le temps imparti pour terminer ce rapport ne nous ayant pas permis de faire une nouvelle enquête, exhaustive de la population de cette région; en plus depuis ce premier passage sur le terrain aucun recensement démographique n'a encore été fait; nous nous sommes donc contenté des résultats de celui de 1966/1967, le dernier en date. Toutefois nous voudrions avertir le lecteur que nous nous limiterons à la zone intéressée par le programme des plantations villageoises (cette opération intéresse deux arrondissements, celui d'Eséka et celui de Messondo); il va sans dire que la population urbaine d'Eséka n'entrera pas en ligne de compte ici, le Plan Palmier s'intéressant plus particulièrement aux populations rurales.

La région qui nous intéresse est limitée par les territoires des villages de So Mapan et Memel au Nord, de Song Badjeck et Lipombe à l'est, au sud et à l'Ouest par ceux de Song Ntoumé-Tunalom et Ekokboun-Mdog Bessol-Song Poa; elle est composée de deux grands groupes ethniques, tous les deux basaphones et appelés abusivement Basa. Au fait il s'agit de deux groupes distincts et qui tiennent à marquer cette différence, lorsqu'ils sont entre eux: ce sont d'une part les Mpôô basaphones, d'autre part les Basa proprement dits.

Unis par une langue commune, le basa, quoiqu'il y ait de nuances de vocabulaire entre Mpôô et Basa, les deux groupes occupent des aires de peuplements homogènes soit de Mpôô, soit de Basa et si par hasard un ressortissant de l'un des groupes se retrouvait dans un village de l'autre groupe, il sera toujours appelé étranger et traité comme tel.

L'étude des Mpôô comme celle des Basa proprement dits se heurte à une difficulté majeure; en effet à l'heure actuelle il n'y a pas eu beaucoup d'études globales sur cette société et les écrits plus ou moins scientifiques qui existent à son sujet touchent à des domaines trop particuliers de la vie des deux groupes linguistique, régime matrimonial etc...

Suivant qu'on a affaire aux Mpôô ou aux Basa authentiques, il est cependant évident pour tous que les zones actuelles de peuplement, comme celles de l'ensemble du sud-cameroun, se sont figées au moment de la pénétration européenne dans le pays et que les Basa étaient encore en bande lorsque les premiers européens pénétrèrent dans la région (fin 19^e siècle). Cette fixation quasi arbitraire a eu pour conséquence non seulement les limites actuelles entre différents clans, mais encore le mélange de plusieurs d'entre eux, l'éparpillement non pas de l'habitat, mais des éléments de certains clans dans des secteurs où on

ne s'attendrait pas à les trouver, et les nombreux problèmes que cette situation a engendrés. Bref la physionomie actuelle du peuplement en est résultée, tout comme elle est dans ses grandes lignes l'oeuvre des mouvements migratoires de tous ces groupes. Cette sédentarisation des populations était elle-même la conséquence d'une politique plus générale de main mise de la colonisation sur les domaines économique, social, culturel; mainmise qui ne pou ait se réaliser que sur une population stable. Il n'est donc pas étonnant dans cette optique de voir l'administration, dès son installation au Cameroun, qu'elle soit allemande ou française, sévir contre le vagabondage, les déplacements injustifiés d'une unité administrative à une autre (1). Les personnes ont donc été obligées de rester là où le "Commandant" les avait trouvées.

1 - La mise en place des populations :

HILOLOMB, ancêtre suprême des Basa est sorti de Ngog-Lituba (2); ainsi l'affirme la tradition. Mais comme le souligne Mme DUGAST, il n'est pas aisé de déterminer avec autant de précision l'origine des Basa, encore moins leur date, ne serait-ce qu'approximative, d'installation dans le pays qu'ils occupent aujourd'hui (3).

Suivant le Pr. MBOUI avec qui nous nous sommes entretenu sur ce sujet Mpôô et Basa seraient tous sortis du fameux Ngog-Lituba et auraient traversé la Sanaga sur une largeur à peu près égale à la base du pays babimbi actuel. Ce n'est donc pas sur un front uni que ces populations ont déferlé dans leurs secteurs actuels; il s'agirait plus vraisemblablement de colonnes déjà individualisées du point de vue clanique, qui, par vagues successives et en des points différents la plupart du temps, ont traversé le fleuve. Ainsi en ce qui concerne les Ndog Ndjoué sur lesquels nous reviendrons par ce qu'ils peuplent une grande partie de la région d'Eséka, après la traversée de la Sanaga, ils se seraient installés pendant un temps assez long sur les bords de ce fleuve, au lieu dit Ngodi, dans les environs de Dibang; delà ils se seraient dispersés, tout en conservant la direction du sud.

(1) Arrêté du 4.10.1924 déterminant les infractions au code de l'Indigénat.

(2) Grand inselberg gneissique situé dans la région de Ndom, aux environs du confluent de la Liboua, petit affluent de rive droite de la Sanaga avec ce fleuve. Il est devenu, depuis quelques années, un important lieu de pèlerinage pour les catholiques romains du Cameroun.

(3) T. DUGAST "Inventaire ethnique du sud-Cameroun" (in série populations n° 1, IFAN, 1949).

Tous les Basa se sont donc disséminés à partir des bords de la Sanaga les uns suivant la vallée du fleuve et peut-être celle de la Kellé pour les Mpôô d'autres prenant simplement la direction du Sud en ce qui concerne les Basa proprement dits.

Comme nous l'avons souligné plus haut les groupes mpôô et basa occupent des aires géographiques différentes (1); même aujourd'hui où les relations sont de plus en plus serrées entre eux par les alliances matrimoniales notamment, les infiltrations d'un groupe dans l'autre sont inexistantes; si l'hostilité n'est plus ouverte entre eux comme dans le passé, chacun garde jalousement son territoire, jadis conquis au cours de très longues radonnées guerrières. (fig.7)

Les migrations des Mpôô, comme celles des Basa, obéissent à des règles très précises même si l'éparpillement, réel, de l'habitat actuel et l'apparente désorganisation sociale des populations plaideraient contre une cohésion des migrants. Il n'y a pas encore une théorie bien nette sur ces mouvements migratoires; en parler implique donc une certaine réserve.

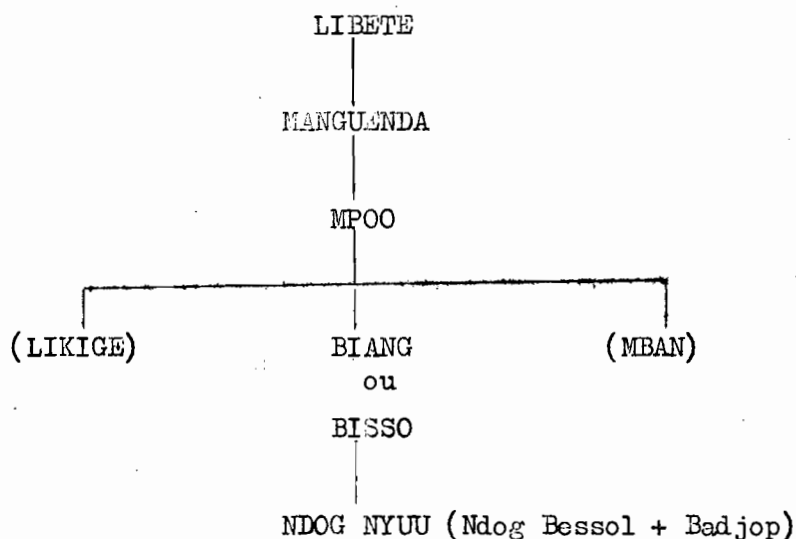
Les Mpôô, d'une façon générale, seraient après les Pygmées qui se retrouvent aujourd'hui repoussés dans la zone inhabitée du canton Yabi au Sud de Timalom-Song Ntouné et qui de toute évidence occupaient toute la zone forestière du Sud-Cameroun, les premiers à s'installer dans la région, bien avant l'arrivée des Basa. Ils sont représentés par trois groupes : les Ndog Bessol, les Badjop et les Yabi.

Ces trois groupes occupent des espaces bien déterminés dans leur territoire commun, et s'il y a eu mélanges dûs aux phénomènes de chevauchement entre Ndog Bessol et Badjop, le troisième groupe, les Yabi, est resté isolé dans le sud de l'arrondissement de Messondo, il nous intéresse d'ailleurs très peu ici son territoire n'étant pas concerné par le Plan Palmier. Aux deux premiers groupes il faudrait ajouter un autre, assimilé : les Niambong. Les Niambong sont ethnologiquement différents des autres groupes Mpôô et leur origine est assez difficile à déterminer. Tous les anciens que nous avons interrogés à ce sujet sont unanimes pour affirmer que les Niambong, aujourd'hui assimilés aux Badjop et traités sans aucune discrimination, formaient un trop petit noyau lors des grandes imigrations;

(1) Il faudrait cependant faire mention d'une exception qui concerne un groupe basa enclavé dans les Mpôô; il s'agit du groupe clanique Ndog Ngong, situé dans la boucle de la Kellé, entre les Bikok et les Ndog Bessol; il est hors de notre région d'étude; mais nous avons trouvé intéressant de le citer, car c'est le seul cas dans l'ensemble du pays.

pour survivre ils se sont joints aux Badjop, groupe plus puissant et capable d'assurer leur protection.

Les Ndog Bessol et les Badjop forment le grand groupe des Ndog Nyuu; les premiers occupent le centre et l'ouest du territoire Mpôô tandis que les Badjop sont situés à l'est du même territoire en contact avec les Basa. Les Yabi se cantonnent au-delà du Nyong, Yabi, Ndog Bessol et Badjop se réclament du même ancêtre, Mpôô, fils de Manguenda et petit-fils de Libète qui serait sorti de Ngog Lituba. Badjop et Ndog Bessol sont encore plus liés et seraient les descendants directs de Biang bi Mpôô (1).



Alors qu'on possède des idées générales sur les mouvements d'ensemble des Basa proprement dits, le monde Mpôô reste encore vierge. Pour avoir une idée de ces mouvements nous avons suivi l'itinéraire des fragments basa qu'ils ont entraînés avec eux dans leur fuite devant les colonnes des premiers envahisseurs.

Les premiers Basa qui sont arrivés dans la région semblent avoir été les Ndog Ndjoué qui trouveront les Mpôô en place. Bousculés, ces derniers auraient pris la direction du sud d'abord puis auraient tourné vers le sud-ouest; ils auraient été en grande partie canalisés par la vallée du Nyong. Cependant quelques groupes claniques traverseront le Nyong d'une part (il s'agit principalement des Yabi) et la Kellé d'autre part, dans l'arrondissement d'Edéa, secteur de

(1) Suivant une autre version, certes moins répandue, cet ancêtre s'appellerait Bissobi Mpôô, mais il peut s'agir tout simplement d'un seul et même personnage qui ici serait désigné par son vrai nom et là par un pseudonyme, comme cela arrive très souvent dans cette région.

Dingombi-Njockloubé où tous les sous-clans Ndog-Bessol sont représentés; ils s'adossent à l'Ouest sur les Yabi de Solopa-Bitoutouck en contact direct avec les Adié, et au nord leur territoire touche celui des Basa de Mandjap et de Makondo. C'est parmi ces Mpôô d'Edéa qu'on trouve une forte volonté "d'autonomie" vis à vis des Basa; réaction normale pour un groupe humain minoritaire; ceci est d'autant plus exact que dans le Nyong et Kellé où les mêmes groupes forment une population numériquement très importante, ce genre de susceptibilité est peu fréquent et c'est sans amertume que le Mpôô de Messondo acceptera que l'on l'appelle Basa. Mais on pourrait également penser que cette volonté de se "poser" Mpôô en toute circonstance des Ndog Bessol d'Edéa est dictée par la présence d'autres groupes mpôô, les Adié en l'occurrence dont Edéa est le fief, du moins coutumièrement.

De tous les Mpôô seuls les Badjop n'ont traversé ni le Nyong ni le Kellé; ils sont restés cantonnés au Nord-Est d'Eséka, en contact avec les Ndog Ndjoué à l'est; au nord ils sont bien protégés des Basa de Dibang (secteur de Maholé-Sombo) ainsi que des Bikok (Sibongo) de l'arrondissement de Pouna. Cette localisation trop précise dans l'espace serait sans doute due au nombre réduit des clans de ce groupe. En effet les Badjop ne comptent que quatre sous-clans : les Log-Kok, Log Pag, Ndog Mayogi et les Ndog Manyà; à ces quatre sous-clans s'ajoutent les Niambo. Les Badjop forment une dizaine de villages dans lesquels se rencontrent quelques éléments Ndog Bessol : les Log Pagal à Biyouha, les Log Ndog à Bilagal et à Memel et les Log Po à Song Mandeng.

Le peuplement Ndog Bessol est circonscrit, en ce qui concerne notre région d'étude, entre le chemin de fer au nord et le Nyong au Sud; il est donc beaucoup plus étendu dans l'espace que celui des Badjop et contrairement à ces derniers, les Ndog Bessol comprennent de nombreux clans dont le plus important numériquement, est celui des Ndog Nkong. Les Ndog Nkong se trouvent cantonnés en grande partie le long du chemin de fer, les gares en formant les principaux noyaux. Un deuxième clan, les Log Mangan, occupe au sud de la gare de Ndog Bessol les villages d'Ekokboum et de Tomel. Les Log Ndog forment comme les Ndog Nkong un peuplement linéaire, parallèle au chemin de fer et occupent les villages de Song Ntoundé, Timalom (jusqu'à Kellé Mpeck par Sohianga).

A ce peuplement essentiellement est-ouest s'oppose celui du quatrième clan Ndog Bessol, les Log Pagal dont on retrouve les éléments à Biyouha, à Song Ntoundé (il se prolonge d'ailleurs jusqu'au canton Yabi au-delà du Nyong).

Il ne faudrait cependant pas prendre ce schéma trop à la lettre et voir entre ces divers clans des barrières étanches, au contraire; dans un même village on peut retrouver deux, trois et parfois quatre clans qui se côtoient même si l'un est majoritaire c'est le cas à Biyouha où on trouve les Log Pagal et les Niambong à côté des Lo Kock majoritaires.

On pourrait penser que sous la poussée des Basa, les Mpôô qui occupaient toute la région, auraient foncé les uns et ce sont les plus nombreux, vers l'ouest en colonnes plus ou moins cohérentes, les autres, les Badjop principalement, s'étant reflqués vers l'ouest aussi, ont été bloqués par la Kollé et ont trouvé asile dans la forêt après s'être rassurés qu'un no man's land important les séparait des Basa à l'est.

Les log Pagal par contre, clan d'ailleurs minime, n'auraient pas suivi le grand mouvement vers l'ouest et auraient suivi les Yabi vers le Nyong et au-delà, une partie s'étant laissée presque absorber par les Badjop. Les Log Pagal sont d'ailleurs le seul clan n'ayant pas formé un village homogène c'est-à-dire formé essentiellement d'éléments du même groupe.

Ce monde Mpôô est faiblement peuplé; seuls les gares ferroviaires et les sièges de chefferies cantonales regroupent une population importante. C'est l'éparpillement général, à cela les Mpôô et les Basa ont plus d'un trait commun, même si le territoire de ces derniers est plus densément peuplé.

Les Basa proprement dits :

Ils occupent la partie orientale de la région d'Eséka-Messondo. Ils sont dominés par un grand groupe clanique, les Ndog Ndjoué. Les Ndog Ndjoué vont de la Kellé, sur la route d'Eséka-RN n° 2, sans interruption jusqu'à Ngogtos, sur les bords du Nyong, avec cependant de petits groupes incorporés dans certains villages. Ils débordent de l'autre côté du fleuve jusque dans l'arrondissement de Lolodorf au sud; au nord, on les retrouve dans le District de Dibang; c'est de cette localité que sont venus les premiers Ndog Ndjoué d'Eséka.

Les mouvements migratoires Ndog Ndjoué à l'instar de ceux des autres Basa de la région, ont une orientation privilégiée, Nord-Sud, suivant un mode de déplacement dit en "saut de mouton", mouvement qui est en rapport direct avec le système itinérant de l'agriculture sur brûlis basa.

Comment se passait ce mouvement ? Un groupe clanique X s'installait en un lieu A et se mettait à cultiver autour de son nouveau lieu d'implantation suivant une technique d'auréoles culturelles concentriques plus ou moins parfaites. Au fil des années, les terres s'épuisant et les champs s'éloignant par conséquent

de plus en plus de A, en même temps que X connaissait un certain accroissement démographique appréciable, il arrivait qu'on se décide à quitter A pour s'installer en un autre lieu B. Dans ce nouveau déplacement ne prenaient le départ que les plus valides du groupe, généralement les jeunes gens et les adultes; cependant on n'abandonnait pas pour autant A; sur place restaient les vieillards encadrés par quelques éléments jeunes pour assurer leur protection, le cas échéant. Le nouveau groupe X2 partait donc à la recherche de nouvelles terres vierges et fertiles; sur sa route il pouvait rencontrer un autre groupe, et suivant la puissance de ce groupe, il conquerrait ses terres ou alors les contournerait, ce qui l'éloignait, dans ce cas, encore plus de X. Le mouvement pouvait se répéter plusieurs fois dans la vie d'un groupe; c'est la sédentarisation obligatoire des hommes avec la colonisation qui a mis fin à ces mouvements migratoires.

Au cours de ces déplacements de grands groupes claniques entraînaient presque toujours de groupes beaucoup plus petits numériquement.

En effet, partis de Ngodi sur les bords de la Sanaga, leur première étape de ce côté-ci du fleuve, les Ndog Ndjoué dont une partie restera sur place - plus tard ce noyau Ndog Ndjoué sera appelé Ndog Ndjoué II pour les distinguer de leurs "frères" d'Eséka baptisés eux Ndog Ndjoué I... Pour les commodités administratives et qui encore aujourd'hui se considèrent à juste titre comme le berceau de tous les Ndog-Ndjoué - prirent la direction du Sud; groupe nombreux et puissant certes, mais ils ne tardent pas à rencontrer de sérieux obstacles sur leur chemin qui ne sont rien d'autre que d'autres groupes claniques Mpôô ou Basa déjà installés sur l'itinéraire qu'ils suivent. Ce sont d'abord les Badjob qu'ils repoussent sans ménagement vers l'ouest, vers la vallée de la Kellé; une grande partie du groupe reste cantonnée dans le secteur d'Eséka qui constituera plus tard un second point de dispersion; puis l'escarpement du plateau Sud-Camerounais servira de barrière au Nord-Est; de nombreux sous clans Ndog Ndjoué le cotoieront jusqu'au Nyong que certains traversent pour occuper des terroirs dans les actuels secteurs de Ngovayang, Bipindi.

D'Eséka en effet un second groupe Ndog Ndjoué se détachera et prendra la direction de la côte, donc la direction sud-ouest; il aurait suivi la vallée du Nyong probablement par l'axe actuel Song Ntoum-Timalom-Sodibanga-Kellé Ipeck pourchassant devant eux les Ndog-Bessol dont certains par petits groupes et en

désordre traverseront la Kellé (1); delà ils obliqueront vers le nord pour traverser la Kellé aux environs de Sodibanga; la colonisation les trouve et les fixe définitivement dans le fameux triangle rectangle Makondo Etouha-Iandjap; ce sont eux d'ailleurs que les Ndog-Bessol, et c'est passé chez tous les autres basaphones, de Dingombi Njock Loubè appelant "Bassa"; les autres Basa portent suivant leur région d'origine les noms de : LIKOL, MANGLA, BABIMBI...

Parmi les groupes entraînés par les Ndog Ndjoué au cours de leurs périlleux déplacements figurent les Ndog Ngond, dont la dispersion des "rameaux" est un cas unique dans le monde basaphone, puisqu'elle a entraîné une endogamie entre ses différents membres. Il semble que les Ndog Ndjoué entrent en contact avec eux à Nsimkellé au sud de Boumnyebel; ils forment la pointe la plus avancée du groupe vers le sud. Dès lors leur destin sera lié à celui des Ndog Ndjoué, auxquels ils ne s'assimèleront cependant pas jusqu'à Eséka; delà certains devieront vers Ngog Tos, d'autres suivront avec les Ndog Ndjoué la vallée du Nyong, jusqu'à la Kellé qu'ils traversent avec ceux-ci à Sodibanga et s'établissent à Pom Lep, sur la rive droite de la Kellé; quelques-uns d'entre eux traverseront d'ailleurs la Kellé et entreront en contact direct avec les Bikok qu'ils trouvent déjà installés dans ce secteur de Sodibanga. Le choc sera brutal; renforcés par leurs cousins venus de Pom Lep, les Ndog Ngond réussiront à gagner du terrain et à repousser les Bikok vers la boucle du Nord de la Kellé; cependant entre les deux clans les limites territoriales sont encore floues jusqu'aujourd'hui et témoignent ainsi de l'incertitude des combats. On trouve à l'heure actuelle les Ndog Ngond à Boum Bonc au Nord-Est de Matomb, à Nsimkellé, au sud-Est d'Eséka à Kellé Ndog Ngond où ils détiennent une chefferie supérieure.

En dehors de ces grands groupes, il faut citer pour notre région, les Log Ngond dont le plus gros noyau se trouve autour de Song Badjeck; les Ndog Tjock à Nguibassal, qui viennent du côté de Ngog Mapubi. Le cas des Ndog Baég est assez spécial puisque ces derniers sont incorporés dans les Ndog Ndjoué à Pout-Kellé par exemple.

Du point de vue humain donc, la région d'Eséka est assez hétérogène : hétérogénéité dans la composition clanique, mais également dans le mode d'implantation de ces derniers groupes. S'il est très facile de délimiter les aires

aussi

- (1) Il est impressionnant de voir comment dans un espace/reduit que le village de Njockloubè, qui se trouve justement sur l'axe Song Ntoundé-Timalom-Kellé Ipeck mais au-delà de la Kellé, s'agglutinent tous les représentants de tous les clans Ndog Bessol; ceci on ne le trouve nulle part ailleurs et ne peut être que le résultat d'une fuite désordonnée devant un ennemi puissant.

territoriales basa et mpôô en général, il devient autrement plus difficile dans l'un ou l'autre de ces groupes de faire la part des choses entre les différents clans, même pour les grands groupes tels que les Ndog Ndjoué dont le peuplement linéaire est interrompu de Mapan à Ngog Tos sur les bords du Nyong, ont dans leur sein les éléments de clans voisins ou des noyaux de groupes plus restreints; lorsque le peuplement est discontinu avec une ligne directrice nette (Nord-Sud pour les Log-Ngond et les Ndog Tjock) ou sans aucun ordre apparent (exemple des Ndog Ngond) les mélanges sont plus importants encore. Cette physionomie ethnique et clanique reflète d'une manière assez fidèle les contrastes de densités dans la région d'Eséka.

2 - Les densités :

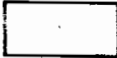
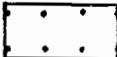
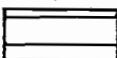
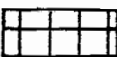



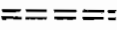


Dans l'ensemble nous avons affaire à une région moyennement peuplée par rapport à l'ensemble du pays basophone : huit habitants au kilomètre carré; mais tout comme la composition ethnique, les densités ne sont pas homogènes et reflètent d'ailleurs d'une manière assez nette les contrastes d'équipement en matière de communication. (fig.7)

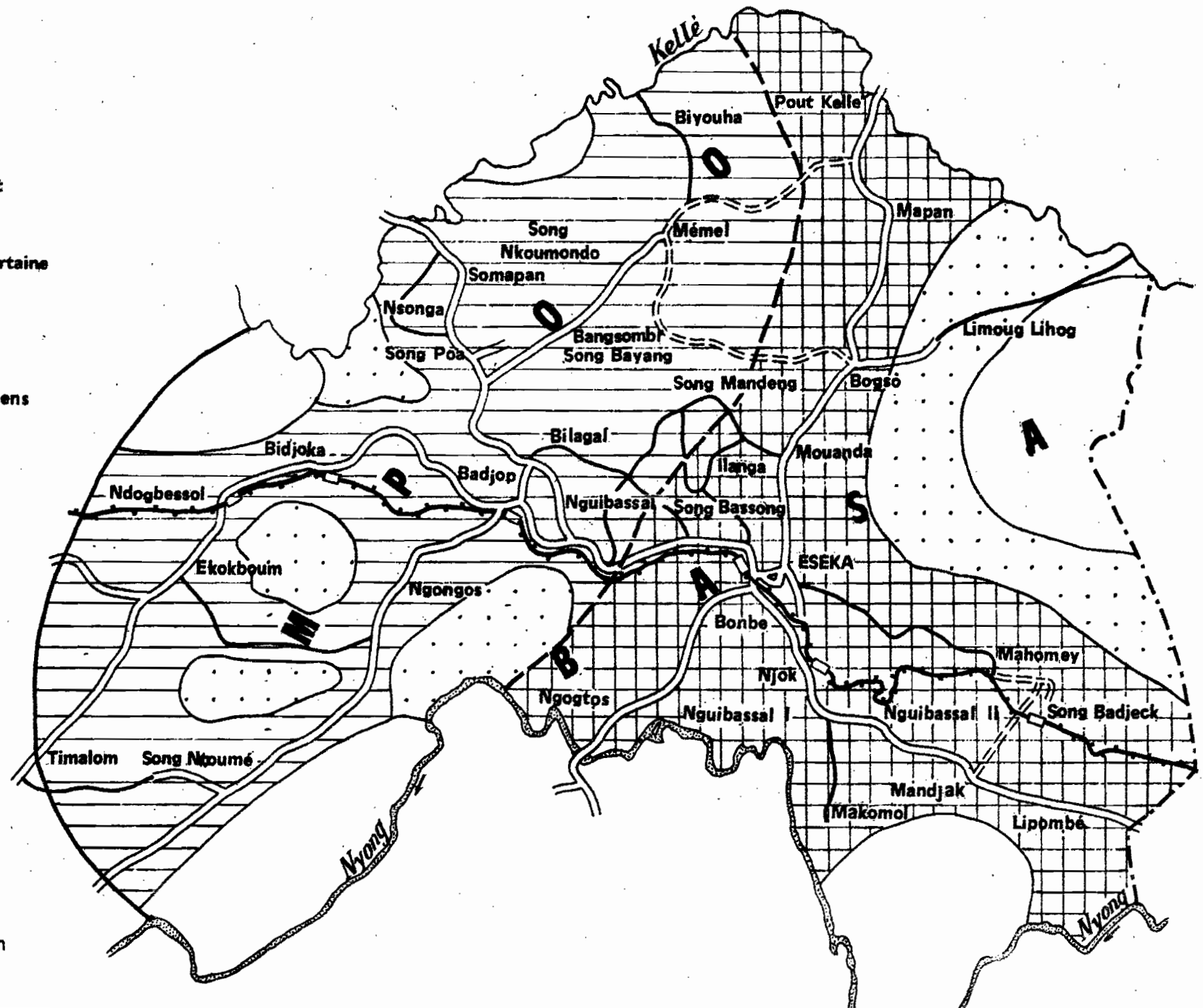
En effet, que ce soit le long du chemin de fer ou d'anciennes routes, on trouve un peuplement assez important; il est également exact que c'est le long de ces principaux axes de communications que^{se} situent les principaux groupes claniques de la région. Ainsi les plus fortes densités relatives, 11 h 7/km² se rencontrent le long d'un axe nord-sud et correspondent au peuplement Ndog Ndjoué, allant pratiquement de Mbanga sans discontinuer jusqu'au Nyong le long de la route Eséka-Lolodorf; il présente une avancée vers l'est qui suit le chemin de fer et la route Eséka-Makak; il y a cependant une forte concentration autour de la ville de Bogso à Eséka, de Djassock et de la leproserie de Mayabat à la ville les concessions sont ininterrompues; il faut toutefois noter le "vide" qui existe entre Eséka et Njock; ici l'explication de l'absence de fortes densités périurbaines, dues ailleurs sans doute aux facilités de relation avec la ville nous paraît relever de données de deux ordres: claniques d'abord; en effet, tandis que^{sur} les trois axes Bogso-Eséka-Djassock et Eséka-Mayabat, on a essentiellement affaire aux Ndog Ndjoué, sur l'axe de Njock, ces derniers deviennent fortement minoritaires et d'autres groupes, notamment les Ndog Tjock apparaissent; il y a donc entre les deux groupes, comme partout ailleurs, une sorte de no man's land de sécurité. Mais aussi du point de vue physique, la topographie entre Eséka et Njock a dû jouer un rôle important de répulsion pour l'implantation.

CARTE DES DENSITÉS

7

Légende

-  Vide
-  5 habitants au Km²
-  de 5 à 9
-  de 10 à 13
-  Limite de peuplement
-  Route permanente
-  Route à viabilité incertaine
-  Piste piétons
-  Chemin de fer
-  Cours d'eau et son sens d'écoulement



ECHELLE
0 5 10 Km

Nous sommes ici sur le rebord de l'escarpement du plateau du Centre-Sud, dans un modélé tourmenté de pentes fortes et vallées profondes, inhospitalières; les hommes sont donc allés plus loin sur un replat dans le secteur de Njock-Nguibassal, avant la vallée de la petite Maloumé. A cet ensemble de densités moyennes assez fortes, s'opposent au Nord de Song Badjeck et au Sud de Njock-Nguibassal des zones forestières vides, séparées en ce qui concerne le secteur Nord de Song Badjeck des couloirs de forte densité Ndog Ndjoué par une zone intermédiaire très faiblement peuplée qui correspond également au rebord du plateau, en re Limoug-Lihog et Souhé.

A ce monde Basa s'oppose le côté Mpôô aux densités faibles en général; il importe cependant de distinguer deux secteurs; le premier celui de Badjop - Ndog-Bassol le long de la voie ferrée et qui s'étend vers le Nord-Est, chez les Badjop; la densité est de 6 h /km²; il représente trois importants noyaux de peuplement centrés sur les parcs de Badjop, d'une part et de Bitjocka et Ndog Bassol d'autre part.

Au sud de cette ligne, le secteur Song Ntoumé - Timalom est faiblement peuplé, moins de 3 h /km²; ici plus qu'ailleurs l'impact des voies de communications se fait sentir.

Que ce soit chez les Mpôô ou chez les Basa, des faits d'ordre historique social, économique et parfois physique explique non seulement la répartition des hommes suivant les différents secteurs, mais aussi leur plus ou moins forte occupation du Sol.

Du point de vue historique, la colonisation et avant elle, les guerres tribales et parfois interclaniques ont joué un rôle déterminant pour l'implantation des hommes sans parler des guerres "héroïques" qui opposèrent jadis Basa et non Basa, que ce soit Eton, Ewondo au Nord et à l'Est ou les Bulu au Sud et qui sont responsables des frontières actuelles du pays Basa, les divers clans Basa ne vivaient pas toujours en termes de bon voisinage; de nombreux litiges, surtout d'ordre foncier opposaient très souvent des clans voisins; nous n'en voulons pour preuve que l'existence de no man's land plus ou moins importants qui séparent encore aujourd'hui Ndog Ndjoué de Bat Bat des Log; Ngong de Souhé,

Les Log Ngond de Song Badjeck des Ndog Tjock de Nguibassal et Ndog Ndjoué de Mapan - Mouanda des Badjop de Memel-Biyouha. Une autre influence des luttes intérieures est fournie par l'éparpillement intégral, en dehors des gares et des chefferies cantonales, deux situations relativement récentes des populations Mpôô, Badjop et Ndog Bessol de notre région; il est probable que c'est le résultat, dans une société sans structure étatique solide, donc sans grande cohésion entre ses derniers membres autour d'un chef unique, d'une fuite désordonnée devant les nouveaux arrivants, les Basa.

La colonisation n'a fait que fixer, si l'on peut dire, la physionomie qu'elle a trouvée et qui est la conséquence directe de la mise en place des divers groupes claniques, cependant c'est l'action administrative et sociale de la colonisation qui a modifié tant, soit peu la carte des densités rurales. Après la sédentarisation des groupes, l'administration a créé des chefferies à différents niveaux, des centres et postes administratifs, des marchés périodiques, des écoles, des centres sanitaires; les gens se sont regroupés volontairement autour de ces différents centres pour profiter d'une part des services qu'ils offraient, d'autre part pour pouvoir vendre et acheter dans les meilleures conditions. A cette oeuvre de regroupement il faut faire une mention spéciale aux missions chrétiennes qui pendant longtemps étaient de grands postes d'attraction, justement à cause de la concentration des services mis à la disposition des populations; autour de la chapelle, édifice principal de la "station" s'ordonnaient une école primaire à cycle complet généralement, à laquelle étaient annexés parfois, mais plus tard un collège d'enseignement général ou technique, un dispensaire ou un hôpital, une petite huilerie et les bâtiments des pensionnaires. La mission d'Ilanga avait joué un très grand rôle dans toute la région d'Eséba et sa renommée s'étendait par-delà tout le pays Basa. Ce sont parfois des facilités d'échange qui ont amené des gens à se regrouper près des centres de distribution et d'achat; c'est dans ce sens qu'il faut placer les voies de communication qui ont exercé un attrait certain, quoiqu'on en dise, sur les populations; bien sûr la route a parfois trouvé l'homme sur place; mais les facilités de déplacement qu'ils procurent, l'argent qu'ils font rentrer par la vente des produits vivriers notamment, le chemin de fer et la route sont des atouts de première importance pour les paysans; il suffit de voir l'importance des gares, qui ont été les premiers marchés périodiques du monde Ndog Bessol, en ce qui concerne l'approvisionnement des populations en numéraire par la vente de leurs productions aux voyageurs des différents trains et l'achat du poisson frais auprès des marchands ambulants des mêmes trains. A ce niveau cependant la supériorité économique de la route sur le rail est nette parce que la première est plus commode dans la région que le second; ceci se fait de plus en plus sentir

dans la population qui réclame les routes chaque fois que l'occasion se présente. L'exemple des habitants de Song Badjeck et Mahomey longtemps satisfaits par la voie ferrée et qui aujourd'hui ont construit eux-mêmes une route reliant les deux localités ^{au niveau} de Nguibassal II à la route Eséka-Makak, pour une desserte plus régulière plus rapide et à leur avantage, n'est pas le seul dans la région.

Au point de vue physique, la topographie dans la région d'Eséka plus que les autres éléments du milieu naturels, a dirigé les mouvements migratoires et influencé les densités; ainsi le pied de l'escarpement d'Eséka-Njock plus homogène au point de vue topographie est beaucoup plus peuplé que le talus lui-même. De même le secteur Souhè-Mahomey avec une topographie confuse faite des vallées et d'étroits replats est un facteur d'explication de la dispersion des habitants du secteur en petits hameaux isolés entre des vallées encaissées.

Différents par leur mode d'implantation, isolés les uns des autres par des ~~ne~~ man's land plus ou moins étendus et s'opposant au point de vue densités, les Basa et les Ipôô présentent cependant une caractéristique commune qui fait l'unité entre les deux groupes et qui est la dispersion totale de leur habitat.

3 - La dispersion de l'habitat Basa :

C'est sans aucun doute le problème essentiel de cette région. Deux hypothèses pour expliquer cette dispersion et qui viendraient tout de suite à l'esprit sont à écarter dès le départ : à savoir la surpopulation et l'habitat refuge.

S'agissant de la surpopulation, nous savons qu'elle peut être l'origine d'une dispersion de population en fermes familiales plus ou moins distantes les unes des autres au milieu des terres ^{de} cultures, celles-ci étant jointives à celles des fermes voisines, car la population étant très nombreuse, la mise en valeur de toutes les terres est intégrale; on a donc un paysage complètement humanisé; cette structure de l'espace on la trouve dans les hauts plateaux de l'Ouest au pays éton et dans certains secteurs des Monts Mandara, pour ne parler que du Cameroun. Or il n'en est rien dans la région d'Eséka où de vastes espaces séparent hameaux et villages, le clan A d'un clan B. Les terres sont disponibles partout, du moins apparemment.

Pour ce qui est de la deuxième hypothèse, celle de l'habitat refuge elle est également à rejeter; certes nous avons à plusieurs reprises mis l'accent sur le rôle des conflits intertribaux et interclaniques qui ont conduit à l'éparpillement surtout des éléments de groupes minoritaires; mais nous croyons que ces conflits ne sont pas essentiels pour deux raisons : la première

est que la dispersion de l'habitat Basa n'est pas le lot de la seule région d'Eséka ou du département du Nyong-et-Kellé qui au fait parce que en contact direct d'autres groupes tribaux, a eu à supporter le plus de conflits armés; nous la retrouvons même dans des secteurs peu mouvementés au cours de l'histoire de l'implantation des populations basa, tels les pays Babimbi au Nord de la Sanaga et Bikok de l'arrondissement de Poma, au Nord-Ouest d'Eséka. Deuxièmement la région, comme l'ensemble du pays basa, a connu au cours de son histoire plus d'un regroupement forcé; dès que ceux-ci ont cessé d'être obligatoires, que ce soit pendant la colonisation, avec l'administrateur RILLY principalement, ou au cours des années qui ont précédé ou suivi l'indépendance du Cameroun, la plupart des gens ont chacun regagné leur hameau d'origine. L'explication de la dispersion basa, nous semble-t-il est à chercher ailleurs. Nous pensons la trouver dans la mentalité de l'homme basa vis-à-vis de la terre de ses ancêtres. Attitude psycho-religieuse à laquelle s'ajoutent des motifs magiques et des causes sociales et historiques.

L'attitude psycho-religieuse est très souvent inavouée du moins en termes clairs; en effet lorsque vous demandez à un Basa pourquoi il ne délaisse pas ses propres terres pour vivre dans une communauté beaucoup plus vaste, dans un bourg, il vous répond à tous les coups que "c'est comme ça", "le Basa n'abandonne pas la terre de ses ancêtres"; "tout le monde (entendez tous les Basa) agit ainsi " etc. Comme on le voit il s'agit de réponses évasives qui cachent le fond du problème. Cependant toutes tournent autour du même thème, la terre des ancêtres. Nous l'avons dit plus haut, le Basa a un sens très aigu de la propriété foncière, héritage de ses ancêtres. Son attitude envers cette terre remonterait au temps où il pratiquait le culte des morts, le culte des ancêtres.

En effet pendant longtemps, tous les Basa, surtout les chefs de famille étaient périodiquement obligés d'accomplir certains rites sur les tombes de leurs défunts. Toutes les grandes occasions de la vie familiale était également marquée par des cérémonies plus ou moins secrètes sur les tombes; naissance, circoncision, mariage, départ et retour d'un long voyage, bénédiction, serment bien sûr, décès. Ces différentes coutumes conduiraient donc à un habitat à proximité des tombes de ses ancêtres; car en dehors des cas assez exceptionnels cités plus hauts, le chef de famille faisait quotidiennement ses ablutions sur la tombe de son père ou de son grand-père pour éloigner le mauvais sort de sa famille. Cette explication qui présente certes beaucoup de failles, devant les migrations des groupes claniques et l'absence de fortes densités sur leurs sites d'implantation si l'accroissement démographique peut justifier les

migrations, satisfait encore aujourd'hui la plupart des Basa; ne voit-on pas certains évolués qui, parce que leur village était trop en brousse "sortir" sur la route carrossable pour construire leur village, mais continuer à entretenir les tombes de leurs ancêtres et de temps en temps leur "rendre visite" ?

A ces raisons purement psycho-religieuses, il faut ajouter des motifs magiques qui expliqueraient l'isolement des Basa les uns par rapport aux autres. Les Basa connaissent et ont toujours connu la vie dans des grandes bourgades que ce soit spontanément ou au cours des regroupements forcés consécutifs aux troubles; la Deuxième Guerre mondiale avec les regroupements de RALLY (1942-43) et l'U.P.C. avec ceux des années 1956-59. Le Basa croit aussi que dans les milieux aussi hétérogènes que les bourgades, rôdent des hommes vampires qui déciment la population la nuit en se nourrissant de leurs entrailles et que les malfaiteurs sont d'autant plus difficiles à découvrir que l'enquête doit être menée avec le plus grand tact lorsque la population est nombreuse. S'attaquant plus volontiers aux jeunes garçons donc aux futurs héritiers, ces vampires sont considérés comme une source d'extinction de familles entières; aussi un père de famille qui veut avoir un héritier et une famille nombreuse préférera s'isoler dans un hameau où la sécurité de tous est d'autant plus assurée que tout mauvais esprit est facilement combattu parce qu'il est aisément détectable. Donc le souci d'avoir une nombreuse postérité, signe de richesse chez les Basa, chez la plupart des groupes claniques camerounais, oblige à s'isoler, pour éloigner les maléfices, au milieu de ses cultures.

Socialement, le système de culture sur brûlis, nous semble-t-il, est aussi une explication parmi tant d'autres de la dispersion de l'habitat basa. Gourmande des terres, la culture itinérante sur brûlis parce qu'elle entraîne de longues jachères, conduit à l'éparpillement des familles dont chacune s'isole dans une clairière, entourée de ses réserves de forêt pour ses futurs défrichements. Cette explication est intéressante parce qu'elle se rattache à la notion de "Nkon", propriété foncière qui paraît commander toutes les attitudes du Basa face au regroupement. Nous aurons d'ailleurs l'occasion de revenir là-dessus dans les pages qui vont suivre.

Au point de vue historique, la colonisation en amenant la politique des Grands Travaux et celle de la réquisition de la main-d'oeuvre indigène, a conduit d'une certaine manière à la dispersion des hommes; ceci des deux manières différentes : l'illégale et fort souhaitée par l'administration coloniale consistait à inciter les hommes à s'installer le long de nombreux axes de communication qui étaient déjà tracés, le chemin de fer notamment; ainsi certains travailleurs se sont fixés dans les régions où jadis ils étaient venus à titre de corvéables; mais ils sont peu nombreux. L'autre forme illégale, celle-là, a consisté, avant la publication du Code de l'Indigénat reprimant vagabondage

et changement de lieu de résidence sans avis préalable des autorités compétentes, à la fuite des populations (masculines surtout) devant les chefs trop autoritaires et devant la possibilité d'être désigné pour les Grands Travaux. Ces populations quittaient donc leur chefferie d'origine et s'installaient sur le territoire d'un autre chef avec cette garantie qu'elles n'auraient pas de compte à rendre à ce dernier. Il y a donc eu ainsi de petits noyaux familiaux -- il s'agit de déplacements individuels, jamais collectifs -- qui se sont établis à l'écart des villages, en forêt. Ce type de déplacement n'a pas duré longtemps et il a touché très peu de monde.

Le phénomène de la dispersion de l'habitat est un phénomène sociologique capital; nous sommes convaincu que tout projet de quelque ordre qu'il soit et destiné à être appliqué dans cette région, doit en tenir compte au plus haut point; car^{si} ce type d'habitat a l'avantage de laisser entre les hameaux des espaces disponibles pour l'implantation d'ensemble à rico-industriels par exemple, il disperse la main-d'oeuvre et crée paradoxalement des problèmes fonciers aigus entre villages; entre habitants d'un même village.

Il reste cependant vrai que des villages gros et moyens rassemblent la majeure partie de la population; ils sont généralement situés le long des voies de communication, avec une préférence pour les routes où taxis et autres véhicules passent; sinon c'est dans les gares ferroviaires que se sont concentrés les hommes. A propos de cette "sortie" sur les axes de desserte, on trouve des villages jumeaux, dans ce sens qu'un même village se scinde en deux, une partie s'installe sur la route, tandis que l'autre reste sur l'ancien terroir. Alors deux cas se présentent : lorsque le déplacement a eu lieu sur le territoire du village, aucun problème au niveau des exploitations ne se pose; les nombreux migrants se contentent de cultiver autour du nouveau site. Mais lorsque l'installation est faite sur le terrain appartenant à un autre village, généralement le village qui accueille permet aux nouveaux venus de pratiquer les cultures vivrières dans la mesure de la disponibilité en terres cultivables; il y a cependant des cas où l'installation se limite à la seule construction des cases familiales, toutes les activités agricoles se déroulent alors dans l'ancien terroir. C'est un spectacle quotidien lors des grands travaux agricoles de ces villages qui se voient complètement de leurs habitants et où le silence n'est percé que par les chants de coq, le bêlement des moutons, et qui se remplissent le soir comme par enchantement, après le retour des "plantations". Dans tous les cas que le village dispose des terres de réserve ou pas, les cultures ne sont pas autorisées aux "étrangers"; ces derniers sont donc obligés de les pratiquer sur

leurs anciens domaines ou de ne plus en faire du tout. A Nguibassal par exemple certains habitants de ce coin continuent à exploiter des plantations à Nguibassal brousse; il en est de même à Bogso-centre et à Bogso brousse. Qui "sortent " en route, qui restent en brousse ? Il est assez difficile et risqué à due, car les recensements regroupent dans la même rubrique tous les habitants des villages.

Le problème de la dispersion est si important qu'il intéresse toutes les autorités de la région basa; autorités administratives et cadres de l'U.N.C. conjuguent leurs efforts pour le regroupement des hommes, afin de pouvoir constituer des équipes de travail pour une meilleure exploitation de leurs champs. Les regroupements souhaités devront s'effectuer le long des voies de communications pour plus tard éviter les problèmes pour l'écoulement des produits. Nous estimons que cette politique a des mérites, mais qu'elle n'est peut-être pas réaliste dès le moment où elle s'applique dans une région où les problèmes fonciers ne sont pas résolus; car la distance de portage sera la même pour un déguerpi qui ne pourra pas pratiquer ses cultures commerciales sur son nouveau terroir; il fera le même trajet entre son ancienne plantation et le commerçant (dont la route sur laquelle il est installé). En plus, les mêmes autorités en accord avec la S.O.U.D.E.R organisent la campagne de la modernisation de l'habitat rural. Compte tenu de revenu moyen du paysan de cette région, les dégâts ne sont pas permis; construire une maison en tôles suppose pour lui beaucoup de privations et s'il la réalise dans son hameau il lui sera difficile à moins d'une pression brutale de la quitter pour recommencer l'expérience ailleurs. Nous pensons donc qu'un choix de préférence devrait s'opérer entre les deux campagnes; la solution pouvant consister, après avis des intéressés eux-mêmes, à faire des regroupements de hameaux, sur la route ou ailleurs de telle manière que chaque famille ne se sente vraiment pas déguerpie, donc soit à une distance acceptable de ses anciennes terres et continue à les exploiter sans changements majeurs. Il est encore temps pour tenter cette politique dans bientôt nous craignons qu'il ne soit trop tard, car chacun aura "investi" : car parallèlement à l'Opération cases en tôles, il entretient de mieux en mieux sa palmeraie, sa cacaoyère sur laquelle il travaille très activement depuis la campagne "100 000 tonnes". Dans sa clairière il lui sera difficile d'abandonner tout ceci, sans une frustration pouvant conduire à l'abandon du village et à l'installation en ville, ce qui n'est le souhait de personne. On sait que le Basa se plaît très bien au milieu urbain; il s'assimile facilement et beaucoup d'autres vont jusqu'à dire que le Basa urbanisé vit au contraire en conflit avec son milieu d'origine : sa réussite individuelle provoque "envie et déclenche

En plus nous sommes ici dans une région où le problème foncier écarte les jeunes gens des villages; ils s'en vont donc dans les villes en attendant que leurs aînés leur cèdent la place plus tard. Une autre cause a laissé des séquelles dans la composition interne des populations rurales de la région d'Eséka; c'est l'influence profonde qu'a eu l'U.P.C. ici, en effet Eséka a constitué le berceau de ce mouvement politique puisque son secrétaire général, UN NYOBE Ruben, était originaire du département; les troubles consécutifs à cet état de choses qui a duré plus de quatre ans, ont "pompé" les campagnes au profit des centres urbains où les hommes trouvaient plus de sécurité.

Il est donc certain qu'à tous les coups, c'est l'élément jeune qui a été le plus sollicité : que ce soit l'étudiant ou le jeune adulte en quête de travail; cette situation a beaucoup joué sur la composition interne de la région. La composition interne - les arrondissements d'Eséka et de Mossondo comptent, le centre urbain d'Eséka exceptés, 14 656 habitants dont 6 850 hommes et 7 806 femmes dans l'ensemble. Qu'il s'agisse de la composition par âge ou par sexe, cette population est très variée.

5 - Sa composition interne :

La composition par âge : Elle privilégie les moins de vingt ans qui à eux seuls regroupent 6 127 individus soit 41,73 % de la population totale; ici le sex ratio est positif, 50,94 % de garçons. Cette situation pourrait trouver son explication dans la présence de deux collèges d'enseignement secondaire, comportant tous les deux un premier cycle complet. Les deux établissements se trouvent dans l'arrondissement d'Eséka à Mouanda et à Ilanga; une autre explication nous paraît assez difficile; la région étant fortement scolarisée, les jeunes gens sont attirés vers les villes où ils poursuivent leurs études ou y cherchent un emploi quand ils ne sont pas en train de l'exercer.

La supériorité masculine se trouve sur toutes les tranches d'âge jusqu'à quatorze ans; les filles ne sont que 48,52 %; entre quinze et vingt ans les garçons sont minoritaires 45,78 % du total de cet âge.

Les adultes jeunes, entre vingt et un et quarante cinq ans forment 34,28 % de la population des deux arrondissements, tandis que les adultes âgés n'atteignent que le 1/6 ou un taux de 15,77 % et les vieillards 8,13 %.

de multiples stratégies à base de sorcellerie." Le fossé se creuse entre la société basa urbanisée et celle qui est restée dans son aire d'habitat traditionnel en opposition à l'Ewondo dont l'autonomie financière n'existe pas ou au Bamileké dont la promotion est parallèle à la promotion dans le cadre de sa chefferie d'origine.

4 - L'exode rural :

Le Basa part donc très facilement et ses attaches au village étant minces - ce qui ne veut pas du tout dire qu'il ne fera pas de temps à autre une visite à ses frères, oncles et cousins ou qu'il ne les recevra pas chez lui en ville - il lui sera aisé de s'implanter définitivement en ville.

Il est certain que les causes générales qui régissent l'exode rural au Cameroun agissent ici; nous n'insisterons pas là-dessus, cependant nous allons examiner celles qui sont particulières à la région d'Eséka - Messondo. Nous sommes ici dans une région très fortement scolarisée, mais ne comptant aucun établissement secondaire à cycle complet; il y a donc à ce niveau un exode scolaire très important; de même, conséquence de cette scolarisation, le départ vers les villes à la recherche du travail dans les secteurs public et privé est très fréquent. Ce phénomène s'accroît par la léthargie économique de la région. Nous avons affaire à une économie essentiellement agricole comme le reste du Sud-Cameroun; la région connaît toutefois un mal qui lui est propre, à savoir l'anarchie quasi totale en ce qui concerne la commercialisation de sa principale production spéculative, l'huile de palme.

En effet l'organisation de la vente des produits du palmier à huile, du moins au niveau de la production artisanale n'a jamais retenu l'attention des autorités compétentes, si bien que les fluctuations des prix sont telles qu'elles varient facilement de un à deux et même à trois d'une saison à une autre et d'une région à une autre, sans que le paysan puisse intervenir efficacement. Insatisfaite sur place, sa population se dirige donc ailleurs, vers des centres d'accueil plus importants. Dans ce domaine la région d'Eséka est prédestinée à voir sa population la plus dynamique partir, car elle se trouve à mi-chemin entre un centre côtier attractif formé principalement de Douala et d'Edéa et un centre intérieur de plus en plus prospère, Yaoundé et ses environs. Les relations avec ces deux pôles d'attraction sont facilitées par l'existence depuis toujours de la voie ferrée du Centre qui traverse la région d'Ouest en Est et la Nationale n° 2, Douala-Yaoundé à laquelle la ville d'Eséka est reliée par une route de viabilité permanente de trente deux kilomètres.

Donc dans l'ensemble les éléments jeunes sont majoritaires, puisqu'ils forment plus des 2/3 de la population totale. On est donc en droit de penser que la main d'oeuvre est disponible dans la région, qu'aucun problème pour les travaux d'aménagement qu'on pourrait entreprendre ici ne^{se} posera de ce côté là. Il est certain que les jeunes de moins de 20 ans ne sont pas toujours volontaires pour travailler dans les villages, même si c'est en compensation d'un salaire élevé; c'est une situation qui se rencontre dans presque toutes les campagnes du Sud-Cameroun où aux yeux des jeunes le métier exercé en ville a plus de valeur que le travail en campagne même si au point de vue salaire celui du village est plus rémunérateur. Le travail repose donc en grande partie sur les adultes jeunes et une partie des adultes vieux; jusqu'à l'âge de cinquante ans environ ces derniers fournissent encore un effort appréciable pour certains travaux. Au-delà les forces déclinent vite; il devient illusoire de compter sur eux pour entreprendre des travaux neufs.

La composition par sexe : Elle n'avantage les hommes que jusqu'à quatorze ans. A partir de quinze ans les femmes sont plus nombreuses que les hommes sur toutes les tranches d'âge. Elles forment 53,2 % de la population totale. Donc inégalité dans la répartition selon les sexes. Le palmier à huile dans le cadre familial ou industriel trouvera donc dans l'élément féminin une part appréciable de la main d'oeuvre dont il a besoin. Certes l'intervention de la femme n'intéresse que des domaines ou stades précis de l'élaeculture ; ce sont généralement les travaux d'entretien; pépinières, nettoyage des ronds et plus tard transport des régimes coupés.

Catégorie	0 - 20	21 - 45	46 - 60	+ de 60	Ensemble
Sexe					
Masculin	3 116	2 234	1 036	464	
Féminin	3 011	2 791	1 276	728	14 656
Total	6 127	5 025	2 312	1 192	
%	41,7	34,2	15,7	8,1	

L'homme Basa devenu planteur pourra donc trouver dans sa famille des collaborateurs sûrs. Cette collaboration dans l'exploitation de la palmeraie n'est **pas** nouvelle; elle a toujours existé, avec une répartition des tâches entre les sexes, et bien sûr des revenus. Si l'homme a la part des travaux pénibles, parce que plus dangereux, par exemple le grimpage, les femmes exécutent des tâches les plus délicates et non moins épuisantes, le piétinage et l'écremage par exemple. L'importance numérique des femmes à Eséka et Messondo est donc un atout certain pour le développement des plantations villageoises. Le seul problème qui se pose, nous semble-t-il est celui de l'organisation rationnelle du travail dans le cercle familial. La formation des équipes de travail dans les villages devrait permettre, du moins pendant la période des grands travaux de création de parcelles, une libération vis à vis du concours des femmes. Ces dernières étant dans la majeure partie de l'année occupées par la production vivrière, devront se **soumettre** aux exigences nouvelles d'une culture moderne. Les contraintes qui en résultent seront d'autant mieux acceptées que la campagne d'information aura été précise et l'encadrement continu et efficace. Il semble donc très utile d'associer les femmes aux diverses réunions intéressant le projet, puisque plus tard, elles contribueront directement à sa réalisation.

B - ASPECTS SOCIAUX ET ECONOMIQUES

Si les arrondissements d'Eséka et de Messondo disposent d'une bonne infrastructure sanitaire et scolaire, au point de vue économique cependant beaucoup reste encore à faire que ce soit au niveau des communications qu'à celui de la **production**













1 - Une infrastructure scolaire et sanitaire enviable

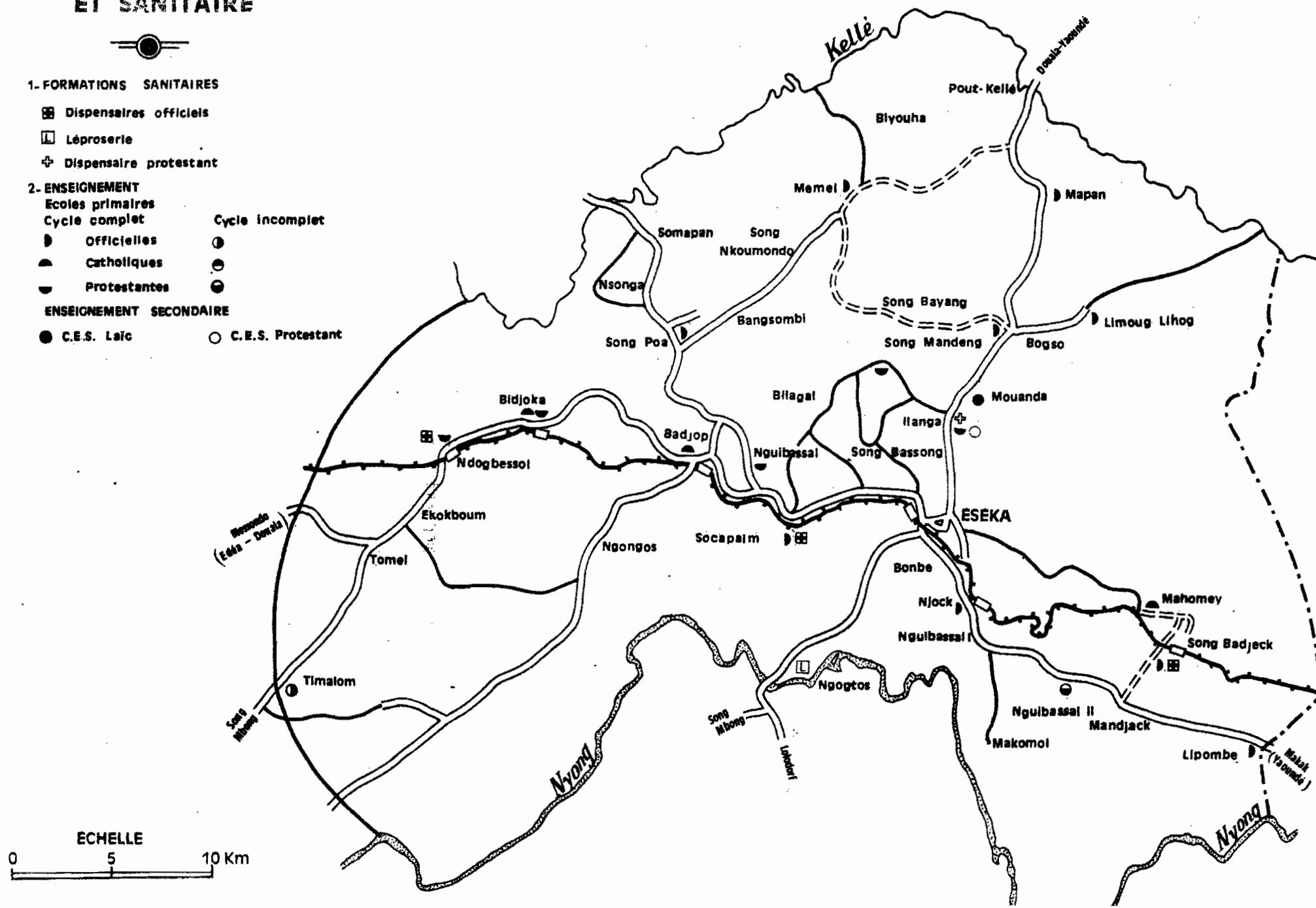
S'agissant de l'infrastructure sociale, l'oeuvre des Missionnaires a été très grande ici. En ce qui concerne la santé ou l'enseignement, la plupart du temps c'est un travail de pionnier. (Fig.8)

L'enseignement français est connu depuis décembre 1916 au moment où s'ouvre la première école primaire dans la région, à Eséka; déjà au temps des Allemands les enfants allaient suivre les cours à Edéa et à Buéa plus particulièrement. Il s'agit donc ici d'une tradition relativement ancienne; actuellement il n'y a pas dans les villages d'enfants qui ne soient pas inscrits à l'école. Entre de 6 et 13 ans, le taux de scolarisation dépasse

INFRASTRUCTURE SCOLAIRE ET SANITAIRE

Fig 8

- 
1. FORMATIONS SANITAIRES
-  Dispensaires officiels
 -  Léproserie
 -  Dispensaire protestant
2. ENSEIGNEMENT
- Ecoles primaires
- | | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------|
| Cycle complet | Cycle incomplet |
|  Officielles |  |
|  Catholiques |  |
|  Protestantes |  |
- ENSEIGNEMENT SECONDAIRE
- | | |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|
|  C.E.S. Laïc |  C.E.S. Protestant |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|



97 % contre 91 % environ pour l'ensemble de la province du centre-sud et 65 % à peu près pour l'ensemble de l'ex-état du Cameroun Oriental. Le taux d'analphabétisme reste élevé pour les personnes âgées malgré la politique de "l'école sous l'arbre" qui a d'ailleurs été mal suivie ici; les vieux ne voyant toujours pas l'intérêt de se remettre à l'école à un âge très avancé. En 1962 on comptait dans tout le département de Nyong-et-Kellé, 86 % et 45 % d'hommes et de femmes analphabètes. Dix ans après ces chiffres sont périmés non seulement à cause des décès qui ont certainement frappés plus fort les gens de cette catégorie, parce que plus vieux, mais aussi à cause de la politique scolaire du gouvernement camerounais qui a créé des écoles primaires dans tous les principaux villages du pays. La zone des palmeraies sélectionnées qui regroupe 32 villages, 18 dans l'arrondissement de Messondo et 14 dans celui d'Eséka, compte 22 écoles primaires dont 16 cycles complets. Parmi ces 22 écoles, 12 sont missionnaires dans ce sens qu'elles ont été fondées et sont dirigées soit par l'église presbytérienne camerounaise soit par l'église catholique romaine; 7 sont à cycle complet. Pour une population de 8033 habitants on a une école primaire pour 365 individus. Si à 8033 nous soustrayons la population des 11 quartiers sururbains d'Eséka qui totalisent 1 170 habitants et dont les enfants sont presque tous inscrits dans les écoles du centre urbain, on aura alors une école pour 312 individus. Cette moyenne n'est pas très loin de la réalité puisque la répartition est homogène à travers toute la région, conformément aux densités rurales; (carte). Ainsi aucun village n'est à plus de 6 km d'une école que celle-ci soit à cycle complet ou incomplet. Le ~~rajeunissement~~ des effectifs ainsi que l'accroissement démographique ont été à l'origine de la multiplication des écoles primaires. Cependant, le bas-niveau des maîtres et leur insuffisante numérique restent les seuls problèmes de l'enseignement dans cette région; il s'en suit de rendements faibles. Il est fréquent de trouver dans une école un seul maître qui s'occupe de trois classes (exemple Timalom).

Au niveau secondaire, la région qui nous intéresse compte deux collèges, un laïc, celui de Mouanda et le deuxième missionnaire, Ilanga. Tous les deux ne dispensent qu'un enseignement limité au premier cycle. Ces établissements sont distants de 3 km l'un de l'autre; le plus éloigné Mouanda est à 9 km d'Eséka, sur la route de Mbanga, vers la route Nationale n° 2; il est certain que la proximité de la ville a joué, pour les facilités de recrutement et de ravitaillement (1).

(1) Il faut cependant noter que le collège mixte de Mouanda est implanté dans le village de son fondateur.

Au point de vue équipement sanitaire, la région d'étude est bien pourvue. En effet, on compte trois dispensaires, dont deux officiels à Song-Badjeck et à Bitjocka. Le troisième, missionnaire celui-là, se trouve à Ilanga sur le troisième axe de communication. On pourrait y ajouter la léproserie de Mayabat, sur la route Eséka-Lolodorf. Dans les quatre unités, il s'agit plus de postes de secours et de soins élémentaires que de véritables formations sanitaires, en dehors peut-être d'Ilanga qui reçoit assez régulièrement la visite d'un médecin, celui de l'hôpital protestant de Sakbayéna, arrondissement de Pouma, et prodigue des soins assez poussés. Une formation sanitaire pour 2 289 personnes (1) cela peut paraître insuffisant, c'est-à-dire un infirmier pour 1 145 individus. Toutefois la proximité de la ville d'Eséka qui dispose de deux hôpitaux, de deux dispensaires et d'un service social d'une part, d'autre part celle relative des formations qui se trouvent sur la périphérie de la zone, à Boumnyebel, Bossondo, Song-Mbong et d'une certaine manière Melak, favorisent la couverture des besoins de la population. Tous les cas graves par exemple, sont envoyés à Eséka qui joue ainsi le rôle centralisateur pour toutes les formations sanitaires du Département de Nyong-et-Kellé.

Ici encore comme dans l'enseignement, les effectifs et la qualification des responsables sont les problèmes les plus urgents qui se posent aux structures sanitaires de la région. Peut-être faudra-t-il ajouter ici encore l'état actuel du matériel des centres de santé élémentaires, comme à Song-Mbong et à Bitjocka où à la **penurie** s'ajoute la vétusté de l'équipement mis à leur disposition; aussi les moyens de locomotion, d'évacuation des malades graves sur Eséka sont-ils inexistants. Seul le dispensaire de la SOCAPALM, que nous n'avons d'ailleurs pas inséré dans cette étude puisqu'il ne s'occupe que des seuls employés de la société et de leur famille, dispose le cas échéant d'un véhicule pour transporter les malades sérieux sur l'hôpital d'Eséka. Cette situation pose des problèmes sérieux aux autorités compétentes et elle est ressentie avec amertume quotidiennement par les populations rurales.

Le travail reste donc long, et délicat surtout au point de vue organisation intérieure des formations existantes. L'organisation sanitaire plus que l'encadrement scolaire rencontre de problèmes autrement plus sérieux au niveau de l'éducation des masses, puisque c'est l'une des tâches qu'elle

(1) Nous excluons dans les calculs le dispensaire de Mayabat; cette formation étant réservée à une seule catégorie de malades.

s'est assignée. La dispersion de l'habitat et les distances parfois considérables qui séparent les hameaux entre eux sont autant d'handicaps qui freinent la vulgarisation des programmes d'action sanitaire dans la région. On est donc condamné pour pallier le manque des moyens de déplacement et la pénurie des effectifs et assurer la couverture sanitaire totale et efficace de la région à créer une multitude de dispensaires pour que les populations soient vraiment encadrées, comme elles le sont par exemple au point de vue politique et religieux.

L'oeuvre des missions chrétiennes dans ces deux Comunes, scolaire et sanitaire, a été considérable; dans la zone qui nous intéresse, elles possèdent encore aujourd'hui 54,5 % d'écoles primaires, un collège sur les deux qui existent et une formation sanitaire sur les quatre. Pendant longtemps elles ont été les seules à assurer l'encadrement social dans certains secteurs. Le cas d'Illanga est un exemple de ce que les missions ont réalisé : ici à la chapelle, vocation première des missionnaires, se sont ajoutés d'une part une école primaire à cycle complet, un dispensaire avec maternité, d'autre part un collège avec internat. Ces structures paraissent vieillottes aujourd'hui dans certains cas, mais elles continuent à supporter certaines responsabilités que l'Etat seul ne peut pas encore assurer; si dans les villages les plus reculés, on trouve chapelle et école primaire à cycle complet ou incomplet, les grandes "stations" se sont surtout installées le long des grands axes de communications; leur propre existence en dépendait pour l'approvisionnement; les petites installations économiques de la paroisse - souvent une palmeraie - ne suffisant pas à en faire de cellules complètement autonomes.

Au point de vue économique la région dispose d'une infrastructure routière importante et même enviable lorsqu'on considère d'autres régions du Cameroun. Cette économie fondée sur la culture vivrière et l'exportation des produits du palmier à huile et du cacaoyer est banale.

2 - Un réseau routier et ferroviaire dense, mais mal entretenu

La région est traversée d'Ouest en Est par le Chemin de Fer du Centre et par un réseau routier Nord-Sud assez bien fourni. Jusqu'à ces derniers temps le rail gardait la première place pour le transport des voyageurs, l'état des routes ou leur existence dans quelques secteurs de l'Ouest ne permettant pas aux cars et taxis de brousse de desservir convenablement les villages des zones concernées.

Le chemin de fer a traversé la région (jusqu'à Song-Badjeck) vers les années 1921-1922. L'historique et les péripéties de sa construction peuvent être suivies dans notre mémoire sur l'arrondissement d'Eséka. Ce qui nous importe ici c'est le rôle économique du rail dans la région. Sur ce point le rail a joué un rôle capital d'une part dans le regroupement des hommes, d'autre part dans le développement économique en incitant les entreprises à s'installer.

Au point de vue humain, et ceci quoiqu'en disent certains textes, les populations attirées par les rails, par la facilité de déplacement qu'ils offraient, se sont regroupées autour des gares. Il s'agit certes dans presque tous les cas des populations autonomes, propriétaires fonciers des terrains entourant les installations ferroviaires. Les autres villageois auraient pu le faire si les problèmes de terre n'étaient pas si brûlants dans tout le pays Basa. Cet attrait du rail est d'autant plus grand aujourd'hui que la commercialisation des produits vivriers par le train est devenue l'une des principales sources de revenus des populations locales. De petits villages se sont ainsi développés en véritables hameaux; les cas de Badjop et d'Eséka qui ont connu leur essor grâce au chemin de fer sont très significatifs. Encore à l'heure actuelle certains villages ne sont desservis que par le rail et certains autres atteints par les pistes le sont encore à cause de l'état particulièrement défectueux de celles-ci, notamment pendant la mauvaise saison d'une part, du manque de véhicules de transport d'autre part. Le rôle du rail est donc considérable; néanmoins l'état actuel du réseau est mauvais.

Construite à la pelle et à la pioche au début du siècle, la voie n'était pas conçue pour le trafic qu'elle est appelée à supporter aujourd'hui. Le développement urbain au Cameroun avec deux principaux pôles, Douala et Yaoundé, reliés justement par cette voie, l'augmentation du commerce dans les deux sens, l'état déplorable de la route nationale n° 2 Douala-Yaoundé, imposent un rythme de transport très intense au chemin de fer; d'où les déraillements constants, surtout, entre Eséka et Song-Badjeck. Le rail paraît donc dépassé, du moins dans l'état actuel de la voie; d'où le projet de réaménagement de toute la ligne entre Douala et Yaoundé; les travaux préliminaires du tracé du prochain itinéraire sont déjà terminés. Ce rôle dans le transport a été déterminant au cours de l'installation de certaines entreprises au Cameroun aux premiers temps de la colonisation.

Dans la région d'Eséka-Messondo, le rail a été à l'origine de l'implantation de nombreuses sociétés d'exploitation forestière, à l'époque où la route était presque inexistante; dans tous les cas celles existantes ne pouvaient pas supporter le trafic par grumiers. Les gares devinrent donc les terminus des pistes forestières; des gares d'embarquement du bois coupé, des parcs à bois, mais aussi des places de débarquement du matériel de coupe, des pièces de rechange; certaines prennent une grande importance, à l'instar de Badjop où à la population autochtone s'ajoute une forte "colonie" de manoeuvres et d'ouvriers, de gens satellites autour des activités forestières, tels les commerçants et les revendeuses. Ici donc se sont les facilités d'évacuation des grumes qui ont attiré les forestiers. De nombreuses sociétés se sont donc implantées dans la région dont la plus importante, la S.B.C. a ses bureaux à Eséka. Aujourd'hui les activités des exploitants forestiers se sont écartées des rails augmentant aussi le prix de transport par route d'abord, puis par rail. En plus les perpétuels déraillements freinent le transport; enfin le chemin de fer n'est plus capable de fournir autant de plate-formes qu'on lui demande pour le transport du bois, problème auquel s'ajoute celui de l'encombrement du port de Douala dont les installations de stockage ne sont plus suffisantes pour absorber tout le trafic qui les sollicite. Les sociétés forestières, principalement la S.B.C., cherchent donc d'autres solutions pour l'évacuation des grumes; ainsi la Société des Bois du Cameroun évacue sa production par route et par la Lokoundjé jusqu'en mer pour l'exportation.

Mais si les voies de communications sont déterminantes pour l'installation des entreprises - elles l'ont été pour le choix de l'actuel emplacement de la SOCAPALM - certaines sociétés, en l'occurrence les entreprises forestières en ont elles-mêmes créées pour leurs propres besoins et parfois pour satisfaire les populations des zones dans lesquelles elles exerçaient leurs activités. Le réseau routier de la région d'Eséka-Messondo est en grande partie l'oeuvre des forestiers. Son tracé perpendiculaire aux rails, donc Nord-Sud, est significatif en lui-même, mais il ne s'agit là que des principales artères, car il existe ici une trame très serrée de pistes d'évacuation à travers toute la forêt. Pistes plus ou moins bonnes suivant qu'elles avaient été prévues pour servir pendant longtemps ou momentanément. Il y en a qui sont de très bonne viabilité, comme la route Eséka-Kribi en passant par Song-Mbong et Likouk et qu'empruntent actuellement les camions venant de Douala, Edéa ou Kribi et se rendant à Yaoundé (par Makak), évitant aussi la Nationale n° 2 hérissée de nombreuses barrières de pluies. La plupart des villages situés au Sud du chemin de fer ne sont

desservis que grâce à ces routes forestières. Le rôle des sociétés forestières est très important ici où l'entretien des routes, pour ne pas parler de la création de nouveaux axes, est très difficile.

En effet, si le nombre des routes est suffisant, leur entretien laisse à désirer : en ce qui concerne les pistes forestières, les entreprises qui les ont créées les ont également entretenues pendant tout le temps qu'elles exerçaient encore leurs activités dans la région; après, elles les ont laissées à qui de droit, c'est-à-dire aux communes généralement. Quand il s'agit des routes créées par les collectivités locales ou les autorités administratives compétentes, les crédits alloués à leur entretien sont si minimes qu'ils ne couvrent pas tous les besoins, puisque certaines années ils ne suffisent même pas aux frais de réparation des ponts effondrés. Quelques-unes de ces routes reviennent donc après quatre ou cinq ans de non entretien à l'état de pistes à piétons après avoir été préalablement ravagées par les eaux courantes de violentes averses qui s'abattent toutes les années sur la région. Or aujourd'hui tout le monde ici, comme partout ailleurs, apprécie mieux les services rendus par une bonne route, que ceux du chemin de fer fort peu commode pour les déplacements et même la commercialisation permanente des produits. Certes la dispersion de l'habitat complique le choix des routes à entretenir; entretien qui s'avère cependant essentiel pour l'augmentation de la production dans tous les domaines de l'économie rurale.

3 - Une économie banale :

Si les sociétés forestières, par les pistes qu'elles ont créées soit pour leurs besoins propres soit pour satisfaire les populations locales "dont elles coupaient le bois", ont fait de la région d'Eséka-Messondo l'une des plus pourvues en routes et pistes de tout le pays Basa, même si l'entretien de ces axes n'est pas toujours régulier, cet atout économique n'en a cependant pas fait une région prospère; au contraire nous avons affaire ici à une économie banale et dont les deux volets traditionnels de l'économie rurale du Sud-Cameroun, à savoir un secteur vivrier et un secteur dit moderne, présentent très peu d'originalité. Nous nous contentons donc de ne rappeler ici que les grandes lignes de cette vie rurale, ce sujet étant depuis longtemps éculé.

La première chose qu'il serait important de souligner c'est que la cellule de travail, que ce soit dans le secteur dit "traditionnel" ou dans le volet des activités modernes, est la famille; c'est-à-dire le chef de famille qui est en même temps le chef d'exploitation agricole, sa ou ses femmes, plus parfois les enfants et quelquefois d'autres personnes qui dépendent directement de lui. De cette situation, deux constatations s'imposent : la première est relative au nombre de personnes travaillant sur une même exploitation agricole. Dans "les structures agricoles de la zone littorale", publiées par la Direction de l'Agriculture de l'ancien Secrétariat d'Etat au Développement Rural de l'ex-Cameroun Oriental, les chiffres suivants étaient avancés : 6,6 personnes par exploitation dans l'ensemble du Département du Nyong-et-Kellé, 3,0 actifs agricoles par exploitation, et enfin 21 % des exploitations comptent moins de deux personnes. Ces chiffres sont assez éloquentes en eux-mêmes. La famille Basa en général est donc assez vaste si l'on considère le premier chiffre, 6,6 personnes par exploitation; toutefois il nous semble que ce chiffre découle des fiches de recensement dont les déclarations ne sont pas toujours conformes à la présence effective des individus déclarés dans les villages concernés; mais se réfèrent plus à la responsabilité morale du chef de famille envers ses cadets qu'ils soient ses frères, sœurs, enfants, neveux..., mineurs ou déjà majeurs. Les deux derniers chiffres se rapprochent un peu plus de la réalité; car on fait d'actifs agricoles ici il faut compter généralement l'homme et sa femme; ce sont eux les actifs agricoles permanents. La scolarisation étant très forte, les enfants dont la participation éventuelle dans certaines opérations de la production n'est pas négligeable, ne s'associent plus au travail rural. L'âge scolaire ayant par ailleurs considérablement baissé, ne restent plus dans les villages que de très jeunes enfants suivant encore les cours dans les classes primaires; ces enfants sont physiquement incapables de faire quoi que ce soit dans les champs, en dehors du transport de maigres fagots de bois ou de petits paniers de tubercules, les samedis matin. Les "grands enfants" ne sont au village que pendant les grandes vacances scolaires, pour les plus courageux qui pendant deux ou trois mois renoncent à la vie urbaine (1). Ceux-ci sont capables de vaguer à tous les travaux agricoles, en dehors des plus pénibles comme l'abattage des grands arbres par exemple; malheureusement leur présence dans les exploitations ne

(1) Certains élèves préférèrent passer les vacances dans les centres urbains soit pour suivre les cours de rattrapage, pour les candidats malheureux de première session des examens, soit pour chercher un emploi pour s'assurer une rentrée agréable au mois de septembre.

profite pas aux parents puisque, les grandes vacances se situant pendant la grande saison des pluies correspondent à la période creuse dans les activités agricoles proprement dites. La cellule de travail est donc très réduite, et la taille des exploitations s'en ressent.

La deuxième constatation est l'absence du travail salarié; il faudrait préciser, du travail agricole salarié. Traditionnellement déjà il était difficile de trouver une main-d'oeuvre importante dans la région pour accomplir un travail salarié permanent ou temporaire. Aujourd'hui encore le même problème se pose, quoique ses données aient quelque peu changé. L'économie "traditionnelle" étant une économie d'auto-consommation, elle ne libérait pas la plupart des individus du village suffisamment pour qu'ils puissent travailler dans les exploitations de leurs voisins; nous parlons uniquement des hommes libres, chacun devait travailler chez lui au rythme des saisons, suivant un calendrier très précis pour ne pas souffrir de disette la saison suivante et éviter par-là même les sarcasmes des voisins, lot de tous les mendiants dans le pays Basa. Il n'y avait donc pas de temps matériel pour qu'un villageois offre ses services à quelqu'un d'autre. Les dimensions des champs variaient avec le nombre de bouches à nourrir; les jeunes voyageant très peu à l'époque, ils fournissaient un travail considérable dans les fermes familiales.

Aujourd'hui où les besoins d'argent sont de plus en plus aigus, même dans les villages les plus reculés; il serait normal de trouver des gens qui sollicitent un travail salarié. Il y a des périodes où effectivement des demandes de travail sont importantes; à l'approche des rentrées scolaires notamment lorsque les chefs de famille démunis cherchent de l'argent pour payer la pension des enfants; lorsque le chef de village devient de plus en plus pressant pour que l'impôt rentre. En dehors de ces cas limites, le Basa est si fier vis à vis d'un autre Basa que ce n'est pas de gaîté de coeur qu'il ira se mettre à son service fût-il bien rémunéré. En plus de ce côté psychologique, très peu de paysans de la région disposent de moyens matériels pouvant leur permettre d'embaucher et d'entretenir en permanence un ou deux ouvriers agricoles.

Il serait cependant inexact de croire que le travail a reposé uniquement sur les seuls membres de la famille; jadis un chef de famille qui avait une grande cour pouvait avoir des serviteurs dans sa "cour". Les serviteurs se divisaient en deux catégories suivant leur statut social: la première catégorie se compose des "MINKOL", c'est-à-dire des esclaves; ce sont généralement des prisonniers de guerre. On en disposait à sa guise sans que personne ne vous demande des comptes à ce sujet. Les "Minkol"

portaient d'ailleurs des signes particuliers pour qu'on puisse les distinguer facilement du reste des villageois; généralement on leur tranchait le lobe d'une oreille. La deuxième catégorie de serviteurs était formée de "Minlimil"; contrairement aux "Minkol", il s'agit ici d'hommes libres qui se plaçaient volontairement sous la tutelle d'un autre homme libre plus puissant et plus riche. Autrefois le nombre de "Minlimil" variait proportionnellement au nombre de femmes qui composaient la "cour" du chef d'exploitation; en effet ils profitaient des bonnes grâces des épouses de leur maître, sans parfois s'en cacher, et en compensation rendaient maints services : travaux champêtres, construction des cases, chasse etc.. A la fin de chaque récolte aussi, ils versaient le "Nsul", tribut en nature, au maître des terres. Ils participaient aussi aux dépenses du chef de famille lors des grandes cérémonies comme la naissance, la circoncision, le mariage, les funérailles.

L'importance de cette main-d'oeuvre variait beaucoup d'un individu à un autre. Aujourd'hui toutes ces deux formes d'assujétissement ont disparu. Les groupes de travail restent la seule forme de travail collectif dans la région.

Les groupes de travail ou "Gwum" (Yum au singulier) sont des associations du genre tontines dont le but est l'accélération des travaux saisonniers par un système rotatif, chacun attendant son tour pendant une période plus ou moins longue suivant le nombre d'adhérents à l'association. Le "Yum" n'intéresse pas un genre particulier de travail; chaque adhérent est libre de faire faire à ses compagnons n'importe quelle besogne; il est cependant exact que les "gwum" sont plus nombreux pendant la période des grands travaux agricoles : défrichement, abattage, bouturage. Ils n'intéressent pas uniquement les hommes; les femmes forment aussi les "gwum"; cependant les équipes sont discriminatoires dans ce sens qu'elles n'unissent pas pour le même labour hommes et femmes; bénévolement aussi ces associations de travail ne s'accompagnent pas de festivités et durent une seule journée de travail par individu et par tour.

En dehors de cette forme collective de travail, n'importe quel villageois, à n'importe quel moment, peut réquérir l'aide de ses voisins pour la réalisation d'un travail précis : travaux agricoles, crépissage d'une maison, récolte, coupe de régimes de palme, extraction d'huile... Dans ce dernier cas, l'homme qui a fait appel aux femmes (l'opération étant principalement féminine) devra leur donner soit toutes les amendes de palme résultant du traitement des noix de palmes, ou alors le tiers ou la moitié de l'huile de palme extraite; cette proportion varie suivant les individus

et très souvent suivant le degré de parenté entre le propriétaire des noix de palme et les femmes qu'il a invitées; les proches parentes recevront la moitié de l'huile extraite tandis que les autres se contenteront du tiers; cette discrimination disparaît lorsque la part des femmes consiste en amandes de palme. Dans tous les cas un bon repas, toujours très apprécié par les invités, et abondamment arrosé de vin de palme, conclut bien une telle journée de travail. Cette entraide n'est cependant pas obligatoire; on peut la refuser à quelqu'un pour plusieurs raisons, surtout lorsqu'on lui reproche la non participation à la vie communautaire.

Une autre forme de travail dont peut bénéficier un chef d'exploitation est la tâche qu'accomplit sur les parcelles du chef des terres, un homme qui a obtenu la permission de cultiver ses propres champs vivriers sur une terre lui appartenant; donc au lieu de payer en espèces ou en nature, par une partie des récoltes obtenues, le droit à la culture, l'usufruitier accepte faire un certain nombre de journées de travail sur les "plantations" du propriétaire foncier.

Mais il faut le répéter, qu'on dispose de serviteurs, qu'on soit membre d'une association de travail ou qu'on loue ses terres à des tiers, l'essentiel du travail reposera toujours sur la famille, c'est-à-dire sur l'homme, sa femme et leurs enfants, le cas échéant, car toutes les formes de travail collectif ne sont pas permanentes, ceci à cause des caractéristiques fondamentales de l'agriculture Basa.

Agriculture itinérante sur brûlis, étroitement contrôlée par le rythme climatique; parce que non mécanisée et disposant de peu de bras, elle ne permet pas la mise en place de grandes parcelles. Elle est également fondée sur une division de travail entre sexes. Enfin les plantes cultivées sont diverses et les productions mal connues parce que auto consommées en grande partie. Toutes ces caractéristiques font que c'est une agriculture peu productive et exigeante en terres cultivables, néanmoins elle satisfait aux besoins des populations rurales en produits vivriers et les excédents qu'elle permet d'avoir sont "exportés" vers les centres urbains, avec plus ou moins de facilités selon qu'on se trouve sur une route régulièrement fréquentée ou pas par les taxis de brousse, les camionnettes des revendeurs ou les véhicules de transport en commun.

Le caractère itinérant de l'agriculture de cette région, parce qu'il implique de longues jachères d'une part (il faut 20 ou 25 ans en moyenne pour que la régénération naturelle des sols se produise), d'autre part parce qu'il suppose de vastes espaces de réserve pour les futures cultures, est responsable de la dispersion de l'habitat et de l'acuité

particulièrement grande des problèmes fonciers; les deux faits sont intimement liés. Chaque chef de concession a besoin non seulement des terres de culture assez proche de son hameau pour éviter de longs déplacements, mais aussi des réserves aussi étendues que possible en prévision d'une plus grande extension de sa famille; il défend par conséquent âprement le terrain sur lequel il a commencé à travailler. Pour s'assurer donc d'une certaine tranquillité au point de vue disponibilité en terres et éviter par-là même les frictions avec les autres habitants du village, chacun veut s'installer le plus loin possible de ses plus proches voisins. Le vide relatif du pays Basa en général et de la région d'Eséka-Mossondo en particulier n'est donc qu'un leurre; car il est pratiquement impossible, à moins d'un cas de force majeure, de débrousser un pan de forêt sans recevoir le lendemain d'un ou de plusieurs villageois la sommation de déguerpir les lieux.

Grande consommatrice de terres, l'agriculture dans cette région est étroitement contrôlée par le rythme climatique. Il s'agit d'une agriculture "sèche", dans ce sens que la région reçoit suffisamment d'eau toute l'année pour que l'irrigation soit inconnue et inutile. Les différents travaux champêtres s'échelonnent sur les quatre saisons pluviométriques annuelles; à chaque saison correspond un ou deux types de champs; ils sont distincts entre eux non seulement par la période de préparation de terrain mais aussi par les espèces cultivées. Ainsi à la grande saison sèche correspond le "kôdôg" dont le défrichement se fait sous forêt secondaire et pendant la période la plus chaude de l'année. Les principales plantes cultivées sur "kôdôg" sont les plantes à tubercules : macabo (*Xanthosoma sagittifolium*), manioc (*Manihot utilisima*), taro (*Colocasia antiquorum*) et le bananier plantain (variété des *Musa paradisiaca*). Pendant la grande saison des pluies, on met en place, le "lipan", sous forêt vierge. Les cultures du "lipan" sont par ordre d'importance, le taro, le bananier plantain, le macabo, l'igname, le manioc, les cucurbitacées.

La différence entre les deux types de champs est liée non seulement aux périodes de culture, mais également à la durée d'occupation du sol, tandis que le "kôdôg", et ceci grâce au manioc, dure^{au}/maximum trois ans; le "lipan" parce que le bananier en constitue l'une des principales cultures est encore "visité" cinq et même six ans après la récolte des tubercules. Point commun cependant, les récoltes des deux types de champs peuvent être stockées.

CALENDRIER AGRICOLE.--

		SEP (Saison sèche)			HILUNDE (Pte saison des pluies)			IKAN (Pte saison sèche)		MBENG (Grande saison des pluies)		SEP (Grande saison sèche)	
MOIS Types de champs		Janv.	Févr.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
KODOG (Macabo, Manioc, Taro, Plantain, Ignames, cucurbitacées..)		Che- ment	Mise à feu Récolte Tuber- cules	Boutures et Semis				Désherbage				Défri	
LIPAN (Taro, Plantain, macabo, ignames)		Récolte (Tubercules)		Mise à feu	Boutures et Semis			Récolte (Plantain)			Défrichement		
NYOP (Macabo, ignames "légumes")		Boutures Semis		Récol- (légumes)				Récolte (Tubercules)				Défriche- ment	Mise à feu
HIYON (maïs)								Défri- chement	semis			Récolte	
BISESEYA (Arachi- des Voan- dzou)	Matoumb	Che- ment	Mise à feu	semis			Récol- te						Défri
	Njeba							Prépara- tion de la jachè- re				Récolte	

Correspondant au début de la grande saison sèche, le "nyob" est un champ pratiqué dans un milieu humide, près d'un marécage ou le long d'un cours d'eau, sur des jachères relativement récentes. Lorsqu'il s'agit des abords immédiats d'un cours d'eau, la même parcelle peut supporter le "nyob" tous les ans; la fertilité du sol étant renouvelée par les dépôts alluviaux après chaque saison des pluies; il s'agit alors d'une culture de décrue. Les plantes cultivées sont principalement des légumes dits "légumes africains", "baam" et "pôôga", les cucurbitacées, le macabo et parfois le manioc. Les plantes à tubercules sont précocement récoltées (pour éviter l'inondation de la saison des pluies qui les ferait pourrir), ce qui ne permet pas leur stockage.

Pendant les saisons intermédiaires correspondent d'autres variétés de champs. Au mois de mars, est semée l'arachide "matoumb". Ici le champ est un coin de "kôdôg" réservé d'avance à la culture d'arachide et de voandzou. A la fin de la petite saison sèche début grande saison des pluies, au mois d'août, l'arachide "njeba" se pratique sur des jachères récentes. Sur ces deux champs ou "bisoseya" (semis en Basa), on plante aussi du maïs. Un autre champ de maïs ou "hiyôn", de petite saison sèche, sous forêt secondaire est le seul champ Basa où la monoculture est de règle ou n'intervient que l'élément masculin, de façon générale.

Les champs de saisons intermédiaires sont tous des champs d'appui par rapport à ceux des deux principales saisons de l'année; leur importance vient de la particularité des cultures qu'ils portent : il s'agit dans tous les cas des cultures complémentaires, c'est-à-dire qu'elles ne composent pas la base de l'alimentation des Basa.

Sur ces champs la répartition des tâches est de règle entre les sexes. La spécialisation se situe d'abord au niveau des instruments de travail. L'homme se sert de la matchette, de la hache, la femme de la matchette de la houe, du panier pour le transport des boutures, semences et des récoltes. Avec ses outils l'homme s'occupe essentiellement des travaux de force qui sont ceux de préparation de terrain : défrichements et abattage, incinération des abattis et protection des cultures contre les animaux nuisibles par la construction des barrières autour des champs. Au point de vue planting proprement dit, l'homme n'intervient que dans deux opérations : d'une part la culture du bananier plantain parmi les "cultures de la femme", plante considérée dans la société traditionnelle Basa comme la culture masculine par excellence, d'autre part la culture du maïs du "hiyôn" où tous les stades de production sont une affaire de l'homme et ceci jusqu'au transport des épis au village et à leur écoulement sur le marché. En effet il s'agit ici d'une

culture destinée principalement au commerce; tous les revenus qui en sont tirés sont pour le compte du mari; la femme n'intervenant à aucun stade de production, n'a pas de revendication à faire quant à la destination de l'argent reçu, après la commercialisation.

Il n'en est pas de même du produit des ventes réalisées par la femme; si elle s'occupe des travaux aussi pénibles que ceux auxquels s'adonne l'homme, parce que longs et multiples, bouturage, semis, sarclage, binage, récoltes, le fruit de son travail est partagé avec le mari que ce soit au niveau des plats quotidiens qu'elle confectionne ou à celui de l'argent reçu après la vente des tubercules par exemple. Ceci pour la simple raison que le travail étant collectif, les bénéfices résultant de ce travail doivent l'être aussi, du moins c'est ce que pensent les hommes. La femme paraît donc désavantagée quant au partage des bénéfices acquis par la vente des récoltes; mais lorsqu'on sait que toutes les grosses dépenses dans le cadre familial sont supportées par le mari, on se rend alors compte qu'il y a un certain équilibre entre les sommes perçues et les dépenses effectuées.

En définitive donc les champs cultivés annuellement sont trop nombreux et dispersés dans l'espace; leurs dimensions par conséquent sont de bien réduites (77 ares en moyenne dans le Nyong-et-Kellé). La petite taille des exploitations tient aussi au fait que les outils employés sont rudimentaires et les façons culturales inefficaces devant la forêt qu'il faut vaincre tous les ans pour produire les aliments nécessaires à l'approvisionnement de la famille et de plus en plus à la commercialisation.

Sur les champs les cultures sont diverses, la société Basa, du moins le paysan doit produire tout ce dont il a besoin pour se nourrir, d'où une gamme très grande des espèces cultivées; en plus ne pouvant pas aménager un champ particulier pour chacune desdites plantes, les parcelles présentent l'aspect d'un "fouillis" avec cependant plusieurs étages suivant les types de cultures pratiquées. Cette polyculture, car c'en est une, a l'avantage de permettre un échelonnement dans les récoltes et d'assurer une protection continue du sol contre l'érosion.

Le caractère un peu anarchique des récoltes, la consommation au jour le jour des quantités récoltées et les ventes plus ou moins contrôlées ne permettent même pas d'évaluer de façon grossière la production vivrière de la région. Les chiffres fournis par les services d'agriculture sont inutilisables, car il s'agit pour les responsables de postes agricoles plus de faire du remplissage que d'effectuer de calculs exacts; ils n'ont ni les moyens ni le temps nécessaires pour une telle opération.

Le monde rural Basa est donc assez complexe. Complexité due surtout au calendrier agricole rigoureux et assez déroutant pour une personne non avertie. A ce calendrier se juxtapose un autre concernant les activités complémentaires à la vie agricole et intéressant surtout la chasse et la pêche d'une part, la cueillette et le ramassage de divers produits d'autre part.

Mais il serait inexact de voir dans ce secteur dit "traditionnel" auquel s'associe un petit élevage de chèvres, moutons et de volailles, un secteur immuable, au contraire il est ouvert au système monétaire et les revenus qu'il procure par la vente des excédents des récoltes de produits vivriers ne sont pas du tout négligeables et concurrencent sérieusement ceux des produits d'exportation consacrés depuis les temps coloniaux.

Le secteur "moderne" dans la région concerne au tout premier plan d'une part les cultures dont les produits sont destinés tout ou partie à l'exportation d'autre part les sociétés forestières. Le palmier par l'importance de la consommation de ses produits et par son rôle dans la société Basa mérite qu'on lui réserve une place de choix.

Le secteur dit "moderne" :

Il revêt une grande importance dans la région d'Eséka-Messondo, par les revenus qu'il offre aux populations rurales et par le temps qu'il occupe. Deux activités principales constituent l'essentiel de ce domaine : l'exploitation forestière et la culture du cacaoyer (1).

En ce qui concerne l'exploitation forestière, nous avons avec l'exploitation de la palmeraie, comme nous le verrons plus loin, l'un des domaines qui ont le plus intéressé les premiers colons européens arrivés dans la région. Ceci pour plusieurs raisons : si l'exploitation forestière demande de gros investissements, ces derniers n'intéressent que l'achat et la réparation du matériel. Il n'y a aucun esprit d'initiative dans cette activité qui relève en deuxième analyse plus du système général de l'économie de traite que d'une volonté précise de promotion économique de la région dans laquelle la coupe s'effectue. Il s'agit d'un domaine économique relativement facile et surtout où les bénéfices sont immédiats. C'est justement ce dernier point qui était au centre des préoccupations des forestiers professionnels et amateurs. Secundo, la région d'Eséka présentait à l'époque

(1) Pour de plus amples informations sur ces deux activités, on pourra consulter les pages 160 et suivantes de notre mémoire de D.E.S.; nous nous contentons ici de n'en rappeler que les grandes lignes.

beaucoup d'atouts qui ont certainement attiré les sociétés forestières. Le premier de ces atouts est la présence d'une très vaste forêt à légumineuses qui, si elle ne renferme pas de formations homogènes étendues, est très riche en essences exploitables ; cette forêt se situe principalement au Sud du chemin de fer et au Nord, entre la route de Badjop-Song Poua à l'Est et celle de Messondo-Mboui à l'Ouest ; elle était presque vide d'hommes, les problèmes fonciers ne se posaient donc pas en terme très aigus. Lorsque les quelques exigences des populations limitrophes étaient satisfaites, construction d'une route carrossable et d'une école en règle générale, la société pouvait s'installer et commencer la coupe ; ces conditions étaient d'autant plus souples que les habitants des villages concernées s'enrôlaient comme manœuvre dans ces sociétés et qu'en plus ils étaient persuadés que leurs terres leur reviendraient rapidement et sans dégâts graves, les activités forestières étant passagères.

Le deuxième facteur qui a joué en faveur de l'installation des forestiers est sans conteste la présence du chemin de fer, donc d'un moyen sûr d'évacuation des grumes coupées. Ce facteur transport a été déterminant lorsqu'on songe que toutes les coupes se sont d'abord installées le long de la voie ferrée et lorsqu'on considère aujourd'hui le grand "rush" des forestiers le long du Transcamerounais en particulier et vers la région de l'Est en général. Moyen sûr de transport, le rail est également relativement moins cher que le transport par route et sans doute plus rapide, par l'importance du tonnage supporté en même temps.

Le troisième élément qui a influencé les sociétés forestières et dont le rôle quoique moins déterminant que celui de la présence d'une grande forêt riche et du chemin de fer est la présence d'une population relativement importante autour des zones exploitables. Dès leur installation donc les forestiers n'ont pas eu de problème de recrutement de la main-d'oeuvre ; au niveau de la qualification ils ont cependant rencontré de difficulté, car il a fallu former "sur le tas" un certain nombre de spécialistes dont ils avaient besoin. Néanmoins, plus tard lorsque les besoins se sont accrus considérablement et que la main-d'oeuvre locale ne satisfaisait plus les demandes surtout avec l'installation de nouvelles unités dans des secteurs de plus en plus éloignés des villages et qu'il a fallu déplacer des effectifs importants d'employés, donc de familles entières, enfin lorsque avec la scolarisation et l'attrait de la urbaine sur les jeunes gens le renouvellement des effectifs des manœuvres s'est avéré impossible à partir des communautés rurales locales, il a fallu faire appel à la main-d'oeuvre des régions voisines, parfois on s'est adressé aux Non-Basa, particulièrement aux

Ngoumba, Yambassa et Eton. On trouve encore des fortes minorités de ces groupes ethniques dans la région. Quelques-uns, avec la déchéance de certaines sociétés ou le transfert de leurs activités vers des secteurs marginaux, n'ont pas suivi le mouvement et sont donc restés sur place, dans les villages où ils se sont assimilés plus ou moins facilement aux populations locales; la localité de Djogop présente ce cas.

En effet de nombreuses sociétés forestières n'ont pas exercé leurs activités pendant longtemps dans la région; il faut rappeler qu'elles étaient de deux types : des sociétés capitalistes de grande envergure, dont la Société Les Bois du Cameroun est l'exemple le plus significatif. Celles-ci disposent de gros moyens financiers, construisent des scieries et emploient de gros effectifs de manoeuvres et d'ouvriers; par exemple en 1958, la S.B.C. employait plus de 1 000 personnes dans ses coupes, sa menuiserie et ses ateliers. Les superficies concédées à ces sociétés étaient aussi immenses (250 000 ha à la S.B.C.) et les contrats longs (99 ans à la S.B.C.) et renouvelables. En plus ces sociétés participent à la politique de la construction d'une infrastructure routière solide; la S.B.C. par exemple construisait annuellement de 50 à 60 km de pistes.

De l'autre côté on trouve de petites entreprises de type familial, employant généralement moins de 150 personnes. Exemple : les coupes SAVOIE à Ndog-Bessol, BUFFET et de DESJAILLE à Eséka employaient respectivement 39, 107 et 34 manoeuvres. Il va sans dire que l'importance de ces sociétés est négligeable. Elles étaient dans la plupart des cas polyvalentes, dans ce sens qu'elles s'occupaient de plusieurs activités à la fois; ainsi BUFFET avait une plantation de caféiers et de kolatiers à Ndjock; de DESJAILLE, une exploitation minière à Manyai. Quelques-unes d'entre elles ne pouvant supporter la concurrence sur le marché international du bois, s'étaient spécialisées dans la coupe du bois de chauffage par l'approvisionnement du chemin de fer dont les locomotives marchaient à cette époque au charbon de bois : c'est le cas de DESJAILLE et de BUFFET à Eséka.

La concurrence à l'intérieur de la région sur le plan du recrutement de la main d'oeuvre, sur la scène internationale face aux grosses sociétés capitalistes, le remplacement progressif des locomotives à vapeur par des locomotives Diesel ont ruiné ces petites entreprises familiales et quelque peu artisanales.

Même pour les grandes unités dont l'âge d'or se situe autour des années 1951-1955, une reconversion s'est opérée dans leurs activités : les grandes scieries, à l'instar de celle de la S.B.C. à Eséka, sont remplacées volontiers par de petites scieries "volantes" qui se déplacent dans les

principaux secteurs d'intense activité des sociétés réduisant ainsi les frais de transport des grumes destinées à la production des sciages. De même une importance accrue est donnée à la fabrication des traverses d'azobé non seulement pour les besoins nationaux, mais également et surtout pour l'exportation. Le caractère sériel de ces sociétés se confirme donc de plus en plus.

Certes nous ne reviendrons pas sur l'importance des sociétés forestières dans la région d'Eséka-Messondo, surtout au point de vue infrastructure routière de nombreux secteurs ayant été débloqués grâce à elles. Nous tenons cependant à insister sur le fait que leur impact économique sur la région diminue progressivement et régulièrement; leurs activités s'étant déplacées vers des zones de plus en plus marginales, plusieurs villages qu'elles animaient jadis perdent aujourd'hui de leur vitalité, exemple Badjop. Seuls les salaires versés constituent encore l'élément par lequel elles interviennent dans la vie des villages. Les employés étant de moins en moins nombreux, à cause de la fermeture des scieries et de la mécanisation complète de l'abattage, les salaires eux-mêmes sont de plus en plus insignifiants quant à leur volume. Les populations sont démunies devant une telle situation puisque les rouages de telles entreprises leur échappent complètement. Leurs espoirs ne peuvent se fonder que sur les activités rémunératrices qu'ils contrôlent, par exemple leurs plantations.

Les cultures de plantation ne sont pas nouvelles dans la région d'Eséka-Messondo. Plusieurs expériences ont été faites ici au temps de la colonisation par des planteurs européens, notamment en ce qui concerne le caféier, le bananier et le cacaoyer. Ces planteurs ont même exploité ces cultures pendant un temps plus ou moins long. Mais seul le cacaoyer s'est réellement implanté dans la région; les autres ayant été abandonnées soit parce que les conditions écologiques n'étaient pas favorables à leur développement, soit parce que les populations n'avaient montré aucun intérêt à leur réalisation, ou les deux ensemble.

Toutefois il ne faut pas croire que si le cacaoyer est aujourd'hui la seule culture de plantation au niveau du paysan et qu'il lui assure une bonne partie de ses ressources monétaires, que l'introduction de cette plante dans la région a été chose facile ou que l'accueil qu'on lui a réservé était particulièrement enthousiaste. Au contraire des facteurs climatiques et sociologiques ont pendant longtemps retardé le développement de cette plante. Dans ce sens, le destin de la région d'Eséka-Messondo est lié à celui de l'ensemble du pays Basa en général. Tous ces freins sont exposés d'une

façon assez détaillée dans notre mémoire de Diplôme d'Etudes Supérieures; nous allons néanmoins en citer les principaux ici.

Les facteurs historiques semblent les plus déterminants au retard enregistré par la culture du cacaoyer dans la région. Ils sont de deux ordres et concernent d'une part le mode de pénétration de cette plante d'autre part l'organisation administrative même des services chargés de la promotion de sa culture.

L'axe de pénétration du cacaoyer dans la région a suivi celui de la pénétration des colonisateurs, c'est-à-dire Kribi-Bipindi-Lolodorf-Ebolowa-Eséka. Ceux qui l'ont introduit sont ceux-là même qui n'étaient pas admis dans la région, à savoir les premiers Européens. Plus tard ces derniers après avoir installé les premiers postes agricoles dans le pays Fang-Béti et appris aux originaires de ce pays les modalités de culture et l'entretien du cacaoyer, enverront ces derniers dans le pays Basa pour la vulgarisation de cette culture et l'encadrement des futurs planteurs.

Or depuis les grandes vagues migratoires des Bantu du Cameroun, Basa et Fang-Béti s'étaient frottés plus d'une fois, sur les zones frontalières; entre les deux groupes, les engagements armés ne manquaient pas. Le climat n'était pas aux bonnes relations; tous ces aspects qui entouraient le cacaoyer n'étaient pas favorables à son adoption; le "bloc" formé par l'ensemble du pays Basa en a été le résultat le plus éloquent. La pression administrative n'a eu pour conséquence que la création des "plantations du Commandant", petites parcelles plus ou moins entretenues jalonnant en bandes étroites les pistes empruntées par les administrateurs pendant les tournées.

A ce premier facteur historique, néfaste pour la vulgarisation de la culture du cacaoyer dans le pays Basa s'est ajoutée une mauvaise organisation intérieure des services chargés d'encadrer la production du cacao dans la région. La situation géographique d'Eséka-Messoude en fait à tous les coups une région marginale par rapport aux grandes divisions administratives du pays. L'appartenance à l'une ou l'autre de ces régions n'améliore en rien cette marginalité. Les services centraux, trop éloignés de la région ne peuvent suivre de près les opérations de développement qui s'y passent. Le balancement entre le Littoral et le Centre-Sud n'a pas été bénéfique pour ce développement agricole de cette zone. Anciennement rattachée au Département de la Sanaga Maritime, donc à la Région Littorale, la Subdivision d'Eséka, aujourd'hui Département de Nyong-et-Kellé, n'avait pas les possibilités de cultiver le cacaoyer; la politique agricole menée par le Sommaritime (Secteur d'Expérimentation et de Modernisation Agricole de la région littorale) n'intéressant pas cette culture. En effet cet organisme était

plutôt axé vers d'autres cultures dont les conditions pédo-climatiques étaient optimales dans la zone littorale, comme le palmier à huile et l'hévéa notamment. Le cacaoyer était donc relégué au second plan des préoccupations des autorités administratives compétentes et était considéré comme la culture par excellence des plateaux du Centre-Sud.

En 1958, Eséka profite de la création d'une Circonscription Agricole qui a suivi l'érection de l'ancienne subdivision en département et du rattachement dudit département à la Circonscription Administrative du Centre-Sud. Dès lors les services agricoles de la région cessent de dépendre du semmaritime et relèvent désormais du Semcentre, son homologue du Centre-Sud, ce dernier organisme s'intéresse plus particulièrement à la culture du cacaoyer. Eséka devait donc profiter de ce bouleversement des institutions mais il n'en a rien été. Ici encore la position marginale d'Eséka va jouer. Cette situation sera renforcée les premiers temps par l'absence de communications faciles entre Eséka et son chef-lieu, Yaoundé. Cependant très tôt les postes agricoles se multiplient, mais on trouve que si certains secteurs comme Ntouleng-Bot-Makak, Matomb, Makak, secteurs qui se trouvent d'ailleurs sur le plateau du Centre-Sud, sont favorables à la culture du cacaoyer tout comme le pays Eton et Ewondo limitrophes, la région d'Eséka-Messondo ne paraît pas apte à cette culture pour des raisons écologiques.

En effet si les facteurs historiques ont en général affecté l'ensemble du pays Basa, les conditions naturelles de certaines zones ont été et restent un frein au développement de la culture du cacaoyer. Plus que les éléments péologiques, ce sont les caractéristiques climatiques qui sont déterminantes ici. La région d'Eséka-Messondo située sur les bas-plateaux est largement ouverte aux influences climatiques littorales. Ni l'abondance des pluies, ni la faiblesse de l'ensoleillement, encore moins les températures constamment élevées ne jouent un rôle aussi important que la forte humidité atmosphérique. C'est justement l'élément climatique qui est à la base des mauvaises récoltes cacaoyères de la région. Elle rend difficile la fructification parce qu'elle facilite la prolifération de la pourriture brune des cabosses. Le séchage des fèves est également délicat ; les planteurs font sécher les fèves, après fermentation, sur les claies, au soleil ; comme d'une part la période de pointe de la production correspond à la saison des pluies, donc au moment où l'humidité atmosphérique est toujours égale à 100%, d'autre part comme les paysans ignorent les séchoirs autobus et se contentent de fous artisanaux ou de l'énergie solaire, le cacao est très souvent mal séché. La forte humidité de l'air complique enfin

la conservation du cacao séché, parce qu'elle active la moisissure des fèves. Il faut donc plus d'efforts au planteur de cette région pour obtenir un cacao de même qualité que celui de son collègue du plateau du Centre-Sud. Les quantités produites sont par conséquent peu importantes à cause de ces difficultés climatiques, de l'adoption relativement récente du cacaoyer. D'autres données contribuent également à freiner l'accroissement de la production cacaoyère de la région, parmi lesquelles une situation foncière déplorable.

Les facteurs sociologiques qui ont freiné la vulgarisation de la culture cacaoyère ne sont pas propres à cette région ; ils se rencontrent à travers tout le pays Basa. Nous aurons l'occasion d'insister à travers toute cette étude sur la concurrence du palmier à huile, les habitudes alimentaires qui l'ont privilégié par rapport au cacaoyer.

Ici nous mettons l'accent sur un facteur limitatif au point de vue production et qui a pour fondement les relations "étrangers - autochtones". Est considéré comme étranger tout homme n'appartenant pas au groupe clanique du chef d'exploitation d'une part ; d'autre part un membre du même clan mais n'ayant pas d'assises foncières dans ce village où il est venu s'établir ; ce dernier^{cas} se rencontre difficilement ; mais dans la situation des clans très vastes et occupant des villages différents et éloignés les uns des autres, il arrive fréquemment qu'un individu d'un village A^{où} il a ses terres qu'il a acquises soit par héritage, soit par ses propres défrichements, décide pour une raison ou une autre de s'installer dans le village B, appartenant toujours à son clan d'origine. En B il n'aura pas de terres à lui, dès lors il se trouve dans la même situation qu'un étranger. Cet homme aura toujours, gratuitement ou moyennant une petite redevance en nature généralement, des parcelles de terre pour cultiver. Suivant les cas, il pourra cultiver sur les terres d'un même chef d'exploitation ou changer de maître à toutes les saisons agricoles. Ses activités se limiteront dans tous les cas aux cultures vivrières. Il n'aura aucun droit sur les palmiers qui pousseront dans ses jachères et après un certain temps, généralement deux ou trois ans après la récolte, il ne devra plus "visiter" son ancienne exploitation.

Quant à ce qui concerne les cultures pérennes on ne permet pas à un étranger d'en planter ; si jamais il outrepassait à cette recommandation, les cultures effectuées reviendraient ipso facto au maître de terre. Il y a ainsi dans les villages des "handicapés fonciers" dont le travail aurait sans doute pour effet d'accroître la production des cultures de plantation. Ils ne peuvent s'en sortir que dès le moment où ils achètent à leur profit des lopins de terre dans les villages où ils sont

installés. Ce problème qui concerne les cultures de plantation est entrain d'évoluer ; si ce sont les cultures pérennes qui ont jusqu'à présent été plus particulièrement concernées c'est tout simplement par ce que ce sont elles qui procuraient les revenus monétaires et qu'elles favorisaient la présence presque définitive de l'individu sur un terrain donné. Actuellement où la commercialisation des produits vivriers devient rentable dans les villages situés le long des routes régulièrement fréquentées par des véhicules de toutes sortes, il est probable que dans un avenir très proche, certaines cultures vivrières ne pourront plus être plantées par des étrangers ; nous pensons plus spécialement au bananier - plantain dont la vente est très rémunératrice à l'heure actuelle et dont la culture par voie de conséquence se développe d'une façon prodigieuse dans les campagnes, développement facilité par la vulgarisation de l'abatage de vastes portions de forêt à l'aide de scies mécaniques. On risque donc d'en arriver à cette situation où seuls les autochtones pourront se livrer à leur propre compte aux activités agricoles et où les étrangers travailleront sur contrat ou payeront d'assez fortes redevances, cette fois en espèces, pour avoir l'autorisation d'établir des champs sur les terrains qui ne leur appartiennent pas.

Parallèlement à cette évolution presque irrémédiable dans le monde rural Basa, on note une certaine amélioration de l'organisation des services agricoles dans la région d'Eséka-Messondo. L'amélioration de la culture, l'accroissement des superficies cultivées et la qualité de plus en plus bonne de la production sont le fruit de vastes campagnes de vulgarisation menées depuis le début de "l'opération 100 000 tonnes" de cacao par les services agricoles et par les cadres du Parti Politique National, l'UNC. Cette politique concerne l'installation des pépinières dans les villages, la distribution des plants sélectionnés et un encadrement plus serré des producteurs. S'agissant de ce dernier aspect, les agents d'agriculture sont en butte à beaucoup de difficultés liées au manque de matériel d'abord. Seul le chef de la Circonscription dispose d'un véhicule ; les chefs de postes agricoles ont des mobylettes. Eu égard aux territoires qu'ils ont à couvrir les chefs de postes agricoles d'Eséka et de Messondo sont pratiquement incapables de visiter tous les planteurs qui relèvent d'eux au cours d'une même saison de production par exemple. En plus, la dispersion de l'habitat contribue lui aussi à allonger les distances entre les planteurs. Si au moins les moniteurs agricoles qui parcourent souvent ces distances à pied, surtout pendant la mauvaise saison,

étaient certains de trouver de vastes plantations de cacaoyers, leurs efforts seraient soutenus ; mais jusqu'à présent les plantations sont vieilles et de petite taille "68 ares de culture pure et 32 ares en moyenne par exploitation pour l'ensemble de Nyong et Kellé". Les nouvelles plantations sont cependant plus vastes et les normes rationnelles de planting sont respectées.

Les planteurs bénéficient aussi de prêts gouvernementaux par l'intermédiaire de la Caisse de Stabilisation des Prix du Cacao, la Caistab, lorsqu'ils sont regroupés en GAM "Groupement des Agriculteurs Modernes" ; ces prêts ont pour but l'amélioration de la qualité des fèves vendues. Ils sont en nature et octroyés au début de la saison cacaoyère ; les remboursements se font après les ventes. Ainsi chaque planteur acquiert son propre pulvérisateur et les produits nécessaires pour la lutte contre la pourriture brune des cabosses. L'engouement pour les cacaoyers s'accroît de jour en jour ; les demandes de semences sélectionnées pour l'implantation de pépinières et plus tard de cacaoyères sont dans tous les postes agricoles supérieures aux offres. L'attitude si non du refus systématique du moins d'indifférence caractérisée a laissé place à un enthousiasme général pour cette culture ; planter le cacaoyer est devenu une mode à laquelle on ne saurait se soustraire facilement. Les producteurs s'organisent en coopératives plus ou moins bien structurées selon les individus qui les composent ; mais dans tous les cas la gérance de ces organismes est entre les mains des paysans eux-mêmes ; ils organisent avec l'accord du responsable de la Caistab de leur localité et les services départementaux de l'agriculture, des centres de groupage dans des villages précis, font appel à un acheteur agréé qui vient avec son camion, contrôlent les vérifications et les pesées et se distribuent produit de vente et ristournes diverses au prorata des quantités livrées.

Ainsi les fuites par le coxage sont éliminées, également les retards dans les ventes. Les quantités vendues et la qualité des produits augmentent, de même que les bénéfices, les intermédiaires étant écartés, puisque les livraisons se font directement aux exportateurs. La Société des Coopératives de Développement de Ndog-Bessol fonctionne sur ce schéma.

On peut donc affirmer que la culture du cacaoyer dans la région d'Eséka-Messondo est bien partie. Le risque qu'on peut redouter à l'heure actuelle c'est la concurrence d'une autre culture qui absorberait une partie des efforts des populations paysannes.

x

x

x

L'économie de la région d'Eséka-Messondo n'est donc pas originale par rapport à l'ensemble du Sud-Cameroun. La situation géographique de la région devrait cependant en faire une économie propère, ne serait-ce que par la vente des produits vivriers. Malheureusement leur commercialisation est totalement anarchique. Aucun contrôle ne s'exerce à quelque niveau que ce soit, à celui de la production comme à celui de la vente. Chaque paysan vend ses produits où il l'entend et au prix qui lui plaît ; d'ailleurs c'est souvent à son détriment, puisqu'il ne peut atteindre les centres urbains, Yaoundé, et surtout Edéa et Douala, où les prix sont très intéressants, les frais de transport étant très élevés ; par exemple le transport d'un régime de plantain revient de 100 à 150 CFA entre Eséka et Edéa, suivant sa grosseur, par taxi de brousse, sur une distance de 122 km. Le manque d'organisation de circuits commerciaux est un handicap sérieux pour les paysans qui ne peuvent produire davantage que s'ils sont certains d'écouler leurs produits dont certains, comme la banane - plantain, ne peuvent être stockés pendant plus de deux semaines. Les revenus n'augmentent donc pas aussi vite qu'on serait tenté de le croire parce que les agriculteurs ne profitent pas pleinement de leur situation centrale entre les deux principaux foyers urbains du Cameroun et qu'ils devraient ravitailler. Les consommateurs eux aussi souffrent de cette mauvaise organisation de circuits de commercialisation, puisque lorsqu'elles ne manquent pas totalement, ce qui arrive de fois sur le marché urbain d'Eséka, les denrées sont vendues à des prix très élevés. La rentabilité de l'agriculture qui occupe la totalité de la population de cette région est par conséquent très faible pour la simple raison que les moyens d'écoulement de la production sont rares et chers et la commercialisation laissée à l'initiative de chaque paysan.

La monoculture du cacaoyer, seule culture d'exportation par excellence de cette région est en elle-même un danger pour les planteurs, à cause des fluctuations perpétuelles des prix, malgré l'intervention constante de la Caistab. La plupart des plantations rationnelles étant encore assez

jeunes, la déception serait grande et le dégoût pour le cacao définitif, si après tant d'efforts les prix tombaient au moment où elles entreraient en production. Il faudrait donc pallier à cette éventualité en introduisant une autre culture dans le circuit et à laquelle se consacraient certains villageois ; les plus dynamiques pouvant même pratiquer les deux cultures en même temps. Le choix de cette culture s'impose dans la région. Il est évident que, vu l'importance du palmier à huile ici, l'ancienneté de son exploitation et les ressources diverses qu'il procure, la rationalisation de sa culture soit un atout essentiel pour l'économie rurale et retienne l'attention des organismes compétents. La concurrence entre les deux cultures, comme nous l'avons souligné un peu plus haut risque de freiner le rythme actuel de création de jeunes cacaoyères d'une part, les nouvelles palmeraies absorberaient à coup sûr une partie de temps des planteurs, d'autre part elles occuperaient au moins la moitié des effectifs des postes agricoles. L'encadrement des planteurs des cacaoyers serait donc moins serré qu'à l'heure actuelle, par conséquent la quantité et surtout la qualité du cacao obtenu s'en ressentiraient sérieusement.

Nous pensons cependant qu'une meilleure organisation de l'encadrement en passant par exemple par la formation accélérée mais aussi complète que possible d'un jeune homme par village intéressé par l'éleviculture, qu'une augmentation des effectifs des moniteurs de préférence spécialisés dans l'une ou l'autre culture et des moyens matériels leur permettant d'une part une circulation facile et rapide à travers leur territoire d'action d'autre part un travail plus efficace, et qu'une spécialisation par secteurs géographiques, contribueraient à éviter une pareille situation qui ne profiterait ni au cacaoyer ni au palmier à huile spécialement.

CHAPITRE III

LA PALMIERAIE VILLAGEOISE

L'économie du pays basa en général, et de la région d'Eseka-Messondo en particulier a été et reste, en grande partie et du point de vue monétaire, tributaire de l'exploitation de la palmeraie naturelle ou subsponnée.

Le palmier à huile n'est pas seulement un élément de l'espace villageois, c'est également par son huile et sa sève, une plante vivrière; il fait remarquablement le joint entre l'économie dite traditionnelle et l'économie monétaire.

A - LE PALMIER A HUILE ET L'ESPACE VILLAGEOIS :

Dans l'espace villageois, le palmier à huile caractérise le pays basa et signale partout où il se trouve la présence, ne serait-ce que momentanée, de l'homme. Parce que signe évident et indiscutable en pays basa, de l'empreinte humaine, il joue un important rôle dans la propriété foncière, le "thkon".

1 - Le palmier à huile, élément de paysage :

"Mais l'élément le plus important de l'économie agricole en pays basa, ne se remarque qu'à peine dans le paysage; les palmiers à huile en effet ne constituent jamais une palmeraie. Ce sont les arbres isolés dans la forêt ou au milieu des champs qui ne reçoivent aucun soin"(1).

Cette remarque d'un des grands spécialistes de la géographie rurale du Cameroun résume en quelques mots non seulement l'importance du palmier à huile dans la vie du paysan Basa, mais surtout elle souligne un fait très important à ce niveau d'étude à savoir la "discretion" du palmier dans le paysage traditionnel basa. Il ne faudrait pas non plus exagérer un peu trop cette discretion. Certes il ne s'agit pas ici de la palmeraie jardinée de Porto-Novo, ni des magnifiques bosquets de palmiers de Kwilu, encore moins ceux du pays Adioukrou où le palmier à huile est l'élément primordial du paysage. Il en est autrement dans cette région. La végétation ici est celle d'une forêt

(1) CHAMPAUD : Mon (Cameroun) ou le refus de l'agriculture de plantation (Etudes rurales 37 - 38 - 39 - Janvier-Septembre 1970 EPHE 6^e section page 305).

vierge sempervirente dégradée. Les jachères se reconstituent rapidement et, après cinq ou six ans, se transforment en forêt secondaire. A cette formation appartiennent surtout les essences dites "lumière" dont les arbres qui montent, poussent vite, mais également ont un port altier avant de se terminer en énorme parasol : les espèces les plus fréquentes ici étant le fraké et le parasolier. Le palmier grandit dans cette ambiance de lutte pour la lumière; malheureusement pour lui, il pousse moins vite que ses concurrents et se trouve plus tard handicapé dans sa croissance, si son pied n'est pas régulièrement nettoyé. Il est pratiquement impossible lorsque cette opération n'est pas faite sur une grande surface de distinguer les palmiers au loin. Il faut pour cela pénétrer dans la jachère pour se rendre compte de leur présence. Leur densité étant très faible ceci contribue aussi à les effacer du paysage. Cependant le palmier à huile est omniprésent dans toute la campagne. Ici il forme une plantation régulièrement entretenue, là, il est abandonné à la brousse et l'on ne s'en occupe que lorsqu'il porte un régime... et encore.

Il n'est donc pas tout à fait exact de généraliser en disant que le palmier n'est pas apparent dans le paysage, en effet plusieurs situations peuvent se présenter : lorsqu'on a affaire à un paysan laborieux et qui ne s'occupe que de la production et l'huile pour avoir de l'argent, dans ce cas on aura vraiment un paysage continu d'Elaeis. Par contre si le paysan est paresseux ou si ses efforts sont tournés vers une autre production, la discrétion du palmier dans son exploitation sera totale. Donc qu'il soit soigné ou laissé à lui-même parmi d'autres arbres, en groupements serrés ou lâches, le palmier à huile est l'arbre qui caractérise le pays basa. On le trouve dans d'autres régions du Cameroun comme nous l'avons souligné plus haut, mais dans ces régions, très souvent il y a d'autres arbres, d'autres cultures qui sont prioritaires et auxquelles on réserve plus d'espace; ce sont eux qui constituent le paysage de ces régions-là; la présence du palmier devient alors négligeable car personne n'y fait particulièrement attention. Le pays basa est la seule région du Cameroun où le palmier à huile revêt une importance aussi considérable pour le monde rural.

2 - Le palmier à huile, signe de l'empreinte humaine.

Dans ce pays, du moins ainsi le veut la coutume basa, là où se trouve un palmier c'est aussi là où l'homme a défriché et cultivé. Cette relation entre la culture d'une portion de forêt et la présence du palmier fait poser de problème au mode de reproduction du palmier à huile dans cette région. La première chose sur laquelle il me semble nécessaire d'insister, c'est le caractère spontané de la palmeraie basa.

La première chose sur laquelle il me semble nécessaire d'insister, c'est le caractère spontané de la palmeraie basa. Le palmier n'est pas cultivé; il pousse à l'état naturel dans les jachères comme toutes les essences de "lumière". Deuxièmement, il n'est pas de coutume dans cette région d'emporter sur les champs, lors des cultures, des noix de palme pour quelque usage que ce soit-on ne peut donc pas penser à une quelconque influence anthropique dans la multiplication des palmiers. Toutefois une exception s'impose: les Basa connaissent une variété de palmier à huile qu'ils appellent "NGI MAN" ce qui signifie littéralement "dépourvu d'endocarpe", dont le fruit est très riche en pulpe, donc en huile et il a presque pas d'albumen. C'est une variété très recherchée, car très appréciée non seulement pour sa plus forte teneur en huile, mais également pour son goût particulièrement exquis; ses fruits sont généralement consommés grillés sur des braises. Ce palmier était systématiquement planté; les gens l'entretenaient avec beaucoup de soins.

L'intervention directe de l'homme étant exclue, il semble vraisemblable que la dissémination du palmier soit due aux animaux, plus particulièrement aux oiseaux et aux rongeurs dont l'écureuil et le rat palmiste soient les principaux. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'il y ait d'autres vecteurs dans la reproduction du palmier. Nous parlons uniquement ici des zones nouvellement défrichées et dépourvues de palmiers au départ. Dans le cas où un secteur a déjà des palmiers, à ce rôle de petits rongeurs et d'oiseaux s'ajoutent d'une part celui de l'homme qui, lors du transport des régimes coupés laisse tomber involontairement des fruits le long des pistes qu'il emprunte, d'autre part ce que nous appelons reproduction directe, c'est-à-dire celle faite à partir des palmistes qui tombent directement du palmier sans qu'il y ait eu une quelconque intervention extérieure.

Signe de l'empreinte humaine dans le milieu naturel, le palmier à huile est une caractéristique du paysage basa. En groupements de moins en moins denses à mesure qu'on s'éloigne des hameaux, car moins régulièrement entretenu, cet arbre est l'un des fondements de la propriété foncière dans la société traditionnelle basa. Ici il dépasse les considérations économiques pour s'insérer dans la "sagesse" de tout un groupe humain.

3 - Le palmier et la propriété foncière.

Avant la colonisation, la nation de propriété foncière ou "Mkoñ" était intimement liée à celle de palmeraie. Un "Mkoñ" ne prenait toute sa valeur que lorsqu'il portait beaucoup de palmiers; un tel "Mkoñ" faisait la

joie de son propriétaire et la fierté de toute une famille, par conséquent était âprement défendu. Mais qu'est-ce que le "Nkon"? Et quelle en a été l'évolution au cours de l'histoire.

Avant la période coloniale et lorsqu'un clan venait de s'installer sur un lieu donné, le nouveau territoire ainsi occupé était appelé leur "Nkon". Il était alors collectif et placé sous la protection d'un "Mbombok", patriarche du clan, juge, grand prêtre et chargé, en temps de guerre ou de paix, des relations entre son clan et les autres groupes. Parce qu'il présidait à la destinée de tous les membres de son groupe, c'est lui, avec son conseil formé des principaux représentants de familles d'une part, fixait les limites du village en tenant compte de la disponibilité en eau et en terres de cultures, d'autre part donnait le nom au village conformément à la volonté des ancêtres dont il était sensé transmettre les desiderata aux vivants et vice versa, et ceci après consultation du "Ngambi", araignée mygale dont la sagesse était toujours sollicitée pendant les grandes occasions. Les limites de terrain fixées, le "Mbombok" indiquait à chaque chef de famille un emplacement pour son futur hameau; ce dernier ne pouvait être ni cédé pour un certain temps ni aliéné d'une autre manière que ce soit sans l'accord de tous les membres du clan. A cette époque donc la propriété foncière étant commune, tous les habitants d'un village n'étaient que des usufruitiers. Dans ce contexte, le Nkon désigne tout le village. Avec la colonisation, les choses vont changer, mais on traduira dans les textes administratifs "Nkon" par village.

En effet avec l'arrivée des Blancs et l'introduction de l'économie monétaire et des cultures pérennes, le Nkon cesse d'être un bien collectif. Chaque famille s'approprie individuellement une partie de l'ancien territoire villageois; cette évolution est renforcée par de profonds changements intervenus dans l'administration des villages où les chefs nommés de l'extérieur n'ont plus la même audience que les "Mbombok" de jadis et favorisent par là même un individualisme de plus en plus marqué. Dès lors les chefs de famille peuvent disposer comme ils l'entendent de leurs terres et n'admettent plus aucune ingérence extérieure, qu'elle vienne même du chef de village. Le droit de propriété n'est plus seulement concédé par celui du premier défricheur, mais aussi par la volonté clairement exprimée de s'approprier une portion de forêt qui peut rester sans culture pendant de longues années, en réserve.

Cette transformation dans la mentalité collective a elle-même influé sur la signification profonde du "Nkon".

D'abord le "Mkon" n'était qu'une notion matérielle, c'est-à-dire une portion d'espace défrichée et cultivée. Il revient au premier défricheur. On peut également entrer en possession d'un "Mkon" à la suite d'un héritage ou d'une guerre lorsqu'il y a eu occupation du territoire des vaincus. Depuis la colonisation cette acquisition peut intervenir après un achat. La valorisation du "Mkon" avec l'intervention de l'économie monétaire dans la vie traditionnelle fera prendre un sens de sécurité personnelle, familiale, à la propriété foncière. Par conséquent l'habitat se dispersera toujours davantage; chaque chef de famille ayant le souci de garantir ses descendants assez de terres pour leurs cultures vivrières et celles de plantation, le "Mkon" devient un capital précieux, un bien de prestige, un héritage très apprécié, un signe d'indépendance et un moyen de sécurité.

C'est un capital précieux pour le "Mkat Mkon", le premier défricheur: car pour lui c'est une rente viagère dont il bénéficiera pendant sa vieillesse; en effet il pourra le louer à des tierces personnes qui le cultiveront contre une redevance en nature ou en espèces; de même ses fils s'occuperont de lui qu'il soit malade ou bien portant pour souligner leur gratitude à son endroit.

C'est ainsi que le possesseur d'un riche "Mkon" ou de plusieurs "Minkon" qu'il soit jeune ou vieux est un homme fier; car sa propriété foncière est un bien de prestige. Parmi ses égaux on lui adressera la parole avec déférence; il sera écouté avec respect dans les assemblées du village. Son Mkon portera son nom, après sa mort généralement. Il est donc relativement aisé en étudiant toponymie des villages de cette région de remonter jusqu'à l'individu le plus prestigieux qui y a vécu, parmi les premiers défricheurs. On trouvera ainsi plusieurs villages dont le nom commence par "SONG", (la Tombe de), par exemple. Song Mandeng Poa, Song Ndeng; cette notion est plus large et signifie aussi "la Localité de", par exemple : Song Poa le lieu que Poa a été le premier à défricher. Bien sûr celui dont le nom est resté attaché à une localité n'a pas été généralement le seul à l'avoir défriché; mais il a été sans conteste le plus réputé, le plus riche de ses compagnons. Par le "Mkon" on peut donc perpétuer son nom.

Par conséquent l'importance de la propriété foncière dépasse chez le Basa le cadre presque banal de son utilité matérielle. Et comme le souligne très bien Mr. HJOCK Bot dans son ouvrage "Etude sur les coutumes basa :

ce que j'ai entendu et ce que j'ai vu"(1), le NKON était à un moment donné de la vie traditionnelle basa mieux côté que les filles, considérées comme des "étrangères" puisque éléments mobiles de la famille. Pour cela il fallait que le NKON soit très riche ... en palmiers à huile. Il était considéré comme un héritage de grande valeur. Car non seulement le successeur du "Nkat Nkon" n'avait plus à en créer d'autre, mais en plus il en recevait un riche. Cette chance était surtout exploitée par l'aîné de la famille. S'il avait des frères cadets, c'est lui qui leur distribuerait des lots du "Nkon" paternel.

Mais la notion d'indépendance que le Basa attache au "Nkon" est sans doute l'aspect le plus important de la propriété foncière. Car si le Basa est individualiste, il est également très difficile à commander. Maître de ses terres, il entend y régler ses affaires comme bon lui semble, y garder sa famille en toute sécurité, à l'abri des mauvais esprits qui habitent les fortes concentrations humaines. Aux notions donc de liberté et de recherche de sécurité s'associent des raisons psycho-magiques. Que le Basa refuse les groupements volontaires de population et qu'il garde jalousement sa propriété foncière n'étonnera donc personne; car elle est pour lui un trésor qu'il ne peut pas remplacer. Si cette propriété abrite encore les tombes des ancêtres, il sera encore beaucoup plus difficile à la lui faire abandonner quelle que soit la compensation économique ou sociale qu'il pourrait avoir ailleurs.

Dans l'espace le "Nkon" se matérialise par des jachères, des plantations; des pans de forêt en réserve pour les cultures en marquent les limites; ces limites sont dans presque tous les cas plantés d'essences spéciales. Avant l'introduction d'autres plantes commerciales, seul le palmier à huile donnait sa valeur à un "Nkon". Lorsque ce dernier en était pauvre, son propriétaire allait souvent ailleurs chercher des nouvelles terres à cultiver qui lui permettraient plus tard d'avoir aussi une belle palmeraie. De même dans les cas de litige entre villageois, pour affirmer que telle ou telle portion de terrain, revenue à la forêt secondaire très évoluée, avait été défrichée, on recherche le ou les pieds de palmiers, indices irréfutables de la présence de l'homme et de ses activités culturelles.

Le palmier joue donc un rôle essentiel dans les problèmes fonciers et dans le paysage. C'est l'arbre qui caractérise le pays basa, car partout

(1) 1935 - 149 p. Non publié.

où il est, il annonce l'empreinte humaine sur le milieu naturel, et le milieu n'acquiert toute sa valeur que par les produits qu'offrent le palmier. La propriété foncière et la vie traditionnelle de la paysannerie basa sont liées. L'apparition de l'économie monétaire a accentué son exploitation et de nouvelles formes d'utilisation de ses produits ont vu le jour; pourtant malgré des grandes possibilités d'emploi du palmier, cette plante n'est pas encore arrivée au stade d'une véritable culture.

4 - Le palmier et la structure agraire.

Si le palmier à huile est une manifestation de l'activité humaine dans l'espace et s'il joue un rôle primordial dans le domaine foncier, c'est d'abord dans le monde rural basa, la conséquence directe des activités agricoles.

En effet, plante de la forêt secondaire, le palmier à huile pousse dans les jachères parmi d'autres essences après défrichement et récoltes, lorsqu'il s'agit d'anciens espaces occupés par des cultures. Ce développement spontané peut toutefois être accéléré quand les défrichements sont réguliers sur une même parcelle; par cette opération on arrive à avoir une palmeraie bien fournie et dont la densité, si elle n'atteint pas toujours celle des palmeries sélectionnées, est néanmoins assez élevée.

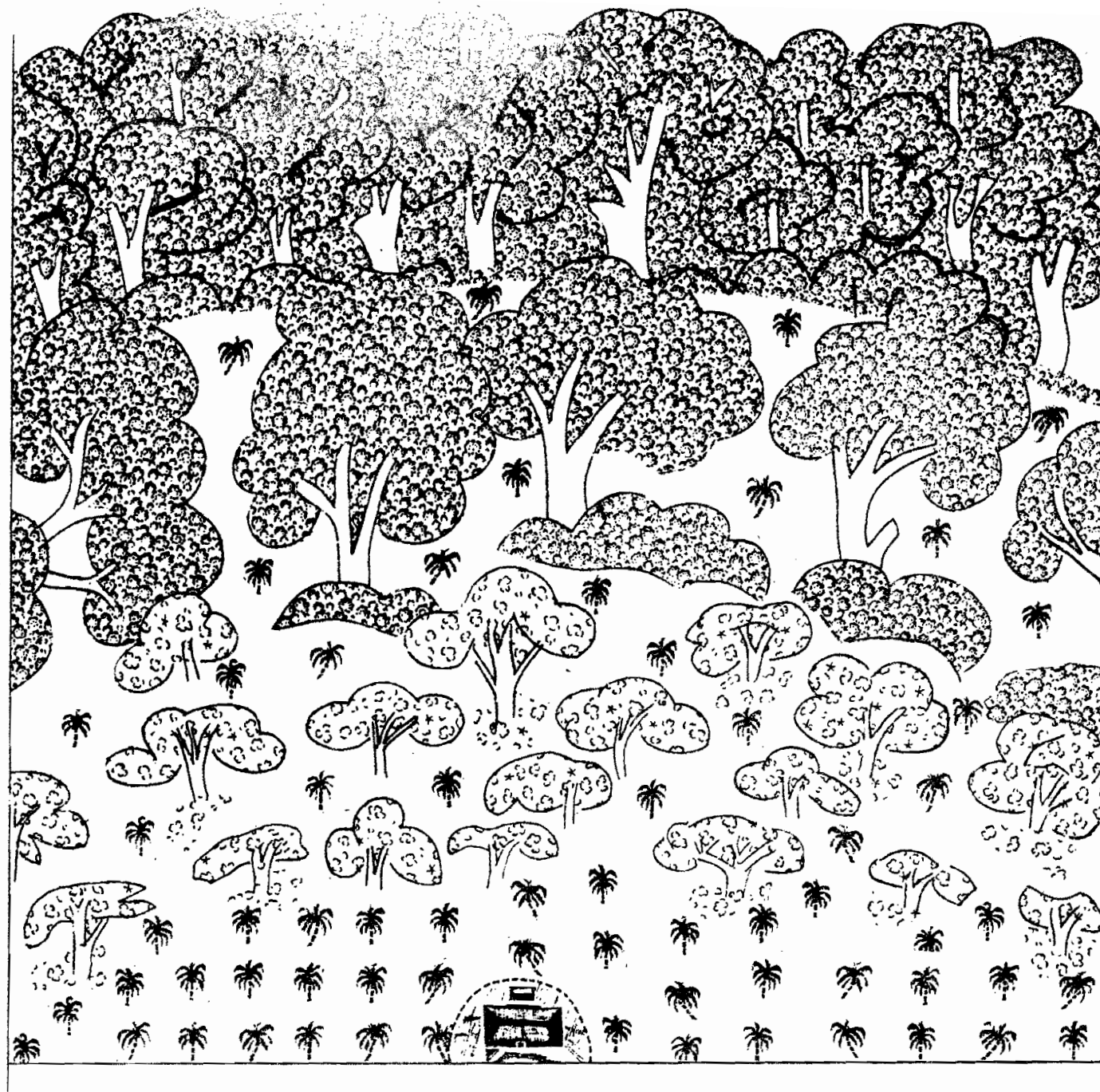
Cette palmeraie qui fait partie intégrante de l'espace rural basa, est la conséquence des activités agricoles en même temps qu'elle commande la structure agraire d'une certaine manière; n'est-ce pas le résultat du caractère ambivalent du palmier à huile, à la fois culture vivrière et culture commerciale. Car il en va tout autrement du cacaoyer, plante spéculative type des populations rurales du Sud-Cameroun. Dans le pays boulo par exemple c'est généralement après culture que la parcelle est plantée de cacaoyers; les cacaoyers forment donc de petits blocs uniformes à travers le terroir d'une même famille; chaque chef d'exploitation pouvant en posséder plusieurs éparpillées dans sa propriété; la cacaoyère n'ordonne donc pas en tant que telle la structure agraire dans ce sens qu'elle suit les cultures et ne les commande qu'en s'accompagnant définitivement de certaines parcelles; néanmoins par cette occupation pérenne du sol le cacaoyer impose certains parcours culturels aux populations. Dans les zones périforestières, le secteur de Nanga-Eboko par exemple, la cacaoyère est plantée dans les galeries forestières tandis que les cultures vivrières occupent les interfluves; ici donc il n'y a pas d'anarchie dans l'organisation de l'espace, chaque plante ayant une situation précise dans le terroir.

Forêt dense
Absence de palmiers Réserve de culture

III^e Ceinture
Quelques palmiers sous forêt secondaire évoluée;
arbres inexploités. Domaine privilégié des cultures
vivrières

II^e Ceinture
Palmiers dispersés sous vieille jachère
Extraction du vin de palme
Cultures vivrières (Tubercules surtout)

I^{re} Ceinture
Palmeraie dense, régulièrement entretenue
Pas de cultures



**SCHEMA MONTRANT LA DENSITE DES PALMIERS DANS UN TERROIR
EN RELATION AVEC LA STRUCTURE AGRAIRE**

Dans la région d'Eséka-Messondo la situation est beaucoup plus complexe, car plusieurs cas peuvent se présenter suivant les secteurs et suivant les individus. Dans la société traditionnelle le palmier n'étant pas un arbre de plantation dans le vrai sens du terme; c'était une plante "post-culturelle" qu'on exploitait de façon plus ou moins continue. C'est avec la colonisation et la révalorisation des terres par des cultures pérennes que le palmier à huile voit s'ouvrir à lui les possibilités d'une exploitation de plus en plus rationnelle. Le premier cas qui se présente c'est celui d'un paysan qui se réserve autour de sa concession une parcelle plus ou moins grande et qu'il consacre uniquement à la palmeraie. La première opération a consisté comme toujours à la mise en place la première année de champs vivriers. Dans les jachères obtenues les palmiers ont poussé, entre 20 et 30 à l'hectare généralement. Trois ou quatre ans après les premières récoltes, donc sur des jachères jeunes, il cultive le "hiyon" ~~champs~~ de maïs qui ne demande pas d'être préalablement incendié. À partir de ce moment, la palmeraie obtenue sera régulièrement défrichée et l'on ne cultivera plus sous les palmiers. Pour constituer sa palmeraie le paysan peut avoir besoin de quatre ou cinq années successives de culture pour obtenir la superficie dont il a envie; cette superficie varie avec la main-d'œuvre disponible dans la famille, le salariat étant presque ignoré dans le monde rural basa. Une dizaine d'années après le début des travaux, la palmeraie est définitivement constituée; sa superficie varie généralement entre deux et cinq hectares, à raison de 50 à 70 arbres. Cette première ceinture de palmiers est régulièrement entretenue, éloignant par la même occasion les champs vivriers de la concession; on n'y abattra même pas certains individus pour l'extraction du vin de palme à moins que ce ne soit pour "éclaircir la plantation", c'est-à-dire couper certains palmiers lorsqu'ils sont en groupements trop serrés : c'est ce que le paysan basa appelle son "Fam" (sans doute de l'anglais "farm"). Lorsque le même paysan a une cacaoyère plus tard s'il n'abandonne pas la palmeraie, celle-ci sera de petites dimensions, moins de deux hectares.

Le deuxième cas concerne la deuxième ceinture de palmiers; ici la densité des arbres baisse car l'entretien est aussi très irrégulier. Il arrive que le "planteur" y passe de temps à autre, mais ce ne sera jamais pour une exploitation suivie; c'est le domaine par excellence de cueillette de vin de palme, ce qui contribue encore à diminuer les densités. Les arbres les plus vigoureux sont cependant émondés, c'est également ici que les jeunes

gens viennent "s'entraîner" au travail du palmier et les femmes couper les régimes sur les jeunes arbres. Tous les cinq ou six ans cette partie de l'exploitation est mise en culture sous forme de "kodog", champ annuel, base de tubercules, le macabo principalement. La culture se fait donc sous palmeraie, ce qui devrait normalement augmenter sa densité, mais en plus de l'abattage pour le vin les nombreux incendies des abattis conduisent à l'appauvrissement de l'espace en palmiers. Les densités ici varient entre 15 et 25 à l'hectare, d'une façon générale. Cette deuxième auréole ne revient jamais à une forêt secondaire très évoluée; la rotation des cultures y est assez rapide. Certains types de cultures comme le bananier-plantain, le taro y sont par conséquent exclues, car venant mieux en forêt dense ou en forêt secondaire évoluée.

Tandis que dans la première zone le palmier est l'arbre prédominant, en hauteur et en nombre d'individus, les autres essences, à part les très grosses, étant systématiquement abattues, il n'est plus apparent dans la deuxième zone où d'autres espèces à croissance plus rapide le dominant et même l'étouffent; c'est dans ce dernier cas que la discrétion de cet arbre dans le paysage devient effective.

Une troisième ceinture de palmier peut être constatée; on la trouve généralement à plus d'un kilomètre des habitations; ici les arbres sont si clairsemés qu'aucune exploitation y est encore possible. C'est souvent là la limite des champs vivriers avant la grande réserve en terres constituée par la forêt vierge. Ici, même d'extraction du vin de palme, sauf lorsque la deuxième zone a été complètement dévastée, ce qui arrive autour de grands centres de consommation, n'est plus possible. Dans ce cas le palmier ne constitue plus une entrave aux cultures, donc n'organise pas l'espace culturel.

Un équilibre constant est donc maintenu sur le terroir entre les terres consacrées spécialement aux palmiers à huile, par conséquent inaptés à toute autre culture et le reste de la propriété voué aux cultures vivrières et où la densité des palmiers diminue rapidement à mesure que l'on s'éloigne des habitations d'une part parce que leur entretien est moins régulier d'autre part à cause de l'exploitation des arbres pour le vin de palme par l'abattage et des travaux agricoles.

L'agriculture, par conséquent, donne naissance au palmier à huile entre lequel et l'homme s'établissent des liens affectifs certains, difficile à définir parce que très intimes, mais cet arbre par suite impose une certaine

organisation du terroir suivant l'importance que revêt son exploitation dans les activités agricoles.

B - LE PALMIER A HUILE ET L'HOMME BASA.

Le palmier plus que toutes les autres plantes utiles joue un très grand rôle dans la vie du Basa. Il s'agit avant tout d'une plante traditionnelle dont la destination des différents produits a évolué depuis la pénétration européenne au Cameroun. Cependant les nouveaux débouchés ainsi offerts n'ont cependant pas incité les populations à "moderniser" la palmeraie, à l'aménager en vue d'une plus grande production dans des conditions de travail moins pénibles.

1 - Le palmier, plante traditionnelle :

Nous avons insisté plus haut sur le fait que le palmier à huile n'est pas cultivé, qu'il n'est même pas planté, sauf dans de très rares exceptions. L'entretien dont il est l'objet est plus ou moins suivi; dans tous les cas, sauf pour de jeunes plantes, un palmier n'est omrodé que quand il porte un ou plusieurs régimes. Pour ce qui concerne le débroussaillage de la palmeraie, celui-ci est régulier pour les palmiers proches des cases; à mesure que l'on s'éloigne de ces dernières les arbres font de moins l'objet de "soins" du chef d'exploitation.

L'exploitation du palmier à huile est connue depuis longtemps dans le pays basa; l'extraction d'huile a été et reste la forme privilégiée de cette exploitation. Extraction d'huile pour la consommation des matières grasses - plus tard pour la vente sur les marchés d'exportation. Avant de parler des différentes utilisations de l'huile de palme dans le pays basa et des autres produits du palmier, il nous semble nécessaire de rappeler ici les divers stades d'obtention de l'huile.

Le paysan Basa est d'abord un excellent grimpeur. Les instruments de travail pour la cueillette de régimes sont simples : une matchette, une pierre à aiguiser et une corde à grimper ou "Lomb". Cette corde est formée de deux parties reliées par deux noeuds "tête-d'alouette" dont un est définitif celui de gauche pour les dextres (lorsque le grimpeur est en face du palmier), et l'autre est régulièrement détaché, deux fois, au pied de palmier à chaque montée et à chaque descente. Les deux pièces du "Lomb" sont faites

soit de nervures principales de palme préalablement préparées à cet effet - la partie sur laquelle s'appuient les reins du grimpeur étant aussi souple que possible - soit de rotin; dans ce cas, le rotin étant très rugueux, on assouplit la partie qui s'appliquera au corps par un tressage très ingénieux. Les deux parties du "Lemb" ont une longueur égale. Pour le rendre solide, après chaque séance de grimpage, on le garde sur la claie, au-dessus du feu. La durée du "Lemb" en rotin est le double de celle du "Lemb" en nervures de palme qui n'excède pas trois semaines d'emploi intensif. Le travail du grimpeur implique une habileté consommée et une grande endurance, car il est dangereux et pénible.

La première opération consiste à débrousser un sentier qui reliera le pied du palmier à une piste principale; après, un rond de deux mètres de rayon est nettoyé autour du palmier; c'est également à ce moment-là qu'un bon grimpeur profitera pour abattre des arbustes jusqu'à dix mètres parfois du palmier pour "éclaircir" sa palmeraie. La deuxième opération consiste à grimper par l'intermédiaire du "Lemb". En position stationnaire le grimpeur tient la corde au niveau des deux noeuds, donc par son milieu, les avant-bras faisant un angle presque droit avec les bras. Les pieds sont perpendiculaires au tronc du palmier. Pour progresser, le grimpeur déplace alternativement les pieds légèrement fléchis, l'un après l'autre, et la ceinture, avec des "Han" bien rythmés; c'est une scène belle à voir mais sans doute très difficile à exécuter du moins pour les non initiées, car à chaque mouvement, pendant un court instant le corps est décollé du tronc pour s'élever. Les pieds se posent sur les entailles pratiquées à même le palmier; lorsqu'il s'agit d'arbres encore jeunes, ces entailles sont remplacées par les bouts inférieurs de palme coupées perpendiculairement du tronc. Vieux et détremés, ces bouts de palmes se décrochent facilement et sont source d'accidents malheureux. Pendant la montée la matchette est maintenue coïncée entre la joue et l'épaule du grimpeur, ce qui donne à la tête une position assez singulière.

La troisième opération commence quand le grimpeur arrive sous la frondaison. C'est à ce moment seulement que commence le vrai travail de cueillette. Avec la matchette il coupe les palmes nécessaires pour dégager le régime mûr qu'il entaille à sa base avec l'extrémité fine du coupe-coupe. Dès que le régime est tombé, en principe s'arrête cette troisième opération; mais un grimpeur consciencieux coupe également toutes les palmes qui faisaient partie de la même circonférence que celles qui retenaient le régime mûr; ce travail facilitera plus tard la coupe des prochains régimes. C'est l'opération la plus salissante.

La quatrième opération est la descente; c'est l'inverse de la montée. Une fois les pieds à terre et la ceinture détachée autour du palmier, le grimpeur dans une cinquième opération sectionne toutes les palmes et les entasse dans un coin hors du rond préalablement nettoyé autour de l'arbre et dans lequel se trouve le régime et les fruits qui s'en sont détachés. Lorsque la palmeraie est loin du village, régimes et fruits sont ramassés et entassés dans un abri ou "Lap", généralement situé au centre de la "plantation", où ils seront égrappés et cuits; sinon ils sont directement transportés au village.

L'existence d'un régime de palme mûr peut être constatée de plusieurs manières : soit le grimpeur l'aperçoit directement en passant, soit alors par les noix qui jonchent le pied de l'arbre ou encore ce sont certains oiseaux friands de la crème des fruits qui lui indiquent que tel ou tel palmier porte des régimes mûrs. Ainsi au cours d'une campagne de cueillette et ceci compte tenu de la densité relativement faible des arbres, le grimpeur peut parcourir de distances assez importantes avant de remplir un fût (de 220 litres) de fruits.

Toutes ces différentes opérations sont longues et harassantes. Elles ne sont supportées que par des jeunes gens encore forts et résistants. L'exode rural des jeunes étant très important dans la région, il est normal que ce travail soit de plus en plus délaissé. Il y a cependant des grimpeurs professionnels ou "Kotbanga". Ils sont payés au prorata des régimes coupés entre vi et cinq et quarante francs le régime suivant la grosseur de celui-ci. Généralement les "Kotbanga" travaillent mal; comme on dit dans la région ils "cherchent" le régime, ce qui veut dire tout simplement qu'ils ne prennent aucun soin dans leur travail, se contentant de faire tomber le régime; certains ne débitent même pas les palmes coupées. Justement beaucoup de propriétaires de palmeries préfèrent laisser pourrir les noix que de les employer. Le travail de cueillette est suivi par celui de la préparation d'huile qui comprend lui aussi toute une série de phases avant l'obtention de produit.

Une fois les régimes entassés dans le "Lap" ou dans un coin de la maison, pendant la saison des pluies surtout, autrement le tas des régimes sous un arbre dans la cour, la première phase consiste à la séparation des fruits du régime même : pour cela, si les fruits ne sont pas trop mûrs et ont commencé à pourrir, il suffit de frapper le régime avec un bâton ou le revers

d'une matchette pour en détacher les fruits; lorsque le régime n'est pas mûr à point, on procède d'abord à une séparation des épis du Spadice, puis à l'égrappage. Ce travail, l'égrappage, est souvent confié aux enfants et aux femmes. Lorsque tous les fruits sont décrochés, l'homme va chercher du bois tandis que femme(s) et enfants se mettent à la corvée d'eau; trente à quarante litres d'eau sont nécessaires pour la cuisson d'un fût de fruits d'une contenance de 200 à 220 litres. Pour accélérer la cuisson, le fût est recouvert de feuilles de macabo maintenues par une corde qui en fait le tour. La cuisson, deuxième phase, peut durer de quatre à six heures compte tenu de l'importance du feu. Lorsque les noix sont cuites, on s'en rend compte par l'odeur dégagée par les fruits; et refroidies, elles sont transportées dans des paniers au "Waa", place spécialement aménagée en forme de bassine rectangulaire dont le fond se compose d'une grosse pierre et les rebords de morceaux de pierres colmatés entre eux par du poto poto. Certains "Waa" sont totalement cimentés; les "Waa" se trouvent toujours au bord d'un marigot pour un approvisionnement facile en eau.

Là démarre la troisième opération qui consiste au pilage des fruits pour séparer les palmistes de la pulpe; ceci, peut se faire soit à coups de bâton, soit à coups de talon. C'est la phase la plus fatigante du processus d'extraction d'huile. Des pulpes ainsi détachées et noyées dans une grande quantité d'eau, on extrait la crème ou "Njoñ", qui surmage. Cette crème est transportée au village et versée dans le fût qui avait préalablement servi à la cuisson des noix. Impuretés et palmistes se déposent dans le fond du "Waa"; ils seront lavés à plusieurs reprises encore pour en extraire toute la crème. Ensuite les palmistes seront mis à égoutter avant leur transport au village.

La dernière opération consiste à la cuisson de la crème qui permettra de séparer l'huile du reste des impuretés constituant le "Njoñ". Une heure et demie suffisent pour cela. L'huile qui aura surmagé, sera recueillie, lorsque l'ensemble se sera refroidi, à la cuillère ou à l'aide d'un morceau de calebasse; l'huile est ensuite stockée dans des récipients spéciaux pour la consommation ou la vente. Un fût de deux cent vingt litres, lorsque les noix ne sont ni pourries ni égrappées avant d'avoir atteint leur pleine maturité, donne entre trente et trente six litres d'huile. Pour atteindre ce résultat, si le travail est continu, un bon grimpeur, aidé dans les dernières opérations par trois ou quatre personnes mettra quatre jours au maximum. Le temps pris par les déplacements est très important : déplacement d'un palmier

à l'autre, et déplacements occasionnés d'une part par le transport de fruits et régimes du lieu de cueillette à celui de cuisson, d'autre part par le transport des fruits de ce dernier lieu au "Waa", plus le chemin inverse lorsqu'il faudra faire cuire la crème.

Tout le monde dans la famille trouve intérêt dans ce travail, les ressources étant partagées entre l'homme d'une part, la femme et ses enfants d'autre part. A l'homme revient la totalité de l'huile commercialisable et à la femme et "ses" enfants les palmistes, qui, secs seront concassés un par un, entre une meule et une pierre plus ou moins ronde pour en prendre des amandes qui seront ensuite transportées sur le marché le plus proche.

L'utilisation des produits du palmier est diverse; non seulement l'huile, mais également tous les autres éléments de l'arbre sont importants dans la vie du Basa à tous les niveaux, alimentaire, relationnel, professionnel. Nous pensons que c'est à travers cette étude qu'apparaîtra clairement, par les différentes finalités de ses éléments, le rôle extrêmement important de cet arbre. Nous sommes cependant persuadés d'omettre certaines utilisations, surtout en ce qui concerne la pharmacopée, le domaine étant peu accessible aux non initiés, que nous sommes.

Rien n'est négligé dans le palmier à huile, car tout est utile, des palmes aux régimes en passant par le tronc lui-même.

Plus que tous les autres éléments du palmier, la palme permet des utilisations multiples. Nous avons tenté autant que possible d'en faire une classification basée sur la partie de la palme qui est concernée. Cette classification comprend cinq rubriques suivant que c'est la palme entière qui est employée, sa nervure, la feuille, les épines ou les enveloppes qui entourent la base des palmes.

La palme entière, contrairement à ce qu'on serait tenté de croire n'est pas beaucoup utilisée. Coupée en morceaux plus ou moins longs, elle sert à faire des clôtures autour des champs, des plantes qu'on veut protéger contre les animaux domestiques; dans le même ordre d'idées elle entre comme élément essentiel dans la construction des barrières - pièges, "Batutu"; dans ces deux cas, la palme est plantée au sol à travers un clayonnage de rachis de raphia ou de palmes ligaturés contre des piquets plus ou moins gros, eux-mêmes enfoncés perpendiculairement au sol. Cette utilisation de la palme est

la plus courante. Il s'agit cependant de clôtures provisoires, car sèche, la palme laisse des trous par où peuvent s'introduire les animaux. La palme entre également dans la construction d'abris provisoires ou "Lap"; ici les palmes forment les murs, le toit et parfois même la porte de la construction. Ainsi constitué de tous les éléments extérieurs d'une maison, le "Lap" sert de magasin provisoire pour les récoltes dans les champs ou d'entrepôt pour les régimes de palme dans les "plantations". Le "Lap" peut être réduit à quelques piquets fichus dans le sol avec une toiture faite de palme; ici il s'agit essentiellement de la construction sommaire destinée à abriter une manifestation dans le village pendant un laps de temps très court : mariage, funérailles, réception d'un officiel etc. En effet, et ceci est général pour tout le Sud-Cameroun, la palme est le symbole de la joie, de la gaieté; aussi entre-t-elle dans la confection des "arcs de triomphe" pendant toutes les cérémonies, que celles-ci soient administratives ou religieuses; le spectacle des rues et des routes bordées de palmes sur des dizaines et des dizaines de kilomètres est familier au Cameroun. Symbole de bienvenue et de paix, la palme, à ces diverses occasions, peut être tressée ou tout simplement présentée comme telle. Tressée, elle sert comme panier dans le transport des volailles; ces emballages ou "Mtet" servaient, avant la vulgarisation des paniers en plastique, comme seuls moyens de transport de provisions alimentaires. Les "Mtet" ont une forme en fuseau.

Quant à la nervure de palme ou rachis, elle entre plus ou moins élaborée, dans la fabrication de beaucoup d'objets forts utiles pour le pays Basa. Sa destination la plus importante était la fabrication d'éléments transversaux des murs des maisons. La nervure peut être ligaturée entière ou fendue en deux parties. A l'heure actuelle ces "Disaslè" sont de moins en moins employés; on préfère des rachis de Bambou de Chine plus résistants quoique difficiles à travailler; cette mutation est liée à la solidité de plus en plus grande des maisons, en effet les Bambous de Chine sont cloués aux montants verticaux et peuvent ainsi supporter non seulement le pote pote, mais aussi le mortier (en ciment). Les rachis de palme sont au contraire ligaturés avec des cordes plus ou moins solides, peu commodes avec du ciment. Généralement on fabrique aussi des lances avec le rachis; on les emploie à l'occasion d'une partie de chasse à à courre notamment. D'un emploi aussi temporaire sont les "Dikoba" sortes de crochets confectionnés à partir des nervures principales de palme et utilisés pour la cueillette des fruits. Ce matériau sert aussi de canne à pêche.

L'artisanat basa s'appuie également sur les différentes possibilités qu'offre la nervure de palme; des travaux de vannerie, telle la fabrication des passoirs, "Dikat", pour les fins culinaires, des nasses de diverses dimensions pour la pêche, des treillis pour le séchage des graines; la construction des claies "Kel ou Saŋga" sur lesquelles sont mis à sécher grains, graines et fruits de toutes les sortes; la fabrication des "Lomb" dont nous avons vu le rôle, des torches (Mwai), car les nervures de palme sont d'excellents combustibles, des cordes ou "Ndando", des "Dibomb", lamelle de nervure employée pour damer les planchers des maisons, des pointes pour extirper des épines des pieds, percer les abcès, avant, enlever les chiques. Ce sont là les utilisations quotidiennes de ce qu'on appelle vulgairement bambous.

Les épines, bases des folioles, servent également à l'homme Basa surtout le cueilleur de vin de palme. Elles présentent une extrémité supérieure très fine qui s'élargit progressivement vers la base, où elle atteint facilement un demi centimètre de diamètre. Elles servent à boucher les petits trous dans les calabasses. L'opération est simple : on introduit le bout effilé de l'épine dans le trou, puis on l'enfonce jusqu'au moment où le diamètre de l'épine correspond exactement à celui du trou; puis on sectionne l'épine au ras de la calabasse. C'est une opération très courante, mais délicate; elle est cependant en recul avec l'emploi généralisé d'objets en verre soit pour recueillir le vin soit pour puiser et garder l'eau à boire.

Les palmes qui sont encore relativement jeunes sont entourées à leur base par une enveloppe très résistante appelée "Ngangabi" que l'on déroule lorsqu'on veut saigner un palmier; en fait il y a autant de ces enveloppes qu'il y a de couronnes de feuilles, les plus vieilles ont une couleur beige tandis que les plus jeunes, proches du coeur des palmiers sont blanches. Ces enveloppes sont formées de deux éléments dont l'emploi est courant. La partie externe est recouverte d'une espèce de duvet cotonneux; cette matière servait de coton et sèche, elle est très inflammable; elle était très recherchée pour l'allumage rapide du feu. Nous employons le passé, car à l'heure actuelle l'emploi de ce "coton" est périmé. Par contre la face interne présente des fibres longues de trente à cinquante centimètres, très résistantes qui font encore l'objet d'une certaine utilisation : cordes pour pièges et emballage; l'enveloppe elle-même sert également d'emballage et de la fabrication d'entonneurs spécialement conçus pour concentrer le vin sor-

tant du coeur de palmier et en permettre un meilleur écoulement dans le récipient collecteur - Imperméable, elle sert également de couverture pour de petits abris.

La feuille de palme ou foliole plus que la nervure a un rôle très important, au point de vue relationnel surtout. En effet, la société traditionnelle basa est une société qui ignore l'écriture, donc une société analphabète. Cependant les systèmes télécommunications existaient, exemple : le tam-tam. C'est ici que la feuille de palme jouait un rôle essentiel dans la correspondance entre individus. Le "Litiñ" ou noeud simple formé avec la feuille de palme était le moyen par lequel deux individus éloignés échangeaient leurs idées. Un homme, généralement un "Mbombog" faisait un "Litiñ" ou noeud, le remettait à un messenger à qui il donnait certaines consignes, ce dernier s'en allait le remettre à un autre individu; au vu du "Litiñ", ce deuxième personnage devait, soit envoyer au premier un autre "Litiñ", soit très souvent se déplacer car le "Litiñ" dans la plupart des cas était une convocation. Plus tard il y a eu une certaine vulgarisation de cette forme de message; tout le monde commence alors à utiliser ce noeud pour diverses raisons : par exemple un homme qui traverse la palmeraie de "son frère", trouve du vin de palme et en boit une certaine quantité, laissera sur le palmier abattu un "Litiñ", signe attestant qu'il ne s'agit pas d'un acte de vol; après, quand il verra le propriétaire, il se signalera; ou encore les chèvres d'un Mr. X cause des dégâts dans le champ de Mr. Y ce dernier enverra remettre un "Litiñ" à Mr. X, ici le "Litiñ" sert d'avertissement; etc... Dans tous les cas il s'agissait toujours d'un message codé et que les intéressés comprennent. Aujourd'hui la scolarisation a fait disparaître presque complètement l'usage du "Litiñ". Sa valeur traditionnelle s'est presque éteinte avec la forme administrative des communautés villageoises par les Européens. Les lettres, les convocations écrites ont petit à petit remplacé les messages par "Litiñ". Toutefois, le "Litiñ" est encore employé dans certaines circonstances particulièrement solennelles et n'intéressant que la vie traditionnelle; par exemple : la convocation d'une réunion de "Mbombog" en principe, se fait, comme jadis, par "Litiñ", pour conserver le caractère ancien et vénérable de cette assemblée. De même, certains individus pour souligner la gravité d'une situation feront appel aux personnes concernées par "Litiñ". Le mode de transmission a donc disparu dans ce sens que son emploi n'est plus généralisé comme avant l'introduction d'autres systèmes de communications plus rapides; mais elle se perpétue dans des milieux restreints à l'occasion d'événements très précis et rares.

Les nervures de feuilles de palme servent de cure pipe, mais également à la confection de chasse-mouches; dans ces deux cas, elles sont bien polies. Pour le chasse-mouche, il en faut plusieurs dizaines et il ne faut pas qu'elles soient sèches, sinon elles perdraient leur flexibilité et se casseraient très vite. Comme son nom l'indique, le chasse-mouche ou "Djaï" est avant tout un outil; il est à la portée de tout un chacun; jadis comme aujourd'hui, il est couramment utilisé, les mouches n'ayant pas disparu et les moyens scientifiques de lutte contre elles n'ayant pas encore été assez vulgarisés ni dans les campagnes ni dans les villes du Cameroun ou d'ailleurs. Mais outre ce but purement matériel, le chasse-mouche a une importance sociologique autrement plus grande chez les Basa. En effet parmi les éléments dont disposait un "Mbombog", instance suprême de l'organisation traditionnelle basa, on comptait : un bâton ou "Mton", une petitealebasse de vin de palme ou "Likè li moog" et un chasse-mouche, "Djaï". Seul le deuxième de ces éléments était généralement transporté par une tierce personne, un enfant (jeune garçon) du patriarche; or le "Mton", et le "Djaï" ne pouvaient être manipulés par le premier venu; seul le "Mbombog" les tenait; le bâton à la main gauche et le chasse-mouche sous l'aisselle droite. Aucun "Mbombog" ne pouvait se déplacer sans son "Djaï"; c'est avec vigueur et fierté qu'il le brandissait au sein des assemblées, dans son propre village ou ailleurs, parmi d'autres "Mbombog". Car le chasse-mouches faisait partie d'un échelon initiatique du "Likob Mbog", cérémonie au cours de laquelle le Mbombog recevait son investiture. Pareil chasse-mouche était donc sacré par l'assemblée des "Mbombog" qui donnaient tous les pouvoirs à leur nouveau collègue. Le "Djaï" du Mbombog" avait en plus, dans son manche d'autres éléments secrets que les chasses-mouches ordinaires n'ont pas. Insigne du pouvoir, le "Mbombog" pouvait, dans des cas très rares, remettre son chasse-mouche à un notable de son village pour le représenter au cours d'une quelconque cérémonie. On se rend compte alors de la base sociologique de la feuille de palme et par conséquent de l'attachement du Basa au palmier à huile, qui n'est pas que alimentaire.

Toujours concernant l'artisanat à partir de la feuille de palme, il y a la fabrication des balais. C'est le même principe que pour les chasse-mouches, sauf que le polissage de nervures est inachevé, ce qui permet le ramassage du maximum de poussière et d'autres saletés. La foliole sert aussi d'épouvantail; c'est ainsi que dans les champs de céréales et des graminées nouvellement mis en place, on plante sur les buttes et les sillons des feuilles de palmier pour éloigner les oiseaux, surtout les corbeaux, particulièrement nuisibles à ce stade de culture.

Quant au régime de palme lui-même, il présente autant de possibilités d'utilisation que la palme, ce sont d'ailleurs ces dernières qui sont généralement plus connues du public. Ici encore il faudra faire une distinction entre ses différents constituants et faire un inventaire des services rendus, par constituant. Dans tous les cas, le rôle alimentaire est primordial.

Les noix de palme ou drupes sont consommées crues ou grillées et servent d'appât pour certains pièges à oiseaux, petits rongeurs et poissons. L'huile qu'elles fournissent joue un rôle important. La crème, première phase de l'extraction d'huile, est utilisée dans les préparations de légumes frais, le "Baam" principalement. L'huile est la base de toutes les sauces basa; elle peut être consommée seule. Elle sert aussi de pommade et de carburant dans la fabrication des chandelles.

Les palmistes : leurs coques servent également de carburant et permettent le "goudronnage" des cours glissantes par un simple épandage. Les amandes sont consommées directement avec le macabo cuit à la braise; mâchées, elles donnent un liquide blanchâtre, employé occasionnellement comme pommade. Dans le même ordre d'idées, mélangées à l'huile, les palmistes donnent le "Lañ", pommade noire très appréciée, surtout pour l'entretien de la peau des jeunes enfants. Elles sont aussi combustibles. Les palmistes sont également employés pour le revêtement des parquets en terre battue et comme pions de "Njiga", variété de "Songo" basa. Les faisceaux fibro-vasculaires ou le "Kakan" ont deux destinations selon le lieu de leur fabrication : au village, cette matière fibreuse est mise à sécher sur les claies et sert de combustible pour le feu domestique et pour la chasse; elle peut être aussi éventuellement mélangée à certaines herbes odorantes et placée au fond des nasses pour attirer les poissons. Lorsque la fabrication a eu lieu au "Waa", le "Kakan" est entassé au bord du marigot et sert à la "culture" d'une variété de champignons, "Bibôs", particulièrement recherchée par les ménagères, ils s'y développent spontanément.

Sur les régimes débarrassés de fruits poussent les mêmes "Bibôs", lorsqu'ils se sont ramollis au préalable. La dernière utilisation des régimes de noix concerne la prise; les épis sont brûlés et la cendre mélangée au tabac; le tout est ensuite écrasé; les épis les plus prisés sont ceux de la variété de palmier "Ngi man".

La dernière partie du palmier, son tronc est aussi celle dont l'utilisation est la moins suivie. Directement il sert de combustible, mais il n'est pas apprécié, car il donne beaucoup de fumée en brûlant. Depuis un certain temps il fait de plus en plus l'objet d'une exploitation en vue de la fabrication d'objets d'art. Cette utilisation est encore récente et très peu de Basa s'y intéressent vraiment. Les apports indirects sont plus substantiels; en dehors des petits champignons qui y poussent et qui sont ramassés régulièrement pour assaisonner certaines sauces, la culture des charençons est fort intéressante.

Elle se fait de deux façons différentes : la première volontaire, consiste à pratiquer une entaille à la base de la flèche d'un jeune palmier, de façon à atteindre le coeur; de ce fait l'entaille étant restée ouverte, le *Rhyncophorus phoenicis* attiré par l'odeur de la sève vient y pondre des oeufs; les charençons ne sont rien d'autres que les larves de *Rhyncophorus phoenicis*. Ils se nourrissent du coeur du palmier et des rachis; lorsque les palmes jaunissent on sait que les larves sont à leur stade ultime de développement et on les extirpe du palmier. Bien sûr le palmier meurt après. La deuxième utilisation est moins volontaire, quoique la conséquence presque immédiate d'un acte antérieur, lui, volontaire. Ici le lieu de prédilection du *Rhyncophorus phoenicis* est le vieux coeur du palmier une fois que la saignée est terminée; quelquefois d'ailleurs avant que celle-ci ne se termine, il y a déjà des larves qui ont commencé à se développer. Ces larves ou "Dinyet" sont un aliment très succulent et un plat très estimé des fines bouches Basa.

Comme nous l'avons déjà souligné dans les pages précédentes, nous n'avons pas pu avoir des renseignements précis concernant l'utilisation de l'un ou l'autre élément du palmier à huile dans la pharmacopée basa. ce domaine étant déclaré tabou, particulièrement aux jeunes; c'est le monde clos de la science ancestrale et auquel on ne peut accéder que par des étapes initiatiques plus ou moins longues et compliquées. Nous espérons cependant qu'avec l'expérience nous arriverons, s'il nous était donné l'occasion de revenir dans la même région, à percer une partie de ce mystère, car nous aurons créé d'avance un climat de compréhension, de confiance et de relations réciproques, ce qui était impossible pendant le temps que nous avons mis cette fois sur le terrain. Car si pour les autres usages, le palmier est si riche en recettes, il serait étrange qu'il ne le soit pas pour ce domaine-là.

2 - Pas de palmeraie aménagée :

Il n'y a pas d'arbre ni une autre plante dans la région basa qui présente une gamme aussi vaste et aussi variée de possibilités d'utilisations. Le palmier est à juste titre un arbre essentiel pour la vie traditionnelle des Basa. L'inventaire des différents emplois de ses différentes parties nous a par ailleurs prouvé que si l'huile entre dans l'alimentation de la population, d'autres produits d'usages quotidiens sont aussi importants et ne trouvent pas facilement de produits de remplacement; ce qui n'est pas le cas pour l'huile. Cette importance du palmier à huile est en porte à faux avec la négligence apparente ou réelle des Basa vis-à-vis de cet arbre qui leur offre tant de possibilités. Pourquoi cette attitude ? C'est la question à laquelle nous allons tenter de répondre avant de parler du vin de palme. L'étonnement que suscite l'attitude des paysans face au palmier à huile vient de la négligence avec laquelle ces derniers s'occupent d'un arbre qui leur est si utile. En dehors des cultures vivrières, il faut reconnaître que les Basa n'apportent aucun soin particulier à tel ou tel volet de l'agriculture. Le palmier à huile est pour eux un arbre providentiel dont ils tirent tout ce qu'ils peuvent; mais l'entretenir de façon particulière n'a jamais ^{été} l'objet de leurs soucis. Dans cette optique il n'est pas tellement différent des autres arbres "utiles" et qui font l'objet de cueillette ou de ramassage, tels "l'Adjab", le noisetier. Si le noisetier est resté jusqu'à nos jours un arbre des forêts dans ce sens qu'on n'a pas encore essayé de le planter dans les villages, "l'Adjab" au contraire a fait l'objet de tentatives de culture dans les agglomérations; c'est ainsi que dans toutes les localités basa on en trouve toujours quelques pieds; bien sûr ils sont laissés à eux-mêmes dès qu'on les estime capables de soutenir la concurrence des autres arbres environnants. La seule différence avec le palmier à huile, c'est que ce dernier forme des peuplements plus proches des habitations; il s'agit sans doute ici d'un hasard dû au système agricole local. Les champs forment des zones concentriques plus ou moins éloignées des habitations suivant des règles strictes de la disponibilité en terres d'une part et de l'agriculture itinérante sur brûlis d'autre part; et le palmier étant un arbre de ces jachères, il est normal que sa localisation soit privilégiée par rapport aux hommes et plus proche des habitations de ceux-ci, situation dont ne profitent pas les autres arbres de cueillette. Et parce que sa production est plus fréquente, on le "visite" aussi plus souvent contrairement à "l'adjab" qui ne donne, comme le noisetier, qu'une récolte par an. Pour le Basa donc le palmier est une aubaine de la nature et qui plus est, lui est "sous la main". Eut-il été rare peut-être à ce moment il serait l'objet d'une attention particulière. Mais parce qu'il est

partout, la nécessité de l'entretenir spécialement ne s'impose pas.

D'ailleurs le paysan Basa, comme ses semblables, est partisan des bénéfices immédiats et autant que possible obtenus avec le minimum d'efforts, la palmeraie subspontanée telle qu'elle se présente, remplit ces deux conditions. On en fait appel quand besoin se fait sentir, sinon elle n'est pas au centre des préoccupations du paysan. Pour soutenir cette hypothèse, de nombreux auteurs en inversant le raisonnement trouvent dans cette facilité d'avoir des ressources, la cause principale du refus du pays basa de se lancer dans les cultures spéculatives nouvelles, telles les cultures de plantation comme le cacaoyer, cultures plus contraignantes quant à leur entretien; et même si la rentabilité est discutable, demandant moins d'efforts physiques, le palmier est donc un arbre idéal; il paraît d'autant plus superflu d'en rationaliser la culture en aménageant des superficies plus ou moins grandes à occupation homogène que celle-ci s'accompagnera de contraintes inutiles. L'augmentation des revenus par la culture moderne du palmier, et l'amélioration du niveau de vie qu'elle entraîne ne semblent pas avoir été perçues.

L'aménagement des palmeries, même celles subspontanées, par des défrichements réguliers qui contribuent non seulement à augmenter la productivité des arbres, le palmier étant une plante de lumière, mais également à favoriser la pousse de nouveaux individus, donc à augmenter la densité des arbres à l'hectare, avant la colonisation n'était même pas envisageable. Chaque communauté vivant de sa propre production, la consommation d'huile au sein de la famille n'était pas particulièrement importante au point d'exiger des procédés plus rationnels de culture. Avec la colonisation, les besoins nouveaux se sont créés. Les relations commerciales se sont établies entre régions et même avec l'extérieur; l'économie villageoise a été appelée à s'intégrer dans la vie nationale, voire internationale. Pour faciliter ces changements, de plantes spéculatives nouvelles ont été introduites avec plus ou moins de bonheur; mais aussi les plantes reconnues intéressantes par le colonisateur pour l'exportation et qui existaient déjà dans la région ont été encouragées. Le palmier à huile se trouve au niveau du pays basa dans ce dernier cas.

Si la consommation familiale n'était pas à même de susciter la promotion du palmier, les besoins d'argent au départ pour payer l'impôt plus tard pour des destinations diverses auraient dû, surtout dans une région où il n'y avait pas d'autres cultures de rapport, être un ferment pour une prise

de conscience des agriculteurs afin d'améliorer d'une façon ou d'une autre la productivité de cette plante. Or rien n'a été fait dans ce sens. L'initiative n'étant pas partie des paysans, il faut reconnaître que les services compétents n'ont pas de leur côté été très "chauds" pour l'élaeiculture paysanne. Les autorités administratives de la région de Douala, pourtant intéressées par cette culture dont la zone écologique correspond justement à la région côtière se sont plutôt tournées vers les plantations de type capitaliste. L'échec de l'expérience de Dibombari a mis un point final à toute tentative d'intervention au niveau villageois jusqu'à ces dernières années. Tout est comme si le sous-développement de la culture du palmier villageois est une conséquence de la négligence - des premiers temps - dont les cultures dites "traditionnelles" étaient l'objet dans le Sud de l'ex-Cameroun Oriental; cette situation est en effet difficilement explicable autrement. Ceci est d'autant plus vrai que la commercialisation des produits de la palmeraie villageoise n'a jamais fait l'objet, dans la région, d'une réglementation quelconque. Cette situation de fait aligne automatiquement l'huile de palme et les palmistes sur les cultures vivrières dont la vente est laissée à l'initiative de tout un chacun. Il est certain qu'il y a là un handicap sérieux à l'augmentation de la production. Il ne s'agit pas d'une organisation de commercialisation à l'échelon international, notamment vers les pays occidentaux, les conditions de travail qui entourent l'extraction d'huile dans les villages augmentent de façon intolérable pour le marché mondial le taux d'acidité et d'impuretés de l'huile présentée 35 % contre 3 % pour l'huile industrielle, mais d'une mise en place de circuits de commercialisation à l'intérieur du Cameroun, les besoins nationaux n'étant pas encore satisfaits en totalité. Ces circuits, parce qu'ils s'accompagneraient d'une organisation des prix au niveau national seraient profitables aux producteurs et aux consommateurs. Les premiers sauraient exactement le cours de leur production et les bénéfices qu'ils peuvent en tirer; ils seraient aussi rassurés sur l'achat de la production du moins en ce qui concerne l'huile, d'une façon régulière. Ils se sentiraient mieux protégés, ce qui stimulerait sans aucun doute leurs efforts à produire toujours davantage. Les consommateurs y trouveraient également leur compte par le simple fait qu'ils ne seraient plus les victimes désabusés des revendeurs malhonnêtes qui font sur de distances assez courtes des bénéfices dépassant très souvent 200 %; par exemple une tine d'huile (dix-huit litres) est achetée à 800 francs dans la région d'Eséka - Messondo et revendue sur Yaoundé entre 2.000 à 2.500 francs; la distance entre les deux zones est de cent cinquante kilomètres; la variation saisonnière est encore plus grande : en saison sèche les prix sont bas, parce que

les palmiers moins glissants sont régulièrement émondés; c'est aussi la période de pointe dans la maturation des régimes; la production, donc l'offre est très importante; par contre la saison des pluies est une période de pénurie, la plupart des grimpeurs ne se risquant plus sur les arbres; la production et les prix augmentent en flèche; sur le marché d'Eséka, situé dans la région très riche en huile de palme, les prix passent du simple au double, 800 francs à plus de 2.000 francs. Bien sûr dans tout ceci le profit du grimpeur est insignifiant; les bénéfices reviennent aux intermédiaires.

L'absence de palmeraies villageoises aménagées est donc la conséquence du manque d'une part de l'esprit d'initiative des agriculteurs Basa, d'autre part d'une politique concertée d'encouragement des paysans par l'organisation de la commercialisation de leur production.

Une place spéciale doit être réservée au vin de palme, non seulement pour la consommation massive dont il fait l'objet mais également pour son rôle particulièrement important dans le système relationnel dans la société traditionnelle basa d'une part, d'autre part pour l'importance économique de sa vente dans certains secteurs de la région.

C - LE VIN DE PALME.

Il est très difficile de connaître la production du vin de palme dans la région d'Eséka-Messondo; ceci pour deux raisons : d'abord le système de commercialisation actuel ne permet pas de faire des mesures à quelque niveau que ce soit, puis une grande partie de la production est "auto-consommée" par les cueilleurs de vin eux-mêmes, en brousse ou dans les villages. Ce qui est sûr c'est que le volume de vin de palme récolté par an est très important; à titre d'exemple, voici la production des trois années successives : 787,7hl en 1967-1968, 441,5hl de 1969 à 1970. Ces chiffres concernent l'ancien arrondissement d'Eséka; aujourd'hui divisé en trois arrondissements : Eséka, Messondo, Ngok Mapupi. Il s'agit au fait d'estimations dont les bases mêmes sont discutables; nous pensons qu'elles ne reflètent pas la réalité et que la production est supérieure aux chiffres avancés. Il faudrait cependant y voir une évolution heureuse dans la mentalité des responsables des services agricoles : car avant il était impossible de parler du vin de palme dans les textes officiels, à moins sûr de vouloir démontrer son action nocive sur les individus qui le consomment(1).

(1) Les chiffres plus récents n'existent pas, les responsables de Postes Agricoles ne s'occupent plus de la production de vin de palme dans leur estimations.

En effet pendant la période coloniale, Administrateurs et Missionnaires s'acharnaient au vrai sens du mot à persécuter les consommateurs du vin de palme. Les méfaits de cette boisson étaient l'objet de volumineux rapports et de longs sermons. Tout ceci sans aucune preuve scientifique du degré alcoolique de ce vin. C'était tout simplement une erreur imputable à l'ignorance de ces premiers responsables du pays puisque aujourd'hui les analyses de laboratoire démontrent que non seulement le degré alcoolique du vin de palme est inférieur à celui du vin rouge ordinaire vendu sans aucune restriction même dans les villages les plus reculés, mais également à celui de la bière.

A l'heure actuelle certains responsables luttent encore contre le vin de palme. Mais pour d'autres motifs; le développement rapide de nos villes, formées encore en grande partie de populations rurales qui ont quitté leur village à l'âge adulte généralement, a eu pour conséquence une augmentation toute aussi importante de la consommation de cette boisson. Dès lors un danger s'est montré au grand jour, à savoir la destruction de la palmeraie, donc la rupture de l'équilibre écologique des campagnes. Cette menace pèse surtout sur les banlieues des grandes villes. Ce problème n'est pas principal au Cameroun. Vanderyst le signale autour de Brazzaville (1).

Ce danger est la conséquence d'une pratique fort ancienne qui veut que le palmier soit abattu avant d'être saigné, dans certaines régions du pays basa par exemple. Il était donc normal que les responsables nettent l'accent sur la destruction de la palmeraie si la production du vin par abattage continuait sur le rythme de la demande des consommateurs urbains. Ici il s'agit moins d'effets catastrophiques du vin de palme dans l'organisme des individus qui le prennent que du souci de préserver une plante qui peut servir à d'autres fins et fournir des ressources plus importantes. Nous en reparlerons.

Il serait peut-être intéressant de savoir avant toute autre chose ce que c'est que le vin de palme, sa composition, sa valeur nutritive.

Le vin de palme n'est rien d'autre que la sève du palmier qui s'écoule soit à travers l'inflorescence lorsque la cueillette du vin est "accrue" soit à travers les jeunes palmes formant le cœur du palmier, palmes préalablement sectionnées lorsque l'arbre a été abattu. Sa couleur est blan-

(1) VANDERYST : "Le vin de palme ou malafu" (Bull. Agricole du Congo Belge 1920).

châtre et parfois gris-blanc. La saveur varie avec le temps mis après la récolte : très sucré aux premières heures, le vin tire à l'aigre après vingt quatre heures. Le goût change aussi de doux au piquant suivant que le vin est pur ou qu'on y a ajouté d'autres produits, généralement à base végétale. Notons toutefois que le vin de palme vendu dans les centre urbains n'a ni sa couleur ni sa saveur d'origine quel que soit le temps de la consommation; pour "arrondir" les bénéfices, les vendeuses y ajoutent très souvent de l'eau et d'autres produits pour lui redonner son goût, ce qui n'arrange rien car sa composition est alors faussée dès le départ.

Les analyses chimiques du vin de palme sont jusqu'à l'heure actuelle rares; celles qui existent, permettent cependant d'en saisir les principaux éléments : le sucre, les acides, des levures et les bactéries qui activent la fermentation. Le Docteur O. BASSIR, dans ses études sur le vin de palme, montre que les différents éléments changent de proportion avec le temps; certains comme le saccharose, le glucose disparaissent presque complètement après soixante douze heures, alors que le degré alcoolique, lui, augmente à mesure que se fait la fermentation. -

	0 H (1)	24 H (1)	72 H(2) fin fermentation
	mg/100 ml	mg/100 ml	mg/100 ml
Saccharose	4,24 \pm 1,4	0,2-2,45	
Glucose	3,31 \pm 0,95	0,07-2,0	
Ammoniac	0,38 \pm 0,015	0,01-0,095	
Acide lactique ..	présent	présent	
Acide aminé	présent	présent	
Alcool	%	1,5-2,1	4,5 - 5,2

Toujours dans son étude "Some Nigerian Wines" page 44, il précise qu'un litre de vin, vingt quatre heures après la cueillette, contient pour :

- (1) BASSIR, O. : "Observation on the fermentation of Palm Wine" (West-Africa Journal of Biology and Chemistry 6,2 p. 21).
- (2) Ibid : "Some Nigerian Wines" (West-Africa Journal of Biology and Chemistry 10,2 p. 44).

les calories 300 (4)

Vitamine B1 . 150 microgrammes

Vitamine B2 . 50 microgrammes

Vitamine B6 . 18 microgrammes

Protéines 0,0 à 2,0 grammes

Vitamine hydrosolubles : en quantités considérables.

Il faudrait y ajouter la Vitamine PP (antipélagreuse) et la Vitamine C.

Dans un pays où la carence de la vitamine B est constatée dans la plupart de nos plats, il ne serait peut-être pas mauvais de vulgariser la consommation du vin de palme vu le rôle que cette vitamine joue dans l'assimilation des aliments.

"Vitamin B is associated with the Chemical reactions in the metabolism of carbohydrates, fats and proteins. It forms a part of the enzym system necessary for the utilisation of energy from foods(1).

Au pays basa, après vingt quatre heures, le vin n'est plus consommé; il en est de même pour tout le Sud-Cameroun; le degré d'alcool reste pourtant faible, puisque jusqu'à trois jours après la cueillette, il n'est que de 5,2 %. La valeur nutritive du vin de palme est par conséquent appréciable et l'organisation de son marché devrait permettre une production plus importante.

S'agissant de la production justement, le système d'exploitation devrait être lui-même modifié. Car si au Centre-Sud, dans le pays fang-béti, c'est la cueillette aérienne qui est la plus pratiquée, le pays basa, et plus particulièrement la région qui nous intéresse, ne connaît pas ce type de cueillette; ici les palmiers sont systématiquement abattus à la hache avant ils étaient déterrés, ce qui, pense-t-on, augmente la quantité de vin en prolongeant la durée de la récolte de celui-ci. En dehors des préoccupations de présentation, le vin "aérien" étant plus propre, il est sans doute plus intéressant de pratiquer la saignée des inflorescences que d'abattre les arbres; car la production est continue et comme dit très exactement M. TULEY dans son ouvrage "Studies on the production of wine from oil palm", un palmier peut donner du vin "for longer than a life of a man". A la longue donc on recueille plus de vin avec ce type d'exploitation.

(1) ANYANE, S. : "The oil palm economies of western tropical Africa" (Stanford University, 1966, p. 41).

La cueillette aérienne permet également d'associer récolte des noix et cueillette de vin. Cette double exploitation est en effet possible si l'incision ne s'opère que sur les inflorescences mâles et à la base de celles-ci sans attaquer le coeur du palmier.

Peu d'études ont été faites concernant le débit de la sève, jour après jour d'une part et la vitesse d'écoulement entre le jour et la nuit d'autre part. Tuley, dans une étude concernant la façon de saigner le vin de palme (1), avance le chiffre de 1 à 4 litres par jour pour un palmier moyen. Ce débit se maintient pendant deux semaines. Plus de la moitié de la production est recueillie le matin, le reste dans la soirée. Cette différence tient à la durée d'écoulement entre le jour et la nuit; puisque la première saignée a lieu généralement entre sept et huit heures et la dernière entre seize et dix-sept heures trente. L'enquête de M. Tuley a porté sur soixante palmiers de la vieille palmeraie de la station WAIFOR au Nigeria Oriental. Tous ces arbres ont fourni 1.500 litres de vin pendant toute l'année soit une moyenne de 25 litres par an pour chaque palmier. L'auteur précise que sur les arbres moins vieux, dans une palmeraie sélectionnée, un hectare c'est-à-dire cent quarante arbres, donnerait de 3.500 à 5.800 litres par an. Et dans son autre ouvrage "Studies on the production of wine from oil palm (Nifer Journal 4, 15, page 289), le même auteur assure que le revenu de l'association vin-huile, serait doublé si l'opération était menée d'une façon convenable.

D'autres auteurs estiment la production journalière de vin par saignée entre un et deux litres par jour et une moyenne de vingt litres par an pour chaque palmier; le maximum de production se situerait aux mois de Mars-Avril, après les premières pluies, lorsque l'activité physiologique des arbres est maximum, d'autre part en Octobre-Novembre, donc au début de la saison sèche, les florescences mâles étant nombreuses. Le palmier produit entre quatre à huit inflorescences mâles par an. Face à la saignée, l'abattage des palmiers présente un avantage immédiat certain et n'est-ce pas le bénéfice immédiat qui compte pour le paysan. Un palmier abattu fournit de 25 à 45 litres en une seule fois; ce qui représente quatre ou cinq fois le bénéfice retiré par la vente des régimes. Le problème qui se pose donc est de savoir ce qu'il faut choisir, la préservation des palmiers avec des bénéfices maigres ou le gain immédiat par une grosse production de vin et l'appauvrissement de la palmeraie. Les paysans comme nous l'avons dit, n'hésitent pas, surtout parce que les prix de palmistes et de l'huile ne sont pas alléchants. La ven-

(1) TULEY, P. : "How to tap an oil palm" (Nigeria Field, 30, 1 Janvier 1965, pp. 28-37).

te du vin est une source de revenus importante car le marché est vaste.

Vente par gobelets, par litres, dames-jeannes de cinq, dix ou vingt litres. Ici les expéditions se font par train vers Edéa et Douala; il s'agit là des ventes à longues distances. En 1969-1970, l'ensemble du pays basa aurait commercialisé 4.050 tonnes de vin sur Douala soit respectivement 2.950 et 400 tonnes pour le Nyong-et-Kellé et la Sanaga-Maritime, sur un total de 5.950 tonnes consommées dans cette ville, soit un pourcentage de 68,06 %. Yaoundé recevait 350 tonnes de la Lékié principalement pendant la même période. Le Nyong-et-Kellé se classe ainsi comme le principal département exportateur de vin de palme (2.950 T), suivi du Mungo, (arrondissement de Dibombari principalement) avec 2.800 tonnes. La Sanaga-Maritime occupe la troisième position, 1.100 tonnes. Selon les mêmes estimations sur les 50.000 adultes consommateurs à Douala la moyenne par individu serait 140 litres par an; il faut y ajouter une consommation "occulte" non enregistrée par les services des Statistiques Agricoles. Les prix sont variables dans le temps et dans l'espace; ainsi le prix du litre varie entre quinze et cinquante francs entre le cueilleur de la région d'Eséka-Messondo et le consommateur de New-Bell à Douala. L'organisation de cette vente est assez complexe; elle suit en gros le schéma suivant : Producteurs (transport sur la tête) des Dames-jeannes vers la gare où se trouve un "grossiste" - l'acheminement se fait par train vers Douala (New-Bell) - delà, les détaillants achètent et emportent dans leur domicile où ils font la vente en litres ou en gobelets; les dames-jeannes qu'amène le train, sont transportées par pousse-pousse et rarement par taxis. Entre le producteur et le consommateur, il y a donc généralement deux intermédiaires.

Les relations de parenté n'existent que très rarement entre ces divers personnages, par contre il y a entente entre eux; ils sont "KONTARAK", c'est-à-dire qu'ils entretiennent des liens d'abonnés; ainsi chaque vendeur connaît sa clientèle et cette clientèle ira presque toujours chez le même vendeur et ceci jusqu'au niveau des détaillants dans le quartier. Le tableau ci-après indique les départements qui font du commerce de vin de palme à longue distance :

Lieu de vente production	Douala	Mkongsamba	Yaoundé	Total en tonnes
Nyong-et-Kellé	2.950	-	-	2.950
Mungo	1.800	1.000	-	2.800
Lékié	-	-	350	350
Sanaga-Maritime	1.100	-	-	1.100
	5.950	1.000	350	7.300

Les recettes fournies par ces ventes sont relativement élevées parce que le prix d'achat est lui-même modique comparativement aux autres boissons; le problème se pose ici dans les termes de révalorisation des produits locaux. Le tableau ci-dessous présente non seulement les recettes, mais également les différences de prix d'achat au cueilleur.

(Lieu de production	: Quantités	: Prix-litre	: Valeurs
((en Ternes)	(en F)	(en Millions
(:	:	de F)
(NYONG-et-KELLE	: 2.950	: 15	: 44,3
(MUJGO	: 2.800	: 15	: 42,0
(SANAGA-MARITIME	: 1.100	: 15	: 16,5
(LEKIE	: 350	: 15	: 05,3
(NKAM	: 100	: 18	: 01,8
(: 5.950	: -	: 109,9

Ce commerce à longue distance est sans doute le plus spectaculaire mais il n'est pas du tout le plus important. Nulle part maintenant dans le pays basa, la consommation du vin est gratuite; le problème est différent lorsqu'il s'agit d'étrangers. Actuellement, la consommation individuelle ou familiale exceptée, le vin produit sert à la vente; c'est seulement dans les villages reculés, difficilement accessibles, que la production est faible, chacun récoltant pour sa propre "bouche". Malheureusement même ici les estimations sont pure fantaisie; par contre à l'intérieur du département les services d'Agriculture ont une certaine idée des quantités vendues lorsque celles-ci parcourent une certaine distance. Dans notre région, le transport se fait par tête. Il est possible, à condition d'avoir plusieurs aides que l'on placera sur toutes les pistes aboutissant à la ville d'Eséka par exemple, aux différentes gares et autres points de rassemblement des populations après le travail, comme les gros bourgs, les chefferies etc, de se faire une idée des quantités vendues. Le tableau suivant en donne une idée pour six départements de l'ex-Cameroun Oriental.

COMMERCE DU VIN DE PALME (Par département)

(Chiffres obtenus du Ministère des Affaires Economiques et du Plan)

SEDES Paris 1965

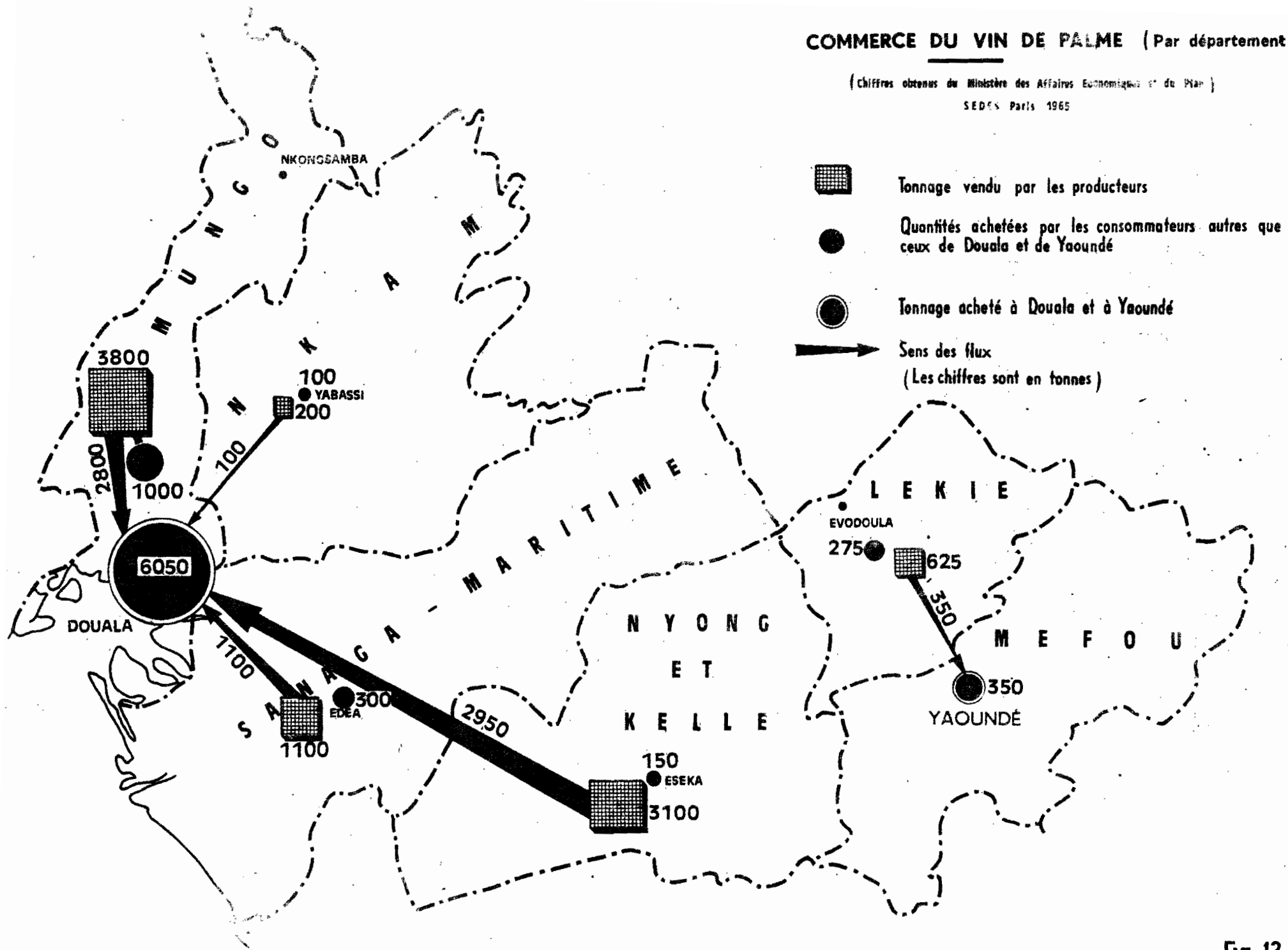


Fig 13

Lieu de production	Quantités	Prix-litre	Valeur
MUNGO	1.000	12	12,0
SANAGA_MARITIME	300	12	03,6
LEKIE	275	12	03,3
HAUT_NYONG	200	15	03,0
NYONG-et-KELLIE	150	12	01,8
NKAM	100	15	01,5
TOTAL	2.025	-	25,2

Cette fois-ci, c'est le Mungo avec la ville de Ikongsamba vient en tête; de même, apparaît un autre département le Haut-Nyong qui produit également beaucoup de vin de palme. Lorsqu'on associe les résultats de ce tableau à ceux du tableau précédent, on se rend compte que les six départements ont commercialisé 7.975 T de vin de palme pour une valeur de 135,1 millions de francs CFA.

Producteurs et consommateurs rencontrent un problème qui est celui du stockage de vin. En effet douze heures au maximum après la cueillette, le vin doit être consommé. La durée tolérée est de vingt quatre heures. Ainsi le vin cueilli dans la région d'Eséka doit arriver à Douala le lendemain et écoulé le même jour, sinon il devient aigre; d'où des mélanges savants auxquels s'adonnent les revendeuses pour ne pas subir de très grosses pertes.

Parce que périssable, le vin de palme impose des limites dans l'aire géographique de cueillette; cette aire varie avec le moyen de transport utilisé pour atteindre les consommateurs. Autour de la ville d'Eséka par exemple, le transport se fait à tête d'homme ou plutôt de femme, d'où une aire de ramassage relativement restreinte; les revendeuses devant faire deux fois le voyage par jour pour être présentes aux deux séances de cueillette. Ailleurs où cars, taxis de brousse, mobylettes et vélos servent de moyens de transport, cette aire peut atteindre plusieurs dizaines de kilomètres; nous n'en voulons pour exemple que les célèbres vendeurs de vin de l'arrondissement de Dibombari qui descendent sur Douala à vélo ou en mobylette tous les jours ou ceux de la route Bekoko-Tiko. Seule une industrialisation du produit qui éviterait à l'économie nationale une fuite trop grande des devises par la consommation

des boissons étrangères, nettement plus alcoolisées et permettrait une perception des taxes sur les revenus, pourra agrandir l'aire de consommation du vin de palme.

Le vin de palme apparaît donc comme un élément important dans la vie basa; au point de vue nutritionnel tout porte à encourager sa consommation avec cependant une modification du système d'exploitation. Quant à son importance économique, elle est claire, car les ressources obtenues sont largement supérieures à celles fournies par les autres produits du palmier à huile. Néanmoins les problèmes de transport et de conservation rendent difficiles l'écoulement rapide et l'emmagasiner de ce produit. Seules une industrialisation et une meilleure organisation des circuits de commercialisation profiteraient pleinement aux producteurs actuellement lésés par un très grand nombre d'intermédiaires.

Notre propos serait sans doute incomplet, si nous laissions dans l'ombre l'aspect social du vin de palme qui, au fait, en est le côté fondamental, la commercialisation étant un phénomène relativement récent.

1° - Le vin de palme dans la société traditionnelle basa :

Le sens profond du vin de palme chez les Basa, la technique et les outils du cueilleur, le protocole qui entoure les assemblées de buveurs, le vin dans les rites et la pharmacopée, enfin l'évolution que subit cette boisson, tels sont les points principaux sur lesquels nous allons tenter d'apporter quelques précisions.

La définition : Le vin de palme "Mbog" ou "Moog" en basa avait un sens précis; avait car la vulgarisation de cette boisson et la disparition des rites initiatiques font que les Basa de moins de cinquante ans aujourd'hui ignorent pour la plupart la signification des termes et gestes qu'ils continuent à employer et à exécuter, presque machinalement, lorsqu'ils consomment ce produit ou en parlent. Le recours aux vieilles personnes s'avère par conséquent utile, voire obligatoire pour percer le mystère d'un terme, d'un rite; il s'agit d'individus réputés pour leur science du Mbog(1), en effet tout

(1) Le "Mbog", c'est en même temps l'Univers et la façon de régir cet Univers. Connaître le "Mbog", c'est connaître les rouages de l'Univers, être versé dans la philosophie du groupe. Le "Mbog" était détenu par les "Mbombog", hommes sages et droits; il leur conférait un pouvoir suprême sur les autres membres du groupe.

vieux n'est pas susceptible de "savoir"; aussi vous enverra-t-on d'un vieux à un autre; dans un groupe de villages formant un canton par exemple, il sera très difficile d'en trouver en nombre dépassant les "doigts de la main". Ainsi, suivant les Mbombog, le mot "Maog" viendrait du verbe "Og", jeter le mauvais sort, maudire et signifierait l'action de lever la malédiction, de conjurer le mauvais sort. Maog a donc avant tout une action salvatrice parce que rédemptrice. Comme nous le verrons plus bas, c'est ce caractère qui lui donne une place de choix dans les rites du Mbog.

Le vin de palme porte plusieurs noms en relation avec le temps de saignée et le goût : le vin recueilli les deux premiers jours s'appelle indifféremment "Tibi di batôlô", "Biloo bilipom" ou "Likagam". Tous ces trois termes sont plutôt des images se rapportant soit à la précocité de ce vin, soit à son goût. "Tibi di batôlô" signifie littéralement "déjections de souris" : en effet les récipients employés pour la cueillette du vin sont les oalebasse; elles sont gardées sur les claies au-dessus du feu lorsqu'on ne les utilise pas. De ce fait, les souris y entrent et déposent leurs déjections; bien avant l'emploi, ces récipients sont soigneusement lavés; cependant on a conservé l'idée que c'est le premier vin qui lave ces déjections de souris, d'où le nom du vin. Quant au second terme "Biloo bi lipom" "lipom" étant la technique qui consiste à déchausser le palmier de toutes ses palmes jusqu'à n'en conserver que les plus jeunes qui seront coupées et par lesquelles sortira la sève, et "biloo" les épines de palmes qui auraient piqué celui qui a procédé au "lipom" s'en tend - rappelle tout simplement l'endurance du cueilleur de vin et le fait que c'est le premier vin qui fera oublier les peines subies pour l'obtention du précieux produit. Le troisième terme "Likagan", rappelle le goût âcre, amer de ce vin.

Le troisième jour, c'est le "Liyal". On dit que le premier vin revient de droit à celui qui l'a cueilli, le vin "Liyal" s'en toure de nombreux rites : c'est au doyen de la famille qu'on le donne car il fait partie du "Nsul", espèce de tribut que les cadets ou dépendants doivent à leurs aînés ou maîtres. A partir du quatrième jour le vin ne porte plus un nom particulier. Cependant, le vin des derniers jours, trois ou quatre semaines, selon les cas, après le début de la cueillette, porte également un nom spécial, le "Bongo", il est généralement réservé aux vieux; c'est un vin qui sent mauvais car ce coeur du palmier comme ce à pourrir.

Cueillir le vin de palme n'était pas à la portée de tous et jusqu'à nos jours tout le monde ne sait pas l'obtenir.

Le cueilleur, sa technique, ses outils : La coutume elle-même n'interdisait pas ouvertement à tel ou à tel individu d'abattre les palmiers pour en tirer le vin, au contraire tout le monde était habitué à le faire; cependant ce travail requiert une technique appropriée; seuls les spécialistes, donc les initiés à cette besogne pouvaient s'y adonner; il y en avait de plus forts que d'autres et à qui on faisait appel au moment opportun. Ceux qui ne savaient pas cueillir étaient la risée de tous. Mais il y avait aussi les notables du village, les "Mbombog", qui ne pouvaient s'abaisser jusqu'à cette besogne; par contre ils confiaient ce travail soit à leur fils aîné, soit à un "Mlimil" (protégé) ou "Mkol" (esclave) particulièrement aimé. Cette précaution démontre clairement les soins dont le cueilleur entoure l'opération; nous retrouvons d'ailleurs cet aspect important dans le protocole qui préside la consommation du vin de palme.

La technique de la cueillette du vin est délicate, car elle demande de la part du cueilleur adresse et précision. Les outils employés sont : la hache, la matchette et le "Mgwo lipom", bâton très solide, indispensable pour dégager les palmes. Lorsque le palmier doit être déterré, la hache n'est pas utile, elle le devient lorsqu'il s'agit d'abattre les arbres, parce qu'elle attaque plus facilement le palmier que la matchette; néanmoins, celle-ci demeure avec le "Mgwo lipom" l'outil primordial du technicien. Le palmier est coupé à quarante ou à cinquante centimètres du sol. Généralement on ne le taille pas le même jour. Ce n'est que le lendemain que commence le "Lipom", c'est-à-dire la taille du bouquet de palmes. Les "experts" estiment qu'un palmier travaillé le même jour ne donne pas beaucoup de vin; ils pensent également qu'il est préférable d'abattre les palmiers dans l'après-midi et non tôt le matin; le matin disent-ils, la sève est encore dans les racines et n'a pas encore eu le temps de monter dans le tronc et dans les feuilles; bien sûr c'est un raisonnement basé sur l'expérience et par conséquent il vaut ce qu'il vaut. Une fois le palmier abattu donc - on peut en abattre quatre ou cinq dans une après-midi lorsqu'on dispose d'instruments adaptés et bien aiguisés - on enlève les palmes, couronne par couronne, ce qui est facilité par le maniement du "Mgwo lipom". On peut en enlever quatre ou cinq couronnes suivant que l'arbre était émondé ou pas avant le début de l'opération. Dès qu'il reste une couronne et la flèche, on les coupe en angle droit suivant une longueur qui est égale à celle de l'avant-bras; la partie qui

reste rattachée au tronc s'appelle "Mom" ou "Ndjon" et tout le palmier "Nkok". Avec le "Ngangabi", le cueilleur fait un entonnoir assez grand pour contenir le bout du "Mom"; puis il l'ajuste avec le "Ndando". Le lendemain matin, il revient, détache l'entonnoir; avec une matchette bien aiguisée, il coupe une partie du "Mom" sur toute sa surface; cette opération ou "Lisèè" se fait deux fois par jour, le matin et le soir. Ce nettoyage du "Mom" permet à la sève de couler plus abondamment.

Ce même jour, il apporte le récipient qui servira à recueillir le "Mbog"; il a avec lui aussi des ingrédients qu'il déposera d'abord au fond du récipient.

Les récipients sont de deux catégories : il y en a qui sont en terre, ce sont des "Dimānā", d'autres en calabasse, de formes et de grandeurs diverses ou "Dibōi". "Dimānā" et "Dibōi" sont préalablement enduits de résine à l'intérieur - on chauffe la résine et on la verse dans le récipient; on laisse refroidir le tout, non seulement la résine en bouche les trous éventuels, mais elle donne également à la boisson un autre goût particulièrement apprécié des connaisseurs. Le bout de l'entonnoir, c'est-à-dire le verseur, est introduit dans le goulot du récipient collecteur dont le fond est bien calé par de morceaux de palme, de sorte qu'il ne puisse pas glisser. "Mom" et "Himānā" ou "Hibōi" sont recouverts par deux ou trois "Ngangabi", eux-mêmes maintenus par de morceaux de palme. Cet abri non seulement protège l'ensemble des intempéries, mais également rafraîchit le vin.

Quant aux ingrédients, il y en a deux sortes : "Liumb" d'une part et "Liluyè" d'autre part. "Liumb" est une écorce provenant d'une liane de même nom; il y en a deux sortes : "Ngo Njōgi liumb", le plus employé, et "Ngué liumb". La liane est d'abord coupée en petits morceaux; puis on passe ces morceaux sur la flamme pendant quelques minutes; ensuite, cette écorce est coupée en petits morceaux longs de trois à cinq centimètres et attachés en petits paquets de moins de trente gramme. On en jette un ou deux dans le récipient collecteur. Par contre, "Liluyè" est une écorce d'arbre; il ne subit pas le même traitement que "Liumb"; on en jette directement les morceaux dans le récipient. Contrairement au "Liumb" qui est incolore, le "Liluyè" donne une couleur ocre au vin; il est d'ailleurs plus fort que le "Liumb". Dans tous les cas, on n'associe jamais les deux substances végétales dans le même collecteur. Ils sont remplacés tous les deux ou trois jours. Ces deux produits entrent d'ailleurs dans beaucoup de rites basa; par exemple les deux sont

employées pour soigner la folie. Un bon vin de palme est celui justement où on sent la puissance de ces substances.

Lors de la saignée, le cueilleur va de "Mkok" en "Mkok", vidant les calebasses ou jarres dans un récipient plus grand dans lequel le vin sera transporté au village.

La destruction des palmeraies par abattage est un sujet à l'ordre du jour; avant l'époque de la commercialisation cependant, il y avait une sélection dans les palmiers à abattre. C'est là qu'on verra^{que} le cueilleur ne coupait pas les palmiers au hasard, mais que l'opération de la coupe était soigneusement étudiée. Nous l'avons déjà dit la palmeraie base est étendue si bien que les palmiers ne peuvent pas être exploités; soit parce qu'ils sont trop nombreux soit parce qu'ils sont trop éloignés des villages ou tout simplement isolés dans un secteur du terroir. Ce sont ces palmiers là qui font l'objet de l'abattage pour le vin de palme. Il s'agit donc dans tous les cas d'arbres inutiles, parce que inexploitable. Il arrive même qu'un palmier tombe sous la hache par souci d'augmenter la productivité d'autres arbres voisins. Les palmiers étant spontanés, on en trouve des bouquets compacts, dans ce cas l'abattage de quelques-uns est une nécessité. Il n'y a donc pas de fantaisie dans le travail du cueilleur. La plupart des arbres abattus sont ceux qui n'ont jamais été émondés.

Les cueilleurs de vin distinguent deux types de palmiers qu'ils abattent pour avoir le vin : d'une part les "Bisôlôn", palmiers très élancés, peu vigoureux; ils fournissent peu de vin et ne sont pas très appréciés des spécialistes; d'autre part les "Tjag di Kembel" il s'agit généralement des palmiers isolés, très gros et qui donnent beaucoup de vin. A la période de pointe c'est-à-dire huit à quinze jours après la première saignée, un palmier de cette catégorie donne facilement de sept à dix litres le matin, de cinq à six litres en fin d'après-midi. Il va de soi que ces palmiers sont très recherchés. L'abattage des arbres pour avoir le vin de palme n'était donc pas une opération dévastatrice; avoir dix "Minkok" en même temps était rare; il fallait qu'il y ait une manifestation grandiose : funérailles, mariages, cérémonies d'initiation. Même dans ce cas, seuls les palmiers présumés inutiles soit parce que peu productifs, soit trop isolés pour que leur exploitation soit rentable vue la distance à courir pour les entretenir, étaient coupés.

Qui boit le vin de palme ? Nous avons vu que tout le monde était autorisé à cueillir le vin pour son compte, moins les esclaves bien entendu, et qu'un notable pouvait choisir dans sa concession quelqu'un qui était dans son estime pour faire ce travail en son lieu et place. Cependant, nous avons également souligné le fait que seuls quelques villageois étaient versés dans la technique du "Lipom"; ce qui réduisait automatiquement le nombre de cueilleurs. S'agissant de la boisson, on commençait très tôt, après sevrage à donner du vin à l'enfant qu'il soit fille ou garçon. Dès le départ donc il y a comme une autorisation au jeune homme comme à la jeune fille de boire. Néanmoins, il y a des individus qui plus tard refusent de boire. Les esclaves étaient les seules personnes qui n'avaient pas droit publiquement de consommer du vin de palme; cette boisson étant considérée comme la "chose" des nobles.

Le vin de palme est donc apparemment une boisson sur laquelle ne plane aucun interdit; il est accessible à tous les hommes libres du clan sans exception aucune. Le jeune pour prouver à ses aînés qu'il était grand, parmi les actes à accomplir, ne devait-il pas justement travailler un "Enga (neuf "Minkok") du début jusqu'à la fin sans requérir l'aide d'un tiers et par là obtenir l'autorisation de s'asseoir avec ses aînés au sein des réunions autour des jarres de vin ! Et le vieux dicton qui dit que "Mut a nēn bé Minkok lē nyus i gwé' lōgtata" (personne ne cueille le vin pour étancher la soif de ses frères), est très explicite. Le commerce du vin étant inconnu à l'époque, personne ne devenait cueilleur s'il n'était pas buveur lui-même; cueillir le vin était avant tout une autosatisfaction de son besoin de boire. Mais ce n'est pas parce que le vin était autorisé à tous que tout le monde pouvait le boire n'importe comment, que ce soit en brousse au village ou dans une assemblée quelconque.

Comment se boit le vin de palme dans la société traditionnelle basa:

Le vin de palme se boit dans des gobelets à partir de la noix de coco et appelés "Mbôndô"; le volume des "Mbôndô" varie donc considérablement, comme celui des noix de coco; il y en a dont la contenance atteint 50 cl et d'autres de dimensions très réduites. Tous les "Mbôndô" sont placés dans un petit panier, "sel mbôndô". Pour être complet, il faudrait ajouter un banc pour le verseur. Les autres buveurs pouvant se disposer comme ils l'entendent autour du verseur, restés debout ou assis.

Qui est le verseur ? C'est soit le cueilleur lui-même, soit une autre personne, généralement le plus jeune homme du groupe; il doit être bon "preneur". Le verseur est assis un peu en retrait par rapport au cercle fermé par les autres buveurs; dans certains cas il se place au centre du cercle, mais cette position complique le déroulement de la distribution, s'il n'a pas d'aide. En effet il arrive que l'assemblée étant très vaste, la présence d'un "distributeur de "mbôndô" soit nécessaire. Il doit être lui aussi relativement jeune, bon "preneur" de vin et comme le verseur, savoir cueillir le précieux liquide. Voici comment cela se passe en pratique : le verseur pose le récipient contenant le vin sur sa cuisse droite et tient à la main gauche le gobelet dans lequel le vin par inclinations répétées du contenant. Quel que soit le cas, le premier verre revient au cueilleur; cette coutume revêt deux aspects : d'abord on trouve que c'est un droit que celui qui apporte soit honoré par le premier verre; c'est donc un signe de reconnaissance. Puis ce premier verre s'appelle "Ot mbon" (Mbofi en basa voulant dire poison); ainsi par prudence, pour éviter les cas d'empoisonnement par le propriétaire du vin, il doit boire le premier pour prouver à ses compagnons que son vin est sain. S'agit-il d'une méfiance réelle ? Nous pensons que oui; car tout don de vin quelle que soit la quantité offerte, un gobelet ou une grossealebasse, n'est accepté, même s'il vient d'un très proche parent que lorsque celui qui offre y goute; ceci est général dans tout le pays basa. Celui qui y trouve à redire, est automatiquement soupçonné de mauvaises intentions.

Si le verseur n'est pas le propriétaire du vin, le deuxième verre lui revient; encore ici il s'agit d'un droit suivant le proverbe : "Mhoo a bag bé man" ("le verseur n'est jamais gosse"), même si un "Mbombok" se trouve dans l'assistance. On trouve normal que celui qui sert une boisson étanche d'abord sa soif, sinon il ne ferait pas bien son service. Suivant que le vin se trouve en petite ou en grande quantité, le verseur boira un ou deux gobelets. C'est seulement après cette entrée en matière que certains droits de préséance commencent à jouer.

La première personne à être servie après le verseur est automatiquement la personnalité la plus marquante parmi les hommes présents : elle peut être le plus vieux de l'assistance ou un étranger particulièrement honoré (dans tous les cas ce ne sera jamais une femme quels que soient son origine et son rang social). Lorsqu'il s'agit d'un "Mbombok", il n'est pas servi dans les gobelets communs, il remettra par un intermédiaire son "Likè", petitealebasse personnelle dont il ne se sépare jamais; cettealebasse contient

généralement moins d'un litre de vin; le verseur la remplit et la lui rend. Tranquillement, il dégustera son vin, dès qu'il la vide, il renvoie la calabasse chez le verseur. Généralement le "Mbombok" est très sobre; il n'abusera pas de son droit de priorité sur les autres membres de l'assistance; il sera très difficile qu'il vide deux fois sa calabasse. Sa présence est au contraire honorifique; il anime le groupe par les anecdotes et les contes du clan ou d'ailleurs, reprime les gourmets, conseille tout le monde...

Après cela la vraie distribution commence. Sans sauter personne les gobelets suivent le sens des aiguilles d'une montre en commençant par l'individu assis directement à gauche du verseur. Chacun recevra un ou deux gobelets suivant la quantité du vin disponible. Lorsque tout le monde a bu, le verseur pose la calabasse par terre, car "Bel u ta bé nkoñ" (la cuisse n'est pas de fer; ce qui suppose qu'il faut donc la reposer). Et on dévise. Lorsqu'il y a beaucoup de vin et selon le nombre de preneurs, on peut avoir quatre à cinq "mi-temps". La lie ou "Mbidi" est donné au plus vieux de l'assistance; car ne dit-on pas "Mbidi ba sog" (la lie de ceux qui accompagnent les derniers le défunt à la tombe). Chez les Basa en effet se sont les plus vieux du groupe qui lorsque les jeunes ont creusé la tombe, y descendent le moment venu pour recevoir la bière et bien la mettre en place. En souvenir de ce dernier acte, on a donc pris l'habitude de leur donner aussi le dernier gobelet de vin.

La consommation du vin s'accompagne de certains faits que le bon buveur doit connaître au risque de se faire ridiculiser. Généralement quand on consomme le vin de palme on mange la kola. Qui partage la kola? D'une façon générale le chef de concession chez qui on boit le vin doit prévoir un certain nombre de kolas qu'il distribuera ou fera distribuer à ses compères selon qu'il est le plus vieux ou non de l'assistance, car dans tous les cas c'est au plus vieux que revient ce travail, qu'il soit ou non possesseur des kolas en question. Le partage se fait selon l'ordre d'ainesse; s'il n'y a pas assez de quartiers de kola, ce sont donc les plus jeunes qui n'en mangent pas; ces derniers n'ont d'ailleurs rien à perdre, car leur tour arrivera bien un jour; voilà pourquoi ils ne s'en plaignent jamais. Lorsqu'une entorse est portée à cet usage, c'est-à-dire quand un plus jeune "casse" la kola, il est presque automatiquement exclu ce jour-là de la réunion de vin.

Il y a d'autres usages plus subtils encore, par exemple la façon de prendre le gobelet; ici la première chose à savoir c'est que le verseur ne se

lève jamais de son siège pour passer le vin, il ne tend même pas son bras; s'il n'y a pas de "passeur", chacun, jeune ou vieux, se lève à son tour et va chercher son gobelet. Si celui à qui revient le tour est un peu distrait, on dit alors "Teñ" (sans propriétaire), le gobelet déclaré "Teñ" est vidé soit par le verseur lui-même, soit par un autre membre de l'assistance, plus rapide. Le distrait se voit alors sauté et il n'a rien à dire. Pour prendre le gobelet, on le reçoit de la main gauche si le verseur vous le donne de la main gauche aussi; de la droite si le gobelet est dans la main droite du verseur (ce qui arrive avec les gauchers). Cette façon de procéder permet un meilleur emboîtement autour du gobelet des doigts des deux personnes au moment de la réception. Si le preneur tend la main contraire, le verseur ne lui remet pas le gobelet et attend un instant que l'autre se ravise; si ce dernier insiste, le vin est déclaré "Teñ". De même, lorsqu'il y a beaucoup de vin et que chacun reçoit deux gobelets à la fois, le premier doit être vidé d'un seul trait et remis tout de suite dans le panier placé à cet effet près du verseur, ce qui permet un service plus rapide. Lorsqu'on tient deux gobelets dans les deux mains, on se déclare par là preneur de deuxième catégorie, c'est-à-dire faible; au prochain tour on vous versera un seul verre tandis que les autres en recevront deux.

Certains caprices sont donc tolérés quand ils émanent du verseur lui-même. Parmi ceux-ci citons le cas généralement connu sous le nom de "Kek won" (abats le tien) : c'est le plus petit gobelet qu'on trouve dans le "Sel mbôndô"; on l'utilise de deux façons différentes : la première qui est normale consiste à en user lorsqu'il y a peu de vin et beaucoup de gens; dans ce cas, chacun boit quand même un verre plein, les règles de vin voulant qu'on ne serve qu'un verre plein, sauf bien entendu le dernier qui peut ne pas l'être. Le deuxième usage est une provocation, une insulte. Le verseur se sert de ce verre lorsqu'il donne du vin à quelqu'un qui est égoïste ou tout simplement qui ne veut pas abattre les palmiers pour offrir aussi du vin à ses voisins. "Kek won" est au fait, dans ce cas précis, une façon de chasser un individu, puisqu'on ne peut pas le faire autrement, chaque individu présent lorsqu'on verse le vin ayant droit à sa part.

Le verseur a aussi droit de gouter à chaque gobelet de vin qu'il sert, car "Njel i tanè bé woo" (le chemin ne passe pas par la main) : c'est en quelque sorte un droit de péage. Il boit au compte de l'intéressé, donc lui donne un gobelet à moitié plein. Ses prérogatives sont donc étendues et en fin de compte il boit plus que tout le monde, puisqu'au début et à la fin de chaque "mi-temps", il boit suivant l'usage qui veut que "U tegel u teglènè

nyo won̄, u tée u téénè nyo won̄" (lorsque tu soulèves la calabasse pour verser le vin tu verses d'abord pour ta bouche et lorsque tu déposes, tu déposes pour ta bouche); ne serait-ce que par cet usage, il boit deux fois plus que les autres. Beaucoup de règles président ainsi la consommation du vin de palme et la coutume insiste sur ces règles car le vin de palme n'est pas une boisson vulgaire.

2 - Le vin de palme, chose du "Mbok" : Tout au long de ce court exposé sur le vin de palme, nous avons tenté de mettre le doigt sur les divers aspects sociaux que revêt par exemple la consommation de cette boisson et faire sentir l'importance du rôle, pas toujours apparent d'ailleurs, mais servant à chaque moment de toile de fond, du "Mbôk" et de ses méandres. Pour en saisir la portée exacte, il suffit de se rappeler que parmi les insignes du "Mbombog" figure : "Likè li maog" (plus "Ntoñ et "Djaï"), une petite calabasse de vin de palme; le "Mbombog" ne s'en sépare pas et elle doit toujours contenir du vin. Au cours de ses voyages, elle est portée par la personne qui l'accompagne et chaque fois qu'elle est vide, on la remplit dans le prochain village. Cet approvisionnement était d'autant plus facile que le vin ne manquait pas chez les notables; il suffisait d'arriver chez l'un d'eux pour refaire le plein. Le rôle de ce vin était moins de servir de boisson, bien que le "Mbombog" pouvait toujours y faire recours pour "récupérer" un peu, que d'en faire boire aux personnes que ce dernier rencontrait pour leur marquer son affection et le cas échéant les bénir.

En effet de par son nom, le vin de palme est d'abord un élément de bénédiction. Celui qui bénit mâche d'abord la kola et boit un peu de vin; puis il asperge de mélange le visage et le dos de celui qu'il bénit; les initiés seuls ont le droit de bénir, parce que au cours de la période initiatique, "leur langue a été spécialement traitée" de façon que ce qu'ils disent soit définitif. A tous les stades des rites on trouve le vin de palme; c'est également la boisson par excellence des sociétés secrètes, "NGUE et UM".

Dans la tradition profane, lorsqu'on reçoit un étranger, avant d'engager toute conversation sur les conditions et les motifs de son voyage, on lui offre d'abord la kola, signe d'amitié et de purification; on ne salue pas un visiteur de marque les mains vides; il faut y insérer une kola. Après le salut on lui présente le "Ndjôngô", la nourriture pour qu'il récupère ses forces et le vin de palme appelé ici "Maog ou Moog ma biibè" (le vin de la sueur) afin qu'il se rafraîchisse.

Des cérémonies comme le mariage, la naissance, le départ pour un long voyage sont toujours une occasion de bénédiction de la part des vieux; ici au "Maog" s'ajoutent non seulement la kola, mais d'autres produits aussi comme le "Mbōngōl"; petit fruit amer, employé pour éloigner les esprits maléfiques, le "Djurug", sorte de champignon blanchâtre ayant la forme d'un chou-fleur. De même, au cours d'un serment qui engage tout le groupe, les hommes mûrs aspergent une chèvre du mélange de vin de palme-kola avant de l'immoler à coups de poings. Dans tous les actes décisifs de la vie communautaire la présence du vin est inévitable.

Au niveau des relations de personne à personne, le rôle du vin de palme est encore grand. D'abord dans les rapports aînés-cadets. Certes les relations de parenté aidant, les contraintes imposées par le vin de palme sont relativement moins fortes ici qu'ailleurs. Prenons un exemple cité par Mr. UCHEIDU et concernant les Igbo du Nigéria où existe une société "OKONKO"(1) : lorsqu'un homme recueille son vin, il organise le partage suivant un calendrier hebdomadaire bien précis (il s'agit d'une société patrilineaire) : une journée de cueillette est réservée à "OKONKO", deux jours au père ou à l'aîné dans le cas où le père est décédé ou se trouve tout simplement absent pour un motif quelconque. Après il donnera une partie de vin aux hommes de sa classe d'âge, une autre partie à son meilleur ami, une autre au lignage de son père et de sa mère et enfin la dernière partie reviendra à ses neveux, enfants de sa sœur. Le système de relation fait que la compensation est vite faite ici. Dans la région d'Eséka-Messordo comme dans l'ensemble du pays b'asa, les règles sont plus ou moins strictes organisant la distribution du vin. Un cadet qui cueille le vin doit toujours le porter chez son père, son oncle ou son frère aîné quand les autres sont absents. Jamais il ne boira en brousse et jamais il ne présentera à quelqu'un d'autre le "liyal"; quand il le donne à son aîné, ce vin est toujours accompagné d'un cadeau. Quel qu'en soit le genre : c'est l'aîné qui fera appel aux voisins pour le boire, car on ne le boit pas dans un cercle fermé; c'est également lui qui donnera la permission au cadet de "verser" le vin aux invités avant qu'il ne le fasse, sinon l'aîné ne boira plus jamais de son vin à moins qu'il ne lui demande pardon devant deux témoins au moins, en lui remettant par la même occasion une grandealebasse de bon vin et un poulet; la récidive s'accompagnant d'une augmentation de l'amende.

(1) UCHEIDU, V.C : "The social and economic rule of palm wine among the Igbo of southeast Nigeria"(Northwestern University).

Les peines sont lourdes aussi lorsqu'il y a une infraction concernant le vin. L'infraction la plus courante ou "Yoba" consiste à passer dans la palmeraie du voisin et lui boire tout ou partie de son vin : ce n'est pas un vol lorsque celui qui a bu a laissé un "litin", un noeud, si toutefois rentré au village il se signale; c'est au contraire un délit, si le délinquant boit, ne laisse aucun signe de reconnaissance et emporte le récipient volé. Reconnu, il est traduit devant le "Mbombog" du village qui le punira sévèrement (l'indemnisation la plus forte s'élève à une grosse calabasse de vin et un cabri). Le "Yoba" a entraîné des réactions brutales de la part des cueilleurs; certains allaient jusqu'à empoisonner tous les matins le vin de certains arbres pour que les voleurs aient leurs comptes en le buvant; eux-mêmes bien sûr se gardant bien de l'emmener au village. Couper le "joñ" ou "Mom" cependant constituait un crime grave que l'inceste. Ainsi quand un Basa veut signifier que ce qu'il a fait n'est pas grave, il demande à son interlocuteur : "Me nlanlna nōō ? Me nkit nkok mom" ? (Ai-je commis l'inceste ou couper le "Njōn" ?). Le tribunal qui jugeait un tel délinquant n'était constitué que de "Mbombog". Une fois le délit reconnu la sentence était sans appel; le plus vieux des "Mbombog" était celui qui la rendait; à la fin il moudait le coupable au nom de toute auguste assemblée et faisait semblant de lui trancher la tête avec son "Mond kena"(1). Au même instant tous les "Mbombog" se levaient et chacun rentrait chez lui. Moins de neuf jours après cette cérémonie le coupable mourrait automatiquement.

Le vin de palme jouait donc un rôle si essentiel au point de vue relations entre les gens du même groupe ethnique que toute infraction était sévèrement punie. A l'égard de l'étranger, c'était l'élément de contact; ainsi un homme qui trouvait les gens en train de boire était obligé de s'arrêter et avant qu'il ne s'asseye de "té mudga", c'est-à-dire de vider coup sur coup trois gobelets, qu'il ait trouvé les autres en "mi-temps" ou pas; c'est d'ailleurs le seul cas où entorse était permise dans l'ordre général de la distribution du vin de palme.

Boisson délicieuse, appréciée de tous et recommandée à tous, élément essentiel de tous les rites basa mais entraînant des peines graves pouvant aller jusqu'à la mort lorsque quelqu'un portait atteinte au système de relations qu'il crée et à sa signification profonde, le vin de palme entre également dans la constitution de beaucoup de remèdes.

(1) Matchette de forme incurvée au niveau de la lame et que recevait le Mbombog le jour de son investiture. Elle représente le droit de châtement.

3 - Le vin de palme et la pharmacopée :

Dans ce domaine malheureusement nous nous sommes heurté à un refus catégorique des intéressés de nous livrer les renseignements dont nous avions tant besoin pour rendre cette étude un peu plus complète. Ce refus se situe à deux niveaux : le premier tient à notre condition de non initié, de ce fait nous n'avons pas le droit de détenir des renseignements "qui ne se donnent pas comme ça"; deuxièmement, et ce qui est plus grave, les précisions et renseignements obtenus allaient être imprimés dans un ouvrage donc portés à la connaissance de tout un chacun; ce qui est inadmissible pour les guérisseurs.

Nous savons néanmoins qu'on donne le vin de palme à une jeune mère pour activer la "formation" du lait et aux jeunes enfants sevrés. Il entre également dans la composition des remèdes contre les maladies vénériennes et l'impuissance. Il est aussi efficace contre la varicelle : après chaque bain, on en enduit tout le corps de l'enfant; il recouvre totalement sa santé moins de deux semaines plus tard.

Nous avons essayé autant que possible, dans l'étude qui précède, de nous cantonner à ce qui se passait avant la période coloniale; car comme dans tous les domaines, il y a eu de bouleversements profonds dans la consommation du vin de palme.

4 - Le vin de palme, son évolution :

L'évolution que suit actuellement le vin de palme est née d'une part de la croissance urbaine, donc d'une demande toujours plus grande de cette boisson; d'autre part du besoin croissant d'argent; d'argent vite gagné.

Le goût de produire de façon "industrielle" a apporté de notables changements dans le genre de récipients utilisés, les types de palmiers à abattre; bien sûr le protocole a complètement changé dans le service, pulvérisant en même temps toutes les règles qui entouraient la consommation du vin.

Du point de vue des récipients, le souci de beaucoup produire a fait abandonner jarres etalebasses de jadis, car ils étaient de dimensions assez réduites; actuellement ce sont les récipients en verre et en plastique de toutes les grandeurs qui sont à la mode; des bouteilles d'un litre aux dames-jeannes de vingt litres, on emploie également des morceaux de bambous de chine.

Si laalebasse est encore employée dans certains villages reculés, les jarres ont complètement disparu; il faut dire qu'elles étaient très fragiles. Le transport vers les grandes villes se fait uniquement par les dames-jeannes de dix ou vingt litres et dans de grosses jerrycanes en plastique de quarante litres.

Dans cette nouvelle optique, les gens qui ont fait de la vente du vin de palme leur activité principale, et ils sont nombreux autour des grandes villes, n'hésitent même plus à déterrer les palmiers qui ont moins de dix mètres de haut. C'est ici que le danger de destruction devient réel, pressant. Ces commerçants vont jusqu'à signer des contrats avec les propriétaires fonciers pour l'exploitation intensive de la palmerie, en vue de la production du vin; le prix de la location est proportionnel au nombre de palmiers abattus.

Dans ce contexte, ne boit que celui qui a de l'argent et le plus souvent celui qui a acheté son litre ou son gobelet de vin le boira tout seul sous les yeux parfois suppliants de ses voisins. Le goût du vin lui-même a changé; après du bénéfice, une revendeuse qui n'a pu se procurer que neuf litres ou dix-huit litres fera le plein de son récipient, sans aucun scrupule, avec un ou deux litres d'eau du ruisseau d'à-côté. De même les cueilleurs qui sont entrés dans la combine ne sont plus soigneux pour le vin qu'ils produisent pour la vente; car combien de fois ces cueilleurs nous ont révélé que pour leur propre consommation, ils avaient, à côté un ou deux "Nkok" dont le vin était spécial et orienté vers la maison. Plusieurs vieux qui ont goûté au vin vendu en ville attestent que d'ici bientôt "vos enfants ne connaîtront plus le vrai vin de palme dont le Basa était si fier". Cependant dans les villages reculés, on trouve encore du bon vin et certaines relations liées à cette boisson demeurent; par exemple personne jusqu'à présent ne vend le "liyal"; mais il ne sera pas toujours donné aux vieux, le cueilleur qui se sent très souvent indépendant de ce dernier et dans la plupart des cas c'est lui qui l'entretient, lui paie par exemple l'impôt, pourra appeler ses amis et le boire avec eux. Même au niveau des rites, il y a un courant de banalisation des coutumes chez certains individus qui par conséquent négligent même la bénédiction des vieux et le pouvoir des "Mbombok". Les "Nleñ"maog" (cadeau constitué par le vin de palme, uniquement), jadis socau d'amitié, ont disparu ou presque; il en est de même les "Gwambè" (quête de vin généralement sur les distances n'excédant pas cinq kilomètres(1)).

(1) Les "Gwambè" étaient très fréquents et même encouragés par les "Mbombok", car c'était des occasions d'entretenir de bonnes relations entre membres du clan et entre différents clans. Cependant ne participaient à ces randonnées que des gens qui pouvaient eux aussi accueillir à leur tour leurs voisins. Les égoïstes et les paresseux qui voulaient en faire partie étaient toujours mal accueillis; on les servait avec les "Kek won" et la fois prochaine ils n'osaient plus revenir.

Néanmoins dans certains cas de maladie, on emploie volontiers le vin de palme jusqu'à l'heure actuelle, contre la varicelle par exemple.

Il s'agit donc d'une évolution irréversible, tant qu'une politique efficace, c'est-à-dire concrète, n'aura pas d'une façon ou d'une autre organisé d'une manière rationnelle la production de vin. Ce qui est sûr c'est que le rôle du vin dans la vie sociale des Basa ira en déclinant ne serait-ce que par le fait que les jeunes gens qui sont nés ou grandissent en ville ou même ceux des villages qui passent la majeure partie de leur journée à l'école, sont étrangers aux rites et coutumes encore vivaces dans leur milieu familial il y a moins d'un siècle. Les rares vieux y pensent avec nostalgie et sont résignés devant l'attitude qu'adoptent les jeunes. Tout le monde, mêmes les jeunes, prend toutefois conscience de cette évolution; et il est très significatif de voir comment réagissent les citadins vis-à-vis du vin de palme, lorsqu'ils se trouvent dans les villages, en week-end ou en congés; ce qui frappe le plus c'est l'empressement avec lequel ils réclament à leurs "frères" et "cousins" le Bon vin de palme, tandis que de leur côté ils offrent bière, vin rouge, whisky. C'est une attitude sincère, car généralisée. On peut donc y voir une certaine volonté de conserver cette boisson dans les habitudes et même de la défendre. Mais cette attitude n'est-elle pas dictée par un désir de changement, un certain snobisme à rebours ? Si non pendant combien de temps la trouvera-t-on encore chez les citadins, avec les nouvelles générations qui montent ?

Nous avons essayé de montrer l'importance, la richesse du palmier à huile pour le Basa; par le nombre de possibilités d'utilisation présentées, par le rôle économique et social de ses produits. Le colon n'a pas été insensible à une telle richesse. Il a tenté de rationaliser la production des deux éléments essentiels du palmier, à savoir l'huile et les palmistes.

CHAPITRE IV

LA PALMERAIE DE TYPE COLONIAL

A - L'HISTORIQUE ET LA POLITIQUE DES PALMERAIRES COLONIALES.

1 - Historique : Les palmeraires constituent en dehors des voies de communications, l'une des premières réalisations économiques des Européens dans la région d'Eséka-Messondo. En effet bien avant l'installation et la prolifération des sociétés forestières, ce sont les palmeraires européennes qui se sont créées. La carte ci-après montre la localisation de ces plantations dans les environs immédiats d'Eséka-Messondo, c'est-à-dire dans l'actuelle aire de développement de la palmeraie sélectionnée. Cette carte n'est cependant pas restrictive puisqu'elle englobe tous les types de plantations européennes qu'on rencontrait à l'époque dans l'ensemble de l'arrondissement d'Eséka. Même en considérant donc l'ensemble dudit arrondissement, les palmeraires pures sont peu nombreuses; elles ne représentent que 502,6 ha, soit 3,05 % de l'ensemble des concessions rurales réparties en 72 titres et attribuées entre 1924 et 1970. Ces palmeraires pures se trouvent à Badjob, 220 ha, Bitjocka, même superficie, 179 ha à Sodi Banga, 49 à Messondo et respectivement 32 et 22 ha à Eséka et Makak(1).

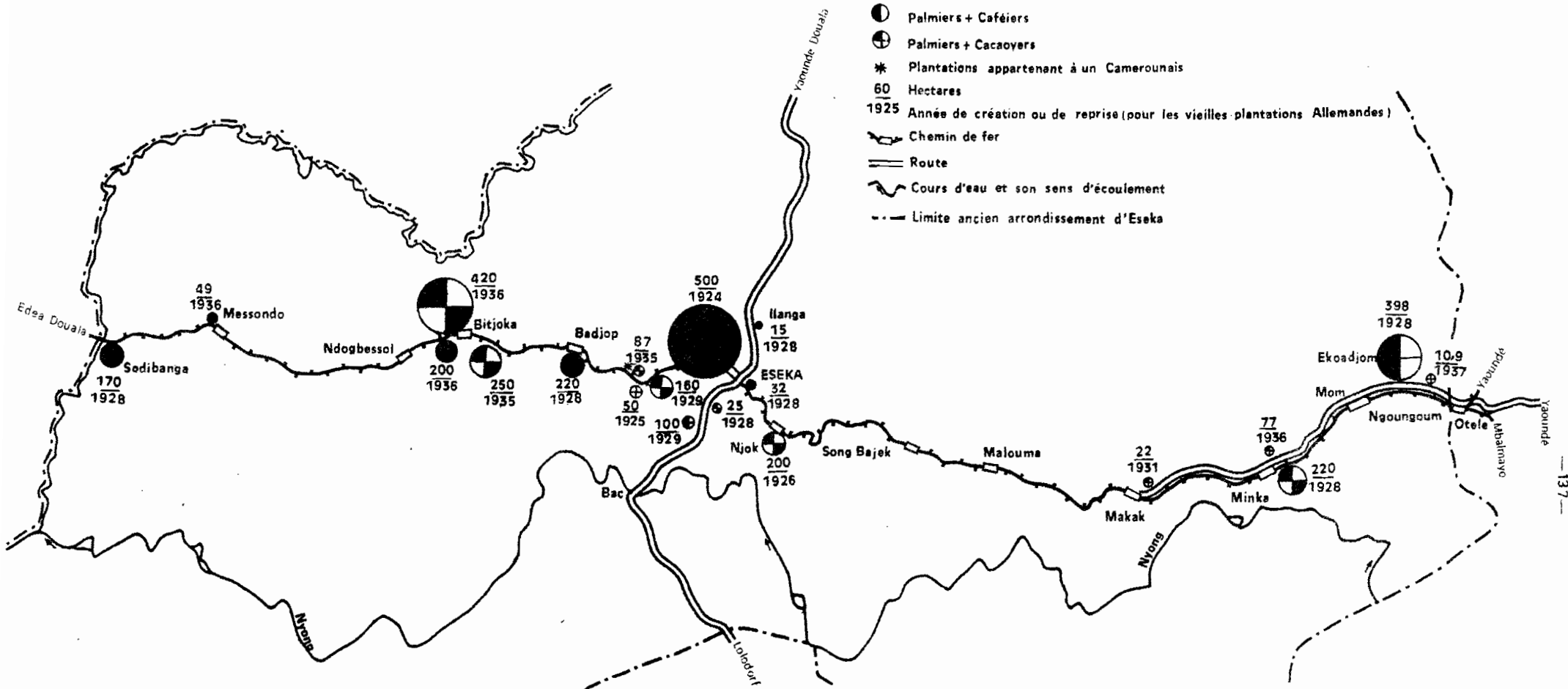
Par contre les plantations mélangées sont très nombreuses et occupent des superficies beaucoup plus vastes; les missions chrétiennes à elles seules entretiennent 1.079 ha sur un total de 16.429 hectares de concessions attribuées(2). Dans ces plantations on trouve presque toujours le palmier auquel s'associent d'autres cultures, vivrières ou orientées elles aussi vers l'exploitation. Ces palmeraires mixtes sont donc nombreuses et couvrent à peu près 61,5 % des superficies octroyées. Il s'agit là d'un chiffre très élevé qui traduit de façon claire la politique pratiquée par les planteurs Européens.

(1) Sur la carte nous n'avons pas tenu compte des cultures vivrières dans la légende comme nous l'avons fait dans l'exposé.

(2) Ce chiffre qui englobe toutes les unités d'exploitation forestière de petite taille ne concerne pas la Société Les Bois du Cameroun qui a elle seule une concession de 250.000 ha.

0 5 10

- Palmiers
- ⊕ Cacaoyers
- ⊗ Palmiers + Cafés + Cacaoyers
- ⊖ Cafés + Cacaoyers
- ◐ Palmiers + Cafés
- ⊕ Palmiers + Cacaoyers
- * Plantations appartenant à un Camerounais
- 60 Hectares
- 1925 Année de création ou de reprise (pour les vieilles plantations Allemandes)
- Chemin de fer
- Route
- Cours d'eau et son sens d'écoulement
- - - Limite ancien arrondissement d'Eseka



LOCALISATION DES PLANTATIONS DITES COLONIALES

2 - La politique des palmeraies coloniales : Comme on le voit les palmeraies coloniales pures dans la région sont rares. Cependant avant d'aborder ce problème, tentons de chercher les causes de l'implantation de ces plantations dans la région d'Eséka-Messondo.

Ce qu'il faudrait d'abord constater c'est la localisation de ces plantations le long de la voie ferrée, du moins pour la plupart d'entre elles; les deux exceptions que nous avons pu relever concernent la Palmeraie Schoevkendig de Song Pour, au Sud-Est de la rivière Mouanda, à 5 kilomètres de la gare de Badjob et la Plantation mixte caféiers-cacaoyers entre les bornes kilométriques 12 et 13 sur la route Eséka-Lolodorf. Ailleurs non seulement les plantations se situent le long de la voie ferrée, mais également à proximité des gares ferroviaires, ainsi de Sodibanga à Mom s'égrenne une série de palmeraies mixtes ou mélangées, et de dimensions très variables; la plus grande, celle d'Eséka, dépasse 480 hectares; celle de Sodibanga (Plantation Louis SCHULLER) n'en a que 9. Au départ donc il y a le problème de transport qui a joué un rôle déterminant quant à la localisation des plantations. Certes nombreux étaient les planteurs qui arrivaient à traiter, dans une première phase au moins, la production de leur concession; en prenant le cas qui nous intéresse plus particulièrement, à savoir les produits du palmier à huile, palmistes en sacs et huile en fûts devaient être acheminés vers les lieux de consommation, en l'occurrence Douala et l'étranger. Comme pour les sociétés forestières, plus tard, le moyen de transport le plus sûr et le plus économique à cette époque dans la région était sans conteste le chemin de fer. La création des plantations le long de la voie ferrée n'est donc pas un fait de hasard, mais la manifestation évidente de la volonté d'écouler rapidement et à peu de frais la production.

A cet avantage capital s'ajoutait à cette époque la présence d'une main-d'oeuvre locale abondante; des problèmes de recrutement ne se poseront donc pas spécialement aux planteurs qui venaient s'installer; le nombre et l'importance des centres urbains étaient encore insignifiants, les facilités de transport très limitées; mais si les besoins d'argent n'étaient pas aussi urgents qu'à l'heure actuelle, ils n'étaient pas moins réels, sans cesse croissants : argent pour payer l'impôt et pour subvenir aux besoins quotidiens suscités par l'intervention étrangère dans la région. La présence d'un débouché pour les populations rurales était par conséquent très appréciée, par l'intermédiaire des salaires versés. Cette main-d'oeuvre était d'autant plus sol-

licitée qu'elle était la plupart du temps rompue des travaux qu'on lui demandait d'exécuter.

En effet les palmeraies coloniales ne sont en rien différentes des palmeraies subspontanées, en dehors de la densité des arbres. Il s'agit, comme nous n'avons cessé de le répéter, d'une économie de cueillette qui n'a de moderne que l'emploi d'une importante main-d'oeuvre salariée et l'organisation plus ou moins rationnelle du travail selon les cas. Quant aux méthodes culturales, elles sont vraiment élémentaires. Ni les contraintes du planting, ni celles de l'entretien des arbres ne sont respectées ici. Le planteur colon n'a eu que le mérite de nettoyer régulièrement sa palmeraie, ce qui a eu pour résultat l'augmentation de la densité des arbres, donc l'obtention d'un rendement plus grand, les longs déplacements entre les arbres étant pratiquement exclus. Nulle part dans les rapports des planteurs eux-mêmes, des responsables du Bureau de Travail d'Eséka, il n'est fait mention des aspects techniques de mise en place de ces palmeraies. On est donc tenté de penser que si planting il y a eu, c'était surtout en vue d'une densification plus grande des palmeraies déjà existantes à l'arrivée des Européens. Ceci est d'autant plus vraisemblable que les intéressés ne font mention ni des organismes qui auraient pu leur fournir des jeunes plants ou des semences, ni des pépinières; on aurait pu en voir les traces sur la liste des catégories professionnelles des employés des plantations, sur les cahiers de charge; or ici on ne trouve que les "spécialistes" suivants : Clerk, Chef de l'huilerie, Contrôleur au pesage, manoeuvres, grimpeurs ou cueilleurs, concasseurs et éventuellement Chauffeurs. Ce sont donc de petites entreprises arrivant à peine à "tourner".

Il faut aussi considérer la situation financière des planteurs et se rendre compte de la conjoncture qui leur a permis de s'installer. En effet ces petites entreprises sont très souvent individuelles, c'est-à-dire nées de l'initiative de particuliers, généralement au temps des Français, de démobilisés, qui non seulement ne voulaient pas tout de suite rentrer en Europe pour diverses raisons, mais qui par ailleurs n'avaient pas assez de fonds pour lancer des opérations de grande envergure économique. Certains d'entre eux ont tout simplement repris les anciennes plantations Allemandes mises sous séquestre après la guerre; certains ont "créé" les leurs propres. Si les plantations de palmiers les ont attirés plus que les autres aspects de l'économie c'était bien sûr à cause de l'importance minime des capitaux nécessaires pour leur mise en place et d'une conjoncture économique favorable.

En effet pendant et après la guerre les besoins en huile de palme étaient très grands, conséquence directe de la destruction des circuits commerciaux et de la destruction de certaines plantations pendant le conflit mondial. En plus, les clients Européens et Américains devenant de plus en plus exigeants sur la qualité de l'huile sollicitée, refusent l'huile villageoise trop acide et riche en impuretés. La vente de l'huile est également florissante, surtout entre 1920 et 1930. Enfin les profits étant immédiats et pouvant être atteints par une simple "prolongation des méthodes du commerce de traite", l'installation de petits colons a été facile et massive. Il faudrait donc voir dans cette prolifération de petites palmeries le résultat d'un concours de facteurs positifs à leur développement.

Ces planteurs sont également des commerçants qui dirigent une factorerie dans le coin, achètent en brousse les produits des villageois, huile et palmistes. Ils arrivent par cette double opération à récupérer assez rapidement l'argent déboursé au cours des achats effectués. Mais tous ne sont cependant pas de petits planteurs; il y a des palmeries dirigées par de sociétés relativement puissantes, comme la Société Nationale du Cameroun, dont le siège social était à Paris et qui dirigeait un Comptoir Commercial à Douala, une tonnellerie et des scieries à Manoka et détenait les plantations dans la région d'Eséka. De tels exemples sont néanmoins très rares; si bien qu'en général on peut parler de petits planteurs exploitant à leur compte de plantation de petite taille et s'adonnant la plupart du temps à d'autres opérations commerciales surtout pour arrondir leurs budgets.

Cette politique était d'ailleurs encouragée par les autorités administratives en place, comme le laisse voir cette lettre adressée par la Société des Savonneries de la Sangha au Gouverneur du Cameroun Français, à Douala, le 9/1/1946 "La raison pour laquelle nous demandons cet agrandissement de terrain est la suivante : construction d'une usine pour l'extraction de l'huile de palmiste. Ceci nous permettra d'améliorer notre fabrication de savon et de mettre sur le marché une qualité égale et même supérieure à celles du savon fabriqué aux Colonies Anglaises (Savon **Apapa**). En outre nous croyons inutile d'insister sur l'intérêt que présente pour le territoire l'installation d'une usine pour l'extraction de l'huile de palmiste"(1). Intérêt économique pour le territoire, mais aussi moyen efficace pour concurrencer les produits d'importation et pour si non supprimer du moins limiter leur vente au Cameroun. Les autorités demandaient cependant de la part de ces planteurs un mi-

(1) Archives Bureau Domaniale d'ESÉKA.

nimum de garanties morales et un sens civique élevé. La lettre adressée par le Chef de Subdivision d'ESÉKA au Gouverneur des Colonies, à propos d'une demande de prêt par M. COUGOULAT, planteur à ESÉKA, est assez édifiante sur ce sujet :

"Monsieur Maurice COUGOULAT est au Cameroun depuis 1925. C'est à ma connaissance un homme foncièrement honnête et droit, qui a été sous les drapeaux toute la durée des hostilités, ne manquant pas de faire son devoir alors que de trop nombreux étrangers s'enrichissaient ici. De tous les colons d'Eséka, c'est celui qui se consacre le plus à son travail, étant tous les jours dans sa plantation; c'est aussi le seul qui n'ait jamais de démêlés avec l'administration au sujet main-d'oeuvre, salaires etc...

Voilà pour les garanties morales"(1).

(c'est nous qui soulignons)

La politique des palmeraies dans la région d'Eséka-Messondo a été dictée par les mêmes impératifs que ce soit au temps de la colonisation allemande ou après l'occupation française : produire les denrées locales avec une mobilisation de très faibles capitaux et ceci dans le cadre familial en général. Les conditions de travail et de commercialisation de produits sont le reflet de l'organisation et des possibilités matérielles de ces entreprises.

B - LES CONDITIONS DE PRODUCTION.

1 - Les investissements :

Les investissements : Nous avons déjà signifié le fait que les investissements consentis par les colons étaient très faibles et consistaient généralement en l'achat des outils pour le défrichement et l'abattage, machettes, haches et limes; pour le travail des palmistes, un ou deux pressoirs suivant l'importance de l'entreprise. Il faut aussi inclure dans le cadre des investissements, les locaux composés par la maison du planteur et les campements des manoeuvres, cases traditionnelles au point de vue plan et matériaux utilisés; enfin l'acquisition d'un ou de plusieurs véhicules pour le ramassage et le transport des produits.

(1) Bureau des Domaines à Eséka : cf. Dossier Maurice COUGOULAT.

Au niveau même de la réalisation de la plantation, les défrichements fréquents en empêchant la reconstitution de la forêt donne naissance à une palmeraie plus fournie. D'ailleurs la situation peu reluisante des planteurs ne pouvait pas leur permettre et mobiliser d'importants capitaux pour mettre en place de complexes agro-industriels, ni même d'installer de modestes plantations dont la culture aurait été fondée sur des techniques modernes d'exploitation. Tout le travail reposait donc sur le manoeuvre de plantation qui intervenait à la naissance du palmier, puisque ce dernier n'apparaissait qu'après ses défrichements et son entretien en coupant les autres arbres de lumière autour de lui afin d'augmenter sa production dans laquelle il intervenait comme agent principal au niveau de la cueillette, du transport des régimes et à celui de l'extraction d'huile au pressoir de la palmeraie ou sous forme manuelle.

2 - La condition du manoeuvre des palmeries coloniales :

Tous les employés des palmeries de la région n'étaient pas originaires de l'Arrondissement d'Eséka. Le mode de recrutement des populations locales était simple; il suffisait de se présenter devant le Chef d'exploitation pour se faire recruter lorsque cela était possible. Pour les gens venus d'ailleurs ils n'avaient pas les mêmes facilités de recrutement.

ESEKA était un centre très important de trafic commercial pour toutes les régions intérieures du Cameroun qui n'avaient de débouchés à l'extérieur que par Kribi et Edéa pour les actuelles Provinces de l'Est, du Centre-Sud et une partie de celle du Littoral. L'arrivée du chemin de fer à ESEKA quelques temps avant le déclenchement de la Première Guerre Mondiale au Cameroun, en 1915, et l'arrêt des travaux de la voie avaient, en effet, transformé cette localité en un centre très important de ^{de charge} rupture/entre le chemin de fer amenant de Douala les produits d'importation et les pistes de porteurs acheminant sur la même "ville" les divers produits intérieurs destinés à l'exportation par le port de Douala. ESEKA connaissait par ce commerce une grande animation et toute la région était très bien connue par les porteurs. Parmi eux, certains ne faisaient pas le voyage retour et s'implantaient pour une durée illimitée dans la région; c'est surtout en leur sein qu'on trouvera la plupart des manoeuvres de de plantation Mon-Basa. Ce sont généralement les Yambassa, les Bafia, les Eton et parfois les Ngoumba; donc les populations voisines des Basa.

Pour tous les manoeuvres, Basa ou Non-Basa, le recrutement se faisait sur contrat avec ou sans détermination de durée suivant l'article 8 du Titre II du Décret portant Règlement du Travail Indigène au Cameroun (1). Plusieurs conditions entouraient le recrutement des travailleurs : si le recrutement et l'embauchage "des employés destinés à travailler dans la région d'origine" était libre, il n'en était pas de même des travailleurs venant d'autres régions; dans ce cas "l'employeur adresse au Chef de cette subdivision une déclaration faisant connaître le nombre de travailleurs à recruter, le lieu et la nature du travail, les conditions d'alimentation et de salaire et les chefferies et villages dans lesquels le recrutement est projeté (2).

Ce recrutement devait être soumis au contrôle de l'Office local de Travail de l'Arrondissement d'embauche; cet office jouait le rôle de bureau de placement; pour ce fait il s'intéressait plus particulièrement à l'identité, au consentement et à la situation fiscale des candidats.

La durée maximale du contrat de travail était de deux ans, renouvelable. "Le louage (des services) fait sans détermination de durée peut cesser à tout moment par la volonté de l'une des parties contractantes". En plus l'âge minimum d'exercice d'une profession régulière était de 12 ans pour les garçons et de 14 ans pour les filles; avant ces limites d'âge les planteurs n'avaient pas le droit procéder à des recrutements.

Donc si dans la pratique les choses^{ne}/se passaient pas toujours de cette façon, il y avait néanmoins de textes précis qui contrôlaient les mouvements de main-d'oeuvre, à une époque surtout où le principal souci de l'administration était de fixer les populations dans des villages définitifs et de sévir contre le vagabondage afin de connaître par les recensements les potentialités humaines réelles du pays pour son éventuelle mise en valeur économique et son développement social.

Au point de vue effectif, les palmeries de la région d'Esaka-Messondo n'ont pas eu de problèmes particuliers; de même la qualité de la main-d'oeuvre. Les problèmes commenceront à se poser plus tard lorsque les sociétés concurrentielles s'installeront dans la région, en particulier les entreprises forestières dans lesquelles les conditions de travail et surtout les salaires étaient beaucoup plus intéressants, même si les femmes n'y trouvaient pas leur compte.

(1) J O C du 1er Mars 1944 page 153 et suivantes (Décret en date du 7/1/1944).

(2) J O C du 1er Janvier 1944 citant l'arrêté concernant le recrutement et l'embauchage des travailleurs indigènes dans les régions du Haut-Nyong, Kribi et Sanaga-Maritime.

A - LES CONDITIONS DE TRAVAIL ET LES SALAIRES VERSES.

Ici encore les textes réglementaient conditions de travail et salaires alloués. Comme pour ceux concernant le recrutement, ces textes n'ont pas toujours été suivis à la lettre. Nous verrons avec l'exemple de la Plantation COUGOULAT, que certains abus étaient fréquents surtout sur la durée de la journée de travail, même avec les planteurs présentant tous les gages moraux.

Dans les palmerais de la région d'Eséka-Messondo, on distingue trois catégories de travailleurs :

- les travailleurs aux pièces,
- les travailleurs à la journée,
- et les autres.

Les travailleurs aux pièces se répartissent en deux sous-catégories: les cueilleurs et les concasseurs. Les cueilleurs ou grimpeurs sont plus que les concasseurs des spécialistes. Ils coupaient les régimes et les rassemblaient le long des pistes de ramassage. Après l'appel du matin, en principe ils n'étaient plus surveillés puisqu'ils étaient payés plus tard au prorata des régimes coupés. Néanmoins il y avait une moyenne en-dessous de laquelle il ne fallait pas descendre. Dans cette optique les grimpeurs d'ici étaient très proches de leurs collègues du Kwilu dont parle M. Nidhi, avec cette différence que la discipline était plus rigoureuse ici que dans les vastes palmerais subspontanées congolaises. Comme au village les outils du grimpeur étaient la matchette, une lime et la corde à grimper ou "lomb". Comme on peut le constater la mutation n'était vraiment pas importante entre les méthodes d'exploitation de la palmeraie villageoise et celles employées dans la plantation du colon; la seule différence résidant dans le rythme journalier du travail et une certaine spécialisation du travailleur. Le cueilleur était payé suivant le nombre de régimes fournis. En 1944, le salaire était de 0,02 francs le kilogramme de régime(1). Le grimpeur faisant une moyenne de 175 kg de régimes par journée de travail, il gagnait donc 3,50 francs par jour, soit 87,5 francs par mois de 25 jours de travail.

(1) Les chiffres que nous citons sont fournis par le Procès-Verbal de Charles FABIA, Chef du Bureau de Travail d'Eséka, en date du 9/2/1944. (cf. Bureau des Domaines d'ESEKA).

Les concasseurs : étaient payés légèrement plus chers. Leur travail consistait à séparer les palmistes de leur coque; la même technique était employée dans les plantations européennes et dans les villages; car si l'extraction d'huile se faisait très souvent au pressoir, le concassage était manuel dans toutes les palmeries d'Eséka-Messondo. Travail harassant et assourdissant, exécuté à la cadence des chansons et éclats de rire. Le travail était très souvent réservé aux femmes et aux jeunes gens qui, non plus à l'instar des grimpeurs, n'étaient pas du tout novices dans leur besogne. La rémunération était de 0,25 franc le kilogramme d'amandes, dix fois celle du cueilleur; mais l'équilibre était vite fait, car si le grimpeur réalisait en moyenne 175 kg par jour, le concasseur lui ne produisait que de 12 à 15 kg d'amandes par journée de travail, ce qui lui donnait quotidiennement entre 3,0 et 3,75 francs en moyenne; soit un salaire mensuel variant entre 75 et 93,75 francs.

Un ménage employé dans une palmeraie dont l'homme était grimpeur et la femme s'occupant du concassage gagnait donc en moyenne entre 162,5 et 181,25 francs par mois; la femme pouvant "toucher" plus que son mari si les deux faisaient un travail régulier. Cette situation n'était pas normale dans la répartition des bénéfices résultant de la vente des produits du palmier à huile, dans le cadre familial ou cas où le travail était collectif jusqu'à l'extraction d'huile.

La deuxième catégorie, les travailleurs à la journée, était constituée d'employés aux pressoirs et de manoeuvres. Ici la discipline au travail était plus forte et la surveillance serrée. Les manoeuvres, autres que ceux des pressoirs, étaient affectés soit au défrichement, soit au transport des régimes et aux travaux nécessaires à leur cuisson. Ici le travail était soutenu, car si la cueillette des régimes était plus pénible et plus dangereuse, elle était au moins entrecoupée de périodes de repos... entre deux palmiers. Ici les salaires étaient encore plus élevés que ceux payés aux concasseurs, mais aussi très mobiles, Ils variaient entre deux paliers conformément aux journées de présence. Ainsi de 1 à 22 journées de travail, le salaire journalier s'élevait à 3 francs, soit un total mensuel de 66 francs, au maximum. Par contre lorsqu'on avait réalisé 23 journées et plus, le salaire journalier augmentait de 1 F; à ce moment le salaire mensuel oscillait entre 92 F pour 23 jours et 100 F par 25 jours. Il va de soi que s'était la catégorie professionnelle la plus fournie, non pas tellement à cause des salaires, mais surtout parce que les tâches à accomplir étaient plus nombreuses et variées.

La troisième catégorie était formée d'agents d'encadrement, qui au fait n'étaient que les surveillants d'équipe et les comptables. Les noms qu'on leur donnait dans les palmeries étaient les suivants : contrôleur au pesage, chef de l'huilerie et clerc; ce dernier était le plus haut placé. Le contrôleur du pesage, comme son nom l'indique, surveillait les opérations de pesage des régimes et des amandes de palmistes; c'est lui qui tenait à jour les fiches individuelles des grimpeurs et des concasseurs. Il gagnait 125 F le mois.

Le Chef de l'huilerie - signalons cependant qu'il n'y a pas eu de véritables huileries comme on en voyait à l'époque dans d'autres régions - contrôlait toutes les opérations au pressoir et les équipes affectées à cette partie de l'exploitation; il rendait compte du déroulement des travaux de son secteur et assurait leur bonne marche. Comme le contrôleur au pesage il gagnait 125 francs mensuellement.

De toute la hiérarchie de la main-d'oeuvre indigène employée dans les plantations, le clerc était le personnage le plus important après le "planteur" européen; on l'appelait régulièrement "patron" quand le "Grand Patron" était absent, dont il était l'adjoint à tout point de vue. Il supervisait tous les travaux de la palmerie, recevait les rapports du contrôleur au pesage et du chef de l'huilerie. Son salaire était assez élevé, 225 francs par mois, plus tous les frais de commissions.

B - L'INFRASTRUCTURE SOCIALE DES PALMERIES :

Au point de vue logement, les manoeuvres des villages voisins des palmeries logeaient volontiers dans leurs villages respectifs, tandis que ^{les} pour/autres employés le Chef de l'exploitation était tenu, par le Cahier des Charges, de leur construire en matériaux du pays des cases groupant chacune de trois à quatre "appartements". Pour les femmes, leurs cases étaient séparées de celles des hommes lorsque les habitations de ces derniers n'étaient pas celles de leur famille.

Généralement les concessions pour employés indigènes étaient regroupées au centre de la palmerie; on pouvait en avoir deux ou trois lorsque la plantation était très étendue.

La propriété du logement ne durait évidemment que le temps du contrat. Les réparations à faire étaient à la charge du locataire. Aucune retenue n'était faite sur le salaire pour la jouissance du logement.

Pour les installations sanitaires, les entreprises étant très modestes, on ne trouve nulle part un hôpital de plantation comme le prévoit le décret cité plus haut et imposant les services d'un Médecin à tout établissement employant plus de 1.000 personnes. L'article 29 du même décret concerne cependant toutes les palmeries d'Eséka; en effet il stipule :

"Toute entreprise employant moins de 100 travailleurs est tenue d'avoir une infirmerie comprenant une salle d'isolement avec un nombre de lits indigènes, un matériel et un approvisionnement en médicaments, objets de pansement et accessoires qui seront fixés par décision de l'Inspecteur Sanitaire". En réalité la proximité du centre urbain d'Eséka et les facilités de communications entre les plantations et la ville ont fait que les diverses entreprises de la région disposaient seulement d'une Caisse d'urgence; les blessés et autres malades graves étant automatiquement évacués sur l'hôpital d'Eséka.

Au point de vue enseignement, nulle part nous n'avons trouvé mention d'une infrastructure scolaire quelconque au sein des plantations; cet aspect social n'étant pas envisagé dans les textes en vigueur, les colons laissaient "à qui de devoir", c'est-à-dire à l'administration et aux missions chrétiennes, le soin d'éduquer les enfants de leurs employés.

Les plantations et le problème du ravitaillement en vivres et autres produits.

Ici encore "l'employeur est tenu de fournir à tous ses travailleurs une ration journalière de vivres... Cette ration en nature peut, toutefois, être remplacée en totalité ou en partie par une indemnité représentative de vivres moyennant autorisation du Chef de région qui ne sera donnée que sur avis conforme de l'Office local de Travail, et devra constater l'existence de facilités de ravitaillement pour les travailleurs"(1).

Cette ration, lorsqu'elle était versée, se composait surtout des produits vivriers de la région, macabo, manioc et banane-plantain, et du poisson séché. Pour se procurer de tous ces vivres, les planteurs pratiquaient

(1) Décret du 7/1/1944 - Article 24.

tous la même politique qui consistait à faire cultiver sous les palmiers ou sur les nouvelles zones d'extension de la palmeraie, par des équipes de manoeuvres, de vastes champs vivriers dont les récoltes alimentaient les employés. Les dépenses directes se réduisaient donc au seul achat de poisson.

Certains planteurs étaient également détenteurs d'économats, c'est-à-dire d'établissements où ils pratiquaient directement ou par personne interposée la vente de marchandises diverses aux travailleurs de leur entreprise. Cette vente était sous le contrôle du Bureau local de Travail qui ne permettait l'ouverture d'un écomat que sous la triple condition suivante :

- "1° - que les travailleurs ne soient pas obligés de s'y fournir;
- 2° - que la vente des marchandises y soit faite exclusivement au comptant et sans bénéfice;
- 3° - que la comptabilité du ou des économats de l'entreprise soit entièrement autonome"(1).

Toutes ces mesures ont conduit les planteurs à créer les plantations vivrières pour éviter non seulement de verser des indemnités en espèces, mais aussi et surtout pour récupérer par les magasins internes à l'entreprise la majeure partie des salaires alloués aux employés.

La situation du manoeuvre des plantations coloniales n'est donc pas brillante à cette époque, et elle ne l'est pas devenue depuis. Néanmoins il jouissait au point de vue ravitaillement des conditions assez favorables. Quant au travail proprement dit, il ne demandait à l'employé qu'une certaine discipline dans l'effort à fournir, dans le respect d'un emploi de temps rigoureux, car au fait le recrutement dans les palmeries intéressait du premier chef les populations habituées au palmier à huile, à savoir les Basa dans le sens le plus large du terme et leurs voisins Fang-Beti, Yambassa et Ngoumba.

Ces employés qu'ils soient nouveaux recrutés ou anciens dans l'entreprise, n'avaient les problèmes ni d'adaptation ni de perfectionnement pour les travaux qu'ils étaient appelés à exécuter quotidiennement. C'était là un atout que les planteurs européens, après au bénéfice immédiat, ont exploité à fond. Les salaires versés, quoique bas, étaient vivement sollicités par les populations qui avaient de plus en plus besoin d'argent pour subvenir aux be-

(1) Ibidem - Article 47.

soins chaque jour grandissants et variés.

Les plantations coloniales ne résisteront cependant pas longtemps; mais avant d'examiner les causes de la faillite de ces entreprises, considérons rapidement un cas précis, la Palmeraie COUGOULAT.

C - UN EXEMPLE DE PLANTATION COLONIALE : LA PALMERAIE COUGOULAT(1).

La palmeraie COUGOULAT est située à l'Ouest de la ville d'Eséka, de part et d'autre de la route Eséka-Badjop. Une grande partie de la concession est située dans le périmètre urbain.

Cette plantation a connu plusieurs propriétaires. Les archives du Bureau des Domaines de Nyong-et-Kellé, à la Préfecture d'Eséka nous ont permis d'en faire l'historique.

Autant qu'on puisse remonter dans le temps, le premier propriétaire-locataire de cette palmeraie aurait été H. LASSEN, un planteur allemand. Après la victoire française sur les Allemands, elle aurait été mise sous séquestre comme tous les biens ayant appartenu aux anciens colons Allemands au Cameroun. Par une ordonnance datée du 7/1/1924, elle faisait retour au domaine privé de l'Etat. Elle restera telle jusqu'au mois de Novembre 1924, date à laquelle elle sera accordée à la Société Nationale du Cameroun, la S N C, en la personne de son Directeur, M. CALAIS (Le cahier des Charges date cependant du 6/10/1924). Elle sera cédée à titre définitif à cette Société le 5 Avril 1930 par l'arrêté n° 151 de la même date. L'exploitation de cette palmeraie par la Société Nationale du Cameroun durera de 1924 à 1947.

En effet c'est le 31 Juillet 1947 qu'elle deviendra la propriété de Mr. Maurice COUGOULAT, au prix d'achat de 7.500 Francs. Le nouveau propriétaire versera en même temps 250 Francs de provision pour les travaux de délimitation et 10 % du prix global du terrain pour les frais d'enregistrement et de publicité. D'où un prix global d'achat de 8.500 Francs. Quoique abandonnée aujourd'hui, la palmeraie reste la propriété de Mr. COUGOULAT qui a quitté la région.

(1) Nous tenons à remercier ici Mr. NDOM MBELEL Paul, Chef du Bureau des Domaines d'ESÉKA, qui nous a si aimablement aidé à reconstituer le dossier COUGOULAT et dont les conseils nous ont évité plus d'une embûche au cours de ce travail.

Les responsables de la Palmeraie COUGOULAT n'offraient ni les rations en nature ni même les avances en espèces, même lorsqu'il s'agissait des travailleurs recrutés par l'intermédiaire de l'Office du Travail prétextant que le ravitaillement pouvait facilement se faire dans les villages voisins et sur le marché du centre urbain d'ESIKA. Les employés à la palmeraie étaient par conséquent obligés d'entretenir pendant leurs heures de liberté de parcelles de cultures vivrières dans les villages d'alentour.

De même en ce qui concerne l'infrastructure sociale, la proximité de la ville d'ESIKA semble avoir joué en défaveur des travailleurs; en effet la Palmeraie COUGOULAT ne dispose ni d'une infirmerie, ni d'une Caisse d'urgence, a fortiori de registres de malades. Pour tous les cas de maladie qui se présentaient, les patients étaient automatiquement évacués sur le dispensaire ou l'hôpital de la ville. Seul l'aspect logement avait retenu l'attention du planteur.

En effet la Palmeraie disposait d'un campement de travailleurs comprenant une trentaine de logements groupés par deux, trois ou quatre dans le même bâtiment. Ces bâtiments étaient identiques à la case traditionnelle Basa: rectangulaires, avec des murs en poto poto et le toit en nattes de raphia. Les hommes mariés disposaient des cases individuelles pour eux et leur famille. Cependant tous les employés n'étaient pas logés au campement; certains, surtout les autochtones des villages voisins préféraient habiter chez eux et se rendre tous les matins au travail dans la plantation.

Au point de vue rémunération des travailleurs, il est fort dommage que nous n'ayons pas pu avoir le tableau des salaires individuels; nous sommes toutefois persuadés que la situation du manoeuvre dans la Palmeraie COUGOULAT n'était pas meilleure que celle de ses collègues employés dans les autres plantations de la région.

L'exemple de la palmeraie COUGOULAT permet de saisir les nuances de la pratique entre les prescriptions précises du Décret de Janvier 1944 organisant le travail indigène au Cameroun et la politique de certains planteurs. En plus il montre qu'une même plantation pouvait changer de propriétaire suivant la conjoncture économique et très souvent politique de la région ou du pays tout entier.

La main-d'oeuvre était composée principalement de Basa, Bakoko, Yambassa et Bafia. En Mars 1947 l'entreprise comptait 85 manoeuvres et avait versé un salaire global de 37.000 Francs (1). Le nombre de manoeuvres pouvait atteindre les chiffres de 100 à 120 suivant les périodes dans la production d'une part à savoir la saison sèche, d'autre part pendant la période de mise en place de nouvelles zones d'extension de l'exploitation. Contrairement à ce qui se passait dans d'autres plantations ni les femmes ni les enfants n'étaient employés dans la Palmeraie COUGOULAT.

En ce qui concerne le travail lui-même, il était exécuté par deux sortes d'équipes : les cueilleurs et concasseurs d'abord, payés à la pièce, et les autres dont la rémunération était journalière. Le rythme de l'effort à fournir était très accéléré; l'appel se faisait à 6 heures et le travail se terminait à 17 heures après un repos d'une heure entre 12 et 13 heures. La journée de travail durait donc 10 heures; ce qui donnait une semaine de 56 heures, le travail s'arrêtant les samedis à midi et les dimanches étant libres.

L'assiduité au travail était très variable, comme l'indique le tableau ci-dessous qui montre le rythme mensuel de travail de 27 manoeuvres au mois de Janvier 1947 :

Nbre de manoeuvres	3	2	2	1	3	1	2	3	2	1	2	2	2	1	=27
Nbre de journées de travail	25	24	23	22	21	20	19	17	16	14	13	11	7	5	469

Parmi les 27 manoeuvres, 11 seulement ont accompli plus de 20 journées de travail dans le mois. Pour l'ensemble le total des journées de travail est de 469 au lieu de 675, chiffre normal si tous les 27 employés avaient réalisé chacun ses 25 journées dans le mois. Il est certain que le mois de Janvier sur lequel nous avons trouvé les chiffres est celui où l'absentéisme est très fort dans les entreprises de la région, et ceci jusqu'à nos jours, car c'est l'un des mois de l'année où les travaux agricoles sont les plus intenses; les hommes s'occupant d'abord plus volontiers de leurs propres champs vivriers que de leur travail salarié, surtout lorsque les salaires versés ne sont pas très intéressants.

(1) Rapport du Chef de Subdivision d'ESEKA au Gouverneur des Colonies en date du 7/3/1947.

La Palmerie COUGOULAT a été entretenue jusqu'en 1962, date à laquelle son dernier propriétaire a quitté la ville d'ESEKA; depuis elle est dans un état de quasi abandon. C'était, avec celle de Sodibanga, la dernière plantation coloniale dans la région. La faillite de ces entreprises tient à plusieurs facteurs que nous allons tenter de passer en revue.

D - LA FAILLITE DES PALMERIES COLONIALES ET LEUR DEVENIR.

Il nous paraît assez exact de croire que les causes de la faillite des palmeries européennes dans la région d'ESEKA sont inhérentes aux conditions de création et de gestion de ces entreprises. Leur devenir paraît d'autant plus incertain que les planteurs en partant ne laissent sur place aucune structure susceptible d'assurer leur relève et par conséquent la continuation de l'exploitation.

1 - Les causes de la faillite :

Elles sont de trois ordres :

- le caractère familial des entreprises,
- les conditions irrationnelles de culture,
- la concurrence au niveau de la main-d'oeuvre et de la commercialisation des produits obtenus.

a - LE CARACTERE FAMILIAL DES PALMERIES :

Le caractère familial des plantations coloniales se révèle d'abord par la faiblesse relative des investissements consentis. En effet, à quelques exceptions près, comme la Société Nationale du Cameroun qui d'ailleurs n'exploitait pas pendant longtemps la palmerie, toutes les entreprises vouées à la culture de plantation étaient de taille très modeste.

La taille des exploitations, les effectifs de manoeuvres employés, ainsi que "l'infrastructure industrielle" réalisée sont le reflet exact des possibilités matérielles des planteurs colons. En plus de l'absence quasi totale du financement, l'encadrement était assuré par les membres de la famille eux-mêmes, pas toujours préparés à ce genre de travail; c'est ainsi que si le directeur de la palmerie était toujours son fondateur, il était presque toujours secondé par son épouse pour certaines opérations : comptabilité et paye généralement. Lorsque l'entreprise avait une certaine importance et surtout

lorsqu'elle s'occupait d'autres activités plus ou moins liées à l'exploitation de la plantation, il était fréquent que le colon fasse appel à un autre membre de la famille, frère ou beau-fils de préférence. Ce dernier s'occupait plus spécialement de l'entretien des machines de l'huilerie et du transport des produits semi-finis, huile et palmistes. C'est le cas de la Palmeraie COUGOULAT pendant sa période faste autour des années 1949-1952.

Le manque de capitaux substantiels et l'encadrement familial de tous les travaux ont eu des répercussions inéluctables sur les conditions de culture.

b - Une culture irrationnelle : Au fait, on peut parler d'un laisser-aller généralisé dans toutes les plantations, dans ce sens qu'il ne s'agit pas réellement d'une culture, mais de l'entretien de la palmeraie existante et du maintien des conditions favorables ^{à la} pousse spontanée des palmiers par de fréquents défrichements et le nettoiement régulier des arbres; d'où une densification importante mais inégale des palmeries.

Ni l'emploi des engrais, ni une infrastructure de pistes de ramassage des régimes caractéristique des plantations rationnelles, ni même l'organisation interne du travail ne font l'objet d'une attention particulière des planteurs. Dans ces conditions, les palmeries de la région d'ESEKA .. MESSONDO ne devaient pas résister longtemps à la concurrence exercée par d'autres entreprises plus vastes et mieux structurées, au niveau de la main-d'oeuvre comme au stade de la commercialisation des produits obtenus.

c - Le phénomène de la concurrence : L'apparition de nouvelles sociétés, plus encore que l'effondrement des prix des produits du palmier à huile à partir des années 1952-1953, a condamné les petites plantations. Cette concurrence se situe à deux niveaux : au niveau du recrutement et du maintien de la main-d'oeuvre d'abord et au niveau de la structure interne de ces petites entreprises, ensuite.

S'agissant de la main-d'oeuvre, la concurrence se révèle tenace avec l'implantation de sociétés forestières dans la région, elles aussi attirées par la matière première et les facilités d'évacuation du bois coupé par chemin de fer. Beaucoup plus imposantes, car disposant de moyens financiers autrement plus importants, elles avaient rallié à elles une grande partie de l'ancienne main-d'oeuvre des plantations européennes, les salaires étant lé-

gèrement plus élevés que dans les palmeraies. 1952, 1953 ce sont en même temps les années fastes des exploitations forestières d'ESEKA et de MESSONDO. C'est à cette date que la plupart des plantations sont abandonnées, leurs propriétaires se reconvertissant pour les plus opportunistes, vers d'autres activités plus ou moins rémunératrices.

Il ne faudrait pas non plus négliger l'appel de la main-d'oeuvre par d'autres sociétés installées notamment dans le reste de la Sanaga-Maritime, en particulier la SAFA à Dizangué et les palmeraies d'Edon et de la Ferme Suisse; car même les palmeraies d'autres secteurs exerçaient sur le plan de recrutement de manoeuvre, surtout lorsqu'elles étaient plus importantes et mieux structurées, une concurrence sur celles d'ESEKA-MESSONDO.

Au niveau de la structure interne des exploitations, ce sont les unités agro-industrielles qui, en révolutionnant le système de culture, en proposant des salaires nettement plus intéressants et en imposant des conditions de commercialisation nouvelles, ont porté le dernier coup aux petites entreprises familiales.

En ce qui concerne le type de production, il va sans dire que les rendements dans les palmeraies coloniales sont très faibles, car les arbres n'ayant pas les mêmes soins produisent de façon irrégulière; ce qui a pour conséquent l'impossibilité de faire de prévisions sur les quantités à produire. Les densités des arbres varient beaucoup; dans la Palmeraie COUGOULAT par exemple, à l'heure actuelle, elles oscillent entre 57 et 89 arbres à l'hectare. Dans un rapport adressé le 28/8/1927 au Chef de la Circonscription d'Edon, un Conducteur de Travaux Agricoles, à la suite d'une visite dans la palmeraie Da Silva à Bitjocka, constate que dans la plantation 1/5 seulement de palmiers donnent une production normale et que les 30.000 arbres de la même plantation ne fournissent que 10 tonnes d'huile par an "ce qui est notoirement insuffisant", conclut-il. Le même fonctionnaire ajoute plus loin que "l'extraction de l'huile et la préparation des palmistes se font par la méthode indigène, méthode que devrait délaisser tout planteur soucieux d'obtenir un bon produit avec un minimum de main-d'oeuvre, et par suite de dépense"(1).

(1) Procès-Verbal du 1/9/1927, dressé par la Commission chargée de constater la mise en valeur de la concession rurale octroyée à titre provisoire à M. MATEUS Antonio Da Silva, par arrêté n° 345 du 30/8/1926 et sise à Bitjocka, à l'attention du Chef de Subdivision d'ESEKA.

La pratique de la culture mélangée traduit également le caractère extensif de la production. Prenons toujours l'exemple de la plantation Da Silva de Bitjocka; au mois de Novembre 1927, elle comptait 48 ouvriers dont le salaire journalier variait entre 1,5 et 2 francs; en plus ils recevaient une ration alimentaire des produits des champs cultivés sous les palmiers. La plantation comprenait un campement de 14 cases pour les employés, avec chacune deux ou quatre pièces. Il s'agissait d'une plantation mixte avec des caféiers (4.113 pieds), des palmiers (4.767 pieds), du ricin (4 hectares), des bananiers (20.583 pieds), 20 hectares de manioc et $\frac{1}{2}$ hectare de pois d'Angol (1).

Dans la plantation MARQUES on comptait également plusieurs espèces cultivées: 75 hectares de palmiers à raison de 50 arbres en moyenne à l'hectare, 500 pieds de cacaoyers, 60 hectares de cultures vivrières; en plus on y procédait à la coupe du bois, car un quart seulement de la concession obtenue était effectivement mis en valeur (2). Le bois coupé était généralement vendu au chemin de fer pour la fabrication de charbon nécessaire au fonctionnement des locomotives de l'époque.

Contrairement à cette production "semi-traditionnelle", les grands complexes agro-industriels produisent en masse et dans des conditions de qualité supérieure, donc prioritaire sur le marché international. En effet si les salaires ont joué au niveau de la main-d'oeuvre, ce sont le volume et la qualité des produits des unités modernes employant toutes les techniques appropriées de production qui ont fait sombrer à tout jamais les petits exploitants; la collaboration entre les deux types de production étant presque impossible puisque les contraintes n'étaient pas les mêmes.

La faillite des palmeraies de la région d'ESEKA-MESSO DO est donc en grande partie due d'une part à leur caractère familial qui a eu pour résultats de mauvaises conditions de production, conséquence directe de la mobilisation de très faibles capitaux; d'autre part à l'incapacité des planteurs de se faire valablement représenter sur le marché mondial, le volume des produits proposés étant infirme et la qualité à peine médiocre. Leur remplacement par des unités de conception moderne et visant une production de masse était inévitable.

(Voir (1) page précédente).

(2) cf. Archives du Bureau des Domaines d'ESEKA - Dossier MARQUES.

LE DEVENIR DES VIEILLES PLANTATIONS COLONIALES :

Ceux des planteurs Européens qui ont reçu un titre définitif sur leur concession sont restés propriétaires de leur(s) exploitation(s); les autres les ont automatiquement perdues et les palmeraies sont rentrées dans le domaine privé de l'Etat. Dans tous les cas, mis à part les problèmes juridiques, sur le terrain aucune différence n'existe entre les deux types de plantations. On aurait pu penser à une reconversion de ces exploitations; à l'heure actuelle elle paraît très difficile : du côté des particuliers, à cause justement des problèmes de recrutement des grimpeurs d'une part, d'autre part de la difficulté de rassembler assez de fonds nécessaires pour le démarrage des travaux; l'administration non plus n'est pas prête pour une telle opération, sa politique actuelle étant axée vers l'implantation de complexes agro-industriels de grandes dimensions. Personne donc ne s'intéresse à ces plantations dont la rentabilité économique est très douteuse de nos jours.

Cependant il est intéressant de noter que l'abandon des palmeraies par leurs propriétaires légitimes a donné lieu à une exploitation frauduleuse de la part des populations environnantes. Ce qui est plus curieux encore c'est que le départ des planteurs Européens a, après coup, entraîné de longues et insidieuses revendications des autochtones sur les superficies jadis "arrachées de force par les Blancs". Cette situation est d'autant plus préoccupante que les palabres sont quotidiens entre ces populations "revanchardes" et les autres candidats à l'exploitation; car comme on le comprend très facilement, chacun veut profiter de cet état de choses : les autochtones se déclarent propriétaires légitimes des terres de leurs ancêtres et les autres leur refusant ce droit. Dans la palmeraie COUGOULAT par exemple, les Ndog-Ndjoué limitrophes, c'est-à-dire les habitants des villages de Djogop, Bonbe et Bat-Bat, ont réussi à contrôler la vieille plantation à leur compte en réglementant non seulement la culture des champs vivriers, mais également la coupe des régimes. Ces deux activités sont d'autant plus intenses et rémunératrices que la ville d'ESEKA est toute proche. Des coupeurs professionnels, "Kot Banga", s'entendent avec les nouveaux "propriétaires", cueillent les régimes qu'ils revendent aux femmes venant de la ville; ces dernières extraient l'huile qu'elles vendent au détail sur le marché urbain; une partie de cette huile entre dans la fabrication des bâtons de manioc ou "mintumba" vendus eux aussi au marché. Un régime de palme, suivant sa grosseur, coûte entre 30 et 50 francs; le propriétaire reçoit le 1/3 du produit des ventes.

La plantation permet aussi une production massive de vin de palme qui trouve un débouché de choix dans la population urbaine. Donc dans l'ensemble des vieilles palmeries coloniales continuent à faire l'objet d'une exploitation plus ou moins intensive que ce soit par la mise en place des champs vivriers ou par la cueillette des régimes et vin de palme, suivant les densités de production qui se trouvent sur leur périphérie néanmoins elles donnent une impression d'abandon, car les activités qui s'y déroulent encore sont parfois épisodiques et toujours anarchiques; en plus de vastes secteurs sont envahis par la forêt secondaire.

Avec la création de palmeries villageoises sélectionnées et l'organisation de circuits de ramassage de régimes de palme, l'exploitation d'anciennes palmeries coloniales devrait s'accroître, à moins qu'il n'y ait des freins au niveau de la tenure foncière, ce qui ne saurait manquer si les autorités compétentes continuent à favoriser par leur silence le laisser-faire qui caractérise le fonctionnement actuel de leur exploitation.

Les petites plantations coloniales ont été, en définitive, un moment dans l'effort de rationalisation, et d'accroissement de la production d'huile de palme et de palmistes. La réussite n'a pas été grande, car les moyens disponibles par les planteurs n'étaient pas considérables. Les plantations ne sont pas arrivées à créer ni un paysage caractéristique avec usines, agglomérations huilières, trame de pistes de collecte et postes d'achats de régimes coupés, soit même le type de l'huilier, tels qu'on les rencontrait à la même époque dans tout le Bassin du Congo. Leur abandon est le déclin d'une époque, à jamais révolue, de l'économie de traite. Cette étape a été pourtant nécessaire puisqu'elle fait le lien entre une exploitation ancienne de la palmerie subspontanée qu'elle a voulu améliorer et qu'elle dépasse par l'emploi d'une main-d'oeuvre importante, permanente et extérieure par rapport au noyau familial, et une conception de type agro-industriel qui lui est supérieure par ses nombreuses contraintes économiques dans les conditions d'investissements, de culture et de production, par l'importance des effectifs employés pour la réalisation des travaux et par l'organisation de la commercialisation et le volume des produits offerts.

UNE EXPERIENCE NOUVELLE :
LA PALMERAIE SELECTIONNEE.

Chapitre V.-

Le gouvernement du Cameroun, par le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire, a entrepris au cours de son deuxième Plan de Développement Economique et Social, surnommé le "Plan du Paysan", une série d'études pour la réalisation, entre autres, de divers projets agro-industriels dans l'ensemble du pays. Etudes pour l'implantation de la culture du thé dans la région bamiléké à Djuttitsa, Galim, Bangangté, dans le grassfield occidental à Tadu du Nord-Est de Bamenda et à Bulu

- de l'hévéa à Mbongué

- de palmiers dans le cadre de la CDC et de la Pamol

Ltd. au Cameroun occidental et sur le Littoral du Cameroun Oriental à Mbongo; Eséka, Dibombari, Dingombi, Lokoundjé. Certains de ces projets ont été plus ou moins abandonnés, d'autres par contre sont entrés dans le stade de réalisation, notamment ceux concernant le palmier à huile.

Les complexes agro-industriels longtemps connus au Cameroun Occidental où ils détiennent le quasi-monopole de la production agricole, de la transformation des produits et de la commercialisation, étaient jusqu'à une date récente, représentés par trois organismes seulement au Cameroun Oriental : (1)

La SAFACAM (Société Africaine Forestière et Agricole au Cameroun) à Dizangué qui produit 4 600 t. de latex sur un total national de 12 600 t ; c'est une très vieille plantation dont le rajeunissement, heureusement, a commencé au cours de la campagne 1965-1966.

La SPROA (Société des Palmeraies-Réunies de l'Ouest Africain) à Edéa ; elle gère les palmeries domaniales d'Edéa et de la Ferme Suisse sur les bords du Nyong, route Edéa-Kribi.

Et enfin la SOSUCAM (Société Sucrière du Cameroun) à Mbandjock au Nord-Est de Yaoundé qui possède des plantations de canne et une unité de raffinage du sucre sur les lieux de la production.

(1) Pour les commodités de l'exposé, nous emploierons encore ce vocable de Cameroun Oriental, Cameroun Occidental, quoique désormais périmé depuis le 20 Mai 1972, date de l'Unification du Cameroun .

Ces différentes études ne visent pas seulement le développement des "cultures nobles" c'est-à-dire des cultures d'exportation, le caféier, le cacaoyer et le palmier à huile, elles cherchent également à élargir l'éventail des possibilités agricoles en améliorant les cultures existantes et en introduisant les cultures nouvelles ; ainsi l'accent est mis sur les cultures riches, les cultures industrielles et les produits vivriers : dont le trio macabo, banane, plantain pour la zone forestière et mil pour les régions soudaniennes, préoccupe au plus haut point les autorités économiques. Par les inventaires des potentialités agricoles le pays a été divisé en régions prioritaires pour telle ou telle culture ; la région a donc été choisie comme une solution au développement du pays. Pour le programme de la culture du palmier à huile, la région littorale a aussi été retenue et plus particulièrement les secteurs de Mbongo, Dibombari, Edéa, Song Ndong et Eséka. Avant de traiter du palmier à huile à Eséka, secteur qui intéresse plus particulièrement notre rapport, il nous a semblé nécessaire de présenter l'historique de ce qu'on appelle, depuis bientôt dix ans, le "Plan Palmier" du Cameroun.

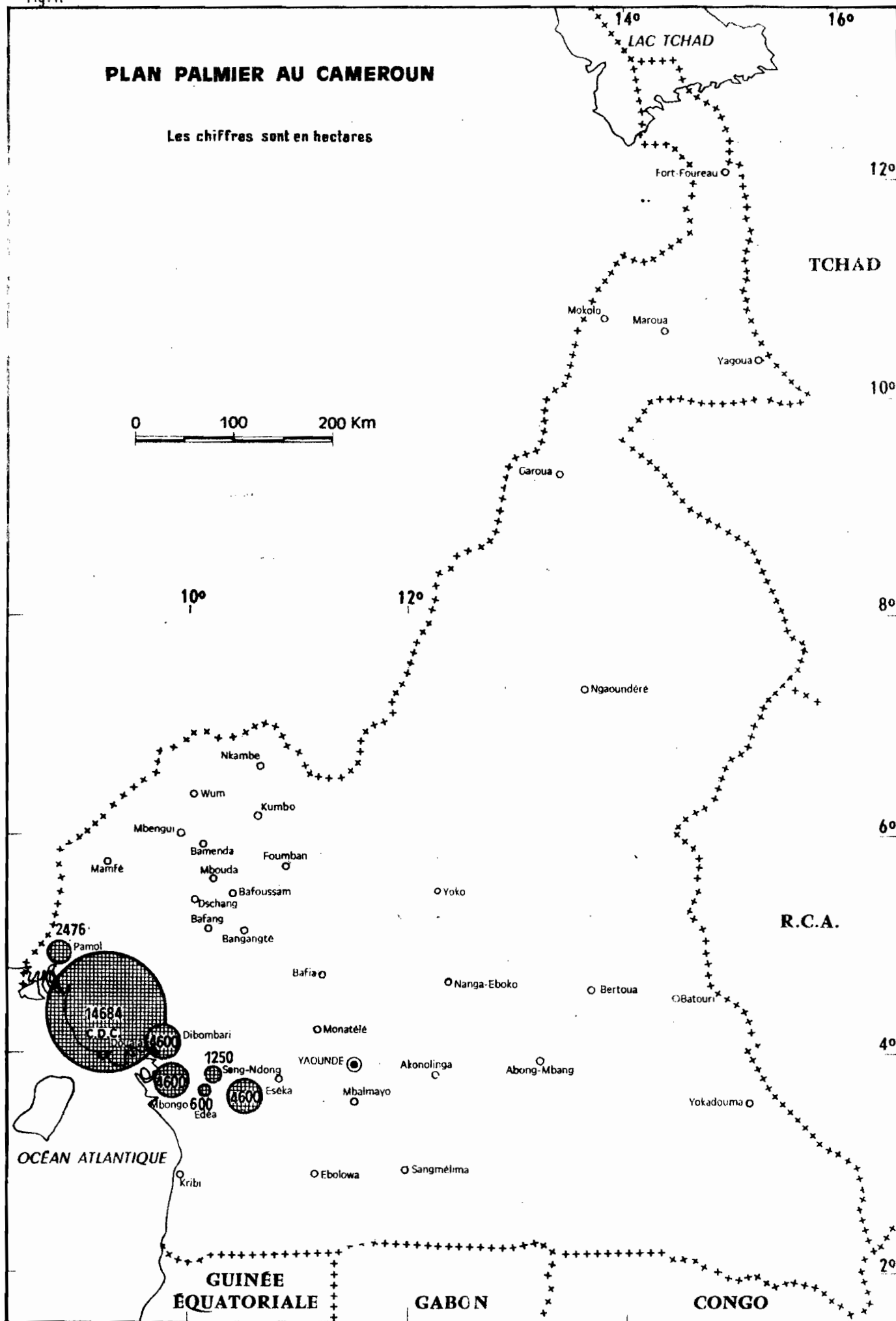
Le Plan Palmier :

"Malgré la concurrence des autres matières grasses alimentaires dont l'huile d'arachide, l'huile de palme restera encore longtemps, en raison de son prix, l'unique moyen de couverture des besoins en lipides pour une très grande fraction des deux millions d'habitants de la zone forestière du Cameroun Oriental et des 800 000 habitants du Cameroun Occidental". Ainsi s'introduit une étude du CIDEP (Septembre 1963) sur le "Développement de la culture du palmier à huile au Cameroun Oriental" ; dans cette brève citation se trouve résumée l'une des raisons qui ont poussé les autorités à élaborer le Plan Palmier, à savoir la couverture des besoins internes en huile de palme des populations forestières, besoins estimés à 45 000 t en 1980 environ, dans le seul Cameroun Oriental. Voici d'ailleurs, suivant l'auteur du précédent rapport, l'évolution des besoins internes du Cameroun Oriental.

Actuellement la consommation dépasse, suivant les chiffres officiels, 65 000 t d'huile, dont 45 000 t environ proviendraient de la production artisanale, ce dernier chiffre est très nettement en dessous de la réalité (1) En 1969 le Cameroun exportait 7200 t d'huiles brutes vers les pays du Marché

(1) En 1969-70 par exemple, la production de palmistes a été de 45 000 t dont 15 à 20000 t ont été absorbées par la CCC à Douala et le reste exporté vers la France, les Pays-Bas et l'Allemagne principalement. Parallèlement en 1970, on a estimé de 280 à 290 000 t la production de vin de palme, y comprise l'autoconsommation.

Fig. 11



Années	Usage alimentaire (en tonnes)	Usage industriel en ton.	Total (en tonnes)
1920	20 000	-	20 000
1930	21 750	-	21 750
1940	23 500	-	23 500
1950	26 300	-	26 300
1960	31 000	1 000	32 000
1965	33 500	2 800	36 300
1970	37 500	6 000	43 500
1975	42 000	6 000	48 000
1980	46 000	6 000	53 000

Commun (6300 t d'huile et 900 t d'huile de palmistes) tandis qu'il importait 325 t d'huiles comestibles.

La consommation interne intéresse surtout les besoins alimentaires et en une faible proportion la savonnerie de la C.C.C. qui d'ailleurs avant la Réunification importait une grande partie de son huile du Dahomey ; aujourd'hui cette société est régulièrement ravitaillée par la C.D.C. Dans la partie septentrionale du pays, la carence en huile de palme est supplée d'une part par la consommation d'huile de coton, avec deux huileries à Kaélé et Maroua, produisant 30 t de litres d'huile ; cette production est presque exclusivement écoulee sur place ; d'autre part par la production d'huile d'arachide, qui jusqu'en 1966 bénéficiait de deux unités de production, une à Pitoa dont la capacité est de 450 t, mais sa production n'a pas encore dépassé 160 t - elle appartient à la Campagne Française pour le Développement des Textiles - et une à Bertoua qui a fermé ses portes en 1966, d'abord parce que son approvisionnement était trop irrégulier, ensuite à cause de la vétusté même du matériel employé.

A ces unités de production, il faut ajouter la C.C.C. qui produit en dehors des savons, de l'huile de palmiste ; cette production, 3250 t en 1969, satisfait d'abord les besoins de la savonnerie ; une partie est également exportée et une autre raffinée sur place et vendue dans les bouteilles d'un litre sous le nom de "Finoline" (255 t en 1960 contre 411 t en 1969).

Quoique le secteur de l'autoconsommation soit encore peu connu, on estime 2,5 à 3% l'augmentation apparente de la consommation d'huile ; cette augmentation qui est d'ailleurs parallèle à l'accroissement démographique s'amplifiera car "par le phénomène de l'urbanisation progressive, de gros consommateurs d'huile de pilonnage risquent de ^{se} transformer en petits consommateurs d'huile commercialisée".

En plus de cette augmentation de la consommation de l'huile d'origine industrielle, et ceci même si la population rurale diminuait, la production artisanale d'huile de palme ne s'arrêtera jamais, au plus elle restera au stade actuel pour deux raisons bien simples : d'une part les populations du Sud-Cameroun n'apprécient pas beaucoup l'huile industrielle qu'elles trouvent de mauvais goût, parce que disent-elles, elle n'est pas assez cuite ; d'autre part les produits du palmier à huile, plus spécialement l'huile de palme, constituent encore pour certaines régions leur principale source de revenus monétaires.





Outre ce souci de satisfaire le marché intérieur, les autorités économiques entendent par le Plan Palmier, comme par les autres organismes du développement, qu'ils soient à caractère industriel ou agricole dans le sens le plus large du terme atténuer les disparités régionales ; si ailleurs il s'agit de créations mettant en valeur des zones pauvres ou de mécanismes de contrôle et d'orientation du développement, certains secteurs disposant déjà d'une infrastructure économique appréciable (à Eséka) il s'agit de procurer aux populations locales habituées depuis toujours au travail du palmier à huile, des revenus monétaires moins aléatoires que par le passé. Le rapport de la régionalisation du Centre-Sud, pour l'élaboration du deuxième Plan Quinquennal de Développement Economique et Social du Cameroun partant de la Sous-Zone B₁ (Eséka - Messondo) précise que l'avenir de cette sous-zone dépend des possibilités de rationalisation de la cueillette et de la commercialisation de l'huile de palme et conclut en affirmant que "les perspectives de développement sont sous la dépendance directe de la décision qui pourrait être prise de faire des essais de palmier sélectionné dans cette zone".

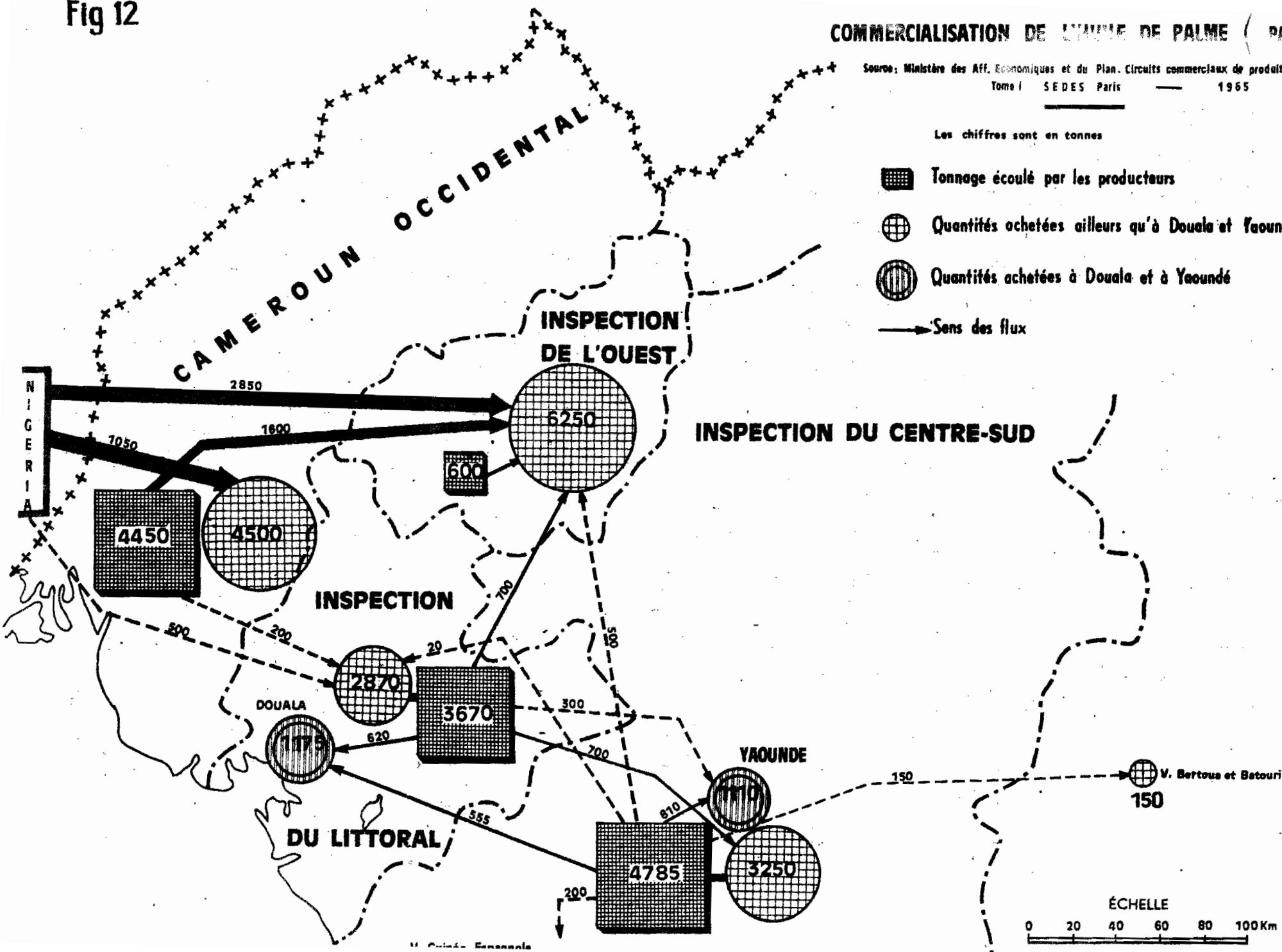
Fig 12

COMMERCIALISATION DE L'HUILE DE PALME (PAR PROVINCE)

Sources: Ministère des Aff. Economiques et du Plan. Circuits commerciaux de produits et biens essentiels
Tome I SEDES Paris 1965

Les chiffres sont en tonnes

-  Tonnage écoulé par les producteurs
-  Quantités achetées ailleurs qu'à Douala et Yaoundé
-  Quantités achetées à Douala et à Yaoundé
-  Sens des flux



Le souci primordial des planificateurs était donc au départ d'améliorer le niveau de vie des populations d'Eséka, afin qu'il soit comparable à celui de leurs voisins Beti, planteurs de cacaoyers ; par la même occasion de maintenir sur place une population trop attirée par les villes, car fortement scolarisée et ne trouvant pas sur place des emplois réguliers et rémunérateurs. Le souci est donc double : économique par l'augmentation de la production d'huile en vue de la satisfaction d'un marché intérieur de plus en plus vaste, et social par le souci de stabiliser ces populations en leur assurant des revenus monétaires intéressants et réguliers. Le Plan Palmier était le cadre idéal pour la promotion de cette population rurale ; que ce soit par les emplois offerts ou par les programmes des plantations villageoises qui font partie intégrante du projet.

Deux projets étaient offerts aux planificateurs et qui ont fait leurs preuves à des époques et dans des régions différentes : la première apparemment la plus facile aurait consisté à assurer l'encadrement des villageois en vue de la cueillette des régimes, à mettre en place des circuits de ramassage des régimes coupés ; ces régimes alimenteraient des unités de production installées dans les zones de forts peuplements naturels d'Elaeis ; car il s'agirait tout simplement de l'exploitation plus intensive de la palmeraie naturelle. Cette forme d'exploitation a l'avantage d'associer plus étroitement la cueillette villageoise et la production industrielle de l'huile de palme et palmistes. C'est la politique employée pendant longtemps par les sociétés huilières du "Congo Belge", dans Kwilu où une série de contingences ont conduit à leur floraison : d'abord le haut coût des palmistes (1910-1930) suivi en 1930 d'une chute brutale des prix consécutive à la grande crise économique mondiale. Après la Deuxième Guerre mondiale ce sera autour de l'huile de palme de battre tous les records : on parlera alors du "règne de l'Elaeis". Enfin les exigences des clients Européens et Américains qui ne veulent plus de l'huile villageoise car de très forte teneur en acides gras libres ce qui rend difficile sa conservation. Tous ces facteurs, au fait historiques, concourent à intéresser Colon et Missionnaires dans la production des palmistes et de l'huile de palme. De taille très variable les sociétés huilières du Congo avaient chacune sa propre unité de production ; les trois plus importantes, HCB, CK et HPK traitaient annuellement plus de 100 000 t de fruits chacune (1).

(1) HCB : Huileries du Congo Belge (1911) CK : Compagnie du Kasai (1904)
HPK : Huileries et Plantations du Kasai en territoire de Masi-Manimba qui, associée à la S.I.E.F.A.C. (Société Industrielle et Forestière au Congo) dans le secteur de Kimbilangundu et à la CCB (Compagnie du Congo Belge) forme le troisième bloc huilier de Kwilu.

C'est leur système de ravitaillement qui est fort intéressant. Dès le départ la solution de palmeraie sélectionnée était écartée ; il fallait donc acquérir de vastes concessions de palmeraies naturelles dont on aurait besoin pour son usine ; sur les concessions ainsi acquises, faire travailler les populations locales pour toutes les opérations du processus de production. Dès lors l'exploitation de la palmeraie apparaît comme une simple prolongation des méthodes du commerce de traite. Moins difficile à obtenir que le caoutchouc de cueillette, l'huile de palme devient une denrée directement récupérable. Ceci explique le grand nombre des huiliers qu'on trouve à cette époque dans la région : car il ne fallait pas de gros capitaux à mobiliser pour créer la plantation (à peine quelques indemnités, lorsqu'elles existent, à verser aux propriétaires fonciers coutumiers expropriés), ni une main-d'œuvre salariée permanente. Les fournisseurs libres étaient très nombreux ; enfin on était sûr d'un approvisionnement en fruits régulier et suffisant. lorsque la politique d'accueil des coupeurs étrangers était bien menée : construction des concessions, octroi de primes alimentaires et autres et le système de ramassage et d'achat des fruits ou régimes bien structuré. Pour saisir l'importance de cette main-d'œuvre libre, il faut se rappeler qu'en 1959, les HCB employaient 12.700 coupeurs et qu'elles avaient traité 175 000 t de fruits dont 151.500 t étaient livrées à partir des "plantations" villageoises, autrement dit de la palmeraie spontanée.

Solution de facilité certes, mais qui a fait la fortune des huiliers du Congo Belge.

Au Cameroun, et dans la région d'Eséka plus précisément, une telle politique n'aurait pas pu réussir pour plusieurs raisons : d'abord la densité des palmiers est beaucoup plus faible qu'au Kwilu bien que les conditions écologiques pour cette plante soient meilleures ici ; d'autre part si les Basa connaissent leur vieille civilisation du palmier à huile, ils ne permettraient pas aux étrangers, en égard aux graves problèmes fonciers de cueillir les régimes à leur guise encore que les populations étrangères à cette région ne soient pas très versées dans l'art du grimper ; en plus eux-mêmes ne sont pas des coupeurs professionnels. Une usine ne comptant que sur l'approvisionnement des coupeurs libres Basa ne serait donc pas rentable, car elle ne tournerait pas à son plein rendement.

La deuxième possibilité pour le Plan était la création de blocs de palmiers sélectionnés dans les secteurs les mieux adaptés à cette culture. Les plantations en effet présentent maints avantages économiques qui sont inexistantes en ce qui concerne la palmeraie naturelle. D'abord les conditions de cueillette sont beaucoup plus faciles ; la forte densité des arbres à l'hectare simplifie et rend rentable le ramassage des régimes. Puis les plantations sélectionnées sont un moyen rapide pour accroître la production d'huile ; l'exemple le plus connu est celui de SUMATRA qui, à la fin de la Première Guerre mondiale, ne produisait que 400 t (1920) a enregistré en moins de vingt ans plus tard une production record de 177 000 t (1937). Enfin en plus de cet accroissement fantastique qu'on ne peut atteindre qu'avec des arbres sélectionnés groupés en de très vastes ensembles homogènes, le traitement des fruits récoltés dans des usines modernes permet d'obtenir le maximum d'huile. Ainsi on a remarqué qu'une tonne de régimes produits par une plantation sélectionnée et traitée dans une usine moderne fournit de 200 à 220 kilogrammes d'huile ; dans la C.D.C on obtient 165 kilogrammes d'huile à partir de la même quantité de fruits ; 100 à 110 litres si le traitement se fait dans une huilerie artisanale. L'extraction au pilon n'a qu'un rendement de 7 à 8%. Le Cameroun n'a donc pas hésité. Toutes les conditions préalables étant remplies, c'est-à-dire un choix judicieux des emplacements répondant aux conditions pédo-climatiques requises pour une culture rationnelle du palmier à huile, un encadrement adéquat de la main-d'oeuvre pour faire respecter scrupuleusement les normes de plantation et d'entretien ; enfin les organismes de financement, la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement le Fonds d'Aide et de Coopération, la Banque Mondiale, l'Opération devrait démarrer vers la fin du deuxième Plan Quinquennal en 1968.

Le Plan Palmier, très ambitieux sur certains côtés, porte sur neuf ans, il a débuté en 1968-1969 et devrait se terminer en 1976-1977. C'est ainsi qu'il prévoit une superficie totale de 30.760 hectares de palmiers pour les deux états fédérés, dont 2631 hectares de plantations nouvelles et 4420 hectares à replanter.

Le programme, dès le départ, ne revêtait pas la même importance dans les deux états, l'infrastructure pour cette culture n'étant pas la même des deux côtés du Mungo. En effet 1968-1969, date de démarrage du Plan, le Cameroun Occidental possédait déjà deux importantes sociétés fortement structurées : la C.D.C. et la Pamol qui sortaient de leurs usines

respectives de Bota, Mpundu, Idenau d'une part, Ndian et Lobé d'autre part, d'une capacité totale de 170 000 t de régimes, annuellement 28 000 t d'huile, soit 94 % environ de l'huile de palme industrielle du Cameroun ; elles avaient leurs propres centres de recherches. (1) Même si aujourd'hui une grande partie de leurs plantations à vieilli, surtout en ce qui concerne celles de la C.D.C. donnant des rendements très bas (0,6 t à hectare à Moliwe contre 1,6 à 1,7 t à l'hectare à Idenau dans une plantation jeune et mieux entretenue), toutes ces unités ont le mérite d'être regroupées autour des usines de transformation de la production. En 1969-1970 les deux sociétés comptaient déjà 27.000 hectares dont 68 % à la C.D.C. et 32 % à la Pamol Industries. Cette infrastructure de base a permis un démarrage plus soutenu et plus rapide au Cameroun Occidental où la nécessité de rajeunissement des vieilles plantations donnait une importance assez grande aux replantations par rapport au Cameroun Oriental.

Au Cameroun Occidental donc, le Plan Palmier intéresse surtout la C.D.C. qui vient largement en tête devant la Pamol Industries. En effet la C.D.C. totalise à elle seule 84 % des superficies prévues par le Plan Palmier au Cameroun Occidental à savoir : 14.684 ha dont 12 984 ha en plantations nouvelles et 1700 ha en replantation. La Pamol avec 16% des superficies mettra en culture 2476 ha repartis comme suit : 276 ha en plantations nouvelles et 2200 ha en plantations régénérées; 22,7% donc du programme intéressent le rajeunissement des vieilles plantations de l'Outre-Mungo et concernent plus particulièrement la Pamol dont 56,3% des superficies concédées sont réservées à cette opération, ce qui énorme par rapport à la superficie totale qui lui a été octroyée (contre 13,0% pour la C.D.C.).

Le Plan Palmier au Cameroun Occidental, monopole des deux sociétés, devrait suivant les prévisions se terminer en 1973-1974, alors qu'au Cameroun Oriental il restera encore **plus** de 2600 hectares à planter.

(1) La C.D.C. a toujours travaillé en collaboration avec des organismes étrangers de recherches, dont The Benin Institute; depuis un certain temps cependant, elle collabore dans certains domaines de recherches avec l'IRHO.

Au Cameroun Oriental où la zone forestière comprend de vastes peuplements naturels d'Elaeis, environ 38 millions de pieds, les plantations véritables sont rares ; ces dernières à Edéa et Dibombari regrouperaient ensemble 1,5 million de pieds seulement. Depuis la fermeture de celle de Dibombari en 1956, par suite de l'insuffisance de l'approvisionnement le Cameroun Oriental ne compte plus qu'une seule huilerie, celle d'Edéa qui fournit 6% de l'huile industrielle du pays, soit 1400 t d'huile par an, ce qui équivaut à environ 55% de sa capacité.

A cause de l'éparpillement des "palmeraies" naturelles, il est difficile d'estimer, même de loin, le nombre de pieds exploités ; les chiffres donnés par les services de l'agriculture et qui sont repris par le Plan nous paraissent plutôt fantaisistes ; dire que 75% de cette palmeraie sont régulièrement exploités n'est qu'une vague estimation. Le manque d'infrastructure de départ a considérablement ralenti le processus de mise en pratique du Plan Palmier au Cameroun Oriental, car il fallait tout créer au départ. Il n'est donc pas étonnant que la proportion des plantations nouvelles soit plus importante ici qu'au Cameroun Occidental : 95,5% ici contre 75% environ de l'autre côté du Mungo. Une société d'Etat a été créée en 1968 pour diriger les travaux : la SOPAME (Société des Palmeraies de Mbongo et d'Eséka) ; jugée plus tard un peu trop limitative avec le souci d'une centralisation de plus en plus forte, elle deviendra la SOPACOR (Société des Palmeraies du Cameroun Oriental) (1). Des six premières zones retenues une sera exclue, Lokoundjé. Comme au Cameroun Occidental les secteurs retenus ont une altitude inférieure à 300 mètres que ce soit à Dibombari, Mbongo, Edéa, Song Ndong ou Eséka - Badjop.

Dibombari, Mbongo et Eséka ont chacune 29,4 % des superficies prévues au Plan pour le Cameroun Oriental tandis que Song Ndong et Edéa ont respectivement 8 et 3,8 % seulement ; il s'agit pour ces deux dernières régions de vieilles plantations qu'il faudra étendre dans le cas de Song Ndong ou rajeunir, à Edéa notamment.

(1) Avec les changements politiques intervenus avec l'unification la SOPACOR, par un décret présidentiel a encore une fois de plus changé de nom ; la dernière née la SOCAPALM (Société Camerounaise des Palmeraies) regroupe l'ensemble des palmeraies de l'Etat unitaire du Cameroun (depuis janvier 1973).

Voici d'ailleurs établi par le Ministère du Plan le programme de Plantations et de replantations pour l'ensemble du Plan Palmier au Cameroun.

Année	Cameroun Occidental	Cameroun Oriental	Ensemble
1968-69	2 947	600	3 547
1969-70	3 135	1 700	4 835
1970-71	3 068	2 400	5 468
1971-72	3 062	2 900	5 962
1972-73	2 229	2 850	5 079
1973-74	1 019	2 200	3 219
1974-75	-	1 200	1 200
1975-76	-	1 200	1 200
1976-77	-	250	250
TOTAL	15 450 ha	15 300 ha	30 760 ha

Si Les prévisions du Plan se réalisaient, en 1985, le Cameroun produirait environ 110 000 t d'huile de palme brute et 25 000 t de palmistes. Selon les mêmes prévisions, la répartition de cette production serait ainsi qu'il suit : 59,6 % pour le Cameroun Occidental, soit 65.500 t, la C.D.C. fournissant 68,7% de ce tonnage (45 000 t contre 20 500 t à la Pamol) ; et 40,4 % au Cameroun Oriental, soit 44.500 t moins que la production huilière de la C.D.C. à elle seule. Etant donné qu'il faut de sept à huit années pour qu'un palmier atteigne son plein rendement douze années seront nécessaires au Plan Palmier, si de retards trop importants ne sont pas enregistrés au cours de sa réalisation pour atteindre progressivement ces chiffres. Jusqu'en 1980 d'ailleurs les prévisions de production d'huile sont les suivantes pour l'ensemble du pays :

Année	Production. (t).
70	24 616
71	26 632
72	31 166
73	36 863
74	45 075
75	55 552
76	67 500
77	88 078
78	88 268
79	99 357
80	103 354

Or l'autoconsommation qui était de 55 000 t en 1970 est prévue à 86 600 t en 1985 compte tenu d'une part de l'augmentation de la population, donc de l'augmentation de la demande d'huile, d'autre part de l'augmentation de la demande de la C.C.C. dont les installations auront une capacité multipliée par 10 avant 1980 ; le Cameroun aura, avec une production industrielle totale de 110 000 t, un excédent au moins égal à 30 000 t qu'il faudra d'une façon ou d'une autre écouler sur le marché international.

Programme ambitieux certes, mais réalisable puisqu'il s'appuie au Cameroun sur une infrastructure solide qui a déjà fait ses preuves et sur une conjoncture économique encourageante puisque fondée sur un marché national sûr et qu'on peut contrôler beaucoup plus efficacement que le marché mondial auquel le Plan Palmier devra accorder plus d'attention que par le présent, la production obligeant à des exportations importantes à la fin du programme. La réussite du projet des palmiers sélectionnés sera automatiquement liée au cadre humain dans lequel il se réalise ; car au Cameroun Occidental comme au Cameroun Oriental, il s'agit de populations habituées à cette plante et qui depuis toujours l'exploitent plus ou moins rationnellement. Eséka en offre un exemple.

LA SOCAPALM D'ESEKA.

La SOCAPALM est installée à Eséka depuis Mars 1969. Ils s'agit donc d'un complexe agro-industriel jeune ; nous avons cependant pensé qu'il serait intéressant d'étudier d'une part les problèmes de la main-d'oeuvre qui s'y posent, ayant estimé qu'ils étaient essentiels pour le devenir de la société à Eséka, d'autre part l'impact économique de cette nouvelle société dans la région.

A - Un complexe-agro-industriel jeune :

La SOCAPALM est située à 6 km à l'Ouest d'Eséka, sur la route reliant cette ville à Badjop, au niveau du village de Djassock. La plantation s'étire au Sud du Chemin de Fer Douala-Yaoundé sur une distance de 9 kilomètres, puisqu'elle atteint les abords de la gare ferroviaire de Badjop et côtoie sur 2 km la route Badjop-Song-Mbong. La configuration du terrain s'étant révélée mauvaise, une partie de la palmeraie a été aménagée en arrière de la gare de Ndog-Bessol.

1° - L'implantation de la palmeraie :

Il nous paraît inutile de rappeler ici la désaffection des jeunes pour le travail du palmier à huile dans le cadre de l'extraction traditionnelle d'huile de palme et de palmistes. Nous pensons toutefois que ce phénomène a joué un rôle très important, même s'il n'a pas été déterminant, dans l'implantation de la SOCAPALM dans la région d'Eséka-Messondo.

Tout le monde sait que le palmier à huile est la principale source de revenus du moins ses différents produits, non pas pour l'ensemble du Département de Nyong-et-Kellé, car certains secteurs, plus particulièrement l'Arrondissement de Bot-Makak, ont le cacao comme principale source de revenus monétaires, mais pour les Arrondissements d'Eséka et de Messondo. Voir donc l'exploitation de plus en plus abandonnée dans une zone écologiquement favorable et où les populations ne sont déjà pas très aisées et ne pas réagir, c'était ^{les}laisser courir à la catastrophe ; malgré l'engouement de ces dernières années pour la culture du cacaoyer.

La région d'Eséka-Messondo a donc été choisie pour la réalisation d'une tranche du Plan Palmier. Encore fallait-il localiser le lieu d'implantation du projet. C'est là qu'interviennent d'autres facteurs déterminants.

Le premier de ces facteurs à notre avis était la disponibilité en terres récupérables pour l'opération sans que cela puisse en aucun cas porter préjudice aux populations rurales environnantes, car il est vrai, comme le signale le Professeur GOUROU, qu'"un progrès sérieux et solide des campagnes tropicales exige une connaissance intime des droits fonciers" (1). La raréfaction des terres dans la région n'est pas constatée dans le secteur d'Eséka, ni dans celui de Messondo, eu égard aux densités actuelles de population qui sont très basses et auxquelles s'ajoute la dispersion de l'habitat, au peu d'attrait qu'exerce la région sur les populations allo-gènes, à l'exode rural d'autant plus élevé que la région n'offre pas d'emplois réguliers et avantageux aux jeunes qui par ailleurs sont fortement scolarisés, au recul des activités qui jadis avaient contribué au développement du centre urbain d'Eséka et de toute la région ; activités commerciales liées à la création du poste administratif et de la gare, point de rupture de charge entre les longues files de porteurs venant des régions intérieures et le chemin de fer d'une part, puis principal centre commercial sur la ligne du chemin de fer du Centre jusqu'en 1924-1925 ; ce commerce trouvera plus tard une importante clientèle dans le personnel des nombreuses sociétés forestières qui s'installent et dont la principale la SBC (Société Les Bois du Cameroun) voit son âge d'or vers les années 1950-1952 ; leur déclin, avec le mystérieux incendie de la scierie de la SBC à Eséka en 1960, marque aussi le début de l'effondrement des activités commerciales.

Ensuite un autre aspect des activités lucratives de la région et dans lesquelles les populations trouvaient les emplois et dont l'éparpillement dans l'espace favorisait le maintien des populations dans les villages, était les palmeraies européennes. Comme nous l'avons dit, parce que de type familial, donc à capitaux faibles, elles ne résisteront ni à la concurrence au niveau de la commercialisation exercée par de grosses unités agro-industrielles de type capitaliste, ni à la concurrence sur le plan de la main-d'oeuvre de plus en plus exigeante parce que sollicitée soit par d'autres planteurs, soit par les exploitants forestiers.

Jadis zone d'accueil, nous n'en voulons pour preuves que l'hétérogénéité ethnique de la population urbaine d'Eséka et le nombre important "d'étrangers" qu'on trouve dans les secteurs qui jadis abritèrent plantations et sociétés d'exploitation forestière, comme Badjop, Djogop, la région d'Eséka à partir des années 1959-1960 est devenue une zone de départs :

(1) P. GOUROU "Leçons de Géographie tropicale" Mouton 1971- -- p. 172.

départ des anciens ouvriers licenciés vers d'autres sociétés installées hors de la région ; départ aussi d'employés de la SBC qui avaient survécu "à la crise de 1960" vers les zones périphériques où les activités de la société se sont portées - secteur de Likouck notamment - ; mais également départ vers d'autres centres plus viables de nouveaux arrivants en quête d'emplois d'une part, d'autre part de populations de toutes catégories qui autrefois gravitaient autour du commerce, des activités industrielles et de leur personnel : vagues cousins et tantes, revendeurs de produits vivriers, artisans (menuisiers et maçons, tailleurs et couturières, coiffeurs et savetiers) et tout un petit monde, féminin surtout, dont le rôle et les activités sont un peu plus difficiles à définir.

Donc pour les sociétés qui ont besoin de beaucoup d'espace, la région d'Eséka-Messondo est une région d'accueil pourvu que les populations locales soient consultées préalablement, car comme dit très bien R.S. RATRAY dans "Ashanti law and constitution (Oxford 1929) P. 222, "Every foot of land belongs to some one" (1). C'est ainsi que les propriétaires fonciers coutumiers ont été contactés avant le début des travaux par les services intéressés et indemnisés après tenue de palabres.

Mais il ne suffisait pas de disposer de temps, encore fallait-il trouver dans la région une main-d'oeuvre suffisante pour la mise en place et l'entretien de la plantation. Les études de l'environnement menées conjointement par la Direction de l'Agriculture et les services de planification du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire avaient certes affirmé que ce problème ne se poserait pas, étant donné que la population était suffisamment nombreuse et habituée au travail salarié ; cependant elles avaient préconisé, le cas échéant, l'appel de main-d'oeuvre des régions voisines encore plus peuplées, les pays éton et yambassa notamment. L'inquiétude des responsables était donc à peine voilée ; pas que les populations ne veuillent pas travailler ; elles n'en avaient que grand besoin, et puis elles sont depuis longtemps habituées au travail dans les entreprises, puisqu'elles ont été employées soit dans le commerce, soit dans les plantations ou les sociétés forestières.

La population masculine en âge de travailler dans la plantation (21 à 50 ans) était de 1 700 personnes au début de l'opération dans les

(1) Cité par A.J.F KOBLEN in "Le Planteur Noir" p. 144 (Etudes Ebournéennes. IFAN. Centre de Côte d'Ivoire 1956. 219 p).

villages périphériques à la zone étudiée et à Eséka : 1 100 d'entre elles étaient sans emploi salarié à cette époque. Lorsqu'on tenait compte des demandes de travail, du taux de démissions des salariés agricoles, dans la zone forestière, on estimait à 370 les travailleurs réguliers pouvant être recrutés sur place ; cet effectif était largement suffisant pour le démarrage des travaux, mais ne constituait que le tiers du nombre d'employés nécessaires après la mise en service de l'usine. Nous tenterons de montrer en étudiant la main-d'oeuvre actuelle de la société que ces prévisions étaient quelque peu inexactes et que si les problèmes de personnel au point de vue qualitatif ne se posent pas dans l'immédiat, l'aire de recrutement de 300 manoeuvres préconisés par le Plan n'est pas du tout conforme à ce qui avait été prévu, d'une part, d'autre part que la perspective d'un revenu monétaire régulier n'exerce pas toujours l'attraction escomptée sur les masses rurales.

Enfin les facilités d'évacuation ont joué pour le choix de l'emplacement de la SOCAPALM ; en effet la disponibilité des terres entre les deux groupes ethniques de la région, les Basa proprement dits et les Mpong, l'existence d'une population rurale suffisante pour le début des travaux de plantation n'étaient pas suffisantes pour déterminer le lieu exact d'implantation du complexe voué à la production d'une matière première pondéreuse. La proximité du chemin de fer a donc été déterminante : d'abord dans le souci de l'obtention à des prix relativement bas du matériel nécessaire pour la construction de la future usine d'une part ; d'autre part pour permettre un écoulement facile à l'usine d'Edéa de la production des premières années, avant la mise en service de l'usine d'Eséka, et plus tard l'acheminement des produits fabriqués, huile de palme et palmistes, vers les centres de consommation. En plus le chemin de fer est doublé d'une route permanente à très bonne viabilité qui rattache la plantation à la ville d'Eséka et de là à la Route Nationale n°2, Douala-Yaoundé.

Il ne faudrait pas non plus négliger la proximité de la ville d'Eséka, qui en dehors de son rôle éventuel de réservoir de main-d'oeuvre, offre d'autres avantages, parmi lesquels la présence sur place de divers services dont la société a besoin pour son fonctionnement : les services d'Agriculture avec lesquels elle est en contact permanent, l'Inspection du Travail par laquelle transitent les demandes d'emplois et où aboutissent les doléances des employés et de la direction, l'hôpital dont le Médecin-Chef assure une fois par semaine des visites médicales à l'infirmerie de la

société, les services de sécurité ; la facilité de logement des cadres supérieurs qui reclamaient des conditions d'hébergement convenables dès le départ ; facilité de logement aussi pour les employés que ne Djassock ni la Cité ouvrière de la société ne pouvaient satisfaire ; enfin la possibilité de ravitaillement en produits d'importation et même en d'autres produits de première nécessité que les échoppes de Djassock et de Badjop ne pouvaient offrir aux employés (1).

Le choix d'Eséka, et plus précisément de Djassock-Badjop n'est donc pas un fait du hasard ; toutes les conditions de rentabilité ont été remplies pour qu'enfin démarrent les travaux : conditions purement physiques, que ce soit les données climatiques ou pédologiques ; conditions humaines, que ce soit l'infrastructure de communications ou une population assez nombreuse sur un espace disponible pour les cultures de plantation et un encadrement social et administratif propice pour le bon fonctionnement de la société ; mais si les conditions pédo-climatiques sont certaines, celles humaines sont variables ; c'est donc sur elles que repose l'avenir de la palmeraie, ainsi que sur les problèmes de financement et les aspects techniques que nécessite l'implantation du complexe agro-industriel. Tous ces problèmes ne sont pas encore résolus de façon définitive et sont susceptibles de modifier les délais de réalisation du projet et même d'apporter de profonds changements dans le programme des travaux. Toutefois, plus que sur les données de financement, l'accent doit être mis sur les obstacles techniques qui nous ont semblé plus importants, surtout en ce qui concerne la mise en place concrète des blocs de palmiers.

a/ - Financement et problèmes techniques

Comme pour l'ensemble du Plan Palmier, plusieurs organismes ont financé l'installation de la SOCAPALM à Eséka ; il s'agit de la Banque Mondiale, de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD), de la Caisse Centrale de Coopération Economique et du Fonds d'Aide et de Coopération (FAC). L'Etat pour sa part s'est octroyé environ 9.000 hectares de terres inoccupées et largement suffisantes pour la création de la palmeraie et des installations annexes.

(1) En effet la société ne disposant pas encore d'économat pour le ravitaillement de ses employés, ces derniers sont conduits par camion à Eséka tous les samedis, jours de grand marché hebdomadaire.

Les problèmes techniques, nous l'avons dit sont les plus importants auxquels la SOCAPALM doit faire face à Eséka. Avant le début des travaux d'installation de la société, des études pédologiques et topographiques, entre autres, avaient été préalablement faites ; elles avaient confirmé l'aptitude de la région à l'installation d'un complexe agro-industriel de palmiers à huile. Il semble évident aujourd'hui que les prospections sur le terrain n'avaient pas été suffisamment serrées pour une reconnaissance complète de la zone envisagée.

Nous sommes ici à environ 250 mètres d'altitude et le Nyong se trouve à moins de 7 km de la voie ferrée, à vol d'oiseau. On a donc affaire à la partie la plus disséguée de la "pénéplaine" de Badjop-Messondo ; les cours d'eau sont très nombreux et la proximité de leur niveau de base en fait de vallées marécageuses. La plantation est donc formée d'une suite de "blocs" de palmiers plus ou moins éloignés les uns des autres et sont séparés entre eux par de vallées dendritiques de largeur très variable . On en arrive à un paysage assez curieux de "forêts-galeries" entre de peuplements homogènes de palmiers.

Malgré la puissance des machines employées pour l'abattage (les Tree crushers), les vallées se sont révélées impraticables (1). En dehors de ces zones inondées toute l'année, les pentes abruptes n'ont pas pu être plantées de palmiers non plus, pour éviter les déracinements lorsque les arbres seraient grands. La plantation d'Eséka est ainsi formée de petites palmeraies isolées contrairement à ce qu'on voit à Mbongo où de grands blocs d'un seul tenant s'étendent à perte de vue ; par conséquent la palmeraie d'Eséka est moins belle, mais cependant très variée, ce qui ne manque pas de charme non plus.

Les abords du Nyong, au Sud, où suivant les prévisions la palmeraie devait se limiter n'ont pas pu être **abattus** non plus, à cause des mauvaises conditions pédologiques. Les 4500 hectares du Plan n'ont donc pas été réalisés sur le périmètre préalablement étudié. Il fallait dès lors trouver un autre emplacement pour compléter le programme tout en respectant les normes de rentabilité économique quant à la distance qui séparerait cette nouvelle palmeraie de l'usine dont la construction est prévue dans le premier secteur, c'est-à-dire dans les environs de Djassock.

(1) jusqu'en 1971, l'abattage mécanique avait été confié à la SATET qui a employé pour se faire des "Tree crushers" ; l'andainage mécanique aussi était assuré par elle.

Ici encore comme précédemment des études ont été faites, surtout sur l'environnement humain avant de choisir le nouvel emplacement. Dans les environs immédiats du premier secteur, l'implantation d'un nouveau bloc était impossible pour la simple raison que les populations déjà expropriées, ne devaient plus l'être pour une deuxième fois si l'on voulait tenir compte de leurs besoins en terres cultivables eu égard au système très extensif de l'agriculture locale. La société est donc allée plus loin, au nord du chemin de fer, étant entendu qu'il fallait cette fois encore tenir compte des facilités de communication et de transport. C'est ainsi qu'on a choisi le noman's land situé au sud de la rivière Kellé, affluent du Nyong, et séparant trois grands groupes claniques, les Badjop de Song Poa et de Nsongo à l'Est, les Bikok de Sokellé au Nord et les Ndog Bessol de NdogBessol et de Bitjocka au Sud, moins disséqué que le secteur de Djassock ; en effet on se trouve ici sur la partie septentrionale de la "pénéplaine" de Badjop-Messondo où l'incision linéaire est peu importante. Ce nouveau secteur se trouve à 2 km au nord de la gard de Bitjocka et à 12 km de Djassock ; une bretelle carrossable a été tracée par la société elle-même pour relier la plantation à la route Badjop-Pouma, au niveau du lieu dit Song Libott. Dans cette nouvelle zone, l'abattage et l'andainage sont manuels, les opérations mécaniques s'étant révélées trop coûteuses. En février 1973, plus de la moitié des surfaces prévues ici (800 ha environ) était déjà plantée.

L'évolution des surfaces plantées.

Commencé en 1969, le planting a beaucoup varié, dans son rythme, d'une année à une autre. Avant d'en voir le processus, il nous a semblé nécessaire d'indiquer sommairement le calendrier des travaux de mise en place de plants depuis les défrichements (1)

La petite saison sèche, de Juillet, Août, est consacrée aux premières opérations de préparation de terrain : défrichement et abattage d'arbres moyens ; c'est donc le sous-bois, dans le sens le plus large du terme qui est détruit dans cette première phase des travaux.

De septembre à novembre, période de très fortes pluies, les gros arbres sont abattus. Les deux premières opérations peuvent d'ailleurs être associées.

(1) Nous nous référons ici au cas où tous les travaux sont manuels ; l'abattage et l'andainage mécaniques mettant en oeuvre de moyens très puissants apportent quelques modifications à ce calendrier.

Au début de la grande saison sèche, décembre-début janvier, les abattis sont incendiés et l'on procède au piquetage des andains.

De janvier à avril, les opérations précédant directement le planting s'affectuent : coupe de jalons nécessaires pour le piquetage des pieds de jeunes plants de palmiers, andainage (Nord-Sud pour que la plante reçoive le maximum de lumière), c'est-à-dire le dégagement d'abattis des inter-lignes ayant 7,5 mètres de largeur - deux andains sont séparés par une distance de 9,30 mètres environ -.

Puis dans le mois de mars on commence à semer les plantes de couverture qui sont à Eséka, le Calopogonium, le Centrosema, tous deux temporaires, et le Pueraria qui restera en permanence sur le sol. Cette dernière plante non seulement empêche la croissance de mauvaises herbes, ce qui facilite le désherbage, mais elle permet aussi une protection efficace des sols contre l'érosion.

La fin de la petite saison des pluies, mai et juin, est consacrée à la trouaison, à la fumure de fond et à la mise en place des jeunes plants ; ces derniers sont plantés en quinquonce et sont distants de 8,50 mètres les uns des autres, dans des parcelles de 252 mètres de côté délimités par quatre "bases", routes plus ou moins orthogonales.

Suivant ce calendrier donc, le temps du planting proprement dit est très limité dans l'année, à peine un mois avant le fléchissement pluviométrique de juillet-août. Les plants utilisés à Eséka sont obtenus à partir des graines germées reçues de la Station Expérimentale IRHO de Dibamba ; elles sont ensuite entretenues en prépépinières puis en pépinières dans la plantation même de la SOCAPALM à Eséka. Lorsque nous comparerons ce calendrier à celui des activités agricoles du paysan Basa et Mpôô, sans doute certaines caractéristiques de la courbe de présence annuelle des manoeuvres qui paraissent parfois anormales, seront mieux cernées.

Depuis 1969 jusqu'en février 1973, 2198 hectares ont été plantés, avec une pointe au cours de l'année 1970-1971 : 971 ha, contre 643 en 1969-70 et 584 ha en 1971-72. La baisse de planting en 1971-1972 serait due aux difficultés rencontrées sur le premier secteur quant à la topographie, les surfaces escomptées n'ayant pas toutes reçu les plants qui leur étaient destinés. Pendant l'année 1972-1973, on a entrepris la création de nouvelles surfaces dans le premier secteur et surtout dans

celui de Bitjocka, malgré les problèmes fonciers auxquels la société a dû faire face (1). Le changement de technique dans l'abattage et l'andainage entraînera, nous en sommes convaincu, une diminution de surfaces plantées annuellement ; car les opérations manuelles sont plus pénibles et requièrent en même temps qu'une main-d'œuvre plus nombreuse, des délais plus longs pour leur réalisation. En plus, suivant la Direction de la société à Eséka, les 4500 hectares prévus initialement par le Plan ne seront plus effectivement plantés à Eséka : d'une part les zones déclarées non utilisables pour le palmier à huile, notamment les talwegs sans marécages, sont actuellement récupérées pour des essais de l'hévéa ; ce qui est une façon de rentabiliser les énormes dépenses consenties pendant la préparation mécanique des terrains. Il s'agit donc là d'une nouvelle orientation du programme qui n'était pas prévue dans le Plan et qui n'est qu'une saine adaptation de la société au milieu physique. D'autre part, les responsables estiment que les plantations villageoises prévues autour du complexe agro-industriel apporteront, par leur production, un appoint appréciable à celle de la grande palmeraie pour l'approvisionnement de l'usine.

Si la première solution nous paraît très bien adaptée et s'inspire d'une volonté certaine de rentabilisation du programme par une meilleure insertion au milieu, la seconde nous semble un peu hasardeuse dans ce sens qu'elle s'appuie non pas sur des faits concrets, mais au contraire sur des hypothèses ; on risque donc de se retrouver comme à Dibombari et à Edéa, avec une usine tournant nettement au-dessous de sa capacité, parce que insuffisamment approvisionnée. Il aurait donc été préférable que la production de fruits du complexe **satisfasse** la capacité de l'usine et qu'une éventuelle production villageoise ne vienne qu'en sus.

2° - Les perspectives de production.

Avec une densité moyenne de 143 arbres à l'hectare, la société prévoit produire 2 tonnes de régimes à l'hectare et par an. Compte tenu du temps mis par les palmiers pour produire, la première production qui intéresse 643 hectares est prévue pour cette année, 1973. Donc en 1974, on aura 1286 tonnes, au moins 3228 t en 1975 et 4396 t en 1976 ; nous ne tenons pas compte ici de l'augmentation de production du palmier au fur et à mesure qu'il atteint sa pleine maturité, mais seulement du rythme de

(1) 120 hectares y ont été rétrocédés aux habitants de Bitjocka par le gouvernement pour planter le palmier à huile sous le contrôle de la SOCAPALM, les villageois ayant protesté contre l'accaparement de leurs réserves de culture par la société qui, déjà, avait abattu les 120 hectares. Cette opération, fortuite, s'insère dans le cadre du Programme des Palmeraies Villageoises.

l'entrée en production des superficies plantées à raison du même taux de rendement. Toute la production de régimes sera écoulée par train jusqu'à l'usine d'Edéa pour être traitée jusqu'à la construction de l'usine d'Eséka qui, en principe, devrait commencer à fonctionner avant la fin du Plan Palmier, donc avant la saison 1976/1977.

La SOCAPALM d'Eséka reste un complexe agro-industriel jeune qui fait à peine ses premiers pas ; car ni toutes les superficies à planter, ni l'usine destinée à recevoir la production de la palmeraie et les services annexes, ne sont installés. Mais déjà elle n'a pas échappé aux divers problèmes inhérents à ce genre d'entreprise : problèmes fonciers dans une région peu peuplée certes, mais où la terre, après les enfants, représente pour le paysan son bien le plus cher ; problèmes techniques avec l'adaptation à la topographie et l'impossibilité de réaliser de grandes parcelles d'un seul tenant et cependant une bonne insertion au milieu avec l'essai de plantation de l'hévéa dans des zones déclarées inaptées à l'élague-culture. Malgré tous ces problèmes, nous estimons que c'est sur la main-d'oeuvre que repose l'avenir de cette entreprise.

B - La main-d'oeuvre de la SOCAPALM

Nous rappelons que les résultats qui vont suivre sont ceux d'une enquête exhaustive menée auprès du personnel de la SOCAPALM. Nous avons dans la mesure du possible interrogé personnellement et discuté avec chaque ouvrier ; cette enquête s'est déroulée de décembre 1972 à février 1973. Nous tenons aussi à souligner que deux des trois cadres de la société, tous Camerounais, n'ont pas été soumis au questionnaire d'enquête et qu'une dizaine d'ouvriers n'ont pas été également interrogés parce que absents, malades ou en congé, lors de nos passages ; il y a donc eu des fiches que nous n'avons pas pu récupérer.

Un autre point mérite à notre avis d'être souligné, c'est la dimension actuelle de l'entreprise. La SOCAPALM ne compte que le tiers environ de la main-d'oeuvre prévue lorsque toutes les superficies seront plantées et que toutes les installations utiles seront mises en place ; c'est donc à une société moyenne qu'on a affaire, même au niveau du Cameroun : 251 ouvriers spécialisés et manoeuvres recensés, dont 47 femmes.

Nous allons tour à tour examiner la structure interne de cette main-d'oeuvre, son évolution au point de vue effectif, sa provenance ou plus exactement son aire de recrutement. Ensuite nous nous attarderons sur les conditions du manoeuvre, l'évolution de son salaire, son encadrement social

et le problème de l'absentéisme, ses causes et sa localisation dans le temps. Enfin la SOCAPALM ayant pour raison d'être la promotion du paysan Camerounais et son accession à un niveau de vie meilleur en lui procurant travail et salaires réguliers et rémunérateurs, il sera intéressant de voir l'impact économique actuel de la palmeraie dans la région ; si cet impact est effectif ou si la palmeraie n'est qu'un élément nouveau du paysage, quoique l'entreprise soit encore jeune.

1°) La Structure de la main-d'oeuvre

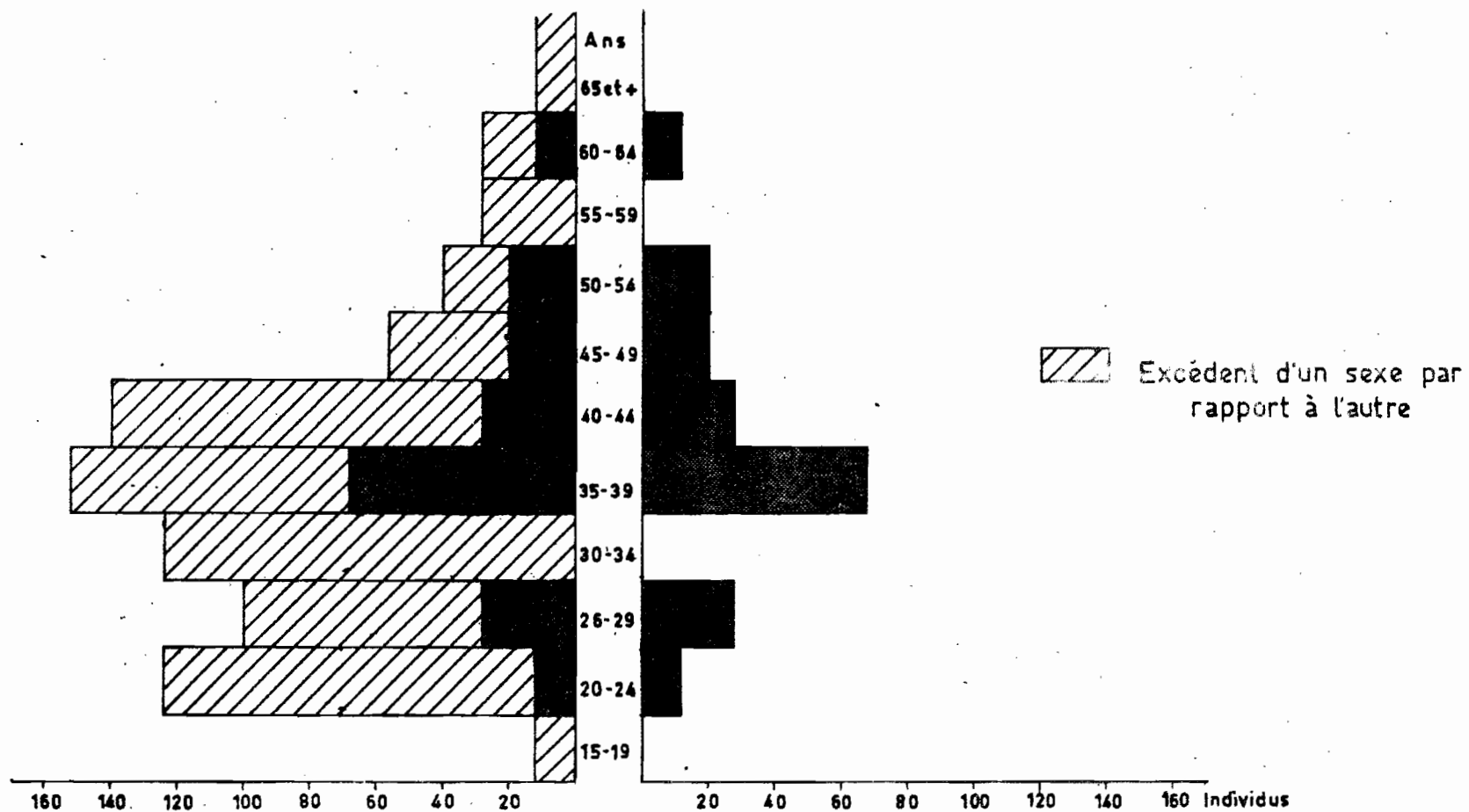
La main-d'oeuvre de la SOCAPALM, 251 personnes suivant nos fiches, est variée quant à sa composition par âge et par sexe. La situation matrimoniale le degré d'instruction sont autant de critères qui serviront à différencier plusieurs catégories d'employés (1).

a/ La composition par âge : Elle montre un déséquilibre très net entre les grandes catégories d'âge de cette main-d'oeuvre.

Que la classe des 15 à 24 ans soit la moins pourvue, 14,7% du total, paraît très logique dans une région où la scolarisation est très forte et où garçons et filles vont à l'école avec la même régularité ; même si ces dernières n'étaient plus à l'école, elles seraient mariées et ne feraient pas les travaux de force, les maris de cette région épargnant à leurs épouses de tels travaux, pas parce qu'ils soient plus rudes que les activités villageoises, mais c'est par leur caractère étranger et par le rythme de travail qu'ils sont écartés pendant les premières années de mariage. En plus il est certain que les travaux agricoles n'intéressent guère les jeunes gens de la région d'Eséka ; fonder les espoirs sur cette catégorie d'âge en ce qui concerne les aménagements agricoles ne serait pas du tout prudent ; la plupart traînent dans le centre urbain d'Eséka et répugnent d'aller travailler à la SOCAPALM qu'ils ne dissocient pas du reste du travail de la terre. La situation est la même qu'il s'agisse des Mpoo ou des Basa proprement dits. La Section d'Artisanat Rural (S.A.R) d'Eséka se basant à enseigner les disciplines telles que la menuiserie, la maçonnerie est loin d'être un stimulant pour le travail de la terre. Les hommes forment 91,8% de cette catégorie, les 8% de femmes étant généralement employés dans l'infirmerie de la société.

(1) Il va sans dire qu'en ce qui concerne les âges il s'agit d'une approximation grossière, et servent juste de référence, aucun moyen de contrôle n'étant possible sur les chiffres indiqués par les intéressés.

(Fig. 14)



PYRAMIDE DES ÂGES DE LA MAIN-D'ŒUVRE DE LA SOCAPALM

(Pop. rapportée à 1000 Individus)

Les adultes jeunes, de 25 à 39 ans, constituent avec 47,0% de la main-d'oeuvre totale, le groupe le plus important ; ici le pourcentage des femmes augmente, 11,0% de la tranche d'âge ; les plus nombreuses se situent entre 34 et 39 ans, 17. Les 118 individus qui composent cette catégorie d'âge et représentent à peu près la moitié des effectifs de la société traduisant par là sans doute l'intérêt que les villageois les plus robustes manifestent pour la plantation d'une part, d'autre part l'intensité de l'effort à fournir aussi. C'est d'ailleurs dans cette catégorie que se classent les célibataires hommes et femmes entre 30 et 34 ans, l'absence totale des femmes est sans doute due au caractère réduit de la population sur laquelle nous avons travaillé.

Les adultes âgés sont encore importants, 33,1% du total ; ici encore les femmes représentent un pourcentage assez élevé, 20,1% des individus de la catégorie ; la tranche de 40 à 44 ans est la mieux pourvue avec 35 hommes et 7 femmes. Les chiffres décroissent très rapidement et ne sont plus que respectivement 7 et 0 pour les hommes et les femmes à la dernière tranche de cette catégorie (55 -59 ans)

3,2 %, c'est le pourcentage, tout à fait normal, des 60 ans et plus

Les adultes seuls, hommes et femmes, représentent plus de 80 % de la main-d'oeuvre totale de la SOCAPALM ; c'est donc sur eux que repose l'essentiel des travaux dans la plantation. On est donc en droit d'espérer que pleins de force physique, ces adultes fournissent le maximum de travail ; avant d'en être aussi sûr, il faudrait voir la composition par sexe de cette main-d'oeuvre.

b/ La composition par sexe : Cette main-d'oeuvre est inégalement répartie suivant les sexes ; cette discrimination nous semble liée à deux raisons principales : la première serait sans doute le fait que les femmes, dans la région d'Eséka comme dans tout le Centre-Sud, ne sont pas encore habituées aux travaux agricoles... salariés, contrairement aux grandes régions de plantations capitalistes du Sud-Ouest où certains travaux ne sont exécutés que par l'élément féminin, ou à Dizangué, au Sud d'Edéa. Parmi les femmes de la SOCAPALM d'ailleurs, 46,8 % ont exercé un métier rémunérateur pendant au moins six mois, généralement dans le commerce - avec une prédilection pour le service dans les bars-dancing et les boîtes de nuit - ; 76,5 % d'entre elles ont séjourné au moins un an dans l'une des quatre villes suivantes : Eséka, Edéa, Douala et Yaoundé. Il est donc très net que l'habitude d'un travail salarié et du mode de vie urbain sont des facteurs positifs dans le recrutement de la main-d'oeuvre féminine ; tandis que les femmes qui sont toujours restées au

village et qui n'ont jamais travaillé chez un "patron" sont plutôt réticentes lors des inscriptions à l'Inspection du Travail.

La deuxième raison est peut-être aussi le stade actuel des travaux, les femmes s'occupent spécialement des travaux d'entretien des plantes que ces dernières soient en prépépinières, pépinières ou en plantation, et de finition à l'usine. Ceci est d'autant plus clair que pendant la première période de création de la palmeraie, de mars 1969 à avril 1970, aucune femme ne figurait dans les casernets de la société. Ce n'est qu'à partir de juin 1970 que commence effectivement le recrutement de la main-d'oeuvre féminine - auparavant une seule sera recrutée au mois de mai de la même année.

Qu'on prenne les grandes catégories d'âge ou les tranches quinquennales, partout les hommes sont majoritaires. Dans l'ensemble ils totalisent 81,3% de la main-d'oeuvre et représentent respectivement 91,8%, 89,0%, 79,9% et 76,9% des effectifs des jeunes, adultes jeunes, adultes âgés et vieillards. Contrairement à la main-d'oeuvre féminine, les hommes sont les mieux placés pour les travaux de préparation de terrain et de mise en place des blocs de palmiers.

S'agissant donc de la composition par sexe de la main-d'oeuvre de la SOCAPALM, on peut estimer que le nombre d'employés évoluera rapidement dans le sens de l'augmentation des effectifs féminins au fur et à mesure que les travaux d'entretien prendront le pas sur l'implantation à proprement parler du complexe, même s'ils n'atteignent ceux des hommes requis plus tard pour la cueillette des régimes.

Peut-être aussi la situation matrimoniale des employés connaîtra-t-elle aussi de changements appréciables.

c/ la situation matrimoniale : 32,2% de la main-d'oeuvre de la SOCAPALM à Eséka sont formés de célibataires hommes et femmes respectivement dans les proportions de 23,8 % et 8,4 %. Leur âge moyen est de 32,3 ans contre 36,5 pour les femmes et 28,2 pour les hommes.

En ce qui concerne les femmes, il s'agit dans tous les cas de filles-mères ; elles ont en moyenne 3,7 personnes à charge, contre 2,3 pour les hommes célibataires. Pour ces derniers, les personnes à charge sont généralement la mère et le petit frère à l'école. Nous verrons, en étudiant l'aire de recrutement de la main-d'oeuvre les régions d'origine de ces célibataires.

Les mariés qui forment 67,8% des employés de la société se répartissent comme suit : 76,7% de monogames et 23,3% polygames. La tendance est donc très nette vers la monogamie quoique les polygames à deux femmes soient encore le 1/5 de l'effectif des hommes mariés. Le fait le plus étonnant, et qui corrobore ce que nous disions déjà à propos du travail de la femme dans la plantation, c'est que parmi les 169, mariés monogames et polygames, 8 d'entre eux seulement travaillent à la SOCAPALM avec leurs épouses et toutes ces femmes font partie des ménages monogames. Il paraît donc certain, du moins jusqu'à présent, que la situation matrimoniale ne joue pas pour le travail des femmes d'une part car on pourrait penser que les polygames demanderaient plus volontiers à leurs épouses de se faire engager, comme manoeuvres de plantation afin d'arrondir leurs fins du mois ; d'autre part que les femmes des manoeuvres et ouvriers de la SOCAPALM préfèrent s'occuper des plantations vivrières dans les villages, pour celles qui habitent à proximité du complexe, ou dans la palmeraie dans les zones prévues à cet effet. Les mariés interrogés sur ce sujet nous ont répondu unanimement que les salaires payés par la société étant peu élevés, il est économiquement mieux que leurs épouses subviennent à leurs besoins en produits vivriers, qui sont par ailleurs très chers dans la région d'Eséka ; non seulement ceci leur évite de se ravitailler sur le marché urbain ou le long des pistes, mais encore leur fournit une source de revenus non négligeables par la vente d'une partie des récoltes, surtout de la banane-plantain. Ce n'est donc pas par ignorance que les ouvriers de la SOCAPALM "maintiennent leurs épouses au foyer", c'est plutôt par un judicieux calcul économique, qui se défend très bien. Nous pensons que le niveau d'instruction ne joue pas ici un rôle important, le travail demandé aux femmes jusqu'à l'heure actuelle n'étant généralement que le sarclage des pieds des arbres et l'entretien des jeunes plants dans les prépépinières et les pépinières.

d/ Le niveau d'instruction de la main-d'oeuvre de la SOCAPALM.

La région d'Eséka en particulier et le département du Nyong-et-Kellé en général occupe la deuxième place dans le pays au point de vue scolarisation, jusqu'à la fin de l'enseignement primaire, au moins ; il est donc intéressant de voir si la SOCAPALM a attiré les jeunes scolarisés de la région ou si au contraire elle n'a eu aucun impact sur cette jeunesse et n'a fait appel qu'aux analphabètes environnants ou d'ailleurs. L'étude du niveau d'instruction des employés nous permettra de préciser ce point et aussi d'apprécier les chances de recrutement de la main-d'oeuvre dans l'avenir dans la région pour la bonne marche de la palmeraie.

38,24 % des employés se sont déclarés analphabètes, c'est-à-dire, expliquent-ils, qu'ils n'ont jamais été à l'école, quoique la plupart se font comprendre en français et comprennent généralement ce qu'on leur dit dans la même langue.

31,0% ont le niveau du CMII ; 10,7 % ont le Certificat d'Etudes Primaires et 20,3% ont été au collège (4,75% ont le B.E.P.C. ou un niveau supérieur). Les analphabètes sont donc très nombreux, plus du tiers de la main-d'oeuvre, surtout chez les femmes, 37/63 ; aucune d'entre elles n'a été au collège (voir tableau) chez les femmes comme chez les hommes, le cours moyen est la classe qui enregistre le plus fort pourcentage. On peut donc sans risque de se tromper, affirmer que le complexe agro-industriel d'Eséka à son stade d'implantation exerce surtout son influence sur le milieu villageois et que son retentissement hors de la région n'a pas encore été très grand, car c'est à l'extérieur que vivent les "intellectuels" d'ici. Il sera peut-être possible lorsque toutes les structures seront mises en place, avec travaux de bureau, que les taux actuels vont changer au profit de cadres moyens, c'est-à-dire des anciens collégiens. Lorsqu'on sait que l'âge moyen de l'ouvrière de la SOCAPALM est de 37,5 ans, il est tout à fait normal de trouver chez les femmes un niveau d'instruction moyen inférieur à celui des hommes, car si la scolarisation est sans discrimination entre les deux sexes aujourd'hui, il n'en a pas toujours été ainsi ; les garçons, éléments stables de la famille, ayant longtemps été préférés aux filles, "les étrangères", lorsqu'il s'agissait d'investir pour les enfants, l'école étant considérée jusqu'à présent comme un investissement sûr.

2°/ Les effectifs et leur évolution : Si la SOCAPALM, alors Sopamé, a démarré en mars 1969, il faut comprendre par là, les travaux de préparation terrain qui étaient confiés à une société spécialisée dans la déforestation et l'andainage. Le recrutement de la main-d'oeuvre par le complexe commence effectivement en juillet 1969. De 75 à cette date, les effectifs sont passés à 397 au mois de septembre 1972, d'où une augmentation d'un peu plus de cinq ouvriers par mois et une moyenne mensuelle d'employés de 266 - par excès -. L'examen graphique montrant l'évolution des effectifs indique les plus gros effectifs de juin à Octobre, période pendant laquelle se déroulent les plus gros travaux à la plantation que ce soit la trouaison, l'expansion de la fumure de fond, le planting proprement dit (fin mai début juin) ou le défrichement et l'abattage des arbres (de juillet à octobre).

Niveau	Hommes	Femmes	Total	% du Total
Nul	59	37	96	38,2
SIL - CP	9	-	9	3,6
CE	16	11	27	10,7
CM	31	11	42	16,7
CEPE	23	4	27	10,7
6e - 3e	39	-	39	15,5
BEPC	9	-	9	3,6
+	3	-	3	1,1

Les mois de plus fort recrutement sont ceux de avril et de mai, donc avant cette période de rudes travaux. Il est certes un peu hasardeux de tirer des conclusions sur l'évolution des effectifs après trois années seulement de fonctionnement de la société ; cependant il est clair à la lumière des chiffres fournis par les rapports mensuels de la société que paradoxalement les licenciements s'étalent également sur la même période et commencent au mois de mai (1). Ni la Direction, ni les employés eux-mêmes n'ont pu nous donner des précisions sur ce point.

Nous pensons que les démissions s'enregistrent à cette même période où les travaux sont très difficiles à ce moment et demandent beaucoup de soins si bien que les manoeuvres qui ne sont pas encore habitués à un rythme de travail régulier et aussi soutenu et les responsables peu tolérants à cette période, ne les ménagent pas, d'où des démissions, des licenciements et de nouveaux recrutements importants.

La courbe des effectifs féminins subit moins de fluctuations que celle des hommes ; si de mai 1971 à mars 1972, elle a été stationnaire (47-49), les effectifs ont largement dépassé 75 de juillet à novembre 1972. D'une façon générale la courbe masculine est conforme au calendrier des grands travaux, et présente d'octobre 1969 à avril 1970 des contrastes frappants, caractérisés par un palier très bas pendant la période sèche 1969/1970 ce déficit, quoique moins accusé les autres années, se ressent quand même à chaque saison ; à première vue il est difficile à expliquer ; nous pensons qu'il faut y voir la conséquence directe de deux phénomènes qui se conjugent : d'abord un très fort taux d'absentéisme relatif aux grands travaux agricoles, dans les champs vivriers des employés ; d'autre part c'est la période pendant laquelle la Direction de la SOCAPALM accorde les congés annuels à la plupart de ses manoeuvres ; ceci étant une réplique de cela, car très vite les responsables de la société ont compris que, pour pallier aux absences provoquées par le souci des ouvriers d'avoir leurs parcelles individuelles de cultures vivrières, il valait mieux les libérer officiellement à cette époque de l'année. Par contre les mois de juin, toutes les années sans exception sont les mois de pointe dans les effectifs masculins.

(1) L'année 1972 paraît assez exceptionnelle au point de vue effectifs avec la démission de 37 manoeuvres et 75 licenciements au mois de novembre.

D'où viennent les employés de la SOCAPALM, c'est la question à laquelle nous allons tenter de répondre en étudiant d'abord l'aire de recrutement de toute la main-d'oeuvre en général, puis nous examinerons les zones d'origine des célibataires, des femmes et enfin celles des "intellectuels" travaillant actuellement dans la société.

L'aire de recrutement des employés de la SOCAPALM : La classification des travailleurs suivant leurs régions d'origine, montre que le Plan Palmier à Eséka a atteint l'un des buts qu'il s'était assignés dès le départ, à savoir donner un emploi régulier et... rémunérateur aux populations rurales dont le niveau de vie est encore assez bas ; car si 80,7% des travailleurs viennent des pays Mp88 et Basa en général, 72,5% sont les ressortissants du seul département du Nyong-et-Kellé !

La répartition dans le Nyong-et-Kellé est elle-même très significative et montre à quel point le facteur distance joue dans la zone intéressée par le projet. Ainsi les ressortissants de l'arrondissement de Messondo qui considèrent la palmeraie comme la "chose" à eux, plus des 4/5, sinon plus, des blocs de palmiers étant situés sur le territoire de cette sous-préfecture, représentent à eux seuls 41,7% du total du Nyong-et-Kellé ; Eséka compte 23,6, Bot Makak 14,8 et 9,8% pour Ngog Mapubi et Makak, chacun. Le cas de Makak paraît cependant aberrant vue la proximité d'Eséka et ses fortes densités humaines. Est-ce là une nouvelle preuve que l'escarpement d'Eséka-Njock est la limite entre les influences côtières et intérieures et que l'arrondissement de Makak quoique dépendant d'Eséka, est plus tourné vers l'intérieur que vers la partie méridionale du département ? Par contre les 14,8% de Bot Makak pourraient également paraître trop élevés pour un arrondissement si éloigné de la zone de plantation. Il faut cependant y voir le rôle joué par les facilités de communication qui ont toujours existé entre Eséka et cette région.

La Sanaga Maritime compte 27,5% du total des effectifs ; dans ces effectifs, 57,1% viennent du pays Babimbi, plus spécialement de Ndom. Les départements limitrophes du pays basa, Kribi, Mbam et Wouri, ne totalisent que 8,3% des employés de la palmeraie. Les autres départements qui fournissent la main-d'oeuvre sont par ordre d'importance le Haut-Nyong (3,6%), le Mungo (2,3%), le Nyong-et-Mfoumou (1,2%), la Boumba-Ngoko, le Dja-et-Lobo et le Nyong-et-Soo, 1,1% chacun.

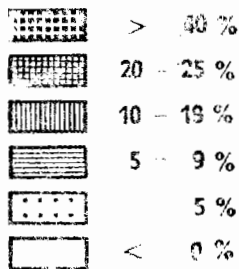
On peut donc dire que si la disponibilité en main-d'oeuvre est une chose acquise, et n'intéresse que le pays basa en général, il est certain qu'avec le développement des activités de la société, la répartition

Fig. 15

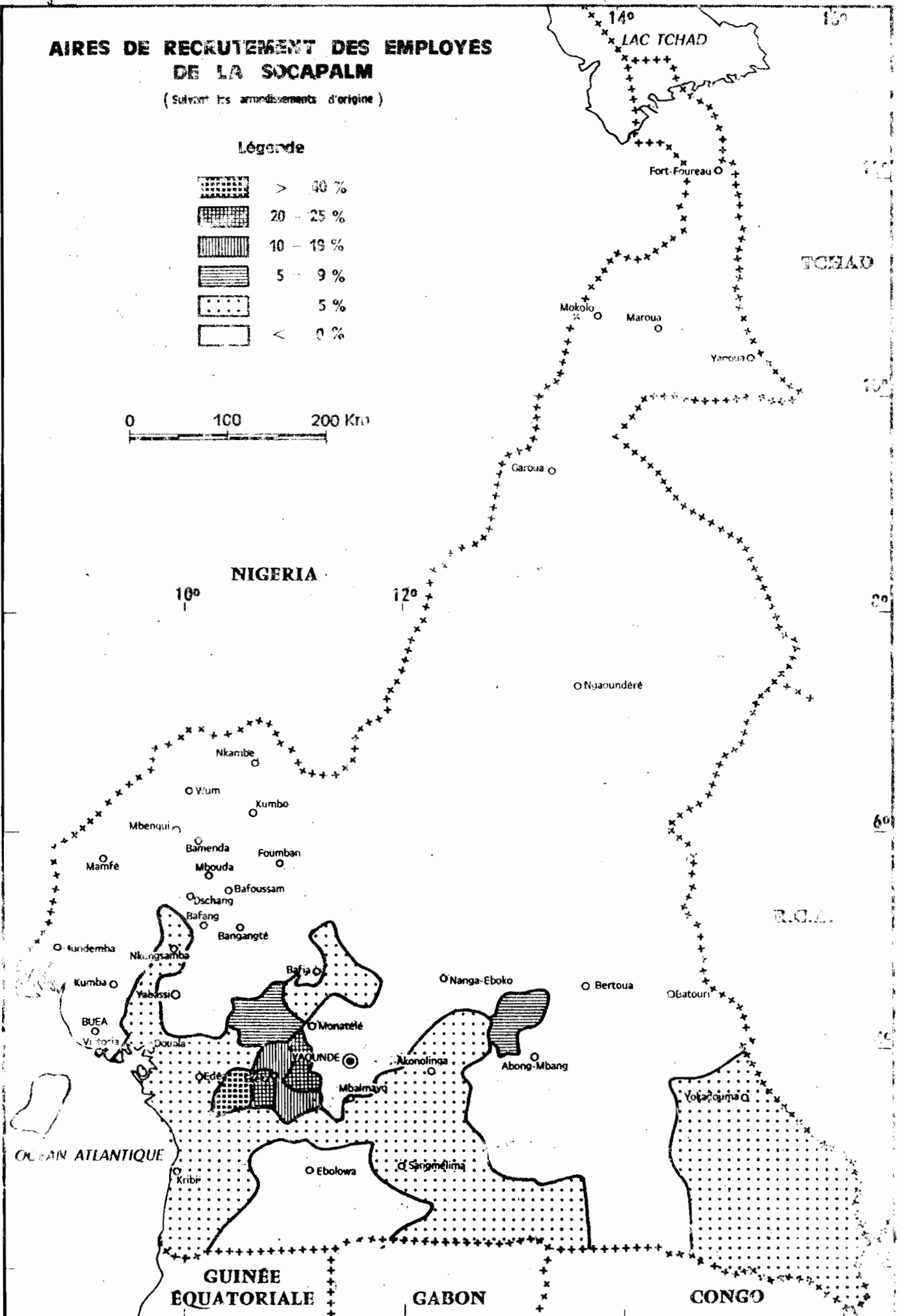
AIRES DE RECRUTEMENT DES EMPLOYES DE LA SOCAPALM

(Selon les arrondissements d'origine)

Légende



0 100 200 Km



spatiale des travailleurs subira de modifications ; mais il est également à prévoir que le Nyong-et-Kellé, département dans lequel se situe la plantation, aura toujours le plus grand nombre de travailleurs, ne serait-ce qu'au niveau de la main-d'oeuvre banale.

Au niveau des célibataires, la classification subit quelques modifications. Si les départements Basa, le Nyong-et-Kellé et la Sanaga Maritime arrivent largement en tête, comme dans le cas précédent, les totaux enregistrés ont changé : 88,8 % dont 81,4% pour le Nyong-et-Kellé et 7,4 % seulement pour la Sanaga-Maritime ; le Wouri, le Boumba-Ngoko et Kribi enregistrent tous les trois 11,2% du total des célibataires. Dans le Nyong-et-Kellé, Messondo avec 45,4% reste en tête de liste ; Bot Makak prend la deuxième place avec 18,1% releguant Eséka et Makak à la troisième position avec 13,6% ; Ngog Mapubi reste fidèle à lui-même ,9%.

En Sanaga Maritime, Pouna, Ngambé-Ndom ont le même chiffre, 3,7%.

En ce qui concerne les effectifs féminins, Eséka vient en tête avec 29,7%, suivi de Messondo (23,4%) et de Ngambé-Ndom (17,0%). Makak et Bot Makak totalisent respectivement 12,7 et 12,1%. Ngog Mapubi occupe la dernière place avec 6,3 %. Que Messondo occupe la deuxième place derrière Eséka paraît normal, la sous-préfecture d'Eséka comprenant la seule ville du département qui alimente aussi la société en main-d'oeuvre et dont les éléments féminins sont plus familiarisés au mode de vie urbain, donc à la nécessité du travail salarié.

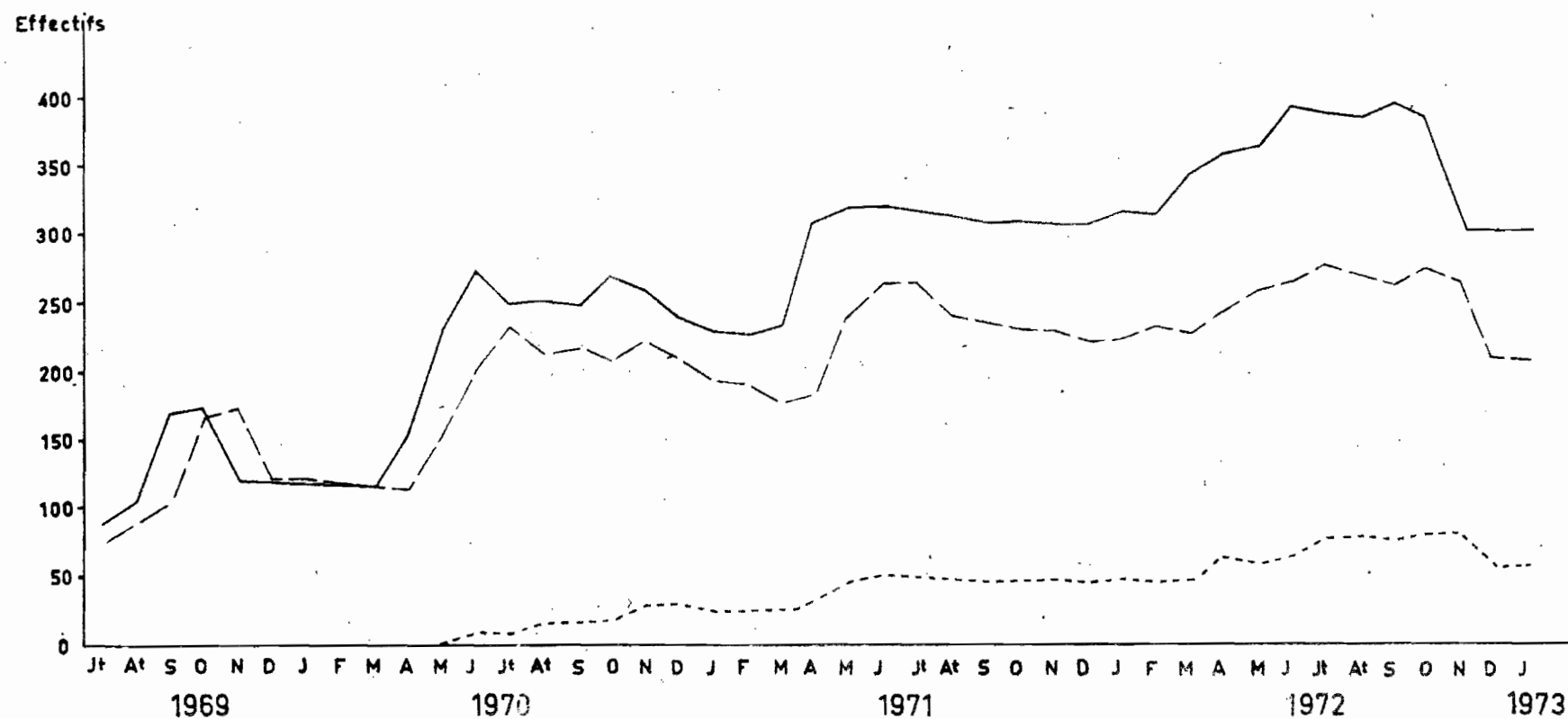
L'aire de recrutement des "intellectuels" très paradoxalement n'est pas conforme aux prévisions qu'on était pourtant en droit de faire ; le fort taux de scolarisation du département du Nyong-et-Kellé et du pays Basa en général devrait permettre la satisfaction des besoins de la SOCAPALM en agents d'encadrement ; seul l'arrondissement fournit des employés du niveau de la classe de quatrième ; tous les autres anciens collégiens viennent soit de Kribi, du Mungo ou du Wouri. Il faut y voir sans doute les hasards des affectations, puisque au degré des responsables, ce sont les services centraux qui détachent ces agents, indépendamment de leur région d'origine. Mais ce serait sans doute une omission grave si l'on ne soulignait le manque d'intérêt que la SOCAPALM a suscité, au niveau emplois subalternes, auprès des "intellectuels" de la région.

Considérée sous l'angle de la main-d'oeuvre et de son origine, la Société Camerounaise des Palmeraies d'Eséka apparaît avant tout comme une "affaire" du pays basa en général du Nyong-et-Kellé en particulier et

EVOLUTION MAIN-D'ŒUVRE SOCAPALM

(Fig. 16)

— Hommes (au début du mois)
 - - - Femmes (— , —)
 — Total



dans ce département des arrondissements de Messondo et d'Eséka ; les 4/5 des effectifs globaux viennent en effet de ce pays. Mais lorsqu'on étudie la composition de cette main-d'oeuvre des nuances apparaissent : par exemple que si les employés subalternes, ouvriers et manoeuvres de plantation se recrutent presque tous dans les environs immédiats de la palmerie ou se trouvent dans la région depuis longtemps lorsqu'ils sont originaires de départements éloignés, les cadres responsables par contre, à partir des chefs de chantier, et la plupart des agents de bureau sont ce qu'on appelle ici des "étrangers", c'est-à-dire des allogènes. Dans une certaine mesure donc les objectifs du Plan Palmier sont atteints, puisque la société intéresse les populations rurales au travail qu'elle leur propose.

4°/ La condition du manoeuvre de la SOCAPALM : "Quant au milieu humain, la société a été bien accueillie par les populations et les autorités locales même si la main-d'oeuvre issue de ces populations est récalcitrante et très indisciplinée".

Ainsi nous répondait le Directeur de la plantation d'Eséka pour résumer les problèmes d'ordre humain rencontrés lors de l'implantation du complexe agro-industriel. Ailleurs il parlait de la "méconnaissance totale de la réglementation du travail" par la main-d'oeuvre. Voilà ce que pense la Direction du manoeuvre de plantation.

Nous pensons que la deuxième partie de cette réponse éclaircie assez bien la première. Au fait nous avons affaire ici à une main-d'oeuvre banale, peu scolarisée (38,24% d'analphabètes), mi-paysanne mi-salariée et qui ne vient que de constater les impératifs d'un travail salarié, qu'il soit même agricole ; quoique 70,1% des travailleurs interrogés répondent avoir déjà exercé un métier chez un patron avant d'entrer à la SOCAPALM. Il s'agirait donc d'une indiscipline due plutôt à l'ignorance des contraintes exigées par toute entreprise : contraintes d'horaires d'abord auxquelles les populations rurales de la région ne sont pas habituées, comme dans tout monde paysan où l'agriculteur fixe lui-même son emploi du temps, le modifie autant de fois qu'il veut suivant le temps qu'il fait et parfois ses humeurs, ce qui ne peut justement être toléré ailleurs. Contraintes dans l'effort aussi ; en effet la SOCAPALM, comme tout établissement agricole ou industriel, exige de ses employés un minimum de travail à fournir pour que s'accomplissent dans des délais normaux les divers programmes qu'elle doit impérativement réaliser suivant des dates longtemps précisées d'avance ; certes le paysan Basa sait aussi respecter avec la dernière rigueur son

calendrier agricole et accomplit toutes ses activités au bon moment, car il connaît mieux que quiconque les risques qu'il courrait s'il agissait autrement. Ce qu'on constate c'est que le paysan embauché à la plantation ignore tout des programmes de travail, pour la simple raison qu'il n'est pas tenu au courant ; chaque matin on lui indique la tâche qu'il a à faire dans la journée et il l'exécute tant bien que mal. Il ne se sent donc pas responsable ; par conséquent les contraintes d'une certaine régularité dans l'effort lui pèsent d'autant plus.

Discipline aussi dans les rapports avec les chefs. Le Basa, on l'a souvent dit à tort ou à raison, est un bon travailleur, mais un travailleur à la "tête dure" ; sans vouloir confirmer ou infirmer cette opinion, nous pensons en ce qui concerne la main-d'oeuvre de la SOCAPALM que la société étant encore nouvelle, les travailleurs, qui pour la plupart sortent du monde rural, ne sont pas encore habitués au genre spécial de relations qui DOIVENT exister entre patrons et employés, MEME DANS LE CADRE AGRICOLE. La plupart des manoeuvres sont des chefs de famille ^{habitués} à commander au sein de leurs exploitations ; assez brusquement ils se sont trouvés en face de chefs, généralement plus jeunes qu'eux ; il ne leur est pas facile de leur obéir du premier coup sans grogner un peu.

Les ennuis que la Direction de la palmeraie rencontre auprès de sa main-d'oeuvre nous paraissent donc momentanés et imputables à la méconnaissance du nouveau genre de vie auquel elle doit se soumettre, d'autant plus que les populations ont bien accueilli l'implantation du complexe dans la région et que c'est avec beaucoup d'empressement qu'elles se sont présentées soit devant les bureaux de la société soit à ceux de l'Inspection du travail d'Eséka pour se faire recruter.

Quant aux conditions de travail elles-mêmes, elles sont semblables à celles de tous les travailleurs agricoles du Sud-Cameroun. Les employés habitant loin de la plantation, au Centre urbain d'Eséka ou dans des villages éloignés, sont transportés tous les matins à leur lieu de travail ; de même les déplacements importants à l'intérieur de la palmeraie sont assurés par les véhicules de la société. En principe la journée de travail dure 8 heures, de 6 à 14 heures ; mais dans la plupart des cas, le travail se fait à la tâche. Par exemple, un manoeuvre envoyé au nettoyage doit faire de 40 à 60 ronds par journée de travail - suivant l'âge des arbres - c'est-à-dire désherber des ronds de deux mètres de diamètre au moins autour de 40 ou 60 palmiers ; le temps mis pour faire ce travail varie beaucoup d'un individu à un autre : sans tenir compte de ceux qui n'arrivent pas à terminer leurs ronds journaliers, on peut estimer à 6 heures le temps moyen que mettent les manoeuvres pour terminer leur journée ; nous

en avons vus qui à 10 h déjà rentraient au campement, mais aussi d'autres qui à 13 h peinaient encore. Même lorsqu'il s'agit du rabattage, c'est-à-dire du défrichement des recrues forestiers sur les andains, ou du piquetage, les travailleurs rentrent toujours chez eux avant l'heure officielle de sortie. Il est possible de faire des heures supplémentaires, et beaucoup de manoeuvres en font, du moins pendant la morte saison agricole.

En effet le manoeuvre de la SOCAPALM est resté paysan dans le sens plein du terme ; une fois sa journée terminée à la plantation, il vaque à ses occupations villageoises habituelles : culture des champs, entretien de sa maison pour celui n'habite pas la cité ouvrière, chasse, pêche, activités religieuses et politiques. Les activités sont d'autant plus faciles à entreprendre que la société a prévu, à l'intérieur des terrains acquis par l'Etat, des périmètres pour la culture des produits vivriers ; en plus de ces espaces initiaux, les zones qui se sont révélées inaptes à la culture du palmier à huile sont à la disposition des manoeuvres qui peuvent y faire des cultures à leur gré. Le travail à la tâche est donc bénéfique pour le manoeuvre travailleur, car il dispose par ce biais d'une bonne partie de la journée les après-midi, pour faire ce qui lui plaît bien de faire en dehors du travail salarié.

Ces occupations annexes sont un appoint très important pour l'employé, car les salaires, qui sont conformes au SMAG (Salaire minimum agricole garanti) ne sont pas très élevés, de 4500 à 8000 F mensuellement, compte tenu bien entendu des indemnités dues à l'ancienneté, à l'assiduité au travail et des compensations familiales. Les cultures vivrières sont donc un exutoire par lequel les fins de mois peuvent être atteintes sans beaucoup de mal, surtout pour ceux des manoeuvres qui ne payent pas le loyer, c'est-à-dire ceux qui habitent chez eux dans les villages ou dans la Cité construite par la société et où chaque employé peut loger gratuitement dans la mesure de la disponibilité en place.

Actuellement il y a 150 logements, tous occupés. Un deuxième "Village"^{est} prévu dans le secteur de Bitjocka lorsque toutes les surfaces à planter seront mises en place. Comme autre aspect de l'infrastructure sociale, la SOCAPALM a fait construire pour ses employés, d'une part un dispensaire qui reçoit tous les jeudis la visite du médecin-chef de l'Hôpital d'Eséka ou de son assistant ; les premiers soins y sont prodigués, les malades sérieux étant évacués soit sur Eséka, soit sur Yaoundé, pour les plus graves ; d'autre part une école primaire avec deux logements pour les maîtres ; cette école a absorbé l'ancienne école officielle à cycle

incomplet de Djassock. En cours de construction sont une salle de jeux et une salle de conférence. En dehors de ces éléments, de la distribution d'eau potable et d'électricité (jusqu'à 22 heures) et d'un stade de football, les employés de la plantation ne bénéficient pas d'un autre genre d'encadrement - celui du Parti excepté, bien entendu.

L'absentéisme. A plusieurs reprises, au cours de cette étude, nous avons plus ou moins directement évoqué ce problème qui préoccupe tellement les responsables de la SOCAPALM qu'une prime, dite "prime d'assiduité", est versée mensuellement aux travailleurs qui ont répondu présents à l'appel journalier pendant tout le mois.

La Direction de la SOCAPALM situe précisément la période de fort absentéisme pendant les mois de décembre, janvier et février, donc pendant la grande saison sèche. Pour l'entreprise c'est la période des grands travaux précédant le planting de jeunes palmiers : incendie des abattis, coupe de jalons, piquetage des andains et andainage, il s'agit donc de la période de l'année qui est concluante sur l'étendue des surfaces qu'on aura à planter. Pour les manoeuvres c'est la période décisive de la vie agricole car c'est la saison des défrichements de champs, de l'abattage, de l'incendie des abattis et de la préparation des parcelles avant les premières pluies du mois de mars ; c'est en fait aussi le moment de l'année qui correspond le mieux aux activités masculines quand on pense que c'est également la période par excellence de la cueillette des régimes et... de vin de palme.

L'absentéisme manifeste des paysans Basa lorsqu'ils exercent un métier salarié qui leur permet, soit parce qu'il paye peu soit parce qu'il s'effectue dans leur milieu rural, d'avoir une certaine liberté de mouvement, n'est pas capricieux ; il est au contraire dicté par de mobiles économiques certains. C'est à notre avis un compromis que les manoeuvres ont trouvé pour supporter une situation qui n'en fait ni de véritables ouvriers agricoles ni des paysans à proprement parler. Vu du côté de la société qui le chiffre entre 25 et 30% pendant la grande saison sèche, ce phénomène a des conséquences graves d'une part puisqu'il perturbe toutes les prévisions, les responsables de l'entreprise n'étant pas sûrs des effectifs exacts qu'ils auront le lendemain matin, d'autre parce que, par des renvois inévitables qu'il entraîne, il y a continuellement parmi les travailleurs de nouvelles recrues dont il faut assurer la formation, même si celle-ci est des plus élémentaires. Cette mobilité de la main-d'oeuvre est évidemment une source de retard dans l'exécution des programmes.

Du côté du manoeuvre, l'absentéisme momentané est une planche de salut à laquelle il faut s'accrocher quelles que soient les conséquences qu'il peut entraîner, la pire étant le licenciement. A propos des licenciements justement, les travailleurs que nous avons interrogés sur le problème des départs illégaux et momentanés de la plantation estiment que, dans la situation présente, l'absentéisme, dans la mesure où il est mis à profit, c'est-à-dire dans la mesure où le manoeuvre quitte son travail pour aménager ses champs vivriers, est une bonne chose, puisque c'est une mesure de prudence ; "on aura au moins de quoi donner à manger aux enfants lorsque la paye ne viendra plus" ou encore "avec le travail du Blanc (1) on ne sait jamais" ; ce sont là les réponses qu'on vous donne un peu partout. Les moyens pour sinon supprimer du moins réduire le taux d'absentéisme nous paraissent au premier abord inexistantes si les salaires restent à leur niveau actuel ; car avec les salaires nettement plus élevés on peut espérer que les manoeuvres n'auront plus un besoin aussi urgent qu'à l'heure actuelle de faire autre chose pour subvenir aux nécessités de la famille. Mais ceci paraît d'autant plus difficile que ce serait réviser tous les salaires de tous les employés du pays sur de bases nouvelles. Les sanctions paraissent sans effet sur la main-d'oeuvre tout comme la politique d'encouragements aux travailleurs assidus, car pour ce dernier cas l'indemnité perçue ne pèse pas lourd) à côté des revenus réels et "occultes" que procure un champ vivrier ; néanmoins cette prime nous semble le seul moyen par lequel on peut intéresser un peu plus le manoeuvre à son travail , à défaut de l'augmentation des salaires qui reste toutefois l'atout majeur des responsables de la société s'ils veulent s'assurer la stabilité de leurs employés.

C - L'impact de la SOCAPALM dans la région d'Eséka-Messondo

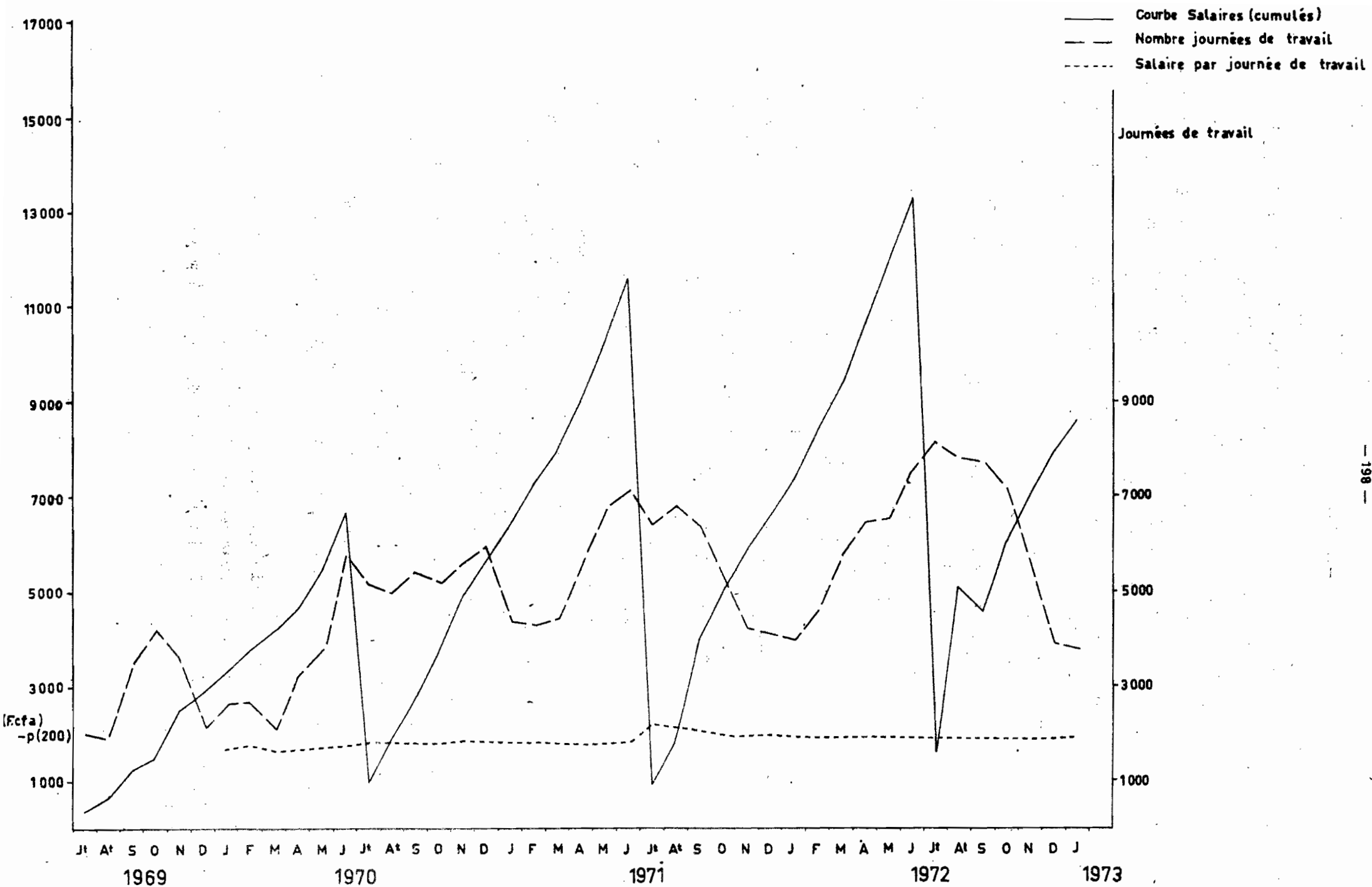
Entreprise d'état, la Société Camerounaise des Palmeraies ne vise pas seulement les bénéfices ; elle cherche parallèlement à promouvoir économiquement la région d'Eséka. C'est dans cette optique qu'on peut dire que la palmeraie sélectionnée de Djassock, Dadjop-Bitjocka est une palmeraie-pilote, dans ce sens qu'elle doit servir d'exemple aux populations rurales environnantes, habituées au travail du palmier à huile, afin qu'elles modernisent leur mode d'exploitation en copiant ce qui se fait à la SOCAPALM ou en demandant des conseils techniques aux responsables de la société et même en leur vendant leur propre production.

(1) Entendre par "travail du Blanc" tout travail salarié, les Européens étant considérés comme ceux qui ont introduit ce genre de rétribution dans la région.

Installée depuis quatre années seulement dans la région, l'heure n'est pas encore aux bilans ; cependant on peut d'ores et déjà estimer, par les sondages effectués dans la population locale, l'influence que cette société pourra avoir dans la région. Les premiers intéressés, les responsables ne prévoient aucune réalisation à court terme, en dehors de la construction d'une usine qui traitera la production de la plantation et des conseils qu'ils pourront, le cas échéant, donner aux planteurs villageois. En second lieu les employés de la palmeraie ; ce sont ceux qui en principe devraient être des agents de propagande pour la culture rationnelle du palmier à huile en créant eux-mêmes de petits blocs d'arbres sélectionnés, à l'instar de ce chef d'équipe de Ngui-bassal ; les espoirs ne sont pas encore concrétisés puisqu'en fait de petites palmeraies sélectionnées, il n'y en a pas beaucoup qui sont implantées pour ne pas dire aucune, malgré le taux de 39,4% de volontaires à ce travail sur l'ensemble des manœuvres de la SOCAPALM ; nous craignons d'ailleurs que cette volonté ne se matérialise jamais. Donc au niveau de l'impulsion pour la création de blocs individuels de palmiers sélectionnés, l'enthousiasme n'est pas très grand. Peut-être le sera-t-il quand les services compétents se décideront enfin à lancer effectivement l'opération des Palmeraies Villageoises, les paysans ne pouvant être accueillis directement à la SOCAPALM pour quoique ce soit avant le démarrage réel de ce programme.

Le seul rôle actuel de la société paraît être la masse de salaires versés mensuellement aux employés. En moyenne 553.000, 964.000 et 1.116.000 F ont été versés mensuellement en 1969/70, 1970/71 et 1971/72 respectivement comme "dépenses pour la main-d'oeuvre". La graphique ci-après qui montre l'évolution des salaires cumulés et celle du nombre de journées de travail et du salaire par journée de travail permet de voir une variation très importante de salaires versés d'un mois à un autre. De l'examen de ces courbes on peut dégager quelques constantes s'agissant des dépenses pour la main-d'oeuvre : la première est la "dépression" du mois de juillet début de l'année budgétaire de la société ; si en 1970, cette "dépression" n'atteint pas le niveau de 1969, la différence Juin-Juillet va en s'accroissant.

La courbe de **variation** du salaire journalier est d'autant moins intéressante qu'elle est presque stationnaire excepté le léger "bond" de juillet 1971 qui a porté la journée de travail à 219,6 F ; ailleurs ce taux est inférieur à 200 F.



EVOLUTION DES SALAIRES VERSÉS

Par contre le nombre de journées de travail varie de façon sensible d'un mois à un autre et d'une année à une autre. L'augmentation annuelle est tout à fait normale la société étant appelée à se développer et les effectifs d'employés à s'accroître puisque les surfaces plantées elles aussi s'accroissent. L'allure générale de la courbe est sinusoïdale ; les creux correspondent très exactement aux mois de décembre, janvier, février, donc à la grande saison sèche. On pourrait aisément mettre en relation ce phénomène avec le fort **taux** d'absentéisme relatif à la saison agricole qui se situe à la même période. L'étude comparée des trois courbes est d'autant plus délicate que les salaires versés sont cumulés, le nombre de journées de travail très fluctuant et le salaire journalier stationnaire. La deuxième constante est que les pointes salariales sont décalées d'un mois avant le léger creux sommital de la sinusoïde journées de travail ; ici encore cette anomalie n'a pas pu être clairement expliquée.

La masse des salaires est importante ; il aurait été significatif de savoir à quelles fins cet argent est destiné ; nous n'avons pas pu mener une enquête systématique à ce sujet ; toutefois, au cours de nos entretiens avec les employés, nous avons assez facilement découvert certaines priorités quant à l'usage des salaires perçus. C'est ainsi qu'en dehors des besoins domestiques, achat du poisson et de la viande les samedis matin à Eséka, besoins vestimentaires et achat de meubles, l'accent était unanimement mis sur le paiement de la pension des enfants, frères ou cousins et la modernisation de l'habitat au village (toiture en tôles ondulées généralement). Les célibataires hommes insistent moins sur ce deuxième aspect que sur le désir d'économiser un peu d'argent afin de gagner une ville où les chances de succès dans la vie sont, selon eux, plus importantes qu'à la SOCAPALM.

A Djassock même, de changements importants se sont produits depuis notre passage il y a deux ans, quand la société venait de s'installer ; à cette époque il n'y avait aucune activité commerciale dans le village ; aujourd'hui on y compte deux débits de boisson, trois échoppes, deux stands de vente de vin de palme et un petit marché à l'entrée de la plantation tous les matins. La présence de ce petit commerce atteste la présence d'un certain pouvoir d'achat dans la zone.

L'argent circule aussi dans les associations qui regroupent de nombreux employés ; elles sont généralement à base d'affinités claniques ou de sentiment d'appartenance à la même classe d'âge ou condition sociale. La plus importante de ces associations est le "ndjangi" ou tontine ;

59,7 % du personnel (150 personnes) de la SOCAPALM en font partie ; les taux mensuels versés à tour de rôle à chaque adhérent varient entre 1500 et 30 00F. C'est une façon sûre de faire des économies. Une autre forme de collaboration se trouve dans les "gwum", groupes de travail plus ou moins réguliers suivant les saisons ; pendant la grande saison sèche ils sont très nombreux et si 11,9% seulement de personnes interrogées en faisaient partie lors de nos enquêtes, ceci signifie tout simplement que la période n'était pas bien choisie.

Le rôle économique de la SOCAPALM dans la région d'Eséka ne peut donc pas être concrètement appréhendé à l'heure actuelle, compte tenu d'une part de la jeunesse même de l'entreprise, d'autre part du retard de mise à exécution du projet des Palmeraies Villageoises dans lequel la société sera de toute évidence appelée à intervenir amplement. Aujourd'hui, seuls les salaires versés aux travailleurs permettent d'augmenter le pouvoir d'achat des intéressés et de faire vivre un petit commerce dans le village de Djassock. C'est sans doute "le premier stade qui est celui du passage de la carence à une honnête médiocrité" (1)

Mais la SOCAPALM est plus que cela ; si son rôle éducatif n'est pas encore bien senti par les populations locales, à commencer par sa main-d'oeuvre dont l'instabilité au cours des quatre années d'exercice se résume dans le tableau ci-dessous, c'est désormais un élément de paysage qui rompt l'équilibre originel de la région. Son étrangeté est moins la conséquence de l'arbre cultivé, le palmier à huile étant un élément indissociable du paysage local, que celle de l'organisation de l'espace qu'elle a engendrée ; il s'agit d'une transformation totale du milieu ; c'est sans doute le fait le plus révolutionnaire que le complexe agro-industriel d'Eséka, première étape dans les initiatives de modernisation de la culture du palmier à huile, a jusqu'à présent concrétisé dans la région d'Eséka-Messondo.

(1) P. GOUROU : "Leçons de Géographie Tropicale". p. 156

	1969	1970	1971	1972
Recrutés	213	345	395	429
Licenciés	26	17	8	73
Déserteurs	61	68	80	55
Reste	126	260	307	301

Quant à ce qui concerne l'attraction que la société a exercée sur les populations allogènes, elle est négligeable, puisque 72,5% de la main-d'oeuvre proviennent du Nyong-et-Kellé et 80,7% sont originaires du pays basaphone en général ; même si 29,9% des travailleurs interrogés répondent être venus dans la région après l'ouverture de l'entreprise, donc apparemment après en avoir entendu parler, on ne peut pas dire que la société a une portée nationale, dans ses proportions actuelles. Avec l'augmentation de ses activités la SOCAPALM exercera sans aucun doute une influence sur des populations situées au-delà des limites actuelles de l'aire de recrutement de sa main-d'oeuvre. Sur le Plan local nous pensons que seule la coopération avec l'Opération Palmeraies Villageoises, véritable moteur de développement des paysanneries de la région, lui permettra de s'intégrer efficacement au milieu, de dépasser donc le stade d'une simple entreprise capitaliste soucieuse de sa rentabilité mais indifférente à son environnement.

CHAPITRE VI

LES PLANTATIONS VILLAGEOISES SELECTIONNEES

A - LA POLITIQUE DES PLANTATIONS VILLAGEOISES SELECTIONNEES :

La volonté de création des plantations de palmiers sélectionnés dans le cadre familial n'est pas nouvelle dans la région d'Eséka. Longtemps, les Administrateurs de Colonies avaient tenté plusieurs expériences qui se sont toutes soldées par des échecs; aujourd'hui les carrés de palmeraies aménagées ont été gagnées par la brousse; personne ne s'en occupe plus vraiment, du moins selon les normes techniques requises pour une culture rationnelle de l'Elaeis. Lorsqu'en 1923, RAYNAUD, Chef de Subdivision d'Eséka, disait :

scinder

"Il nous semble qu'on saurait sans grave inconvénient /l'effort, le travail de l'indigène en le dirigeant vers les nouvelles cultures industrielles. Il possède une formidable richesse dans les palmeraies en grande partie inexploitées. L'orienter vers la culture de l'arachide et du cacao serait risquer dangereusement l'avenir économique même de ces régions pour un but des plus aléatoires"(1). Il fait allusion certes aux palmeraies spontanées, très nombreuses dans la région, mais également à la possibilité d'une meilleure organisation du travail du palmier à huile dans le cadre d'une rationalisation des méthodes culturales, formule qui serait plus rentable qu'une orientation vers des cultures apparemment plus riches mais dont les populations n'ont pas l'habitude.

Cette constatation, car s'en est une, de l'Administrateur rejoint ce que nous n'avons cessé de répéter lorsque nous parlions de la palmeraie naturelle et de son exploitation, à savoir les raisons pour lesquelles les paysans Baso ont refusé jusqu'à l'heure actuelle de créer des plantations de l'arbre qui leur procure la quasi-totalité de leurs revenus monétaires. Certes en dehors de la citation ci-dessus mentionnée, nous n'avons pas trouvé à travers les rapports des tournées des Administrateurs, responsables du développement économique de leur région, d'autres traces des recommandations faisant allusion à l'intensification de la culture du palmier, comme on en trouve à propos du cacaoyer et du caféier par exemple.

Le fait paraissait si normal à notre avis, à tout un chacun, qu'il aurait même été superflu d'en parler. Pourtant le paysan n'a pas réagi dans

(1) A P A n° 11845 du 21/7/1924 (Archives Nationales de Yaoundé).

ce sens. Il serait difficile à cette époque là de parler d'une quelconque concurrence menée par une autre culture de plantation; le cacaoyer qui était la seule culture pouvant concurrencer le palmier à huile dans la région, après les essais infructueux du caféier et du bananier, n'avait pas reçu un accueil enthousiaste jusqu'à ces dernières années. Nous avons analysé ailleurs les causes possibles de cet échec du cacaoyer; il nous paraît donc inutile de revenir là-dessus ici (1). A la fin de cette analyse nous avons mis l'accent sur le rôle très important joué par le palmier dans l'échec du cacaoyer, en présentant tous les avantages qu'offre cette dernière plante sur la seconde.

Le refus de faire les plantations de palmiers est conforme à la mentalité du paysan Basa. Comme jadis certains colons Européens, mais sans doute pour des raisons différentes, ne voyaient pas de motifs valables pour créer des plantations, alors qu'on pouvait déjà avoir des récoltes importantes en exploitant les palmiers existants, les Basa n'ont pas vu l'utilité de faire à tout prix, avec un investissement humain et monétaire considérable, des parcelles de palmiers sélectionnés; puisque les arbres naturels ne manquent pas; ces derniers sont même si nombreux qu'ils ne sont pas tous exploités. La passivité ici est donc la conséquence de l'abondance. Ensuite les contraintes d'une palmeraie plantée paraissaient trop dures : en dehors des investissements de tous ordres nécessaires à son implantation, il y a aussi la longue période d'attente avant l'entrée en production, les soins permanents d'entretien; tandis qu'en quelques heures, au gré des besoins d'argent, le coupeur peut avoir des fruits pour une tine d'huile après en une "balade" plus ou moins longue dans sa "plantation". Enfin, la culture de plantation aurait impliqué une reconversion de mentalité tant souhaitée par l'administration; or les Basa se sont toujours plus ou moins ouvertement opposés à l'entrée des Blancs chez eux; par voie de conséquence, ils se sont montrés hostiles à tout ce qu'il venait d'eux, même si les changements préconisés devaient leur être bénéfiques plus tard.

Mais depuis, les mentalités ont changé et la politique de développement aussi, au niveau des dirigeants comme au niveau des décisions prises. Le palmier ne reste plus l'arbre par excellence au point de vue revenus pour toutes les populations rurales, le cacaoyer étant de plus en plus apprécié dans les milieux villageois, surtout depuis le démarrage de l'Opération "Cent Mille Tonnes" et les campagnes d'information et de vulgarisation menées con-

(1) Paul TJEEGA : "Eséka : la ville, l'arrondissement. Etude géographique". pp. 101-113.

jointement par les agents d'Agriculture et les cadres vigilants du Parti. Cette reconversion des attitudes du paysan Basa est également la conséquence de la scolarisation : en effet les villages se vident de plus en plus de leurs éléments qui s'en vont vers la ville où ils escomptent faire leur vie dans des conditions meilleures que celles de leur village d'origine. Le travail du palmier qui est rude, donc réclame les hommes en pleine force, ne trouve plus assez de candidats locaux. Certains villageois plus ou moins âgés, et qui n'ont plus d'autres cultures spéculatives, sont donc dans une impasse; la seule issue pour ceux-là est de choisir le palmier sélectionné s'ils ne veulent pas s'orienter vers d'autres cultures. Le palmier n'apparaît donc plus, du moins pour tout le monde, seulement comme une "culture" pratique, mais aussi comme une nécessité, une solution de salut. La conjoncture est par conséquent bonne pour lancer une Opération-palmier de grande envergure et encadrée par un organisme compétent. Les organismes concernés du Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire est sans doute perçu le problème et juger opportun le cadre du Troisième Plan Quinquennal pour lancer l'opération des palmeraies villageoises.

Les effets escomptés par les responsables sont de trois ordres : économiques, sociaux et politiques.

Sur le plan économique, le projet vise à la promotion des cultivateurs par une augmentation de la production d'une part grâce à la pratique d'une culture intensive du palmier sélectionné et des cultures vivrières qui sont étroitement associées au projet, d'autre part par l'augmentation des revenus monétaires; revenus supplémentaires dus à une plus grande production, à l'organisation rationnelle de la vente des produits du palmier et de la commercialisation des excédents des vivres. Dans les effets économiques aussi, le Plan prévoit la création d'emplois nouveaux dans le secteur par le biais des postes de moniteurs agricoles appelés à encadrer les paysans au point de vue technique. Il s'agit donc là du bien-être matériel des futurs planteurs.

Les effets sociaux sont multiples : le plus important est sans conteste l'initiation des populations villageoises à des méthodes modernes de production des denrées auxquelles elles sont habituées et qu'elles produisent encore presque sous forme de cueillette et les perspectives de profit qu'elles offrent devraient freiner l'exode rural. Le maintien des jeunes dans les villages aurait deux conséquences presque immédiates : d'abord l'amélioration de l'habitat grâce aux revenus réguliers et intéressants issus des nouvelles plantations

de palmiers sélectionnés et des champs de produits vivriers; d'autre part la création de coopératives car les jeunes sont moins individualistes que leurs aînés puisque les petites querelles foncières ou autres qui divisent souvent ces derniers n'ont généralement pas cours parmi eux.

Le bien-être matériel et les effets sociaux feraient des villages concernés par l'opération des villages prospères qui serviraient d'exemples aux régions environnantes, ces dernières pourraient à leur tour se mettre elles aussi à l'éleviculture rationnelle.

Les effets politiques sont aussi visés par le Plan, à savoir la confiance aux dirigeants par le biais de la reconnaissance aux responsables pour l'aide accordée par le gouvernement et les conseils reçus.

L'opération des palmeraies villageoises revêt donc pour ses promoteurs une importance capitale : assurer la prospérité des populations rurales d'une région qui sombre de plus en plus dans une sorte de léthargie permanente par la vulgarisation des méthodes modernes et rationnelles de la culture du palmier à huile, mais aussi s'assurer au point de vue du civisme de la confiance des agriculteurs par le canal de la gratitude.

Dans la réalité l'opération Palmeraies Villageoises n'a pas encore démarré. Dans le Plan Palmier, elle devrait commencer au début du 3ème Plan Quinquennal de Développement Economique et Social du Cameroun, donc en 1970. Les études faites sur l'environnement humain ont prouvé l'enthousiasme général des masses rurales pour le palmier sélectionné. Les experts de tous bords ont sillonné la région pour des études plus ou moins précises sur ce problème; des rapports plus ou moins volumineux en sont sortis. Le coût de l'opération quoique variable(1) a été estimé par plusieurs services. Certains villageois ont entamé depuis l'année dernière les travaux de préparation de terrain parce que les scies mécaniques nécessaires pour l'abattage de grands arbres et les différentes phases d'andainage leur avait été promises à la fin des défrichements; à Timalom par exemple le sous-bois a repoussé parce que les fameuses scies ne sont pas arrivées. Cette situation ne nous a d'ailleurs pas été bénéfique lors de nos enquêtes dans les villages, certains paysans

(1) Un Adjoint Technique de Développement l'a estimé à 90 Millions de francs en 1971. Une année plus tard, un Adjoint Technique d'Agriculture, après une étude sur les estimations de temps des travaux le chiffrait à 296 Millions dont 260 Millions seraient à mettre sur le compte du capital foncier et de l'investissement humain.

nous ayant pris pour l'un de ces fonctionnaires et experts et nous ont demandé de cesser de les déranger avec nos questions "qui n'aboutissent jamais à rien de concret.

Aujourd'hui encore on ne sait pas si l'Opération démarrera et le moment exact de l'installation des divers organismes utiles pour la réalisation effective du programme dans la région d'Eséka-Messondo. Nous craignons fort que ce problème de délais ne soit préjudiciable à la réussite du projet s'il ne venait à être lancé avec plus de fermeté et de décision.

La carte ci-après présente les villages concernés par le projet, les planteurs volontaires pour l'Opération et le nombre d'hectares qu'ils envisagent mettre en culture.

B - VILLAGES ET PLANTEURS EVENTUELS :

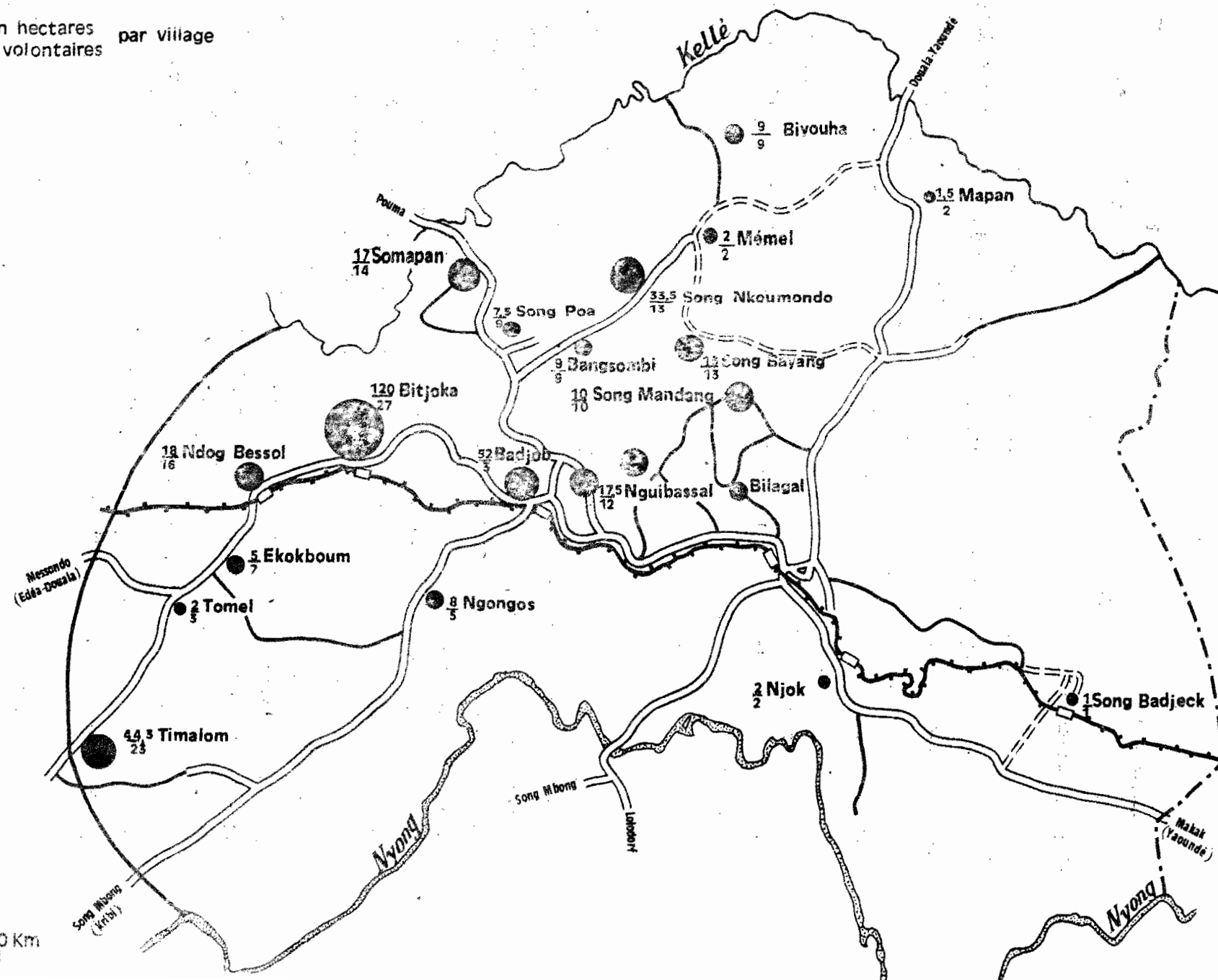
Dans les villages ou en ville où nous avons rencontré quelques-uns d'entre eux, les originaires de la région d'Eséka-Messondo démontrent une certaine anarchie quant au lieu d'implantation de leurs futures plantations. Cette situation nous paraît être la conséquence d'un manque évident d'information des candidats-planteurs. Le Plan en effet a délimité un périmètre précis dans lequel les palmeraies sélectionnées devraient être aménagées. Ce périmètre a été établi en fonction du seuil de rentabilité de la collecte des récoltes villageoises par les camions de l'entreprise. Ce seuil lui-même est fonction d'une part de l'état des routes, surtout pendant la saison des pluies lorsque les routes de viabilité acceptable en saison sèche deviennent de véritables bourbiers, d'autre part de la dispersion des plantations, donc de la distance à parcourir entre les centres de collecte, entre eux et entre ces centres de collecte et l'usine appelée à transformer les produits ramassés. Compte tenu de toutes ces données le rayon maximal retenu est de 30 km environ autour de la future usine.

Les villages retenus sont ceux dont tout ou partie du terroir rentre dans ce périmètre. Ce choix a donc été d'une certaine manière fortuit. La plupart de ces villages sont situés sur des axes routiers permanents; le problème de création de pistes carrossables ne va se poser que pour les villages de Bilagal, Biyouha, Nsonga dans le secteur Badjop; de Souhè, Makomol, Limoué-Lihog dans le canton Ndog Ndjoué I; au fait il s'agira surtout de la

Fig 18

VILLAGES INTERESSES PAR L'OPERATION "PALMERAIES VILLAGEOISES"

● 17 Superficie en hectares
14 Nombre de volontaires
par village



Echelle

0 5 10 Km

réfection de ponts, car tous ces secteurs étaient jadis sillonnés par de pistes forestières. Il est cependant vrai que les diverses enquêtes menées dans la région ont dépassé les secteurs intéressés et les résultats qu'elles présentent sont parfois peu conformes aux réalités. En tout on a recensé 22 villages, dont 18 dans l'arrondissement de Messondo et 4 seulement dans celui d'Eséka.

Le nombre réduit de villages dans l'arrondissement d'Eséka est sans doute dû au facteur distance, mais également au peu d'intérêt manifeste des populations de ce secteur pour la culture du palmier sélectionné; il est toutefois possible qu'avec le début effectif des travaux sur le terrain, de nouvelles candidatures se manifestent. L'écart restera quand même par rapport à Messondo qui, sous tous les aspects, se sent plus concerné par le programme que le reste de la région; d'où un nombre plus grand de villages intéressés. Cette tendance est encore plus nette dans le nombre de volontaires recensés dans les divers villages : 217 à Messondo, donc une moyenne de 12 personnes par village contre 13 à Eséka et une moyenne de 3 candidats par village. A Messondo en effet, 9 villages ont chacun au moins 10 candidats, le record étant détenu par Bilagal qui en compte à lui seul 29. Du côté d'Eséka, seul le village de Song Bassong a enregistré 5 candidats (8). Ici encore les gros effectifs de Messondo ne doivent pas être mis sur le compte d'une campagne d'information plus intense dans cet arrondissement; les tournées de vulgarisation ayant été organisées par le même agent d'Agriculture dans les deux secteurs en compagnie des responsables agricoles du département du Nyong-et-Kellé.

Les futurs planteurs de Messondo sont regroupés en 28 équipes comprenant une moyenne de 7 à 8 personnes. A Eséka, c'est l'individualisme profond; aucune équipe, même à Song Bassong, n'a pu se constituer; les 13 volontaires travailleront séparément.

A Messondo, 348,5 ha sont prévus, en dehors des superficies abattues par la Socapalm à Bitjocka et rétrocédées aux ayants droit coutumiers de ce village. Chaque planteur a donc en moyenne 1,78 ha, contre 0,9 à Eséka pour un total de 12,5 ha. Ces chiffres ne sont pas du tout conformes aux prévisions qui visaient la création de 500 hectares par 500 jeunes planteurs, d'où une moyenne de 1 hectare par personne. Le total des superficies recensées serait inférieur aux prévisions même si l'on y ajoutait les 100 ha de Bitjocka; cependant la moyenne d'hectares cultivés est, elle, supérieure au projet

puisqu'elle est de 1,3 ha par planteur dans l'ensemble des deux arrondissements, et ceci pour 230 volontaires contre les 500 du Plan. On peut donc, au regard de ces chiffres, estimer que l'avenir des Palmeraies Villageoises n'est pas sombre puisque concrètement les faits sont plus prometteurs que les visées du projet et que si le chiffre de 500 candidats-planteurs était atteint, on aurait plus de 600 ha de palmiers sélectionnés. Malheureusement tout ceci n'est que suppositions; tant que les travaux n'auront pas réellement débuté, on restera au stade des spéculations. La réticence des habitants de l'arrondissement d'Eséka, que nous connaissons mieux que le reste de la région, nous a fait apparaître certains freins au développement de la culture du palmier à huile sélectionné.

Si le problème des terres ne se pose pas tellement entre les membres d'une même famille, celui de la localisation des plantations lui est très fréquent et peut susciter entre "frères" de violentes disputes; l'avantage de la voie d'évacuation étant désormais une chose comprise de tous, chacun aimerait créer sa plantation près d'une piste carrossable; le problème devient plus grave lorsqu'il s'agit de produits lourds, comme les régimes de palme. C'est ainsi que, concernant ce produit, l'égrappage, la cuisson des noix se font presque toujours près des lieux de cueillette. Or tout le monde prévoit des contraintes de transport lorsqu'il faudra vendre les régimes de palme à la Socapalm; chacun aimerait donc les réduire au maximum, donc se rapprocher le plus des futurs centres de collecte. Les terrains qui bordent les routes ont par la même occasion acquis une importance plus grande que par le passé. Ainsi s'imbriquent des problèmes économiques et coutumiers; très souvent les aînés l'emportent par leurs droits de chef de famille sur les plus jeunes qui pour éviter des frictions, dont ils seraient les premières victimes ~~partent~~ (1). Cette attitude des vieux est presque dans tous les cas dictée par la volonté de domination des vieux sur les jeunes; dépassés par ces derniers au point de vue intellectuel et même économique, parce qu'ils exercent en ville des professions bien rémunérées en rapport avec leur niveau d'instruction, les vieux s'accrochent à la terre qu'ils gèrent à leur façon et c'est à ce stade qu'ils entendent prouver qu'ils ont encore une certaine autorité dans les décisions qui sont prises dans la famille. Nous pensons qu'il y a là un handicap sérieux qui, non seulement, peut freiner le développement, donc le bien-être économique et moral d'une famille, mais encore créer des tensions entre différentes générations au point où certains départs des villages sont définitifs. Or quoiqu'on

(1) Le problème foncier dans la société basa est très épineux et entraîne souvent des recours à la sorcellerie, et, croit-on, les victimes en sont souvent les jeunes, parce que peu initiés à ces pratiques; d'où la méfiance des jeunes vis-à-vis du problème ~~des terres~~.

en dise le Basa qui n'a plus de référence à la "tombe de son ancêtre" n'a plus droit à la parole dans les assemblées et réunions basa; il devient donc un traumatisé et personne ne peut prédire les conséquences qui peuvent s'en suivre.

Un autre frein au développement du palmier que nous avons mieux perçu à Eséka (Arrondissement) qu'ailleurs est la concurrence que lui oppose actuellement le cacaoyer. Il est paradoxal de parler de concurrence en faveur du cacaoyer après tout ce que nous avons dit sur les vicissitudes qu'a rencontrées cette culture dans la région. On assiste de nos jours à un renversement de situation, car longtemps relégué au second plan ici, le cacaoyer, grâce en premier lieu à la politique persuasive des cadres de l'Union Nationale Camerounaise et à l'endurance, il faut bien le reconnaître, des agents de l'Agriculture, compte tenu d'une part de l'éparpillement de l'habitat, donc des plantations, de l'état particulièrement défectueux des routes à certaines saisons, d'autre part du manque des effectifs, en quantité et en qualité, et du matériel adéquat; et en second lieu grâce à une conjoncture favorable, la région n'ayant pas de culture de plantation de remplacement ou tout simplement concurrentielle, au prestige inavoué par les populations du cacaoyer par les revenus globaux qu'il permet d'obtenir et son caractère "extérieur", a pris la première place "affective" dans l'esprit des gens. Tout le monde s'est mis à créer des cacaoyères plus ou moins bien réussies pour ne pas paraître différent des autres. Dès lors le cacaoyer est entré à part entière dans le calendrier agricole du paysan Basa, supplantant d'une certaine manière d'autres activités traditionnelles tel que le piégeage par exemple.

De même les "groum" longtemps inexistants ou tout simplement dissous pendant la mauvaise saison, se perpétuent désormais pendant toute l'année. Les travaux dans la palmeraie subspontanée n'ont jamais donné lieu, sauf au stade de défrichement, à des associations permanentes de travail. Par contre, que ce soit lors de la préparation du terrain, de la mise en place de jeunes plants ou au stade de l'entretien de la jeune cacaoyère, les planteurs travaillent de plus en plus en équipes homogènes; dans ce sens le village de Timalom offre un bel exemple.

Le goût des populations pour le cacaoyer est donc certain; si pendant longtemps le palmier à huile a été la plante par excellence des paysans Basa, de plus en plus il perd cette suprématie; et il est à prévoir que si le rythme actuel de création de plantations de cacaoyers se maintenait pendant

longtemps, surtout parmi les jeunes, le palmier serait au plus relégué au second plan, en ce qui concerne son exploitation en vue de la commercialisation des palmistes et de l'huile de palme; la production du vin de palme et de l'huile pour la consommation familiale étant un autre problème. La concurrence entre le cacaoyer et le palmier qui jouait et continue de jouer dans certains secteurs du pays Basa en faveur de ce dernier, est en voie d'être inversée dans la région d'Eséka où l'engouement pour le palmier à huile disparaît petit à petit.

D'importance sans doute moindre mais dont il faut tenir compte dans cette région est l'esprit d'opposition à tout ce qui est nouveau. Ceci peut sembler contradictoire lorsque l'on connaît les facilités d'adaptation des originaires de la région, à la vie urbaine par exemple, ou son degré élevé de scolarisation par rapport à certaines zones du Cameroun; on s'attendrait donc à voir les autochtones d'Eséka adhérer sans hésitation à toute nouvelle proposition concernant le développement de leur région. Or on sait également que beaucoup de projets intéressants parfois l'ensemble du pays ont été expérimentés à Eséka; leur réussite ici étant une garantie de leur succès partout ailleurs; nous n'en voulons pour exemple que l'expérience de l'Education Sanitaire dans le cadre de la Médecine Préventive, dont le premier centre fut installé à Eséka. Il serait donc logique, dès lors, de se demander les raisons de cet état de choses qui est perçu avec la même acuité par les populations rurales et par les responsables du développement économique et social de ce pays. Il ne serait pas superflu d'insister une fois de plus sur la psychologie de l'homme Basa en général et du paysan Basa en particulier. Hostile à tout élément extérieur à son milieu natal, que ce soit un objet, une idée ou une personne -- l'on se souvient avec quelle hargne il s'est battu ouvertement ou en sourdine contre les Colonisateurs --, le Basa est un homme très fier, enthousiaste; mais d'un enthousiasme réfléchi, car s'il est difficile à convaincre, il défend également avec la dernière énergie l'idée qu'il a adoptée. Toute précipitation, toute hâte sont écartées de sa conduite; au contraire pondération et calcul guident tous ses actes.

Ce comportement, qui peut être bénéfique dans certaines occasions, est nuisible pour les opérations de développement qui font appel à une participation directe et rapide des populations locales. Il va sans dire que le problème devient encore plus épineux lorsque les agents économiques sont externes. Toutefois ce facteur humain peut être éliminé lorsque s'établit entre le paysan et l'agent de développement, "frère" ou "étranger", un climat de

compréhension et de confiance réciproques et quand la campagne de vulgarisation est menée avec continuité et persuasion.

Le projet des Palmeraies Villageoises, parce qu'il a été connu/longtemps depuis dans la région par la culture qu'elle préconise et par des conseils qu'il prodigue était bien parti pour réussir; malheureusement il nous semble que l'adhésion à l'Opération n'a pas été massive dans l'arrondissement d'Eséka à cause de quelques facteurs-freins que nous avons mentionnés plus haut, mais également parce que la campagne de sensibilisation des masses a été un peu trop sommaire et surtout faite de façon discontinue par de personnes fort diverses de formation et d'origine. Il sera par conséquent un peu plus difficile, maintenant ou plus tard, de convaincre, une fois de plus, les populations rurales de cette région de la rentabilité de cette Opération, parce qu'il y a eu coupure dans le programme, entre autres.

C - LA PLANTATION DE DINGOMBI-NJOCKLOUMBE :

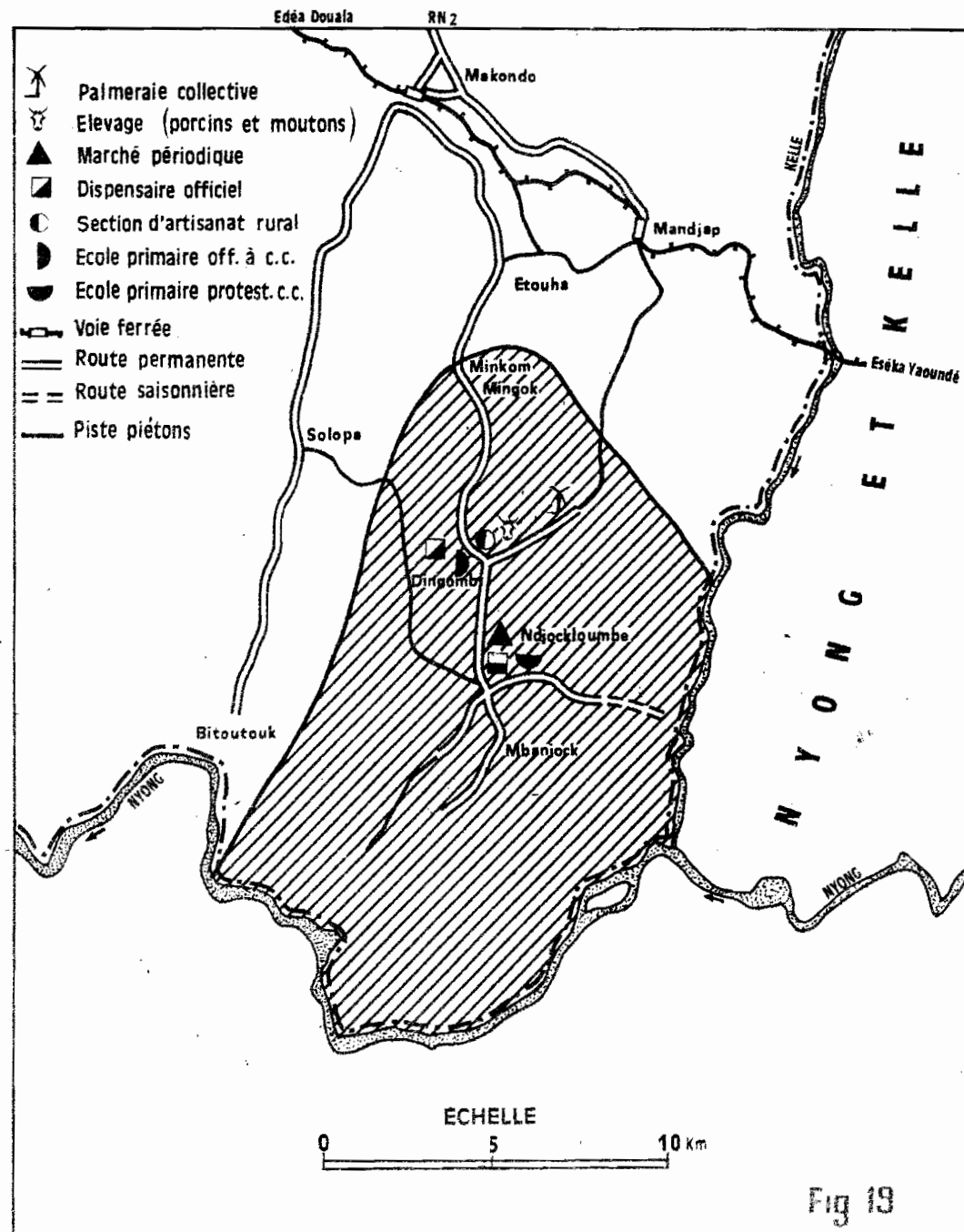
Situées au S-E d'Eséka, à une vingtaine de km au Sud de la gare ferroviaire de Makondo, sur la rive droite de la Kellé, les localités de Dingombi et de Njockloumbè sont à la limite du département de la Sanaga-Maritime auquel elles appartiennent et de celui du Nyong-et-Kellé.

1 - Situation géographique et humaine :

Le secteur de Dingombi-Njockloumbè se trouve en cul-de-sac entre la Kellé à l'Est et le Nyong au Sud. Les deux villages sont entourés d'une épaisse forêt en forme de U dont les deux branches vont de Song Tonyè à l'Est au confluent de la Kellé et du Nyong et pratiquement d'Etouha au Nord jusqu'au Nyong à l'Ouest. Cette forêt se continue par une grande poche au Sud de Njockloumbè et se poursuit jusqu'au secteur de Ndong Lien - Likouck au-delà du fleuve. Cette immense forêt, peuplée de quelques îlots de Pygmées, n'a pas laissé indifférentes les diverses sociétés forestières exerçant dans la région. C'est ainsi que la première route desservant ce secteur par Makondo est une piste forestière; depuis cette route a été reprise et solidement construite.

Toujours est-il que le secteur se trouvant à un angle mort, les moyens de transport sont presque inexistants. L'évacuation des produits agricoles se fait donc par tête d'homme jusqu'à la gare de Makondo, sauf les jours de marché, mensuel, de Njockloumbè, car les camions arrivent alors ici. Les populations locales sont par conséquent condamnées à une production limi-

SECTEUR DINGOMBI NJOCKLOUMBE



tée de vivres qui ne peuvent pas toujours attendre le jour du marché périodique, certains, comme la banane-plantain et le manioc, ne pouvant pas se conserver pendant une longue période. Leur vente à Makondo non seulement n'intéresse pas de quantités considérables de produits, le portage étant limitatif et sélectif en ce qui concerne les porteurs et porteuses, mais c'est également une occasion pour perdre du temps, car ^{pour} un habitant de Njockloubè, ceci signifie 40 et parfois 50 km pour les plus éloignés de marche à pied par jour(1). Il est dommage que la route Makondo-Bitoutouck, parallèle à celle de Makondo-Njockloubè et distante de moins de 7 km de celle-ci ne soit pas reliée à cette dernière localité. Ceci faciliterait le ramassage des vivres par les camions qui entreraient par l'une des routes et ressortissant par l'autre.

Il s'agit là de deux secteurs habités par de groupes claniques différents quoi que tous de descendance mpoô; en effet le secteur de Solopa - Bitoutouck est peuplé de Yabi tandis que celui de Dingombi-Njockloubè rassemble les groupes Ndog Bessol. Les premiers, parce qu'ils ont la chefferie cantonale **commandent** les seconds; cependant ces derniers réclament depuis un certain temps, leur autonomie coutumière. La situation ethnique de Dingombi-Njockloubè n'est pas distincte de celle de la région d'Eséka-Messondo, puisque les mêmes populations se retrouvent dans les deux zones, sauf les Badjop, absents ici. Dans le chapitre traitant des populations de la région d'Eséka-Messondo et de leur mise en place, nous avons déjà mentionné le fait que tous les groupes Ndog-Bessol se rencontrent à Dingombi-Njockloubè et que ce sont en réalité les têtes de pont de tous les Ndog Bessol qui fuyaient en bandes plus ou moins organisées devant les colonnes de migrants Basa proprement dits. Ici donc, bloqués à l'Ouest par les Yabi, au Nord par des groupes Basa qu'ils ont petit à petit repoussés jusqu'à Etouha et **adossés** au Sud à la grande forêt et au Nyong, les différents groupes se sont entassés ici suivant un axe Est-Ouest d'abord, puis Nord-Sud.

Si à Dingombi les Ndog Mkeng sont majoritaires, il n'en est pas de même à Njockloubè où ils se mêlent, parfois dans la même concession aux Log Mataa, Log Mangan, Log Ndôg, Log Pagal; ces derniers occupent la position la plus méridionale, au-delà de la rivière Mbandjock. Les relations sont restées

(1) Cette tâche est généralement laissée aux femmes et aux enfants. Ici encore se retrouve le caractère discriminatoire de l'agriculture basa qui veut que les produits vivriers soient le lot de la femme, ainsi que leur commercialisation; il en est autrement des revenus qu'on en tire.

très serrées entre ces groupes et leurs frères de l'outre-Kellé et l'exogamie est de règle entre les membres du même clan indépendamment des distances qui les séparent. Ce caractère encore vivace qui caractérise les relations matrimoniales de ces divers clans confirme la similitude d'attitudes et de coutumes entre tous les Ndog Bessol des deux rives de la Kellé. Il est donc à prévoir que les comportements seront par exemple les mêmes devant les mêmes problèmes de développement, à moins que n'interviennent sur l'une ou l'autre rive des éléments externes déterminants pour motiver certaines réactions. De même l'expérience heureuse au sein de l'un des groupes peut, après considération de quelques nuances liées essentiellement à l'infrastructure sociale et économique existante, au problème de situation dans un contexte régional plus ou moins structuré, aux réalités démographiques du groupe occupant la localité intéressée et enfin à l'impact des facteurs externes à la région, être transposée sans grands problèmes à l'autre groupe avec une idée assez nette des résultats qu'on pourra en attendre.

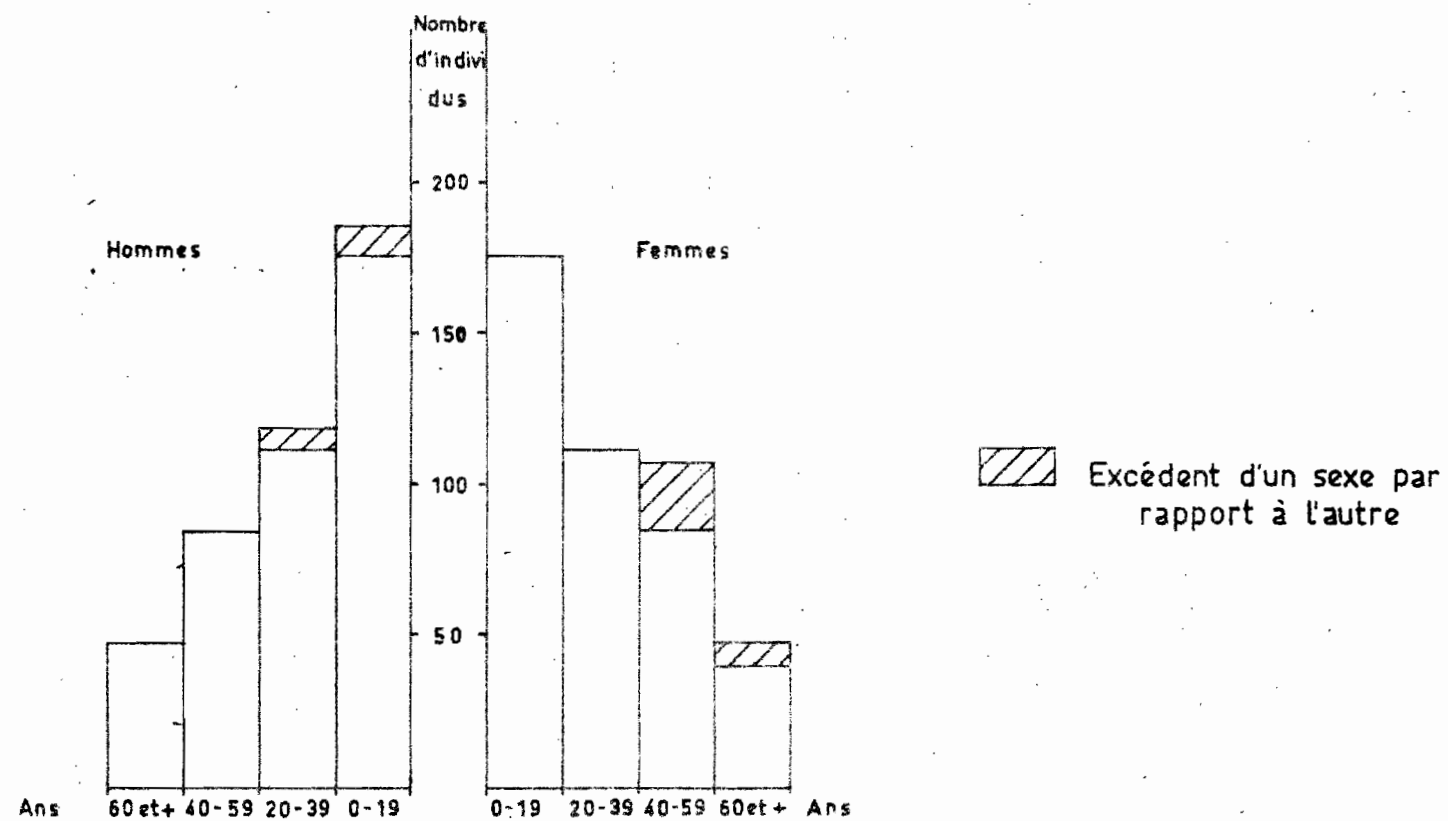
Donc au point de vue humain, le secteur de Dingombi est semblable au reste du pays Ndog Bessol du département du Nyong-et-Kellé avec lequel d'ailleurs il entretient, malgré la barrière naturelle de la Kellé, des relations plus suivies et plus serrées qu'avec ses voisins Yabi de Solopa-Bitutuk ou Basa d'Etoha-Makondo-Mandjap. Toutefois, au point de vue démographique, la situation paraît meilleure ici quant à la composition par âge que dans le reste du pays mpoo que nous avons vu. En effet l'équilibre entre les différentes classes d'âge se retrouve dans les deux principaux villages, Dingombi et Njockloubè-Mbandjock. Il en est de même de la composition par sexe.

Dans les 859 habitants du secteur, on a 429 hommes contre 430 femmes répartis comme suit : 296 hommes contre 296 femmes à Njockloubè-Mbandjock et 133 hommes contre 134 femmes à Dingombi(1). C'est une situation assez particulière qu'il est difficile d'expliquer; il est certain que nous avons affaire à une population restreinte - il serait par conséquent assez risqué d'en tirer telle ou telle conclusion -; cependant force est de constater qu'il s'agit d'un cas exceptionnel, car nulle part ailleurs, nous n'avons rencontré un tel équilibre entre les sexes à travers toutes les classes d'âge, à l'exception des adultes âgés de 40 à 59 ans, où les femmes sont nettement majoritaires.

(1) Source : Ces chiffres sont le résultat du dépouillement des fiches de recensement organisé par le Ministère du Plan et de l'Aménagement du Territoire et la Direction de l'Agriculture.

La composition par âge privilégie les jeunes et les adultes jeunes qui forment ensemble 68,9 % de la population totale, soit respectivement 41,9 % pour les moins de 20 ans et 27,0 % pour ceux dont l'âge varie entre 20 et 39 ans. Parmi les 592 individus de ces deux catégories, on compte 304 hommes contre 288 femmes. Le secteur de Dingombi-Njockloubè est donc au point de vue humain un secteur relativement jeune; le taux élevé des moins de 20 ans n'est pas le résultat d'une stagnation volontaire des jeunes au village, car les difficultés de communication avec Makondo n'empêchent pas du tout les jeunes d'atteindre cette localité et par le train de gagner Edéa, Douala ou Yaoundé. L'attrait vers les centres urbains est aussi fort ici ailleurs. L'enquête démographique qui est notre source est biaisée et nous l'avons assez aisément constaté sur place; elle a incorporé dans les fiches les individus originaires du secteur mais travaillant en ville, lorsque ceux-ci ont été cités par leurs chefs de famille demeurés dans le village; par conséquent les effectifs sont un peu gonflés par rapport à la réalité. En plus il faut ajouter le fait que le secteur, le village Dingombi principalement, jouit d'une infrastructure sociale assez exceptionnelle comparativement à son importance: une école principale officielle à cycle complet, un dispensaire officiel, une Section d'artisanat Rural (S.A.R.) avec internat en construction; au point de vue économique, le village dispose d'une bergerie et d'une porcherie. A Njockloubè, on trouve une école primaire protestante à cycle complet, un marché périodique, une bergerie, une échoppe et un débit de boisson. Cet encadrement scolaire contribue pour une large part à maintenir sur place une bonne partie des jeunes, garçons et filles, et exerce un attrait indubitable sur les secteurs environnants. Le secteur jouit ainsi d'un climat d'animation auquel les jeunes ne sont pas indifférents.

En ce qui concerne les adultes jeunes, 119 hommes contre 113 femmes, c'est sur eux principalement que repose la tâche de promotion économique du secteur; ils sont nombreux par rapport à l'ensemble de la population adulte; leur dynamisme est une source d'espoirs pour les planificateurs. Ils sont épaoulés par les adultes vieux, de 40 à 59 ans; ces derniers forment encore 21,8 % de la population totale du secteur; c'est seulement dans cette catégorie d'âge que les femmes sont majoritaires, 106 contre 82 hommes. Les vieillards, 81 en tout, ne représentent que 9,4 % de l'ensemble.



GRANDES TRANCHES D'ÂGE DE LA POPULATION DU SECTEUR
DE DINGOMBI-NJOCKLOUMBE

(Fig. 20)

Le tableau ci-dessous indique, résumées, les différentes données de la population de Dingombi-Njockloubè - Mbandjock :

Tranches d'âges	0 - 19 ans			20 - 39			40 - 59			60 ans et +		
Villages	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Dingombi	59	65	124	40	33	73	26	29	55	8	9	17
Njockloubè	113	93	206	61	66	127	50	61	110	32	23	55
Mbandjock	13	17	30	18	14	32	6	17	23	3	6	9
TOTAUX GENERAUX	185	175	360 (41,9%)	119	113	232 (27%)	82	106	188 (21,8%)	43	38	81 (9,4%)

Le secteur Ndog Bessol de Dingombi - Njockloubè est donc un secteur viable, dynamique et dont la prospérité future semble liée d'une part aux facilités d'écoulement des produits récoltés, puisque ces facilités sont la condition primordiale pour l'augmentation de la production, les villages disposant d'une nombreuse main-d'oeuvre jeune, d'autre part à l'organisation de l'effort fourni par les villageois.

Organisation de la population en vue de sa promotion socio-économique, tel a été et reste le but recherché par la coopérative DIBAJO, d'un genre assez particulier d'ailleurs et animée par une haute personnalité de la région(1). C'est dans le cadre de cette coopérative, et n'en constituant qu'un élément, qu'a été décidée la création d'une palmeraie sélectionnée et collective à Dingombi, réunissant non seulement tous les habitants de ce dernier village, mais également ceux des localités de Njockloubè et de Mbandjock, tous membres de DIBAJO.

Avant de parler de la plantation villageoise proprement dite, il serait intéressant de voir la genèse de DIBAJO et comment fonctionne cette organisation communautaire.

(1) DIBAJO = Dingombi-Mbandjock-Njockloubè. Cette coopérative n'est pas encore agréée.

DIBAJO : Il s'agit d'une organisation assez vaste qui regroupe tous les ressortissants des trois villages Dingombi, Njockloubè et Mbandjock, quel que soit leur sexe, dans le but précis du développement économique et social du secteur(1). C'est un principe bien entendu, car tout le monde ne figure pas sur les listes des adhérents de DIBAJO et tous ceux qui ne sont pas actifs.

On peut situer les débuts de DIBAJO en 1966, année au cours de laquelle les populations rurales des villages concernés décidèrent de créer avec leurs "frères" des villes une coopérative. Cette année-là des champs collectifs furent mis en place et les revenus issus de la vente des récoltes obtenues s'élevèrent à 100.000 F. Avec l'appui du Préfet de la Sanaga-Maritime, un vieux camion devait être alloué par la Commune Mixte Rurale d'Edéa aux villageois, malheureusement il ne tourna que le temps d'une saison agricole et tomba définitivement en panne. Cependant il avait permis la vente de toute la production des champs de 1966. Comme on le voit la part des villageois consiste, au sein de cette vaste tentative - car c'en est une -, au travail manuel des champs, afin de vendre les vivres et de garder dans une caisse commune l'argent perçu. Quant aux citadins le problème se pose en termes différents; ici ce sont de véritables tontines mensuelles qui sont organisées au niveau de chaque centre urbain où se trouvent les ressortissants des trois villages. Le taux annuel de ces tontines est fixé par le Congrès Général qui siège chaque année à Dingombi; au cours de ce Congrès, les présidents des Sous-Sections des différentes villes versent dans une caisse détenue par le Président Général de DIBAJO, le montant des cotisations recueillies pendant l'année. Cette caisse est différente de celle des villageois; toutefois les deux caisses sont appelées à fusionner lorsque le montant perçu sera assez élevé.

Nous disions plus haut qu'il s'agit d'une coopérative assez spéciale; ceci est d'autant plus vrai que d'une part depuis 1966 personne n'a touché les ristournes de ses cotisations, que d'autre part les citadins surtout n'ont pas un tarif mensuel fixé à verser. Les bénéfices seront donc, plus tard, proportionnels à la somme versée par chaque adhérent jusqu'en 1973, les

(1) Il faut préciser que les filles originaires de ces trois villages et qui ont épousé des "étrangers" ne sont admises dans DIBAJO que dans la seule condition où elles ont laissé des intérêts particuliers avant le mariage, par exemple un enfant né avant le mariage; dans ce cas c'est cet enfant qui bénéficiera de tous les avantages inhérents aux cotisations de sa mère et c'est son nom qui figurera dans les registres et non celui de sa mère.

membres de DIBAJO n'en savaient pas encore la destination exacte de l'argent déjà versé, celui-ci étant encore modique et insuffisant pour qu'on puisse entreprendre une opération de grande envergure, comme se le propose DIBAJO.

Les champs collectifs ayant été supprimés ou plutôt leur politique ayant été abandonnée, il fallait, pour procurer aux populations rurales de l'argent nécessaire pour alimenter leur Caisse, lancer une nouvelle politique qui leur rapporterait sinon plus du moins autant de bénéfices. Très vite le Président Général de DIBAJO a préconisé le système de cultures de plantation et le palmier à huile a été choisi comme type de culture.

En 1968, l'opération a été lancée, mais elle ne démarre qu'un an plus tard, la première année ayant été consacrée à la construction du logement des cadres de l'opération.

2 - La palmeraie de Dingombi : Les causes de sa réussite :

Les conditions naturelles, principalement les facteurs pédo-climatiques étant à peu près uniformes de la région d'Eséka-Messondo au secteur de Dingombi, les milieux humains étant également identiques, les causes de la réussite de la plantation de Dingombi doivent donc être cherchées ailleurs. De même l'enthousiasme des populations pour la palmeraie, si différent de l'attitude d'attente des populations rurales d'Eséka-Messondo, doit s'expliquer autrement que par la simple volonté des paysans à voir leurs villages respectifs progresser.

Nous avons cru trouver les raisons de ces succès d'une part dans ce que nous pouvons appeler "l'environnement" du projet, d'autre part dans le mode d'investissement, l'encadrement et les conditions de travail des villageois.

Comme nous l'avons dit plus haut, nous pensons que la palmeraie de Dingombi a trouvé un appui essentiel dans la politique générale de DIBAJO; en effet la plantation n'est qu'un élément dans un ensemble plus grand de la politique de développement économique et social du secteur; ensuite, elle vient après le début de réalisation d'autres aspects de l'amélioration du niveau de vie des populations. L'ensemble des conditions était donc favorable pour que l'adhésion à l'Opération soit massive puisque déjà la volonté de développement était clairement exprimée par les paysans et ceux-ci, quelque réticents qu'ils soient, étaient auparavant sensibilisés par le fruit de leurs

premiers efforts, à savoir les bénéfices obtenus par la vente des récoltes des champs communautaires. La vulgarisation était donc chose faite et la sensibilisation des masses réalisée AVANT le démarrage des travaux. En plus les agents d'encadrement étaient sur place.

S'agissant justement de ces agents encadrateurs, leur rôle a été déterminant pour le déroulement de l'Opération; non pas qu'ils fussent vraiment des spécialistes de l'éleviculture; mais de par l'origine, ils étaient déjà un facteur positif dans la psychologie villageoise, car dès leur arrivée, ceux qui hésitaient encore ont pris le projet au sérieux. Ces agents d'encadrement étaient de jeunes Français, membres de l'A F V P, envoyés sur place pour diriger les travaux de la palmeraie et conseiller les villageois dans leurs multiples tâches quotidiennes(1). De 1968 à Mars 1973, ils se sont relayés à Dingombi par groupe de deux ou trois, d'une façon continue. Leur contrat durait deux ans. Volontaires du Progrès se sont également intéressés à l'élevage : c'est ainsi qu'ils ont construit une porcherie et une bergerie à Dingombi et une autre bergerie à Njockloubè.

Il serait cependant grave d'oublier le rôle essentiel qu'a joué et continue de jouer le Président Général de DIBAJO dans la réalisation de la palmeraie communautaire de Dingombi. Il devrait être cité en tête comme le premier vulgarisateur du projet et la personne autour de laquelle tournent toutes les activités Dibajo. Pour arriver à intéresser ses "frères" à la promotion économique et sociale de leurs villages, il a lui-même donné l'exemple, en créant chez lui, par ses propres moyens et son propre compte plusieurs activités dont l'aménagement des étangs pour la pisciculture, d'une vaste cocoyère et d'une palmeraie sélectionnée; cette dernière a été mise en place en 1966. Cette stratégie s'est révélée très astucieuse puisque les habitants de Dingombi notamment, **plus** ceux de Njockloubè avaient sous les yeux la preuve concrète d'une réussite économique, acquise après peu d'années de travail. En plus cette personnalité, qui travaille en ville, est très écoutée et très aimée dans son village pour sa sagesse et surtout son impartialité. C'est donc elle le véritable promoteur de la plantation commune de Dingombi et elle n'hésite pas à "mettre la main à la pâte" lorsqu'elle se trouve au villages(2);

(1) L'AFVP est l'Association Française des Volontaires du Progrès; son siège est à Yaoundé, au Cameroun.

(2) En effet dans le Cahier de présence que nous ont remis les VP, le nom de cette personnalité est porté, comme ceux de tous les autres travailleurs de la palmeraie.

c'est une source perpétuelle d'encouragement. Avant tout investissement donc, le travail manuel est à la base de tout.

L'investissement extérieur pour la Palmeraie se résume en plants de palmiers reçus d'Edéa et de Mbongo, en grillage pour protéger les jeunes plants contre les rongeurs, les agoutis principalement. Ce sont le F.E.D. et l'U S Aid qui ont fourni ce matériel, d'un montant de 1.370.000 F (dont 142.842 F pour l'U S Aid). Pour l'encadrement purement technique, la plantation de Dingombi a eu droit à une visite d'un responsable de la SOCAPALM d'Edéa. Le Gouvernement camerounais n'est intervenu ni directement dans le financement du projet ni indirectement par l'entretien des Volontaires du Progrès. L'investissement extérieur est donc minime par rapport au travail fourni par les populations locales.

Un tel procédé a des mérites certains dans le comportement paysan; l'intérêt au travail est en effet d'autant plus grand ici que l'on se sent directement concerné et l'on abandonne plus facilement un travail pour lequel l'effort qu'on a fourni pour le réaliser est insignifiant; ce qui se passe un peu partout lorsque c'est la politique du don qui est adoptée. On peut par conséquent estimer que l'Opération de Dingombi est partie sur de bases solides.

Les conditions de travail sont exceptionnelles ou l'ont été jusqu'en Février 1973, date du rapatriement définitif des Volontaires du Progrès. Sur les 859 individus composant les villages de Dingombi, Njockloubè et Mbandjock, 162 seulement ont effectivement participé à l'Opération de Janvier 1969 à Octobre 1972, soit 18,8 % seulement de la population totale du secteur; ce chiffre représente cependant 32,6 % des individus compris entre 20 et 59 ans. Lorsqu'on sait que le travail pris qu'en Octobre 1972 n'a intéressé que l'élément masculin, ce chiffre change totalement; on se rend compte alors qu'il représente 37,7 % de la population masculine, et devient 73,9 % lorsqu'on ne considère que les adultes; la participation est donc importante, les 3/4 des adultes travaillant à la plantation. En nous rappelant que le recensement a surestimé justement les effectifs des tranches d'âge des adultes, ceux-là même qui sont les nombreux en ville, on est en droit de penser que très peu d'hommes d'âge mûr ont été indifférents au travail qui se fait à Dingombi(1).

(1) Tous les chiffres qui vont suivre sont le résultat du dépouillement des documents qui nous ont été aimablement communiqués par les VP de Dingombi en Janvier 1973.

1877. The first of these was the "Great
Flood" of 1877, which was caused by the
melting of the snows of the mountains of
the West. The water flowed down the
mountains and into the valleys, and
flooded the lowlands. The second was the
"Great Drought" of 1877, which was
caused by the lack of rain. The crops
died, and the people starved.

The third was the "Great Fire" of 1877,
which was caused by the lightning strikes
on the mountains. The fire burned for
many days, and destroyed many of the
houses and barns. The fourth was the
"Great Pestilence" of 1877, which was
caused by the plague. The people died
in great numbers.

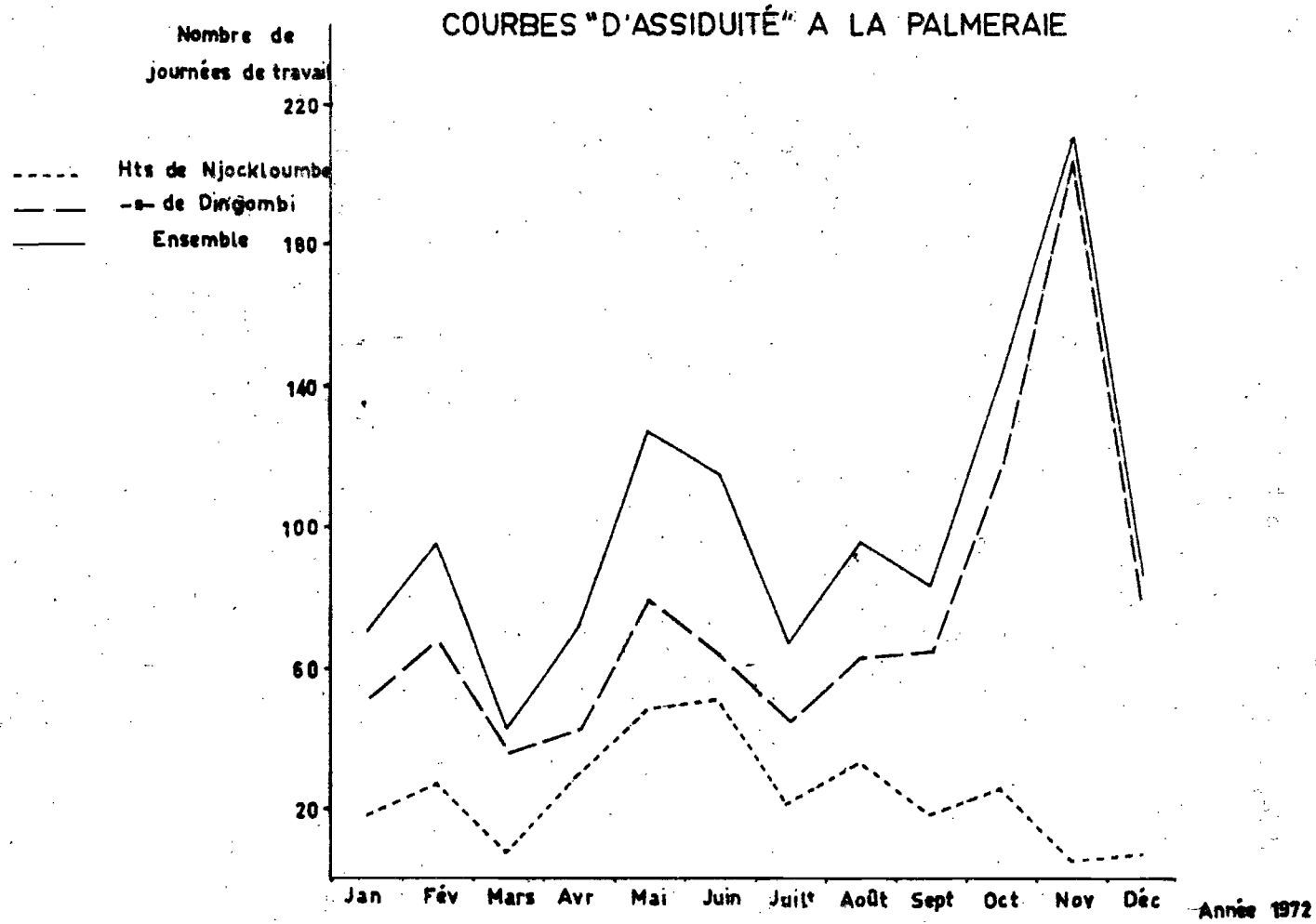
The fifth was the "Great War" of 1877,
which was caused by the fighting between
the Indians and the white men. The
Indians were defeated, and many of them
died. The sixth was the "Great
Famine" of 1877, which was caused by
the lack of food. The people starved,
and many of them died.

The seventh was the "Great
Plague" of 1877, which was caused by
the bubonic plague. The people died in
great numbers. The eighth was the
"Great Flood" of 1877, which was
caused by the melting of the snows of
the mountains. The water flowed down
the mountains and into the valleys, and
flooded the lowlands.

The ninth was the "Great Drought" of
1877, which was caused by the lack of
rain. The crops died, and the people
starved. The tenth was the "Great
Fire" of 1877, which was caused by the
lightning strikes on the mountains. The
fire burned for many days, and
destroyed many of the houses and
barns.

The eleventh was the "Great
Pestilence" of 1877, which was caused
by the plague. The people died in
great numbers. The twelfth was the
"Great War" of 1877, which was
caused by the fighting between the
Indians and the white men. The
Indians were defeated, and many of
them died.

The thirteenth was the "Great
Famine" of 1877, which was caused by
the lack of food. The people starved,
and many of them died. The fourteenth
was the "Great Plague" of 1877, which
was caused by the bubonic plague. The
people died in great numbers.



(Fig.21)

de l'enthousiasme de départ comme du relâchement actuel; nous regrettons de n'avoir pas pu obtenir les registres de présence des années antérieures à 1972 pour faire des comparaisons qui nous auraient permis de **clarifier** l'assiduité de ces premières années.

Néanmoins en 1969, il y avait en tout 162 travailleurs qui ont réalisé, jusqu'en 1972, 5.524 journées de travail dont 3.231 pour Dingombi et 2.293 par Njockloubè - Mbandjock, soit une moyenne de 34 journées par personne dans l'ensemble, 70,2 à Dingombi et 19,1 dans les autres villages.

En effet, il avait été entendu dès le départ que tout travailleur ayant accompli correctement son travail dans le mois devrait bénéficier des facilités de transport qu'offraient les V P, que ce soit en cas de maladie - évacuation sur Edéa - ou du transport de produits vivriers jusqu'à la gare de Makondo. Pour un secteur qui ne disposait pas d'autres moyens de liaison, l'enjeu était gros. Les véhicules accordés aux V P par leur association faisaient donc occasionnellement office de taxis de brousse, d'ambulances et de camions, à la satisfaction de tous les villageois, qui y voyaient à tort ou à raison, une juste rémunération des efforts consentis. En plus, il avait été préconisé un système de ramassage des travailleurs de Njockloubè et de Mbandjock, car tous habitent à plus de quatre kilomètres de la palmeraie. Ce double système de transport a duré jusqu'au mois d'Octobre 1972, date à laquelle les Volontaires du Progrès ont reçu l'ordre de mettre fin à cet état de choses.

Dès lors est apparu clairement le rôle essentiel de la compensation-transport. Tous les travailleurs n'ont pas compris que les services de transport dont ils bénéficiaient n'étaient pas un droit, mais une faveur; certains d'entre eux ce sont donc sentis dupés et sont tout simplement restés chez eux les jours de travail collectif. Parmi ceux-là se rencontrent surtout les habitants de Njockloubè et de Mbandjock. Pour ceux-ci le facteur distance a joué pleinement. Tandis qu'à Dingombi 30 sur 40 travailleurs sont domiciliés à moins de 4 km de la plantation, 86 sur 116, soit 74,1 %, à Njockloubè et Mbandjock habitent à plus de 7 km du lieu de travail. Dans ces conditions, le taux d'absentéisme pour les populations éloignées n'a fait que s'accroître. Les Quatre personnes seulement ont continué à travailler après Octobre 1972 jusqu'en Décembre de la même année, et extérieures à Dingombi et habitant à plus de 6 km de la plantation.

Les responsables, en même temps que les travailleurs eux-mêmes, insistent beaucoup sur ce facteur, nous estimons cependant qu'il y en a d'autres que nous avons cru percevoir au cours de nos entretiens avec la population et qui ont également agi dans le sens du ralentissement des travaux : d'abord une fatigue générale des travailleurs, conséquence évidente d'un malentendu de départ entre eux et les agents vulgarisateurs. Cette incompréhension concerne essentiellement la durée de l'effort à fournir sans rémunération. Il semble qu'au départ l'on ait parlé d'une échéance de quatre ans avant la première récolte. La construction du logement des Volontaires du Progrès ayant pris une année entière, 1968, déjà les travaux avaient accusé une année de retard par rapport aux prévisions; ensuite il faut compter cinq bonnes années et non quatre pour que le palmier à huile sélectionné commence effectivement à produire; d'où un "déficit" de deux ans. En plus jusqu'en Février 1973, il n'y avait que 15 hectares de plantés sur les 250 du programme. L'effort est méritoire, mais il est insignifiant lorsqu'on considère la population qui attend les fruits de ce travail. Enfin la plupart des gens demandent, pour continuer l'Opération une rémunération mensuelle en espèces, même comme ils ignorent eux-mêmes la provenance de cet argent. On a donc l'impression d'être en face d'une population dépassée par le travail qu'on lui demande de faire, parce que au départ les principes de base du projet n'avaient pas été bien compris de tous. Il semble un peu forcé de mettre en doute l'enthousiasme des populations comme d'aucuns le croient.

Toujours concernant cette incompréhension, mais beaucoup plus grave est le doute qu'émet une bonne partie de la population sur les conditions de rémunération lorsque la plantation entrera en phase de production; ici le problème ne concerne pas seulement les habitants de Njockloubè-Mbandjock, mais l'ensemble des travailleurs. D'abord qui entretiendront la palmeraie ? Sur quelles bases seront faits le travail de cueillette, le transport des régimes coupés et leur vente ? L'argent reçu entrera-t-il dans la caisse commune ? Sinon sera-t-on rémunéré suivant le travail accompli avant l'entrée en production des palmiers, suivant le nombre de régimes cueillis ou alors tiendra-t-on compte des deux ? Que fera-t-on de ceux qui ont participé à l'implantation de la palmeraie, mais se sont désistés avant les récoltes. Autant de questions que les villageois se posent aujourd'hui et qu'ils n'avaient pas envisagées lors du démarrage du projet. Il s'agit d'une situation complexe et dont l'examen, suivant qu'il aura été mené avec le maximum de sérieux, avec la participation des paysans, ou laissé en suspens, pourra contribuer à relancer toutes les forces pour la continuation des travaux ou alors mettre un

terme au projet. Il est encore temps que les responsables de l'Opération portent remède à tout ceci en précisant aux populations rurales les contraintes qu'elles doivent consentir avant que les sacrifices soient récompensés par le fruit de leur propre travail.

Contrairement à ce qui se serait passé ailleurs, les problèmes fonciers ne se sont pas posés ici. Les trois propriétaires coutumiers des surfaces plantées n'ont posé aucune objection à l'implantation de la palmeraie. Toujours est-il que de légers murmures ont circulé quant à la situation géographique de la plantation; que certains auraient préférée centrale par rapport à trois villages. Sans que ce soit un problème majeur il est certain que quelques habitants de Mbandjock et de Njockloubè se sont désintéressés de la palmeraie de Dingombi en se disant que ce n'est pas une affaire à eux.

Que ces différents facteurs frappent presque toujours les mêmes individus, à savoir les ressortissants de Njockloubè-Mbandjock en particulier, explique le peu d'enthousiasme que manifestent actuellement la plupart d'entre eux pour la palmeraie.

En outre la plantation de Dingombi risque de rencontrer de sérieuses difficultés dans l'avenir; celles-ci seront liées à notre avis à l'encadrement. Au mois de Février 1973, les Volontaires du Progrès ont été définitivement rapatriés et leur succession, trois mois après, n'était pas encore assurée. Ce départ sera d'autant plus ressenti qu'il coïncide avec une phase critique dans l'avancement des travaux et se situe une année avant l'entrée en production de la première parcelle. Il aurait été sans doute préférable que deux ou trois villageois soient préparés pour prendre la relève des V P; ainsi le départ de ces derniers n'aurait pas été une cassure dans les travaux en cours. Si aujourd'hui on se décide à former quelques villageois à la culture moderne du palmier à huile, ce qui peut se faire à la SOCAPALM d'Edéa ou d'Eséka, il y aurait encore une période transitoire de six mois au moins, temps nécessaire pour que les intéressés participent à la majeure partie des opérations délicates et capitales de l'élaeiculture. Cette formation s'impose; à moins qu'on ne fasse encore appel à des spécialistes extérieurs chargés en même temps de poursuivre le travail des Volontaires du Progrès et de former sur place leurs futurs remplaçants.

Nous pensons que deux planteurs formés suffiraient. Leur choix devra satisfaire tous les travailleurs; pour cela l'un des planteurs devra être choisi à Dingombi et l'autre à Njockloubè, ce qui permettrait, entre

autres, de rallier les populations des deux principales localités.

Un important point demeure cependant à éclaircir : les futurs encadreurs devront-ils se considérer comme des chefs, donc rémunérés, ou tout simplement comme des dirigeants bénévoles ? Il est difficile de trancher; dans le premier cas, de nombreux risques se présentent : la première difficulté sera l'origine de l'argent nécessaire au paiement de ces responsables, aucune rubrique du projet ne prévoyant cette situation. Il ne sera pas non plus possible de demander aux paysans de côtoiser pour avoir cet argent. En plus ces encadreurs risquent de se prendre pour de véritables chefs, avec toutes les prérogatives qui en découlent, ce qui ne serait pas bénéfique pour le progrès de la plantation. La dernière hypothèse présente aussi certains inconvénients : non rémunérés les planteurs responsables risquent de ne pas prendre au sérieux leur tâche. Ils risquent également de manquer d'autorité auprès de leurs "frères", parce que matériellement sur le même pied d'égalité qu'eux.

A la formation technique donc doit s'associer étroitement une éducation civique poussée du volontariat. Cette dernière solution semble être la meilleure; elle doit automatiquement être précisée au moment du choix des candidats responsables. Ne devront être formés que ceux qui, après avoir pris connaissance des conditions de travail qui les attendent une fois leur formation terminée, acceptent quand même d'encadrer les autres travailleurs sans rien leur demander en retour. On pourra trouver sur place des jeunes gens prêts à accepter ces conditions; mais encore faudra-t-il que les explications préalables soient claires et précises pour tous.

La réussite de la palmeraie commune de Dingombi est liée à la prise en charge totale des travaux, à tous les degrés, par les villageois eux-mêmes; cela suppose des contraintes de la part des travailleurs; mais déjà ils ont commencé à les endurer.

Nous pensons qu'il y a dans l'exemple de la plantation de Dingombi des enseignements à tirer qui pourront être bénéfiques à ceux qui veulent créer des plantations familiales, en l'occurrence celles de palmiers à huile sélectionnés.

3 - Leçons à tirer de l'exemple de Dingombi-Njockloubè.

Lorsque les conditions écologiques sont satisfaisantes, c'est-à-dire lorsque les éléments climatiques, pédologiques et topographiques sont conformes aux exigences de l'élaeiculture, que les problèmes fonciers ne se posent pas en termes très aigus et que la main-d'oeuvre est disponible et assez jeune pour assurer une mise en place convenable de la plantation, il apparaît une série de problèmes liés d'une part à la vulgarisation de la culture, d'autre part à l'investissement. A travers ces divers problèmes le rôle déterminant des agents extérieurs, qu'ils soient franchement étrangers à la région ou tout simplement des personnalités originaires de la localité intéressée, mais travaillant en dehors de celle-ci, n'est pas à mettre en doute.

Comment Dingombi a-t-il résolu tous ces problèmes et dans quels termes ce sont-ils posés ?

S'agissant de la vulgarisation, l'exemple de Dingombi est très significatif par la méthode suivant laquelle l'information a été menée dans la population. La palmeraie de Dingombi est partie intégrante d'une vaste campagne de développement menée depuis plus de cinq ans dans le secteur de Dingombi - Njockloubè. C'est dans le cadre de cette campagne qu'orchestrent les responsables DIBAJO, que s'est faite la vulgarisation de la culture moderne du palmier à huile. Il y avait donc au départ des structures assez solides à travers lesquelles l'opération a été lancée. Les agents chargés d'encadrer l'Opération n'ont donc pas eu de problèmes majeurs pour informer la masse et l'initier au travail. Parce que l'encadrement a été permanent, le travail s'est effectué sans relâche. Mais si ce procédé d'information, dans un cadre très vaste, présente les avantages d'une intégration certaine, il a cependant l'inconvénient de l'imprécision; si les grandes lignes du projet étaient tracées au départ, aujourd'hui, avec les nombreux problèmes qui se posent, on se rend compte que tout devrait être précisé dans le moindre détail, qu'il s'agisse du devenir du planteur au moment où la palmeraie entrerait en production, de ses responsables et de ses droits ultérieurs, ou des conditions quotidiennes de travail, les avantages et les contraintes qu'elles impliquent. Dingombi s'est heurté à cet écueil et les solutions pour réparer cet oubli ne sont pas encore trouvées, surtout au moment où l'encadrement se relâche.

Egalement devrait être précisée par les autorités chargées d'implanter les Unités villageoises de palmiers sélectionnés, ceci étant valable pour

toute opération de création de blocs de cultures pérennes, la durée minimum avant l'entrée en production des arbres. A Dingombi une erreur d'estimation dans ce domaine est en train de créer de protestations plus ou moins ouvertes quant à la longueur excessive des travaux, les villageois pensant que le moment est venu pour que les efforts consentis soient récompensés.

L'investissement à Dingombi a été en fait médiocre; nous pensons que c'est une bonne chose. Les villageois se sentent liés à l'oeuvre qu'ils ont commencée à réaliser et nombreux sont ceux qui ne veulent pas l'abandonner malgré les difficultés actuelles, conséquence fâcheuse d'une incompréhension réciproque au début de l'opération. La plantation de Dingombi reste cependant le résultat d'un acte de volonté préalable qui a permis par la suite la formation d'équipes de travail; ce travail en équipe s'est révélé irremplaçable pour la création de la palmeraie.

Donc une information exacte sur le "sursis" nécessaire avant les récoltes et surtout efficacité de travail en équipes bien encadrées sont des facteurs catalyseurs d'une bonne marche de travaux.

Mais à Dingombi et partout ailleurs, le démarrage et l'avancement des travaux ne sont pas seulement conditionnés par la bonne volonté des individus; cette volonté est encouragée par des agents extérieurs qui forment une espèce d'enveloppe autour de la main-d'oeuvre paysanne, l'excitent au travail et la guident dans les orientations qu'elle peut être amenée à prendre. A Dingombi-Njockloubè la présence d'une importante personnalité a été salutaire à plus d'un titre : grâce à elle des contacts ont vite été établis entre les villageois et les encadreurs étrangers venus pour assurer le bon déroulement des travaux; parce que très écoutée aussi tous les problèmes fonciers ont été vite résolus; par elle transitaient les doléances des responsables et celles des travailleurs. Nous sommes persuadé que ce rôle d'arbitre a écarté plus d'un malentendu; nous ne voulons cependant pas affirmer qu'une opération de développement lancée dans une région ne comptant pas une personnalité de grande envergure échouera à coup sûr; toutefois la présence d'un tel individu est un atout qu'il faut utiliser, la seule ^{condition} étant que cette personnalité soit aimée dans sa localité, donc écoutée, sinon tout contact à travers elle compliquerait au contraire un peu plus les choses; il s'agit bien sûr d'une question de représentativité.

Un projet de développement qui s'appuie sur une telle personnalité

et qui demande la mise en confiance des populations rurales et un investissement humain important a toutes les chances de succès.

Les palmeraies villageoises, comme celle de Dingombi, sont viables sous une double condition nous paraît-il. D'abord elles doivent faire partie d'un ensemble de projets de développement qui n'intéressent pas que le palmier à huile, mais d'autres aspects de la vie sociale et économique; dans ce cas la plantation sera vraiment un élément indissociable du reste de l'espace villageois; bien sûr une telle politique suppose une solide organisation de l'emploi du temps des paysans, donc un bouleversement total de leur rythme traditionnel de vie; un éparpillement des efforts pouvant en lui-même nuire aux projets. Ensuite les problèmes fonciers doivent être évités et le travail se faire par équipes homogènes sur des parcelles collectives; en effet pour un travail rationnel de plantations le travail par équipes est très payant, que ces équipes soient constituées par affinités claniques, par classes d'âge ou par sexe. Le bon déroulement des travaux dépend aussi des rapports qui existent entre les agents d'encadrement et les travailleurs; cet encadrement sera d'autant plus efficace que les responsables sont représentatifs des populations rurales concernées, dans le cas où ils sont originaires de la localité où s'effectue l'opération.

Mais pour voir des plantations communautaires, cela suppose une éducation intense des masses, surtout dans le pays basa où, tout le monde le sait, l'individualisme est d'autant plus accentué que l'habitat est dispersé à travers la forêt, où le travail par équipe ne se fait que sur des parcelles individuelles; il s'agit dans ce cas plus d'une entr'aide, d'une tontine au niveau du travail que d'une mise en commun d'efforts pour la réalisation d'un travail communautaire.

Dans la région d'Eséka-Messondo, les experts qui ont dressé des rapports sur les palmeraies villageoises envisagent plutôt des plantations individuelles à l'instar de ce qui se passe en Côte d'Ivoire par exemple. L'un d'eux a même systématiquement dressé les listes des groupes de travail par village intéressé par l'opération; dans aucun village les futurs planteurs n'ont souhaité aménager une palmeraie collective, comme à Dingombi; chacun voudrait bien s'associer à deux ou trois de ses voisins pour former un "yum", mais là s'arrête l'association puisque le travail se fera, par rotation, dans la plantation de chacun des adhérents du "yum". C'est une solution qui pré-

sente quand même certains inconvénients liés surtout au fait que la région est sous-peuplée et l'habitat intégralement dispersé : le premier inconvénient est le temps perdu pour aller d'une plantation à une autre, puisqu'elles seront sans doute assez éloignées les unes des autres; en plus le ramassage des régimes sera difficile tant pour le planteur qui devra, si sa palmeraie n'est pas sur le bord d'une route carrossable, faire du portage jusqu'à celle-ci, que pour l'entreprise de traitement des produits dont les camions couvriront de grandes distances pour collecter les régimes, en quantités d'ailleurs médiocres vue la taille même des exploitations familiales; à moins qu'elle n'impose des centres de groupage obligatoires pour tous les planteurs, ce qui augmenterait encore la corvée du portage des régimes.

x

x x

Que ce soit au niveau d'un complexe agro-industriel, telle que la Société Camerounaise des Palmiers, ou au niveau d'une expérience de palmeraie villageoise, comme la palmeraie communautaire de Dingombi, l'introduction de la culture rationnelle du palmier à huile sélectionné dans la région d'Eséka et de Dingombi est un impératif pour l'amélioration du niveau de vie des paysans, dont la quasi totalité des revenus monétaires a toujours été liée à la vente des produits du palmier, par les salaires distribués et par les revenus quotidiens acquis.

C'est également une méthode par laquelle passent les Autorités compétentes pour éduquer les masses rurales en les orientant vers une culture de plus en plus rationnelle de leurs plantes traditionnelles; dans ce sens les futurs planteurs seront de véritables pionniers auprès de leurs voisins qu'ils convaincront par le volume des récoltes, donc par la rentabilité d'une culture moderne qu'elle soit nouvelle ou simplement améliorée.

La palmeraie sélectionnée restera aussi un "élément étrange" du paysage dans la région où elle se sera implantée; car si la palmeraie a toujours fait partie de l'environnement basa, par sa taille, ses méthodes culturales, sa densité, l'infrastructure qu'elle crée, elle est un élément nouveau; par ce caractère, il transforme l'espace et son mode d'exploitation est une véritable révolution face aux techniques ancestrales encore vivaces parmi la grande majorité des populations rurales de la région d'Eséka et de Dingombi.

Mais cette exploitation dite traditionnelle restera encore longtemps un pis aller pour beaucoup de secteurs, tôt ou tard cependant les populations rurales basa devront se résoudre à adopter la culture du palmier à huile sélectionné, en plantation. Contrairement à la palmeraie coloniale, à jamais dépassée, la palmeraie subsponnée ne disparaîtra pas; elle continuera à jouer un rôle essentiel dans la production de "l'huile ménagère" du paysan basa et surtout de vin de palme dont les revenus sont plus que substantiels.

S U M M A R Y . -

The palmtree, as most of the "useful" trees of Cameroon, occupies a well defined space ; and al though it is the coastal region which provides all the ecological conditions necessary for the implantation of agro-industrial units based on elaeis, it is equally true that this tree can be found almost every where south of the Adamawa. Within the new areas, the culture of the palm tree is generally in relation to the climatic conditions. An important controlling element for the cultivation of palm trees also arises if the population cultivate on or crops for which the labour requirements are less and to which they tend to allocate most of their time.

The ESEKA-DINGOMBI region, belonging to the low coastal-pla-teaux presents pedo-climatic conditons that are favourable to the growth of the palm tree ; a population composed of two ethnic groups-the Mpôô and the Basa - to whom the cultivation of palms is the main occupation. The production here is traditional in the sense that it dates from the period prior to the legacy of human activity in that the tree appears after the harvest, in the fall-low fields, and in a way, helps to structure the agrarian system especially in respect of the layout of the fiels. Dependent on the tree density, the palm serves as a reference object in ques-tion of land ownership. In snite of the vaste utility possibili-ties this plant offers and in spite of the importance of the role of palm wine in the Basa systems of relationship, the natives ha-ve not responded to improve on their production system.

Since their first contact with this region, the Europeans did really appreciate the riches provided by palm produce. They have, by regular clearings contributed to the increase in the plant density and have hence created plantations that are more or less homogenous. The family type characteristics of this enterpri-se due to the lack of mobilised capital, the non-respect of the cultivation norms required by "elaeis"the emergence of capi-talist type agro-industrial complexes and competition problems at the level of international comercialization, have led to the bankruptcy of these colonial plantations.

.../...

The recent emergence of cocoa as a cash crop in this region and also due to the fact that the educated young generation turn to the towns, and that the labour available for the palm plantation is becoming scarce because the work is difficult and less remunerative, the rural population with their rising needs, were condemned to poverty.

To assure their well being by providing permanent and financially profitable employment, the government, through the Ministry of Plan and Territorial Development decided to establish in this region a part of the "Plan Palmier". Since 1969, the "Société des Palmeraies de MBONGO et d'ESEKA" (SOPAME), new the "Société Camerounaise des Palmeraies" (SOCAPALM), was set up at ESEKA-MESSONDO. As a state concern it certainly offers employment to the local other populations, but its economic impact will only be realised when there is integration and the transformation of produce within the "Opération des Palmeraies villageoises" an integral part of the "Plan Palmier" that concerns the peasants directly. The "Palmeraies villageoises" at DINGOMBI-NJOCKLOUMBE falls within the last scheme and demonstrates concretely the inherent problems involved in the application of such a project : diffusion and integration problems including the role of local personalities in the smooth functioning of the project.

The ESEKA -DINGOMBI region, where a large part of the revenue still comes from the sale of palm produce - palm oil, palm kernels, and increasingly, palm wine - has known, and still does so, the three types of palm cultivation earlier mentioned : traditional plantations that originated from the collecting system of subsistence rather than from planned cultivation ; then the improvement of large capitalist type production schemes where the exploitation, maintenance, storage, and commercialization are the most modern ; an advancement on the transitional stage of small type colonial plantations which were the first attempts to improve production conditions.

P. TJEEGA

ORSTOM - YAOUNDE, Septembre 1973.-

QUELQUES PROVERBES BASA RELATIFS AU PALMIER A
HUILE ET A SES PRODUITS

N.B. a/- Les proverbes se présentent de la façon suivante :
la première ligne précédée d'un tiret est la traduction littérale du proverbe. La deuxième partie de la traduction entre parenthèses est une interprétation assez fidèle de l'idée contenue dans le proverbe initial.

b/- Quelques indications sur la prononciation basa :

- u se prononce ou (comme dans souche)
- ô "- -" comme o dans mobile
- o "- -" comme o dans collectivité
- â "- -" "- n dans conseil
- n "- -" "- n dans nervure
- tous les "s" sont forts et se prononcent comme "ss"

c/- Le mot se rapportant au palmier à huile est souligné dans chaque proverbe.

1- âkol ni môô gwèb

-L'esclave doit avoir l'huile aux fesses

(Tout travailleur doit être convenablement récompensé pour ses efforts)

2- Bômbô ni Tôh, Kwade ni âgaâgab

- La palme avec le régime de palme ; le coupe-coupe et l'enveloppe

(se dit de deux éléments intimement liés)

3- U gwé bitôh wè u gwé môô

-lorsqu'on a les drupes on a de l'huile

(l'un des éléments est la conséquence inéluctable de l'autre)

4- Yom lè i bet i bel ndig moog bé

- ce n'est pas seulement le vin de palme que l'on pose sur la cuisse

(Un même objet a presque toujours des usages multiples)

5- Maen ma kola ntel ndi ma kola bé ilo moog

- Les palmiers qui ont la même taille ne donnent pas la même qualité de vin

.../...

(La similitude de deux situations n'implique pas automatiquement identité de leurs conséquences)

6- U noñog Makôô Ma Bisahô u djé bé môô

- Si l'on considère les pieds qui ont les chiques
(et qui ont piétiné les drupes lors de l'extraction
de l'huile), on ne mange pas l'huile de palme.

(Pour jouir pleinement de quelque chose il n'est pas toujours bon d'en connaître tous les dessous)

7- Me bag ngi unda sua i tôn hinoo ndi i tjel kôyôb

- Je n'ai jamais pointé mon doigt vers un régime de
palme non mûr sans qu'il mûrisse

(Tous mes vœux, même les plus invraisemblables, ont toujours été exaucés).

8- MBOGLEN NGOCK nyè nwaa lè : i kañ le me ti wè nuga me eba
we Lisegel li ton ?

- MBOGLEN, fils de NGOCK, demanda à sa femme : faudrait-il que je t'indique aussi les noix de palme
(pour faire la sauce) si je te donne de la viande ?
(La logique de certaines situations épargne de toute explication)

9- MBOGLEN NGOCK a bat nlimil wé nye : kii i nlémel we i
nsugi unu u nsos ngélé aa : Ma Tjél ma hilin, nguñ i nkana
tolè nwet a lal bikai nyetama ?

- MBOGLEN, fils de NGOCK, posa cette question à son protégé : en puisant trois fois dans la souce
qu'est-ce qui te plaît tant, le sang du palmier
(huile), la poudre du Blanc (le sel) ou alors celui qui passa la nuit tout seul dans la brousse
(gibier) ?

(L'admiration qu'on a pour quelqu'un ou pour quelque chose peut avoir plus d'une source)

10- Ngañ i kwona moog mabè ba kaha om baen nsahi

- Le palmier tomba avec du mauvais vin, mais on
attribua le tort aux cueilleurs

(Certains vices sont innés)

11- Kég i légeg Bitôn bilegeg

- Que le bâton chauffe quand les noix de palme
sont chaudes

(Il faut battre le fer quand il est chaud)

12- Kôb i njôl bé i NTET

- Les poulets ne se battent pas dans la nasse
(L'entente s'impose lorsqu'on est lié par le même destin)

13- U kolog u tehge Ngangabi we tôn i ta bé mu

- si en émondant le palmier vous voyez les enveloppes c'est qu'il n'y a pas de régime en perspective.

(Dès les premiers instants une situation peut être jugée désespérée)

14- Ba beb wè nkokk u yo wo

- Lorsqu'on vous calomnie d'avoir volé le vin (du voisin), alors il faut le voler

(Le comportement d'un homme doit être conforme à l'idée que la société se fait de lui)

15- Neñ moog a nlal bé nyus

- Le cueilleur de vin ne dort pas assoiffé

(On ne peut disposer d'un bien et ne pas en jouir)

16- Nkol wada badjè bôô

- Un seul coupeur de régimes, mais neuf (beaucoup) mangeurs (des produits de son travail, crème huile, palmistes etc...)

(Le travail d'un seul peut profiter à beaucoup)

17- U mugug bitôn u djèg hakuga

- Quand tu égrappes les drupes, il faut en manger les plus petites (qui sont les plus succulentes)

(Il faut savoir profiter de la situation qu'on a)

18- Pa i lisèè i nol DIBOB

- La matchette de cueillette (de vin) tua DIBOB

(Trop d'assurance nuit)

19- Nkokk u bot baa u nlal bé kul

- Un palmier appartenant à trois personnes ne peut jamais passer la nuit sans être saigné

(L'union fait la force)

20- Nkokk u hiliñ u kénés BATJE BA BIKAT, NGOCK BILONG a kit nye ño

- Le vieux palmier (le vin du vieux palmier, c'est-à-dire un vin particulièrement fort) trahit BATJE fils de BIKAT, NGOCK fils de BILONG lui tranche la tête.

.../...

(L'abus est toujours une source de malheurs)

21- U mbôm Bitôñ bi yoĩ

- Tu as grillé les drupes de la civette

(Tu as tout perdu)

22- Tôñ i ngandag masôô i mal sôl

- Un régime de palme dont on change très souvent de lieu de cachette finit par perdre toutes ses drupes

(A force d'être répété un fait perd de son intérêt)

23- DIBAM DI NANGA a yi bé lipom ndi to likèg, ndi inyu nlèè-gègè bibahus bi pam nye i moo

-DIBAM fils de NANGA ne savait ni tailler les palmiers à huile (pour la cueillette de vin) ni en abattre, mais à force de recevoir les gobelets de vin il eut des cors aux mains.

(Le fainéant profite au maximum du travail d'autrui)

24- Nu man a kal nwaa nye di keneg i kol bitôñ, nwaa nye me nkè i sèè matop ; ndi nlom nye nwaa le : jam la lo i tob matop li pam i lemb li en

- Un homme demanda à sa femme de l'accompagner couper les régimes de palme ; sa femme lui répondit qu'elle allait plutôt cultiver son champ de voandzou ; alors le mari reprit et lui dit : quelque chose viendra du champ de voandzou qui concernera la corde à grimper (c'est-à-dire que quand le voandzou sera récolté, la femme aura besoin d'huile de palme pour le préparer ; alors... l'homme se vengera)

(Il faut toujours avant de se décider tenir compte de tous les aspects du problème qui se pose)

25- Me yé masèè ma nkock : Me ntèhè kédé me tehgè tan

- Je suis pareil aux feuilles de palmier (abattu) je vois en même temps l'intérieur et l'extérieur

(se dit de quelqu'un qui est clairvoyant, pondéré et perspicace)

26- Yabda nkock ; ndamdandam nkock, nkock ngi liumb, balègel wo

- Lorsqu'un palmier donne du mauvais vin, un vin fade, un vin insipide, on cesse de le saigner

(Il est inutile de passer son temps à des choses futiles)

- 27- Ba kalna ndjemdjè ba oñ djaï
- On seigna contre la mouche alors on fabriqua le
chasse-mouche
(Les mesures adéquates font suite à une concertation générale)
- 28- Nkock u nlemel mpom
- Le cueilleur de vin est toujours satisfait (ne serait-
ce que par résignation) du palmier qu'il a taillé
(On est toujours fier de ses propres oeuvres)
- 29- Maen ma nōnga mom ma tubla koï
- C'est lorsque les palmiers sont assez proches que
les singes peuvent sauter des uns aux autres
(Certains types de relations ne s'établissent qu'entre gens
de même catégorie sociale)
- 30- U beb me nyig me beb we nsas tōñ
- Tu me frappes avec un porc-épic, je te frappe avec
un spadice
(Mêmes causes, mêmes effets)
- 31- Ngwel nsoñ a yugi kiki tōñ ñgañ
- Un bon travailleur ressemble à un régime de palme
bien mûr (et bien fourni)
(L'abondance est le fruit d'un travail permanent)
- 32- Bitōñ bi nkil i bumla
- On ne donne de drupes passées à la braise qu'à celui
qui vous en offre aussi.
(De bonnes relations n'existent qu'entre les gens de même
condition sociale)
- 33- Bes wè ndig kiki mōō ni maléb
- Toi et moi comme l'huile et l'eau
(Se dit de deux choses incompatibles)
- 34- Nu man a bat nwaa, nye ndi kii me ntjilil wè bidjeg me tjilil
we tjom di mōō ?
- Un homme demanda à sa femme s'il lui avait dit qu'il
ne mangeait pas des aliments cuits avec l'huile puis-
qu'il avait refusé de prendre les repas préparés par
elle
(Même un refus catégorique peut comporter des exceptions)

35- Lañ i mélé1 BALEGUEL

- BALEGUEL arriva quand le dernier gobelet de vin venait juste d'être distribué

(Se dit de quelqu'un qui arrive à la fin d'un événement)

36- NTUT MBONG a ba hiôm NGO MANGUELE ni nyuu a kegel nye nkock i nwel mbai, ndi nye lè : bañ wè u nha maleb, kidig wè u nyo, hès we u fiemb

- NTUT, fils de MBONG, cherchait noise à NGO MANGUELE, alors il abattit un palmier (pour extraire du vin) à côté de la case de celle-ci et lui donna cet avertissement : si je trouve le récipient collecteur plein, c'est que tu y as ajouté de l'eau, s'il est à moitié vide, c'est que tu as volé mon vin et s'il est complètement vide c'est que tu es sorcière

(Poser un dilemme à quelqu'un)./-

B I B L I O G R A P H I E.-
-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-o-

Les ouvrages suivants concernent plus particulièrement le palmier à huile ; cependant quelques-uns traitent des domaines plus ou moins définis du pays Bassa.

A - Ouvrages généraux

- BASSIR. O Observation on the fermentation of palm oil
(West. Afr. J. of Biol. Chem. 6, 2 Sept. 62 pp 20 - 25)
- STRANDSKOU. EB.
- BOCKELMAN. J.B Fermentation
(Wallerstein Labs Commun, 21-49 1958)
- LUTHI. H and VETSCH. U Fermentation
(J. appl. Bact. 22 - 384)
- VANDEKIST. Les palmeraies dans leurs supports avec l'éthnologie
(Bull. Matières grasses 1923 pp. 418 - 424)
- TULEY. P How to tap a raphia palm
(Nigéria Field, 30, 3, 120 - 132 July 1965)
- TULEY. P How to tap an oil palm
(Nigéria Field 30, 1, 28 - 37 Jan. 1965)
- International
Potash Institute The oil palm, its culture manuring and utilisation
(Berne, 1951 188 p)
- DAVIS. T.A High root pressures in palms
(Nature, 192 p. 277-278 (1968)
- CORNELIUS. J.A
A recent development in the small scale production of palm oil
(Trop : Sei 5, pp. 34 - 38)
- COLLARD and
LEVI Fermentation
(Nature, 183, 620 1959)
- PREVOT P. et
- OLLAGHETTI. N. La fumure potassique dans les régions tropicales et subtropicales
(Potassium symposium, 1958. Inst. Intern. de la Potasse -
Berne 38 p).

- SURRE. C. et
ZILLIER. R. Le palmier à huile
 (Limogés, 1963 243 p. Coll. Techniques Agricoles et
 Productions Tropicales)
- PREVOT. P. Données récentes sur la physiologie du palmier à huile
 (Physiologie des plantes tropicales cultivées, 1, 1962.
 p. 13 - 34)
- INSTITUT INTERNATIONAL
DE LA POTASSE. The oil palm, its culture, manuring and utilisation
 (Berne, 1957, 108 p)
- BERNARD. E. Ecoclimatologie et fluctuations de rendement du palmier à huile
 (INEAC, Réunion Cargopalm 1950, I. p. 15 - 18)
- MICHAUX. P. Les composantes climatiques du cycle annuel de productivité
 du palmier à huile
 (oléagineux, 16, 1961, p. 523 - 538)
- BREDAS. J. et
SCUVIE. L Aperçu des influences climatiques sur les cycles de production
 du palmier à huile
 (Oléagineux, 15, 1960, p. 211 - 222)
- PREVOT. P. et
DUCHESNE .J Densité de plantation pour le palmier à huile
 (Oléagineux, 10, p. 117 - 122)
- SURRE. C Densité économique de plantation pour le palmier à huile
 (Oléagineux, 10, 1955, p. 411 - 413)
- BOCQUET. M. et
MICHAUX .P. Choix d'une méthode d'ouverture en forêt pour une plantation
 de palmier à huile
 (Oléagineux, 16, 1961, p. 149 - 154)
- SURRE. C, FRAISSE A.
et BOYE. P. Plantation de palmier à huile sur sol de forêt et sur savane
 à impérata . Méthodes et prix de revient
 (Oléagineux, 16, 1961, p. 91 - 99)
- BOYE. P. L'entretien des jeunes palmeraies
 (Conseils de IRHO, n° 9. Oléagineux, 17 1962. p. 621-626)
 et l'entretien des palmeraies adultes
 (Conseils de IRHO, n° 11 p. 777 - 781)
- SURRE. C La mécanisation dans l'entretien des palmeraies
 (Oléagineux 13, 1958, p. 467 - 469)
- DUFRANE. N et
BERGER J - L Etude sur la récolte des palmeraies
 (Bull. agr. du Congo Belge 1957. XLVIII. p. 581 - 640)

- THORNTHWAITE, C.W On approach towards rational classification of climate.
(Geogr. Rev. of Am. Geogr. Soc, XXXVIII, 1948 p. 55-94)
- BULL R.A Studies on the deficiency disease of the oil palm. Orange
frond disease caused by magnesium deficiency.
(J. of W.A.I.F.O.R. 2, 1954, p. 94-129)
- BULL R.A. et CHAPAS Some effects of soil applications of magnesium sulphate
on the visual symptoms and yields of magnesium deficient
oil palm at Calabar. (J. of, W.A.I.F.O.R 5, 1956, p. 85-91)
- CHAPMAN G.W. et
GRAY H.M. Leaf analysis and the nutrition of the oil palm.
(Annals of Botany, 52, 1949, p. 415-433)
- PREVOT P. et
OLLAGNER M. Méthode d'utilisation du diagnostic foliaire.
(Analyse des plantes et problèmes des fumures minérales.
I.R.H.O. Paris, 1956, p. 177-192)
- PREVOT P. et
PEYRE DE MONTBRETTON C. Etude des gradients en divers éléments minéraux selon
le rang de la feuille chez le palmier à huile.
(Oléagineux. 13, 1958, p. 317-321)
- MAY E.B The manuring of oil palm.
(A review. J. of W.A.I.F.O.R. 5, 1956, p. 6-46)
- LEPESME P. Les insectes des palmiers.
(Lechevalier, Paris, 1947)
- WARDLAW C.W. Vascular wilt disease of the oil palm caused by fusarium
Oxysporum Schl.
(Trop. agr. Trinidad, 27, 1950, p. 42-47)
- BACHY A. Contribution à l'étude de la pourriture du coeur du palmier
à huile.
(Oléagineux, 9, 1954, p. 619-627)
- DUFF A.D.S. Bud rot disease of the oil palm.
(Nature 195, 1962, p. 918)
- HEUSSER C. Contribution to the study of the crown disease of the oil
palm. Comm. Gén. Expér. St. A.V.R.O.S. Gén. Sér. 31.
- BACHY A. Le "blast" des pépinières de palmier à huile.
(Oléagineux, 13, 1958, p. 653, 660.)
- BACHY A. Observations préliminaires sur la cercosporiose, dite
"rouille" des feuilles du palmier à huile, due à Cercospora
elaeidis Stey.
(Oléagineux, 5, 1950, p. 497-499)

- BACHY A. Essai de divers produits anticryptogamiques contre la cercosporiose du palmier à huile.
(Oléagineux, 11, 1956, p. 231-233)
- BIENAYME A. Variations des caractéristiques de certaines huiles de palmes (I.R.H.O. série scient, 9, 1956, 60 p.)
- MALAKAR M.C et
ROMBAUTS P. Etude biochimique et physiologique du tourteau de palmiste.
(Oléagineux, 5, 1950, supplément à janvier 12 p.)
- BERNARD E. Ecoclimatologie et fluctuations de rendement du palmier à huile (I.N.E.A.C. Réunion Congopalm. 1950, I, p. 15-18)
- DEVUYST A. Influence des pluies sur les rendements du palmier à huile.
(Oléagineux, 3, 1948, p. 137-143)
- BREDAS J. et
SCUVIE L. Aperçu des influences climatiques sur les cycles de production du palmier à huile.
(Oléagineux, 15, 1960, P, 211-222)
- MICHAUX P. Les composantes climatiques du cycle annuel de productivité du palmier à huile.
(Oléagineux, 16, 1961, p. 523-538)
- OCHS R. Documents I.R.H.O., 1960-1961 (inédits)
- TINKER P.B.H. A study of some tropical soils supporting oil palms in Southern Nigéria.(J. of W.A.L.F.O.R., 9, 1959, p. 16-51)
- HENRY P. La germination des graines d'Elaeis. Rev. int. bot. appliquée et agriculture trociale,(349-50, p. 565-591, et 351-52, p. 66-67, 1951)
- HUSSEY G. The germination of oil palm seed : experiments with Tenera nuts and kernels.
(J. of W.A.L.F.O.R. 8, 1959, p. 331-354)
- BREDAS J. et
MARYNEN T. La germination des graines d'Elaeis.
(Bull.inf. de l'I.N.E.A.C. 4, 1955, p. 155-176)
- REES A.A. The germination of oil palm seed : the cooling effect.
(J. of W.A.L.F.O.R. 9, 1959, p. 76-82)
- DUPRIEZ G. Prépépinières d'Elaeis.
(Bull. inf. de l'I.N.E.A.C., 3, 1956, p. 141-153)
- DUPRIEZ G.
et BREDAS J. Pépinières d'Elaeis.
(Bull. inf. de l'I.N.E.A.C 4, 1957, p. 205-225)
- FRAISSE A. Les pépinières de palmier à huile.
(Conseils de l'I.R.H.O. n°6 Oléagineux, 17, 1962, p. 173-181)
- WORMER Th.
et OCHS R. Humidité du sol et comportement du palmier en pépinière.
(Oléagineux, 12, 1957, p. 81-89)

- PREVOT P. et
DUCHESNE J. Densité de plantation pour le palmier à huile.
(Oléagineux, 10, 1955, p. 117-122)
- SURRE C. Densité économique de plantation pour le palmier à huile
(Oléagineux, 10, 1955, p. 411-413)
- BOCQUET M. et
MICHAUX P. Choix d'une méthode d'ouverture en forêt pour une plantation
de palmier à huile.
(Oléagineux, 16, 1961, p. 149-154)
- SURRE C. FRAISSE A.
- BOYE P. Plantation de palmier à huile sur sol de forêt et sur savane
à imperata. Méthodes et prix de revient.
(Oléagineux, 16, 1961, p. 91-99)
- JULIA H. Premiers résultats de la mécanisation des travaux de défriche-
ment sur forêt dense. (Oléagineux, 6, 1951, p. 137-141 et 211-
215)
- DEKESTER E. La mise en place des jeunes palmiers à huile.
(Oléagineux 17, 1962, Conseils de l'I.R.H.O., n° 7, p. 475-482)
- BOYE P. L'entretien des jeunes palmeraies. Conseils de l'I.R.H.O. n°9
(Oléagineux, 17, 1962, p. 621-626, et l'entretien des palmeraies
adultes, Conseils de l'I.R.H.O. n 11, p. 777-781)
- SURRE C. La mécanisation dans l'entretien des palmeraies.
(Oléagineux, 13, 1958, p. 467-469)
- I.R.H.O. L'entretien des palmeraies adultes. Conseils de l'I.R.H.O. n° 11
(Oléagineux, 17, 1962, p. 777-781)
- KAVANAGH K. Continued progress with the pre-emergence weed killer Simazine
50 W. The planter. XXXVIII, 1962, p. 176-180
- SHELDRIK R.D. The control of ground cover in oil palm plantations with herbicides
(J. of W.A.L.F.O.R., 12, 1962, p. 344-349)
- I.R.H.O. Manuel de l'huilerie de palme. I.R.H.O., série scientifique,
12 Paris, 1960, 144 p)
- WILBAUX R. Les besoins du palmier à huile en matières nutritives.
(Bull. agr. du Congo belge, 28, 1937, p. 574-586.)
- MARTIN A. Proposed research into the condition of supply of palm oil and
palm kernels. Proc. Ist Conf. W. Afr. Inst. soc. econ. Res. pp.
82-92 1952
- ADAM J. Le palmier à huile. Paris 274 p. 1910
- ARGOUD S. Les caroténoïdes des fruits de palme.
(Oléagineux 13 : 249-258 1958)
- BAKER H.G Expression of sex in flowering plants.
(Nature, 180 No, 4586 614-615 1957)
- BARNES A.C An improved process for the extraction of palm oil by natives.
3rd Ann. (Bull. Agr. Dep. Nig. 3-10 1924)

- BECCARI O. Contributo alla conoscenza della Palma a Olio (*Elaeis guineensis*) L'Agricoltura Coloniale, 8, (Firenze - Florence) 1914 80 p.
- BEIRNAERT A. Les bases de la sélection du palmier à huile.
Journées d'Agron. col. Gembloux : 124-134 1933
- BEIRNAERT A.
and R. VANDERWEYEN Note préliminaire concernant l'influence du dispositif de plantation sur les rendements. Publ. de l'INEAC, série Sci. No, 27-26 p 1940
- BEIRNAERT A.
and R. VANDERWEYEN Contribution à l'étude génétique et biométrique des variétés d'*Elaeis guineensis* Jacq. Publ. de l'INEAC, série Sci. No, 27-101 p. 1941
- BILLOWS H.C and
H. BECKWITH Palm oil and kernels. Liverpool. 108 p. 1913
- BLAAK G. Breeding and inheritance in the oil palm : Part II, Methods of L.D. SPARNAAU and bunch quality analysis. J. West Afric. Inst. for Oil Palm T. MENENDEZ Res. 4 : 146-155
- BLONMENDAL, H.N De oliepalmcultuur in Nederlandsch-Indië. Haarlem 190 p. 1937
- BROESHART H. Mineral deficiency symptoms of the oil palm.
J.D. FERWERDA and Plant and Soil 8 : 289-300 1957
W.G. KOVACHICH
- BUCHER, H. and Die Olpalme. Berlin 124 p. 1919
E. FICKENDEY
- BULL. R.A Techniques for the visual diagnosis of mineral disorders and their application to the oil palm. (Bull. Agron. No 14 : 137 149 1957)
- CAIRNS T.A The oil palm *Elaeis guineensis* JACO in the Kigoma District (East Afric. Agric, J. 2 : 451-454 1937)
- CARTWRIGHT. K.S.G
and W.P.K. FINDLAY Studies in the physiology of wood-destroying fungi II. Temperature and the rate of growth (Ann. Bot, 48 : 481 - 495 1934)
- CHAS L.C Plot size and reduction of variability in oil palm experiments (Emp. J. Exptl. Agric. 29 : 212-224 1961)
- CHARABOT E. Palmiste ou palmier à huile. L'Agr. prat des pays chauds 8. (1er semest. 1908)
- CHEVALIER A. Les végétaux utiles de l'Afrique tropicale française. Fasc VII Documents sur le palmier à huile. Paris, 127 p. 1910
- CHEVALIER A. La patrie des divers *Elaeis*, les espèces et les variétés. Rev Bot. Appl. 14 : 187-196 1934
- CHEVALIER A. Taxonome, biogéographie et sélection des palmiers du genre *Elaeis*. Rev. (Bot. Appl. et d'Agric. trop, 23-295 1943)
- CORNELIUS J.A. A recent development in the small scale extraction of palm oil (trop Sci. 5 : 34-38 1963)

- FARQUHAR J.H.J. The oil palm and its varieties. Revised by H. N. THOMPSON. (Nig. Govt, Printer, Lagos 48 p 1913)
- FERRAND M. and M. OLLAGNIER Premier résultat d'une expérience d'aménagement et d'éclaircie de la palmeraie. (Oléagineux, 5: 227-253 1950)
- FERWERDA J.D Questions relevant to replanting in oil palm cultivation Doctor's thesis. Wageningen. 101 p. 1955
- FERWERDA J.D Replanting of oil palms. Trop. Agric. Trin., 32 : 45-57 1955
- FERWERDA. J.D Growth, production and leaf composition of the African oil palm as affected by nutritional deficiencies. Plant analysis and fertilizer problems, (Publ. no 8 148-158 1961)
- FICKENDEY, E. Kultur der Olpalme : 1-93 (In E. FICKENDEY and H.N BLOTTEN-DAAL. Olpalme. Hamburg/Leipzig. 211 p) 1929
- FICKENDEY E. Die Züchtung der Olpalme (*Elaeis guineensis* JACQ) Z. Pflanzenzüchtung 26 : 136-162 1944
- FOGGIE A. Some ecological observations on a tropical forest type in the Gold Coast. (J. Ecology 34 88-106 1947)
- GARRETT S.D Inoculum potential 23-56 (In : J.G HORSFALL and A.E DIMONT (Ed.) Plant pathology III New York/London 675 p) 1960
- GRAY J.E Native methods of preparing palm oil. First Ann. Bull. agr. Dep. Nigeria 29-50 1922
- HAINES W.B. and B. BENZIAN Some manuring experiments on oil palms in Africa. Emp. J. Exptl. Agric. 24 : 137-160 1956
- HARILEY C.W.S The improvement of natural palm groves. (J. West Afric Inst. for Oil Palm Res. 1 (2) 8-41 1954)
- HEMPTINNE J. and J.D. FERWERDA Influence des précipitations sur les productions du palmier à huile. Oléagineux, 16 431-437 1961
- HENRY. Y Conditions actuelles de la culture et l'industrie. Amélioration. (In Y JENRY and A. HOUARD. Etudes et projets d'amélioration de l'exploitation du palmier à huile. Paris 137 p. 1922)
- HOUARD. A Etude sur l'exploitation industrielle des palmiers à huile. (in G. VAN PELT en A. HOUARD. Le palmier à huile Marseille 1920)
- HUBERT P. Le palmier à huile Paris 314 p 1911
- HUNGER F. W. T De oliepalm (*Elaeis guineensis*) Leiden 383 p 1924
- HUSSEY G.G The germination of oil palm seed experiments with *Tenera* nuts and kernets. J. West Afric. Inst for Oil Palm Res 2 331-354 1959

- KADEN O.F. Le palmier à huile, arbre pionnier de la sylviculture de l'Afrique. *Seminarium Transmarinum*, 2, 1, : 31,-33 2 : 22-24 1955
- KEAY R.W.J Explanatory notes to Vegetation map of Africa south of the tropic of cancer. Oxford Univ. P. 24 p 1959
- LEPLAE E. Le palmier à huile en Afrique (Inst. Royal Col. Belge. Section des Sci. Nat. et Méd. 8, 108 p 1939)
- MARUNEN T. Contribution à l'étude de la densité de plantation chez les végétaux. (Publ. de L'INEAC Série Sci. n° 102 79 p 1963)
- MASON T.G. and Growth and correlation in the oil palm (*Elaeis guineensis*) C.J. LEWIN *Ann. appl. biol.* 12 410-421
- MAUBLANC A and Une maladie du palmier à huile. (Bull. Assoc Planteurs de M.C. NAVEL *Caoutchouc* 7 : 314 Reprint from l'Agron. col 4 : 187-191 1920)
- MILLIGAN H.F.M. The cultivation of the oil palm London 100 p. 1914
- NAVARATNAM S.J Successful inoculation of oil palms with a pure culture of *Ganoderma lucidum*. (Mal. Agric. J. 43 233-238 1961)
- NWANZE S.C. The economies of the pioneer oil mill. (J. West Afric. Inst. for Oil palm Res. 3 233-253 1961)
- OCHS. R Recherches de pédologie et de physiologie pour l'étude du palmier à huile. *Oléagineux* 18 231-238 1963
- PRENDERGAST A.S. Observations on the epidemiology of Vascular Wilt disease of the oil palm : (J. West Afric. Inst for oil palm Res : 148-175 1957)
- PREUSS. P. Die wirtschaftliche Bedeutung der Olpalme. (Tropenpflanzer 6 : 450-476)
- PREVOT P. Densité de plantation pour le palmier à huile. (Oléagineux J. DUCHESNE 10 : 177-222 1955)
- PREVOT P. La fumure potassique dans les régions tropicales et subtropicales M. OLLAGNIER *Potassium Symposium*. Berne 1958
- PREVOT P. Relation entre le magnésium du sol et de la feuille du palmier R. ZILLER *Oléagineux*, 13 : 667-669 1958
- RANCOULE A. et Fumure minérale du palmier à huile. (Oléagineux, 7 : 391-395) M. OLLAGNIER
- RAYMOND W.D. The oil palm industry. (Trop. Sci. 3 : 69-89 1961)
- REES A.R. An analysis of growth of oil palm seedlings in full daylight and in shade. (Ann of Bot. N.S. 27 : 325-337 1963)
- REES A.R. Relationship between crop growth rate and leaf area index in the oil palm. (Nature, 197, No 4862 : 63-64 1963)

- REES. A.R. Some factors effecting the germination of oil palm seeds under natural conditions.(J. West Africa Inst. for Oil palm Res. 4 : 201-207 1963)
- REES A.R. A large-scale test of storage methods for oil palm seed(J. West Afric. Inst. for Oil palm Res. 4 : 46-51 1963)
- REPORT Palm oil and palm kernels. Report of a committee appointed by the secretary of State for the Colonies. September, 1923, to consider the best means of securing improved and increased production.(Colonial n° 10. H.M. Stationary Office 20 p. 1924)
- ROGER. L Phytopathologie des pays chauds. I Paris 1126 p. 1951
- SCHAD H. Die geographische Verbreitung der Olpalme (*Elaeis guineensis*) Tropenpflanzer, 18 : 359-381, 447-467 1914
- SHELDRIK R.D A note on recent investigations into palm poisoning(J. W. Afric. Inst. for Oil Palm Res. 4 : 101-103 1963)
- SMILDE. K.W
and L.C. CHAPAS The détermination of nutrient status by leaf sampling of oil palms(J. West Afric. Inst. for Oil palm Res. 4 : 8-30 1963)
- SMILDE K.W and M.J.P LEYRITZ A further investigation on the errors involved in leaf sampling of oil palms.(J. West Afric. Inst for Oil palm Res, 4 : 251-261 1965)
- SOSKIN A. Die Olpalme. Ein Beitrag zu ihrer kultur. Beihefte zum Tropenpflanzer 13 : 311-341 1909
- SPARNAAIJ L.D Mixed cropping in oil palm cultivation.(J. West Afric. Inst for Oil palm Res. 2 : 244-264 1957)
- SPARNAAIJ L.D The analysis of bunch production in the oil palm.(J. West Afric. inst. for Oil palm Res. 3 : 109-180 1960)
- SPARNAAIJ L.D Annual yield variation in the oil palm(J. West Afric. Inst for Oil palm Res 4 : 111-125 1963)
- A.R. REES and L.C. CHAPAS
- THISELTON-DYER W.T Flora of tropical 8.(London 548 p 1902)
- THOMPSON A Observations on stem-rot of the palm.(Dept. Agric. Street Settl. and Fed. Mal, States, Spec, bull. Sci.series 21 : 1-28 Cited by Roger (1951) 1937)
- THOMSON A.L. and R.E. MOREAU Feeding habits of the palmmut culture *Gyrothierax*. Ibis, 99 : 608-613 1957
- TULEY P. Studies on the production of wine from the oil palm(J. West Afric. Inst. for Oil palm Res. 4 : 284-289 1965)
- TURNER P.D Infection of oil palm by *Ganoderma*.(Phytopathology 55 : 937 1965)
- UNWIN A. H West African forests and forestry. London 527 p. 1920
- VANDERYST H. La propagation de l'*Elaeis*.(Bull. agric, Congo Belge, 15 : 250-261 1924)

- VENKATARAYAN S.V The biology of *Ganoderma lucidum* on Areca and cocoanut palms. (Phytopath, 26 : 153-175 1936)
- WARDLAW C.W Vascular wilt disease of the oil palm caused by *Fusarium oxysporum* Schl. (Trop. Agric. Trin. 27 : 42-47 1950)
- WIHSTER O.C A note a uniformity trial with oil palms. (Trop; Agric. Trin. 16 : 15-19)
- DU WILDEMAN E. Le palmier à huile. Documents de mission du comte Jacques de Briey. Notes préliminaires. (Min. de Col. Brussels 468 p. 1920)
- ZEVEN A.C. On the origin of the oil palm. Grana palynologica 5 : 121-123 1964
- ZEVEN A.C. The origin of the oil palm (*Elaeis guineensis* JACQ). A sum. Mary. (J. Nigerian Inst. for Oil palm Res. 4 : 208-225 1965)
- ZILLER R. J. PRAGUIN
et J. BRUNEL Influence du milieu sur certains caractères et la production de l'*Elaeis* (Oléagineux 10 : 9-12 1955)

B. Ouvrages traitant des aspects régionaux

1 - Afrique Centrale -

- VANDERYST Le vin de palme ou malafu
(Bull. agr. du Congo Belge 20 pp 219-224)
Oil palm research of Dibamba
(Geog. helvetica 20 1 and 4 1965)
- Anon Le palmier à huile au Cameroun
(Oléagineux 7, 372)
- Anon. The potentiel of palm wine as the Base for a Camerounian
Industry 28 p.
- LETOUZEY. P Etude phytogéographique du Cameroun (Paris 1968 511 p)
- CHANPAUD. J ou le refus de l'agriculture de plantation (Etudes Rurales
n° 5, 37, 38 pp 209-311)
- DUGAST I. Inventaire ethnique du Sud-Cameroun (IFAM, série population,
n°1 Ahors, 1949, 159 p)
- NJOCK BOT P. Etudes sur les coutumes Bassa, ce que j'ai entendu et ce que
j'ai vu (1935. 149 p. non publié)
- MBOUI Essai sur la vie domestique des Bassa du Sud-Cameroun (Thèse
de doctorat)
- SURRE C. Le palmier à huile au Cameroun. Situation acutelle et program-
mes de développement (oléagineux, mai 1967)
- TJEEGA. P. Eséka : la ville, l'arrondissement une étude géographique
(D.E.S. Yaoundé, 1971-254 p)
- NICOLAI H. he kwilu. Etude géographique d'une région congolaise
(Bruxelles, 1963 472 p. + 4 cartes hors texte)
- VANDERWEYEN R. Notions de culture de l'Elaeis au Congo belge
(Bruxelles, Ministère des Colonies, 1952 - 292 p)
- TINKER P.B.H A study of some tropical soils supporting oil palms in southe
in Nigéria (J. of W.A.I.F.O.R, 9, 1959, p. 16-51)
- CAPOT REY P.
- AUDEBERT D. CARLE DE ROSTOLAN Premier programme de la culture du palmier à
huile au Cameroun Oriental (Etude Socio-Economique dans les
secteurs d'Eséka et de Dibombari) 2 volumes. Ministère du Plan
et du Dupt. Secrétariat d'Etat au dével. Rural 1968.
- CONROTE L. Technique de plantation du palmier Elaeis au Congo belge
Minist. des Colonies, Bruxelles 1951 132 p.
- VAN DEN ABEELE M et VANDENPUT R. Les principales cultures du Congo belge
3e éd. Bru. Direction agric. forêts et Elévage, 1956 p. 233-276
- VANDERWEYEN R. Notions de culture de l'Elaeis au Congo belge. Bruxelles.
Ministère des Colonies. 1952, 292 p.
- HASSELO H.N. Fertilizing of young oil palm in the Cameroons. Plant and soil
11, 1959 p. 113-130
- FERRAND M. et BACHY A. La carence magnésienne du palmier à huile au Moyen-
Congo Oléagineux 12, 1957 p. 15-19.

- KOVACHICH W.G. Little leaf disease of the oil palm in Belgian Congo. Trop. agr. Trinidad, 29 1952, p. 107-114, et 30 p. 61-69
- PIERWERDA. Boron deficiency in oil palms in the Kasai region of the Belgian Congo. (Nature, 173, 1954, p. 1097)
- BRUGIERE Etude pédologique de la cuvette congolaise. (Rapport ORSTOM 1960)
- DUFRANCE N. et
BERGER J.L. Etude sur la récolte des palmeraies (Bull. agr. du Congo belge, 1957 XLVIII, p. 581-640)
- BROUN Note sur le palmier *Elaeis* dans le district de l'Equateur (Bull. Agric. Congo Belge 5 : 331-342 1914)
- CHAMBON R. et
A. LERUTH Monographie des Bana Muhona. Territoire de Kongolo District du Tanganyika (Bull. agric. Congo Belge 45 : 519 1954)
- DESNEUX R. et
O. ROTS Vers une exploitation plus intensive et plus rationnelle des palmeraies subspontanées du Kwango, (Bull. agr. Congo Belge 50 : 295-328 1959)
- DYKE F.M. Quelques données sur la productivité du palmier à huile au Congo. (Bull. agric. Congo Belge, 15 : 491-511 1924)
- EXELL. A. W. A catalogue of the vascular plants of San thome. Brit. Mus Nat. Hist. London 428 p 1944)
- GERALDES C. de M. Renseignements sur le palmier à huile en Angola. (Extract of Anais de Inst. Sup. de Agron. 3 : 142-150 1929)
- GERMAIN R. Les associations végétales de la plaine de la Ruzizi (Congo Belge) en relation avec le milieu (Publ. INEAC. Sér. Sci. n° 52. 320 p 1952)
- DE GROOF. G. L'avenir de l'exploitation de l'*Elaeis* au Mayumbe. Journées (d'Agron. Col. Gembloux : 256-265 1933)
- HARTLEY. C.W.S Notes on a visit to research stations, oil palm plantations and palmeries in the Belgian Congo during April, 1958 Mimeographed. 1958
- JANSSENS P. Le palmier à huile au district du Kasai (Bull. agric, Congo Belge 8 : 218-244)
- JANSSENS P. Le palmier à huile au Congo portugais et dans l'Enclave de Cabinda. (Bull. agric. Congo Belge, 18 : 28-58)
- JENTSCH et
BUSGEN Forstwirtschaftliche und forstbotanische Expedition nach Kamerun und Togo. Beihefte zum Tropenpflanzer, 10, 196 p 1909
- KREMER E. Le droit foncier coutumier du Congo Belge. (Bull. Jurid Indig. et du Droit cout. Congo 24 : 233-258, 269-286 1956)
- LEBRUN J. et
G. GILBERT Une classification écologique des forêts du Congo Publ. l'INEAC. Sér. Sci. n° 63, 89 p 1954
- DEGROOF D. La question du palmier à huile au Mayumbe (Bull. agric. Congo Belge, 24: 131-149 1933)

- LEPLAE E. Oil palm groves in the Belgian Congo (In. A.A.L. RUTGERS. E. LEPLAE and P. TINGEY Oil palms and their fruits. London 41 p 1922)
- MAUDOUX E. La régénération naturelle dans les forêts remanées du Mayembe. (Bull. agric. Congo Belge, 45 : 403-421 1954)
- MESTDAGH L'exploitation des palmiers Elaeis à la station expérimentale de Gazi (stanleyville Bull. agric. Congo. Belge. 12 : 327-352 1921)
- MILDBRAED J. Wissenschaftliche Ergebnisse der Deutschen Zentral-Afrika Expedition 1907-1908, 11. Botanik Leipzig 718 p 1914
- POIRET G. Situation du palmier à huile et programme d'action en vue de son amélioration et du développement de sa production en Guinée française. (Mém. et Rpts sur les Mat. Gr. 5, Conf. de palmier à huile : 69-80 1937)
- PORTERES R. Aires altitudinales des Raphias du Dattier sauvage et du palmier à huile au Cameroun français. (Rev. Intern Bot. Appl. et Agric. trop. 27 : 203-206 1947)
- REDER Die Ausnutzung der Olpalmbestände im Duala-Bezirk Deutscher Kol. Blatt, 19 : 948-952 1912
- ROY. J Situation du palmier à huile en Guinée. (Bull. Agron. No. 14 : 120-125 1957)
- TISSERANT C.H. L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui (Bull. Inst. Et. Centrafr. N.S. 6 : 209-273 1953)
- VANDERWEYEN R. La prospection des palmeraies congolaises et ses premiers résultats. (Bull. d'inform. INEAC 1 : 357-382 1952)
- VANDERYST H. L'origine des palmeraies du Moyen-Kwilo (Bull. agric. Congo Belge. 10-70 1919)
- VELHO. H DE
- L.A. et J.L. XABREGAS Composição dos oleos de palma de Angola Agron. Angola-na 1 : 133-142 1950
- WILSON C. Harness for climbing palm trees. (Cameroons development Corporation 1959)

2 - Afrique Occidentale. -

- ANYANE .S The oil palm economies of western tropical Africa
(Stanford Univ. 1966 pp. 489)
- ZEWEN The Semi-wild oil palm industry of western tropical Africa
pp. 63-68
- MARTIN Ann. The oil palm economy of the Ibibio farmer
(Ibadan U. Press. Ibadan 1956 53 p)
- IRVINE F.R Supplementary and Emergency food palms of west-Africa
(Econ. Bot. 6, 1, 23-40)
- DALZIEL. J-M Useful palms of West Tropical Africa.
(London : Crown Agents for the Colonies. 1937)
- BASSIR. O Some Nigerian Wines
(West Afr. J. of Biol chem. 10, 2, pp. 42-45 1967)
- IRHO Plan palmier à huile de la Côte d'Ivoire. Avant-projet technique
pour un premier stade de réalisation (1961. non publié. Pro-
priété du Gouvernement de la Côte d'Ivoire)
- BIENAYME A. L'économie des oléagineux en Nigéria (oléagineux 13, 1958, p.
437-441, 525-529 et 671-681)
- KOBHEN A. Le planteur noir (IFAN 1956 in études Eburnéennes 219 p)
- FERRAND M. ADAM J. BAGOT Y. et WORMS P. Oléagineux de l'Afrique intertro-
picale française (Cahiers encyclopédiques d'outre-mer, n° 2
et 3 Librairie autonome, Paris 1957)
- PREVOT P. et ZILLER R. Etude d'une carence en potasse et en azote sur palmier
à huile au Dahomey. (Oléagineux 12, 1957, p. 369-376)
- BULL. R.A. A preliminary list of the oil palm diseases encountered in
Nigéria.(J. of W.A.I.F.O.R 2, 1954 p. 53-93)
- LESTANG.Th. F Les principaux animaux parasites du palmier à huile en Côte
d'Ivoire et leurs dégâts. (Oléagineux 2, 1947 p. 59-67)
- CACHAN L'hispidae mineur Coelaenomenodera Elaeidis Maul, parasite du
palmier à huile dans la zone guinéenne tropicale, 12, 1957,
p. 610-632
- BACHY A. et FEHLING C. La fusariose du palmier à huile en Côte d'Ivoire
(J. d'agr. trop. de botanique appliquée, 4, 1957, p. 228-240)
- I.R.H.O Plan palmier à huile de la Côte d'Ivoire. Avant-projet technique
pour un premier stade de réalisation, 1961 (non publié, propriété
du Gouvernement de la Côte d'Ivoire)

- BIENAYME A. L'économie des oléagineux en Nigéria. (Oléagineux 13, 1958, p. 437-444)
- DABIN B. LENEUF N. et RIOU G. Notice explicative de la carte pédologique de la Côte d'Ivoire Direction des sols. (Abidjan 1960)
- GUNN J.S. et coll. The development of improved nursery practices for the oil palm in West Africa (J. of W.A.I.F.O.R., 3, 11, 1961 p. 198-232.)
- SPARNAAIJ L.D. et GUNN J.S. The development of transplanting techniques for the oil palm in West Africa. J. of W.A.I.F.O.R 8, 1959 p. 281-309
- ANYANE S.L. Report on survey of Krobo oil palm areas, april-june, Accra Department of Agriculture, pp. 19, 4 maps. 1952
Report on Volta oil palm survey : Afram areas. Accra, Department of Agriculture, pp. 9, 5 maps.
The oil palm belt of Ghana. Accra, Division of Agriculture
- AUBREVILLE A. Le climat écologique du palmier à huile dans l'Ouest africain. (Bull. Inst. colon. Marseille Mat. grasses 1944)
- BOUFFIL P. Le palmier à huile en Côte d'Ivoire. (Géographie 64, 397-411 1935)
- BRIDGES A.F.B The oil palm industry in Nigeria (Fm For. 7, 54-8)
- BROEKMANS A.F.M. Growth, flowering and yield of the oil palm in Nigeria (J. W. Afr. Inst. Oil palm Res. 2, 187-220 1957)
- BULL. R.A. A preliminary list of the oil palm diseases encountered in Nigeria. J. W. Afr. Inst. Oil Palm Res. I (2) 53-93 1954
Bronze leaf wilt of coconut palms in Nigeria. (J.W. Afr. Inst. oil palm Res. I (3), 70-2 1955)
- CHARTER C.F. Environnement conditions necessary for profitable oil palm cultivation with special reference to the devastated cocoa area in the central Densu basin. (Kumasi, department of soil & Land-Use survey, pp. 7. Tech. Rep. 10. (Mimeo) 1952)
- CHEVALIER A. Le palmier à huile à la Côte d'Ivoire (Rev. Bot. appl; 11, 213-29 1931)
- COGNARD A. La palmeraie du Dahomey C.R Conf. franco-brit, palm huile 1956 (Bull. agron. Fr. d'out. mer 14) pp. 91-8 1957
- COTTERELL G.S The Hispid leaf-miner (Coclaenomendera elaeis Maul), of oil palms (Elaeis guineensis Jacq) on the Gold Coast. (Bull. Agric. Gold Cst 22, 254-60 (Yearbk 1929) 1930)
- FRANCE OUTRE MER Le palmier à huile : arbre de vie du Dahomey. (Fr. Outremer 27, 143-6 1949)

- GLETANOU La palmeraie dahoméenne et l'aide du paysannat.(Fr. Outremer 1956, 34-7 ; 63)
- GOLD COAST GOVERNMENT. Despatch relating to the oil palm industry, with particular reference to a subsidy scheme for palm oil mills. (Accra GPD, Gold Cst sess Pap. 3 of 1930-31)
- HALE J. B. Mineral composition of leaflets in relation to the chlorosis and bronzing of oil palms in West Africa.(J. agric. Sci. 37, 236-44 1947)
- HARTLEY C.W.S. The improvement of the West African natural palm groves. (World Crops, 7 143-8 1955)
Advances in oil palm research in Nigeria in the last twenty-five years.(Emp. J. exp. Agric. 26, 136-51 1958)
- HUDSON W.R. Survey of the oil-palm area of Appam, Central Province.(Bull Dep. agric. Gold Cst 22, 249-53 (Yearbk) 1930)
- IVORY COAST SERVICE D'AGRICULTURE Les travaux d'aménagement et d'extension de la palmeraie naturelle de la région de Dabou (Côte d'Ivoire) C.R. Conf. franco-brit. palm. Huile 1956 (Bull. agron. Fr. d'out mer 14) pp. 111-19 1957
- JARETT H.R. The oil palm and its changing place in the economy of Sierra Leone. Geography 42, 50-9 1957
The present setting of the oil-palm industry, with special reference to West Africa(J. trop. Geogr. 11, 59-69 1958)
- LUC. M. Sur trois champignons du palmier à huile en Côte d'Ivoire.(Rev. Mycol, Paris 18, 94-102. 1953)
A case of leaf bend in oil palms on the Ivory Coast.(Oléagineux 9, 161-3 (In French) 1954)
- MALLAMAIRE A. Extraits du Rapport de la station expérimentale du palmier à huile de la Mé, année 1933, laboratoire de phytopathologie et d'Entomologie.(Bull. Com. A.O.F, 17, 433-85 1934)
- MORGAN. W.B. The Nigerian oil palm industry (Scot. geogr. Mag. 71, 174-7 1955)
- PITMAN J.H.N. Manya-Yilo-Krobo oil palm survey, 1951, Accra, Department of Agriculture.
- ROY, J. Situation du palmier à huile en Guinée G.R. Conf. franco-brit Palm. huile (Bull. agron. Fr. d'out. mer 14) pp. 120-5 1957
- SURET-CANALE, J. L'industrie des oléagineux en AOF. Cah. d'Outre-mer 3, 280-8 1950
- TEKPER W.N. Oil palm industry in Krobo.(Ghana Fmr 2, 92-4 1958)
- SCHEIDECKER D. et PREVOT P. Nutrition minérale du palmier à huile à Pobé (Dahomey Oléagineux 1954 13-19)

- TOGO SERVICE D'AGRICULTURE La palmeraie du Togo. C.R. Conf. franco-brit.
Palm. huile 1956 (Bull. agron. Fr. d'out. mer 14 pp. 99-110 1957)
- UNITED AFRICA COMPANY The production of palm oil and palm kernels in Nigeria
(Statist. econ. Rev. 1, 15-31 1948)
- The processing, storage and transport of Nigerian palm oil Statist. econ.
Rev. 13, 1-40 1954
- WARDLAW. W.W. Vascular wilt disease of oil palms in Nigeria Nature, (Lond.
162, 850-1 1948)
- WATERSTON. J. M. Observations on the influence of some ecological factors on
the incidence of oil palm diseases in Nigeria (J.W.Afr. Inst. Oil
Res. 1 (1), 24-59 1953)
- WRIGHT, J. O. Unusual features of the root system of the oil palm in West
Africa. Nature, (Lond. 168, p. 748 YANSON, S. W. 1951 Western
Province oil palm survey :)
- BRET. M Le palmier à huile à la Côte d'Ivoire (pays Adioukrou) L'Agr.
prat. des pays chauds, 11, (1er semest.) 40-44 1911
- BRIDGES A.F.B Report on oil palm survey, Ibo. Ibibio and Cross River area.
Mimeographed. 93 p. 1939
- BROEKMAN A.F.M. Growth, flowering and yield of the oil palm in Nigeria (J.
West Afric. Inst. for Oil palm Res. 2 : 187-220 1957)
- BROWN. L.M Agriculture in Igbirra. (Farm and Forest, 6 : 102-103 1945)
- BUCHANAN K.M. et
J.C. PUGH Land and people in Nigeria (London 252 p.)
- BUCKLEY F.L. The native oil palm industry and oil palm extension now in
Owerri and Calabar Provinces. (Papers 3rd W. Afr. Conf. Vol. 1.
(Nig. Section) : 207-271 1938)
- BULL. R.A. A preliminary list of the oil palm diseases encountered in
Nigeria (J. West Inst. for oil palm Res. 1 (1) : 53-93 1954)
- CHEVALIER A. Biogéographie et écologie de la forêt dense ombrophile de la
Côte d'Ivoire (Rev. intern. Bot. appliq. et d'agric. trop. 28 :
101-115 1948)
- CHUBB. L.T. Ibo land tenure (Enugu 1947)
- CLAYTON W.D. A reconnaissance ecological survey of Western Kabba province
(Bull. n° 5 Soil Survey section-regional research station
Min. of Agr. Samaru, Zaria 17 p. 1958)
- CLERC. J.P. ADAM and
P. TARDITS Société paysanne et problèmes fonciers de la palmeraie daho-
méenne. (L'homme d'O.M. 2, 147 p. 1956)
- COGNARD. A La palmeraie du Dahomey, (Bull. agron. Fr. d'O.M. No 14 : 91-98
1957)

- CRONE G.R. The voyages of Cadamosta and other documents on Western Africa in the second half of the fifteenth century. (London 159 p. 1937)
- DANIEL J. Le palmier à huile au Dahomey. (Extrait de la Revue Col. Paris 34 p. 1902)
- DIKE K.O. Trade and politics in the Niger Delta. 1830-1885 (Oxford, 250 p 1956)
- DUPIN H. et M. DUPIN Nos aliments, manuel à l'usage des éducateurs de l'Ouest Africain. (Editions Soc. Franç, 117 p. 1962)
- DUTHE M. et Les pays Adioukrou et sa palmeraie (Basse Côte d'Ivoire 1958)
- DYKE F. M. Report on the oil palm industry in British West Africa (Lagos 1927)
- EICHER C.K. et W.L.MILLER Observations on smalholder palm production in Eastern Nigeria Mimeographed.
- ELIAS, T.O Nigerian land law and customs, (2nd print. London, 326 p. 1953)
- FAULKNER O.T Palm oil Central factories. Their commercial and economical possibilities, First Annual Bull. Agric, Dep. Nigeria Lagos : 18-28 1922
- FAULKNER O.T. et Native methods of preparing palm oil. II 2nd Ann. Bull. C.J. LEWIN Agric. Dept. Nig. Lagos. 3-22 1923
- FAULKNER. O. et West African Agriculture. (Cambridge Univ. Press. 186 p.) J.R. MACKIE
- FEDERAL GAZETTE Federal Gazette of Nigeria for 1960, and for 1961 (Lagos)
- FORDE C.D Land and labour in a Cross River village, (Southern Nigeria Geograph. J. 90 : 24-51 1937)
- FORDE C.D. R. SCOTT The native economies of Nigeria. (London, 312 p. 1946)
- GROVE. A.T. Soil erosion and population problems in South-East Nigeria (Geogr. J. 117 : 291-306 1951)
- HARTLEY C.W.S The improvement of the West African natural palm groves. (Bull. Agron. Fr. d'O.M. No 14 : 67-75 1957)
- HARTLEY C.W.S Visit to Sierra Leone. (Mimeographed. 1961)
- HARTLEY C.W.S The decline of the oil palm industry in Nigeria. (Mimeographed 1963)
- HAWKESWORTH. E.G Intelligence report on the Okun and Afaha clans, Ikot Ekpene Division. (Mimeographed 1931.)
- IRVINE F. R. The indigenous food plants of West African peoples, (J. New York Bot. Garden, 49 : 225-236, 253-267 1948)
- JAGERSCHMIDT H. L'économie du palmier à huile en Côte d'Ivoire. (Oléagineux 8 : 153-156 1953)
- KUNSTMANN F. Valentin Ferdinand's Beschreibung der Westküste Afrika's bis zum Senegal. Abhanszlungen hist. Classe der Koen. Bav. 1856

- LOMAX. J.W.E The oil palm in Igala, Nigeria (Mimeographed 1962)
- MANLOVE D. Palm oil in Nigeria (Trop. Agr. Trin. 8 : 171-175 1931)
- MARTIN F.J A preliminary survey of the vegetation of Sierra Leone
Freetown 6 p. 1938
- MARTIN A. The oil palm economy of the Ibibio farmer, (Ibadan, 53 p. 1956)
- MAUNY R. Esmeraldo de situ orbis. (Côte occidentale Afrique du Sud
Maroc au Gabon) par Duarte Pacheco Pereira (vers 1506-1508)
Mém. Centro de estudos da Guiné port. 19. (Bissau, 226 p
1956)
- MEEK. C.K. Land tenure and land administration in Nigeria and the
Cameroons, Col. off. Col. Res. Studies No 22. (London, 420 p
1957)
- MENAKAYA O.C. Eastern Nigerian oil palm grove rehabilitation scheme
agric. Bull. n° 3 (Mimeographed. 1961)
- MONOD. Th. Description de la Côte occidentale d'Afrique ... par Valentin
A. TEIXEIRA DE MOTA Fernandes (1506-1510) Mém. Centro de estudos da Guiné
et R. MAUNY port. 11. (Bissau 225 p. 1951)
- MULHEIM. P. Considérations sur le développement du rendement des
palmeraies en Côte d'Ivoire. (Conf. du palmier à huile.
Mém. et Rpts. sur les Mat. Gr. 5 : 87-93 1937)
- PICHEL. R.J Quelques aspects de la culture du palmier à huile et du
cocotier en A.O.F. Conférence franco-britannique sur le palmier
Elaeis et le cocotier à Cotonou et Abidjan, Janvier 1956.
Publ. des Serv. de l'Agric. des Min. des Col. et de Gouv. Gen.
du Congo Belge. (Brussels, 96 p. 1957)
- PIENING L.J A checklist of fungi recorded from Ghana. (Min. of Agr.
Ghana Bull. No. 2 : 1-130 1962)
- PREVOT P. Fumure potassique au Dahomey. (Oléagineux, 10 : 593-597
1955)
- PURVIS. C. The fruit type of oil palms in a rain-forest near Benin
(Unpublished work 1954)
- RAYNAL. A Flore et végétation des environs de Kayar (Sénégal) Ann. de
la Fac. des Sci. 9. série : sci. vég. 2 : 121-231 1963
- ROUSSEAU. P. Le palmier à huile au Sénégal. L'Inform. géogr. 1 : 141-148
1950
- SCHEIDECKER D. et P. PREVOT Nutrition minérale du palmier à huile à Pobé
(Dahomey) Oléagineux, 9: 13-19 1954
- SCOTLAND D.W. et
F.J. MARTIN A brief note on the progress of oil palm investigations in
Sierra Leone. Paper No. 18 in 2nd Conf. of W. Afr. Agric.
Aff. in Gold Coast, 1929 Bull. No 20 of Dept. Agric. Gold
Coast : 213-216 1930

- SLATER, A.R. Despatches relating to the Sierra Leone oil palm industry and the establishment of oil palm plantations. Sessional papers, 12, 41 p 1925
- SLY. J.M.A. et
L.C. CHAPAS The effect of various spacings on the first sixteen years of growth and production of the Nigerian oil palm under plantation conditions, (J. West Afric. Inst. for oil palm Res, 4 : 31-45 1963.)
- STOCKER Les palmeraies d'Elaeis du territoire de Doruma (Ht. Uelé). (Bull. agric. Congo Belge. 12 : 321-327 1921)
- SYKES, R.A Some notes on the Benin Forests of Southern Nigeria. (Emp. Forest. J. 9: 101-106 1930)
- TARDITS. C Développement du régime d'appropriation privée des terres de la palmeraie du Sud-Dahomey 1963
- THOMPSON, H.N. Notes on the oil palm of Southern Nigeria. (Gov. Publ. Lagos. 8 p 1907)
- TINKER, P.B.H et Dry matter production and nutrient content of plantation
K.W. SMILDE oil palms in Nigeria, II. Nutrient content. Plant and soil. 19: 350-363
- TINKER, P. B.H. et
C.O. ZIBOH A study of some typical soils supporting oil palms in southern Nigeria (J. West Afric. Inst. for Oil palm Res. 3: 16-51 1959)
- TOOVEY F.W. 7th Annual Report of the oil palm Research Station, Benin 1946-1947. 111p. 1947
- TOOVEY F.W. First Annual Report of the West Afric. (Inst. for oil Palm Res. Benin. 1952-'53. 135 p 1954)
- TURMEL. J.M. L'eau et le sol dans les divers milieux du Sahara occidental et les possibilités agricoles dans les palmeraies (Rapport préliminaire) Rev. Int. Bot. Appl. 32 : 482 1952
- VINE. H. Studies on soil profiles at the WAIFOR-Main station and at some other sites of oil palm experiments, (J. West Afric. Inst. for oil palm Res. 1 (4) : 8-59 1956)
- WAKEFIELD E.M. Diseases of the oil palm in West Africa. (Kew Bull, 9 1920)
- WATERSTON. J.M Observations on the influence of some ecological factors on the incidence of oil palm diseases in Nigeria, (J. West Afric. Inst. for oil palm Res. 1 (1) : 24-59 1953)
- WILLIAMS T. Statement on oil palm investigational work in the Gold Coast. (Paper No, 19 2nd Conf. of W. Afr. Agric. Off. Gold Coast Bull. n° 20 of dept. Agric. 2. 1930)

- ZEVEN A.C The development, retrogression and rehabilitation of oil palm groves and the influence of population pressure.(Proc. Sci. Ass. Nigeria, 6: 38-41 1963)
- ZEVEN A.C The oil palm groves southern Nigeria : Part I. Types of groves in existence,(J. Nigerian Inst. for Oil palm Res, 4 226-250 1965)
- ZEVEN A.C. The oil palm groves in southern Nigeria : Part II. Palm groves as they develop and deteriorate, and their rehabilitation.(J. Nigerian Inst. for Oil palm Res, 4.)

3. - Afrique Orientale

- GALLENWAY. P.J. Origins of some East African food plants Part IV. East Afric.(Afric. J. No 10 : 251-256 1945)
- JUMELLE H. Palmiers (In. H. HUMBERT (Ed.) Flore de Madagascar et des Comores.(Tananarive 186 p 1945)
- JUMELLE H. et Le palmier à huile à Madagascar .(Extrait de les mat
H. PERRIER DE LA BATHIE grasses : 2065-2067 1911)
- JUMELLE H. et
H. PERRIER DE LA BATHIE Palmiers de Madagascar(Marseille/Paris 91 p. 1913)
- LIVENS J. Caractéristiques pédologiques de quelques palmeraies naturelles et artificielles au Kwango-Kassai.(C.R. Sem. Agric. Yangambi, II : 570-581 1947)
- SHEPSTONE. D The oil palm in Western Tanganyika. East Afric. Agric. J. 16: 126 130. 1951
- THOMAS A.S The oil palm in Uganda,(East Afric. Agric. J. 2, 5-11 1936)
- THOMAS A.S Oil yielding plants. (Chapter 14 : 445-450, in 'Ed.) J.D TOTHILL. Agriculture in Uganda. London 551 p.)
- WARBURG O. Die palmen Ostafrikas und ihre Verwertung. (In : A ENGLER Die Pflanzenwelt Ost-Afrikas und der Nachbargebiet. Berlin 1-27) 1895
- WILLAMSON. J. The useful trees of Uganda Zomba 168 p. 1955
- WILLS. (Ed.) J.B. Agriculture and land use in Ghana (Oil; palm on p. 362-364) Oxford Univ. Pr. 504 p. 1962
- ZIMMERMAN. E. Die Olpalme am Tanganyika See.(Tropenflanzer, 12 549-559; 1911)

4. - Amérique

FERRAND M. Le Noli (*Elaeis melanococca* ou corozo oleifera) en Colombie.
(Oléagineux, 15, 1960 p. 823-827)

MALAGUTI G. Pudricion del cogollo de la palmera de aceite Africana en
Venezuela. (Agronomia Trocial, 1953, Venezuela)

COOK. O.F History of the coconut palm in America Contr. from the
U.S. Nat. Herb. 14: 271-342 1910

HODGE, W.H. The Royal palm climber of Cuba. (Principes, 2 : 18-20 1958)

5.- Asie

STEW KEE Nutrient content of oil palm in Malaya
 (Malaya ag. J. 1968. 46, 3 pp 332-402)

MINISTRY OF AGRICULTURE and
OIL PALM MALAYA The oil palm in Malaya
COOPERATIVES,
MALAYA (Kuala Lumpur malaya 1966)

BUNTING B. BEORGI C.D.V
et MILSUM J.N. The oil palm in Malaya depart. of Agric. (Kuala Lumpur,
 1934, 293 p.)

COULTER J.K. Mineral nutrition of the oil palm in Malaya. The use
 of frond analysis as a guide to manurial requirements.
 Malayan agr. J. 41 1958, p. 131-151.

ROSENQUIST E.A Fertilizer experiments en oil palms in Malaya (J. of
 W.A.I.F.O.R 12, 1962, p. 291-301)

PREVOT P. et
OLLAGNIER M. La fumure potassique dans les régions tropicales et
 subtropicales (Potassium Symposium, 1958. Institut interna-
 tional de la Potasse, Berne, 38 p.)

KAVANAGH K. Experience gained from one year's practical application
 of Simazine on Malayan Estates (The planter, XXXVIII,
 1962 p. 235-238)

DELL. W De aantasting van de oliepalm in Sumatra door Ganoderma
 Lucidem, De Bergcultures, 24 : 191-203 1954

DESMAREST, J. La plantation expérimentale de Grande-Drewin (Oléagineux
 17 : 307-312 1962)

HEATH, R.G Ann. Rpt. Dept. Agric, Fed. Malaya for the year 1957
 106 p. 1958

H O R S T E X T E

TABLE DES CARTES ET GRAPHIQUES

<u>N°</u>	<u>Pages</u>
1 - Situation de la région étudiée	9
2 - Aires de culture du palmier à huile	13
3 - Paysages végétaux du Cameroun	16
4 - Relief du Cameroun	17
5 - Composition ethnique	18
6A - Courbes pluviométriques et thermiques	27
6B - Courbe ombro-thermique	29
7 - Carte des densités	51
8 - Infrastructure scolaire et sanitaire	63
9 - Schéma montrant la densité des palmiers dans un terroir en relation avec la structure agraire	96
10 - Localisation des plantations dites coloniales	137
11 - Plan Palmier au Cameroun	161
12 - Commercialisation de l'huile de palme	163 bis
13 - Commerce du vin de palme	119 bis
14 - Pyramide des âges de la main-d'oeuvre de la Socapalm	181
15 - Aires de recrutement des employés de la Socapalm	189
16 - Evolution main-d'oeuvre de la Socapalm	191
17 - Evolution des salaires versés	198
18 - Villages intéressés par l'opération "Palmeraies Villageoises	207
19 - Secteur Dingombi-Njockloubè	213
20 - Grandes tranches d'âge de la population du secteur de Dingombi-Njockloubè	217
21 - Courbes "d'assiduité" à la palmeraie	224

I - ENQUETE SUR LA MAIN D'OEUVRE DE LA SOPACOR (ESEKA)

1 - Etat-Civil et Situation matrimoniale

a - Nom et prénom (du chef de famille)

Age Sexe Ethnie

Niveau d'instruction

Lieu de naissance (village et arrondissement)

.....

b - Combien avez-vous de femmes ?

Noms des femmes	Age	Résidence actuelle	Profession
--------------------	-----	-----------------------	------------

.....
-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------

1 - Noms des enfants	Age	Résidence actuelle	Profession	Situation matrimoniale
-------------------------	-----	-----------------------	------------	---------------------------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

2 - Noms d'autres personnes à charge	Age	Résidence actuelle	Profession	Degré de parenté
--------------------------------------------	-----	-----------------------	------------	---------------------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....
-------	-------	-------	-------	-------

.....	?
-------	-------	---	-------	-------

2 - Situation foncière et économique

- a - Etes-vous propriétaire foncier dans la région d'Eséka ?
où ?
Distance entre votre propriété et la palmeraie
.....et votre lieu de résidence actuelle
.....
Origine de la propriété (Fondation, héritage, achat)
Location de la parcelle cultivée ?prix ?
.....
Si oui - lieu de résidence du propriétaire
- lien de parenté
Mode de gestion de la parcelle (exploitation avec la famille ou
laissée à la femme)
b - Plantes cultivées
Nombre de parcelles (champs)
Avez-vous une palmeraie spontanée ? Combien
de tiges ?
L'exploitez-vous ?
Quantité d'huile extraite annuellement (fûts ou tines)
Recettes fournies par les palmistes par an
Seriez-vous prêt à aménager une palmeraie sélectionnée dans le cadre fa-
milial ?
.....
Si non pourquoi ?
.....
.....
Possédez-vous une cacoyère ?
Si oui - lieu d'implantation
- Trouvez-vous assez de temps pour l'entretenir
.....
Avez-vous d'autres sources de revenus
Si oui, lesquelles ?
.....
.....

3 - Situation professionnelle

- Qualité professionnelle à la SOPACOR (manoeuvre, chef d'équipe
.....)
- Date d'entrée à la SOPACOR
- Y a-t-il eu changement dans votre situation professionnelle
.....Si oui quelle en a été l'évolution ?
- Comment avez-vous été recruté (par l'Inspection du Travail ou en vous
présentant directement à la SOPACOR ?)
.....
- Aviez-vous déjà exercé une profession rémunérée
Si oui où Qualification Durée
.....
.....
.....
.....
.....
- Etes-vous venu dans la région d'Eséka avant ou après l'ouverture de la
SOPACOR ?
- Avez-vous déjà séjourné en ville Laquelle
Durée
- Où passez-vous vos congés annuels depuis que vous êtes à la SOPACOR
.....
- A quoi les employez-vous
.....
.....

4 - Divers

Etes-vous membre d'une tontine ("ndjangui")..... Montant mensuel

.....

-Groupe de travail ("yum").....Fréquence

.....

Conditions de logement actuelles (à la Cité, au village, location à Eséka)

.....

Aimeriez-vous plus tard habiter à la Cité de la SOPACOR

Si non, pourquoi ?

Habitez-vous votre propre maison ?

Si non souhaiteriez-vous en construire une ?

Si oui, où ?

Combien de temps aimeriez-vous passer à la SOPACOR ?

II - QUESTIONNAIRE DESTINE A LA DIRECTION DE LA SOPACOR (ESEKA)

Date de création de la SOPACOR (Débuts des travaux) _____

Origine du financement _____

Aire de recrutement de la main-d'oeuvre _____

Quels problèmes rencontrez-vous au niveau de la main-d'oeuvre (effectifs, régularité)

A quelle période de l'année se situe le plus fort taux d'absentéisme _____

Comment vous l'expliquez-vous _____

Enregistrez-vous beaucoup de démissions - Si oui, quelles raisons invoquent ceux qui partent ? _____

Y a-t-il échange de main-d'oeuvre entre ESEKA et MBONGO ? _____

Effectif total _____ Dont _____ femmes

Effectif cadres _____ Dont _____ Camerounais et _____

Expatriés.

Conditions - actuelles de logement de la main-d'oeuvre _____

- dans l'avenir _____

Conditions à remplir pour être logé dans la Cité actuelle _____

La SOPACOR dispose-t-elle pour les ouvriers d'un éconamat ? _____

Si non, pourquoi ? _____

Evolution des effectifs depuis la création de la palmeraie _____

Infrastructure sociale actuelle _____

Superficie plantée (fin 1972) _____

Densité palmiers à l'ha. _____

Année 1ère production et quantité escomptée _____

Quelles relations la SOPACOR aimerait-elle entretenir avec les planteurs voisins
(qu'il s'agisse des plantations subspontanées ou sélectionnées) ? _____

Quels sont les projets de la SOPACOR, à court terme, dans la région ? _____

Quels sont les problèmes majeurs rencontrés pour l'implantation du complexe
(problèmes fonciers, topographiques, de milieu humain) et comment la
SOPACOR les a-t-elle résolus ? _____

ORSTOM
Direction générale :
24, rue Bayard, PARIS 8^e
Centre O R S T O M de Yaoundé :
B.P. 193 – YAOUNDE
République Unie du Cameroun